

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LA VOIE DU SOCIALISME

ORGANE POUR L'EDIFICATION DU MOUVEMENT COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

Sommaire :

N°1 (1984) :

Vers l'édification du mouvement marxiste-léniniste. (p. 2) — Lois Auroux : vers la "trêve des classes" ? (p. 6) — Le marxisme et les réformes. (p. 8) — Les deux réformismes du PCF. (p. 10) — Un gouvernement de régression sociale. (p. 16) — Myslim Peza, un combattant légendaire du peuple albanais. (p. 18)

N°2 (1984) :

Les nécessités de la lutte. (p. 20) — Quel avenir pour les producteurs de lait ? (p. 23) — Plan acier et crise capitaliste. (p. 29) — Il y a 40 ans : les 23. (p. 34) — Tchad : les fidélités coloniales du gouvernement PC-PS. (p. 36)

N°3 (1984) :

La classe ouvrière et le pouvoir. (p. 39) — Les immigrés face au capitalisme. (p. 42) — Ce que cache la réduction de la durée du travail. (p. 45) — Il y a 150 ans la révolte des canuts. (p. 49)

N°4 (1984) :

Le nouveau plan du PCF. (p. 50) — Le révisionnisme et la décadence du syndicalisme ouvrier. (p. 52) — Mouvement ouvrier et indépendance nationale. (p. 55) — Le PCF contre l'indépendance algérienne. (p. 57) — Le PCF vote les pouvoirs spéciaux. (p. 61) — Le mouvement patriotique en Guadeloupe. (p. 65) — Pour comprendre les événements de Pologne. (p. 68)

N°5 (1984) :

Albanie : le pays libre des hommes libres. (p. 71) — Contre l'impérialisme aux côtés des peuples. (p. 77) — Vaines manoeuvres contre l'Albanie. (p. 81) — Immigrés : non aux discriminations. (p. 85) — Qui pousse les chômeurs à la misère ? (p. 87) — Nouvelle-Calédonie : le plan colonial de Mitterrand. (p. 89)

N°6-7-8 (1985) :

Les conditions de notre lutte. (p. 92) — Enver Hoxha. (p. 98) — Discours de Ramiz Alia aux funérailles d'Enver Hoxha. (p. 107) — Ce qui se trame au nom de la flexibilité. (p. 112) — Le PCF et la démocratie bourgeoise. (p. 120)

N°9 (1985) :

Le faux emploi des jeunes. (p. 124) — Droit de vote pour les immigrés. (p. 127)

N°10 (1985) :

La visite de J.-M. Baylet en Albanie. (p. 129) — Dissuasion et indépendance nationale. (p. 131) — Nouvelle-Calédonie : l'indépendance, un droit inaliénable. (p. 135)

N°11 (1985) :

Questions de programme. (p. 137) — Herzog ressuscite Proudhon. (p. 139) — Le "parti des travailleurs". (p. 141) — Pour l'unité contre les groupes. (p. 143)

N°12 (1986) :

La fin d'une époque. (p. 146) — Afrique : le domaine réservé. (p. 149) — DOM-TOM : une élection purement coloniale. (p. 152)

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir des publications gracieusement fournies par le camarade Patrick Bobulesco — Librairie LE POINT DU JOUR, 58 rue Gay-Lussac, 75005 Paris — Métro : Luxembourg — Tél. : +33 (0)1 43 26 20 17.

WWW.MARXISME.FR

Vers l'édification du mouvement marxiste-léniniste

Alors que les travailleurs de notre pays subissent les attaques les plus brutales contre leurs conditions d'existence depuis la Libération, l'étau du révisionnisme étrangle le mouvement ouvrier et prive le prolétariat de son autonomie de pensée et d'action. Plus que jamais les chaînes de l'idéologie révisionniste l'asservissent à la domination bourgeoise et à l'exploitation capitaliste.

Voici pourtant une vingtaine d'années, les marxistes-léninistes ont engagé la lutte contre le révisionnisme moderne qui, dès l'après-guerre, a transformé le PCF en un parti foncièrement hostile à la révolution. Leur combat visait à redonner à la classe ouvrière son vrai parti révolutionnaire. Mais aujourd'hui, ce nouveau parti communiste, capable de faire entendre la voix du prolétariat révolutionnaire sur la scène politique française, n'a toujours pas été édifié.

Les raisons de cet échec résident d'abord dans la faiblesse idéologique séculaire qui caractérise le mouvement communiste français. Incapable d'assimiler de façon vivante les enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme, il n'a pas su utiliser cette arme scientifique pour résoudre dans une juste voie les problèmes de la révolution en France. Cette inaptitude a favorisé au contraire la survivance au sein de ce mouvement de vieilles tares, étrangères à la pensée et à la pratique marxistes-léninistes.

Cette faiblesse idéologique, le mouvement marxiste-léniniste naissant n'a pas su l'identifier, ni par conséquent la combattre et éviter qu'elle ne favorise en son sein le développement de pratiques et de conceptions étrangères au marxisme-léninisme. Il n'est donc pas étonnant qu'en croyant combattre le révisionnisme khrouchtchévien, il se soit laissé subjugué par le révisionnisme chinois.

Le maoïsme n'a pas seulement affecté la ligne internationale du mouvement marxiste-léniniste français, il a aussi servi à masquer ou à justifier par toutes sortes de sophismes son incapacité à édifier un parti communiste armé de la théorie révolutionnaire et éduqué à son école. Le maoïsme a au contraire éloigné les militants de cette tâche impérieuse en prônant le rejet de la théorie, la phrase "marxiste", le praticisme étroit et l'agitation stérile. Tous ces traits pseudo-révolutionnaires l'ont conduit et conduisent inéluctablement dans l'orbite du PCF révisionniste.

Aujourd'hui, les marxistes-léninistes français savent que la théorie marxiste-léniniste a pris dans notre pays des dizaines d'années de retard, en ce sens qu'elle n'a pas répondu aux questions pressantes de la pratique politique, à cause de cette prédominance du révisionnisme à plusieurs facettes. Nous savons que ce retard provient avant tout du fait que, très tôt, le PCF s'est accommodé de la vie politique bourgeoise, qu'il a refusé de rompre avec l'ordre bourgeois et qu'il a orienté son action pour perfectionner la démocratie bourgeoise, donc pour la perpétuer. Mais le marxisme-léninisme, qui est d'essence critique et révolutionnaire, ne peut absolument pas être développé de manière vivante dans une telle perspective réformiste.

La tâche la plus urgente des marxistes-léninistes est donc de combler ce retard de la théorie sur la vie. Nous assumerons cette tâche en restant fidèles à la théorie marxiste-léniniste qui veut que la vérité soit recherchée dans les faits en procédant à l'analyse concrète de la situation concrète. Nous resterons fidèles également à son esprit qui exige que la théorie réponde aux aspirations du prolétariat et se mette à son service pour l'aider à s'organiser et à lutter pour son émancipation. L'étude théorique que nous menons ne porte donc pas seulement sur les principes généraux du marxisme-léninisme. En réfutant les thèses révisionnistes et réformistes, elle vise fondamentalement à résoudre les problèmes posés par la pratique révolutionnaire, à répondre aux aspirations du prolétariat et des travailleurs de notre pays, grâce à la réalisation graduelle d'un programme d'action révolutionnaire adapté aux conditions concrètes de la lutte en France.

Pour réaliser cette tâche immense, les marxistes-léninistes s'appuieront sur les riches développements apportés au marxisme-léninisme par le Parti du Travail d'Albanie dans sa lutte courageuse et résolue contre toute forme de révisionnisme, contre l'impérialisme et pour l'édification socialiste. Sous la direction du P.T.A. et du camarade Enver Hoxha, l'Albanie socialiste est le seul pays où la révolution prolétarienne poursuit sa marche triomphante. L'édification du socialisme en Albanie renforce et réalise la cause comme des prolétaires de tous les pays. La défense de l'Albanie socialiste constitue le cœur de l'activité internationaliste prolétarienne.

L'expérience de ces dernières années a prouvé que ces tâches des révolutionnaires ne sont pas à la portée de quelques individus, ni même d'un ou de quelques groupes isolés de militants. Elles ne pourront être accomplies que par l'unification de tous les marxistes-léninistes dans un mouvement d'envergure nationale. En rompant l'isolement des individus et des groupes, en organisant leur collaboration autour d'un travail commun que chacun peut enrichir par sa contribution et contrôler, le journal doit permettre d'engager d'une manière décisive les marxistes-léninistes sur la voie de l'unification. Il contribuera à forger l'unité idéologique et politique des marxistes-léninistes et à organiser l'embryon du mouvement auquel nous aspirons tous.

Telle est l'ambition de la *Voie du socialisme*, qui voit le jour grâce à la collaboration des militants de *L'Emancipation* et de marxistes-léninistes du midi de la France.

Nous tenons à affirmer que le journal n'appartient à aucun groupe, conformément aux principes de la lutte qui régit son fonctionnement. Tous les marxistes-léninistes doivent rejeter l'esprit de groupe qui a pu naître des conditions de dispersion dans lesquelles ils ont vécu après l'épisode maoïste. Cet esprit est un obstacle au processus d'unification car il conduit toujours à interdire tout engagement commun en mettant en avant de prétendues divergences idéologiques ou politiques. C'est le devoir de chaque marxiste-léniniste, organisé localement ou non, de participer activement et de plein droit au processus d'unification, à la condition d'en accepter les principes et d'y contribuer par son travail. C'est le devoir du mouvement dans son ensemble, conformément aux intérêts généraux qu'il poursuit, de permettre à tous de travailler en son sein et de rejeter les obstacles, quels qu'ils soient, qui pourraient s'y opposer.

Le Comité de rédaction de La Voie du socialisme

Charte pour le journal commun des marxistes-léninistes français

Préambule

Depuis des dizaines d'années, le prolétariat français a perdu toute autonomie de pensée et d'action. Il est prisonnier du gant de fer révisionniste qu'utilise la bourgeoisie pour perpétuer sa domination. Le révisionnisme — qui prétend représenter et défendre la classe ouvrière — tient celle-ci dans un étau qui l'asservit et l'empêche de se mettre en mouvement pour conquérir son émancipation politique et sociale.

Le prolétariat ne recouvrera son autonomie de pensée et d'action qu'en s'emparant de son arme scientifique, le marxisme-léninisme. Armé de ce guide, il pourra s'engager avec lucidité dans la lutte de classe révolutionnaire et livrer les batailles stratégiques qui lui assureront la victoire contre l'ordre capitaliste.

Toutefois, la fusion du marxisme-léninisme et du mouvement ouvrier n'est possible que si les marxistes-léninistes se montrent aptes à desserrer l'étau du révisionnisme en apportant une solution aux problèmes posés par la pratique révolutionnaire. Durant ces dernières décennies, la théorie révolutionnaire a pris un immense retard sur la vie. Ce retard sera comblé si les marxistes-léninistes, organisés dans un mouvement unifié, élaborent graduellement — grâce à leur travail théorique et politique — un programme d'action révolutionnaire correspondant aux aspirations fondamentales du prolétariat. C'est la condition pour que le prolétariat se convainque de la validité du marxisme-léninisme pour guider sa lutte à mort contre le système capitaliste, et donc pour que soit édifié le parti d'avant-garde qui la dirigera.

Pourquoi un journal commun des marxistes-léninistes français ?

Face à cette tâche immense, les marxistes-léninistes sont encore dispersés. Il est donc urgent qu'ils se regroupent pour s'engager ensemble dans le travail révolutionnaire. Le journal commun servira d'organe unificateur du mouvement marxiste-léniniste. Il se présentera donc comme tel et servira à l'éducation de tous les militants.

Le journal commun servira également de propagandiste pour le mouvement marxiste-léniniste engagé dans le processus d'unification. Sa mission générale sera de prouver que la doctrine marxiste-léniniste est la seule théorie capable de tracer la voie de la révolution prolétarienne en France, c'est-à-dire la seule théorie révolutionnaire qui réponde aux aspirations de la classe ouvrière.

L'orientation générale du journal

Le journal, qui aura au début la forme d'un magazine bimestriel, propagera de manière vivante la doctrine élaborée et développée par Marx, Engels, Lénine et Staline. Cette propagande se traduira

- dans la réfutation de toutes les théories antimarxistes des révisionnistes modernes et de leurs divers satellites du socialisme petit-bourgeois ;
- dans l'analyse concrète de la situation concrète qui apportera graduellement les solutions aux grandes questions de la révolution en France ;
- dans le combat politique contre toute la réaction. En se rattachant à l'expérience historique du mouvement communiste international, il affirmera les idéaux révolutionnaires du prolétariat : lutte sans compromis contre le révisionnisme moderne, lutte sans répit contre l'impérialisme, en premier lieu l'impérialisme américain, ses laquais sionistes et autres et le social-impérialisme, lutte sans concession contre notre propre impérialisme et sa politique d'oppression coloniale et néo-coloniale.

Cette propagande se traduira enfin dans la défense vivante du socialisme. Le journal montrera que le socialisme est la seule issue objective aux contradictions du monde capitaliste pourrissant. Il propagera la réalité actuelle du socialisme édifié en Albanie sous la direction du Parti du Travail. Il fera connaître et s'appuiera sur le développement créateur apporté au marxisme-léninisme par l'œuvre d'Enver Hoxha dans l'édification du socialisme et la lutte contre l'impérialisme, le social-impérialisme et toutes les formes de révisionnisme : titiste, khrouchtchévien, maoïste ou eurocommuniste.

Les articles du journal

Trouveront place dans le journal :

- des articles politiques illustrant le caractère de classe de la société bourgeoise, mettant en relief les traits saillants de l'impérialisme pourrissant et montrant que les contradictions du capitalisme mènent objectivement au socialisme ;
- des articles idéologiques, liés en particulier au développement du mouvement communiste et à la question du Parti ;
- des articles prenant position sur l'actualité nationale ou internationale ;

- des articles propageant l'expérience du socialisme en Albanie.

Ces articles doivent autant que possible donner des indications sur la ligne stratégique et tactique que les marxistes-léninistes préconisent pour faire aboutir la révolution prolétarienne en France et édifier le socialisme fondé sur la dictature du prolétariat.

Sans être un véritable organe de presse qui se proposerait de rivaliser avec la presse bourgeoise et révisionniste dont le matraquage s'exerce quotidiennement, le journal devra montrer, grâce à sa régularité et à son sérieux, que les marxistes-léninistes ont désormais la ferme intention d'édifier un nouveau mouvement sur des bases différentes et plus solides.

L'organisation du journal

Le marxisme-léninisme doit être conçu comme une doctrine "essentiellement critique et révolutionnaire", c'est-à-dire comme la "science de la révolution". C'est pourquoi le journal fera vivre le marxisme-léninisme comme une doctrine critique, c'est-à-dire comme la seule théorie capable d'analyser scientifiquement le développement de la société sous tous ses aspects. C'est pourquoi également le journal fera vivre le marxisme-léninisme comme une doctrine révolutionnaire, en montrant que ce développement conduit, nécessairement et objectivement, à la révolution prolétarienne et au socialisme.

a) La rédaction de tels articles, dans l'esprit défini plus haut, exige un grand travail d'étude qui, seul, peut conduire les marxistes-léninistes à une réelle unité de vue sur les grandes questions stratégiques et tactiques et faire d'eux les dirigeants idéologiques du prolétariat.

Ce travail d'étude vise à élaborer la théorie révolutionnaire correspondant aux aspirations du prolétariat, grâce à une étude détaillée et approfondie de l'histoire et de la réalité françaises.

Comme l'a dit Staline, "la théorie révolutionnaire, et elle seule, peut aider la pratique à comprendre non seulement dans quelle direction et comment se meuvent les classes au moment présent, mais aussi dans quelle direction et comment elles devront se mouvoir dans le plus proche avenir."

C'est progressivement, au cours même du travail d'étude préalable, et non après la rédaction des articles, que devra donc se réaliser l'unité de vue des marxistes-léninistes.

b) Dans les conditions où les marxistes-léninistes sont encore dispersés, la responsabilité idéologique et politique du journal sera entièrement assurée par le comité de rédaction. Tant que la phase actuelle durera, le comité de rédaction sera composé de membres désignés par les marxistes-léninistes regroupés localement et de membres, encore isolés, désireux de participer à l'édification du mouvement unifié sur la base de la Charte.

Le comité de rédaction est chargé :

- d'élaborer un plan du journal, afin de commander des articles, en fonction du travail d'étude réalisé et de l'actualité politique.

- de veiller à l'exécution des articles commandés.

- de faire des propositions pour améliorer, sur le fond comme sur la forme, les articles proposés (aussi bien des articles commandés que ceux qu'il reçoit).

- de rectifier le style ou la forme des articles.

Le comité de rédaction peut refuser un article pour une question de fond. Si ce cas se produit, cela signifie que le travail commun d'étude préalable à la rédaction, et qui doit réaliser l'unité de vue, n'a pas été mené, ou l'a été insuffisamment. La solution se trouve donc dans la poursuite de ce travail, sous la responsabilité, dans la phase actuelle, de l'ensemble des marxistes-léninistes participant au processus d'unification.

Autant sur les questions politiques, notamment de tactique (la participation aux élections, par exemple), l'unité doit-elle être totale dans le journal, autant certaines questions théoriques peuvent susciter un débat ouvert, dont le comité de rédaction assurera le sain déroulement.

Les membres du comité de rédaction ne doivent pas se considérer comme des représentants des organisations qui les ont délégués. Ils sont totalement responsables individuellement du journal. Cette responsabilité inclut la prise en compte de la nécessité du travail d'étude mené en commun par les divers groupes et camarades participant au processus.

Lois Auroux : vers la "trêve des classes" ?

Le PCF présente pompeusement les lois Auroux comme "une oeuvre égale — voire supérieure — aux grandes conquêtes du Front populaire et de la Libération" (discours de G. Marchais au Comité central de janvier 1984). Qu'en est-il au juste de ces lois ? Loin d'être une conquête ouvrière, elles ont pour but avoué de fixer le cadre juridique d'une politique contractuelle — cette même politique qui connut ses heures de gloire après mai 68 avec les accords de Grenelle et en 1970, du temps où Delors s'en faisait déjà le chantre au gouvernement. Ces lois ne constituent en réalité qu'une mystification : il s'agit de faire croire à la classe ouvrière que la collaboration de classe est non seulement nécessaire, mais qu'elle représente aujourd'hui la seule issue.

Mais, la bourgeoisie, confrontée à la crise du système capitaliste, est amenée à faire voler en éclats ses thèses de collaboration de classe au moment même où elle les réaffirme en paroles et les inscrit dans ses lois. Le PCF s'efforce dans cette perspective de démontrer à la bourgeoisie qu'il est la seule force capable d'appliquer cette politique au sein de la classe ouvrière, à condition qu'on lui en donne les moyens, c'est-à-dire plus de pouvoir. La bourgeoisie a manifesté à l'unanimité son entière satisfaction à la publication des lois Auroux. Le CNPF, fidèle à son image, les a critiquées, mais ses jeunes loups du Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprises ont considéré, dans une "synthèse" élaborée avec les cinq syndicats dits représentatifs (CGT, FO, CFIC, CFTD et CGC), que "les finalités des lois Auroux sont positives". Pour ces représentants de la bourgeoisie, deux séries de dispositions de ces lois constituent une grande innovation : le droit d'expression directe et l'obligation de négocier.

LE DROIT D'EXPRESSION SELON LES LOIS AUROUX

En instituant le droit d'expression, les lois Auroux tendent à étendre des formules déjà mises en oeuvre dans certaines entreprises (groupes de progrès, réunions d'échange, cercles de qualité, conseils d'atelier, etc.). "Alors que ces formules — précise la circulaire d'application de ces lois — reposaient souvent sur la désignation ou la cooptation de leurs membres et liaient la durée d'existence des groupes au temps nécessaire pour la solution d'un problème particulier, la loi pose le principe d'un droit reconnu à l'ensemble des salariés et prescrit l'établissement d'une procédure permanente." Pour les rédacteurs patronaux et syndicaux de cette circulaire, il ne suffit plus que seuls quelques ouvriers qui coopèrent participent à leur exploitation, il faut que toute la classe s'engage dans cette voie.

C'est d'ailleurs ce à quoi veillent le patronat et les syndicats, puisque tous les accords signés instituent des réunions obligatoires pour tous durant le temps de travail. Si la bourgeoisie concède aussi facilement du temps de travail, ce n'est certainement pas pour favoriser l'expression de revendications économiques ou politiques des travailleurs, mais pour pouvoir embrigader l'ensemble des ouvriers dans la collaboration de classe et exploiter ainsi le prolétariat comme bon lui semble. Les rédacteurs des circulaires ont d'ailleurs veillé à ce que ce soit précisé noir sur blanc : le droit d'expression "exclut les questions qui se rapportent au contrat de travail, aux classifications, aux contreparties directes ou indirectes du travail, à la détermination des objectifs généraux de production de l'entreprise". On constate ainsi que les slogans sur "la démocratie directe", "la nouvelle citoyenneté" ou "la participation directe à la gestion" lancés, à l'instar du gouvernement, par le PCF et les syndicats ne sont que des bavardages trompeurs, destinés à camoufler le véritable objet de ce "droit d'expression". C'est à Edmond Maire, qui aime à jouer les défenseurs outragés du capitalisme, que revient le cynisme d'exprimer sans fard la vraie raison de cette entreprise qui constitue "un gisement de productivité incomparable"... pour le plus grand profit du capital.

Ce prétendu "droit d'expression" représente en fait un enjeu entre le patronat et les directions syndicales. Le patronat n'est pas mécontent de pouvoir utiliser à son profit une loi qui lui permet d'enrôler directement (le CNPF souligne bien qu'il s'agit d'un "droit d'expression directe") "l'élite ouvrière et technicienne", c'est-à-dire l'aristocratie ouvrière, et de lui donner des "responsabilités" dans l'entreprise, d'en faire une bureaucratie ouvrière chargée d'organiser en douceur l'extorsion de plus-value. Le patronat entend d'autre part mobiliser ses cadres dans cette affaire et leur donner un rôle "social" plus accentué encore (sur le modèle japonais ou américain). Les directions syndicales, en particulier de la CGT, ont bien senti le danger de voir la loi se retourner contre elles dans ce domaine du contrôle de la bureaucratie ouvrière. Elles cherchent donc à enrôler les travailleurs pour qu'ils les soutiennent dans ce combat, qu'elles présentent démagogiquement comme celui de "l'utilisation de leurs droits".

L'OBLIGATION DE NEGOCIER

Deuxième innovation des lois Auroux : l'obligation de procéder à des négociations annuelles ou quinquennales entre patrons et syndicats, aussi bien au niveau des conventions collectives que des entreprises. Cette obligation fixe le cadre légal de la collaboration de classe. Plusieurs commentaires patronaux ont explicitement dit qu'il s'agissait d'habituer les travailleurs à ne plus faire grève et à garder leurs doléances pour la négociation annuelle.

Pour bien fonctionner, ce cadre légal supposé de donner aux syndicats réformistes de nouveaux moyens. Ainsi, les lois Auroux font obligation aux patrons de remettre un rapport sur la situation de leur secteur et la gestion des entreprises. Ces négociations obligatoires et le renforcement des pouvoirs économiques des différentes institutions représentatives qui sont la chasse gardée des syndicats (délégués du personnel, comités d'entreprise) ont bien pour objet de réaliser la cogestion (ou l'autogestion, si on inclut le patronat dans les travailleurs !) tant réclamée depuis si longtemps par les réformistes de tous bords. Certes, la CGT et le PCF auraient préféré obtenir le droit de veto sur toutes les décisions patronales — ils auraient pu devenir ainsi des patrons à part entière ! Mais il est évident que cette demande des dirigeants révisionnistes dépasse le rôle que veut leur faire jouer la bourgeoisie. Cependant, l'entente est entière lorsqu'il s'agit de déterminer les participants à ces négociations, qui ne sont autre que les cinq organisations syndicales dites représentatives.

UN TREMPLIN POUR LA BUREAUCRATIE SYNDICALE

L'obligation de négocier, comme les nouveaux droits des comités d'entreprise (CE) ou l'élargissement des prérogatives des experts-comptables, donnent aux syndicats réformistes une assise légale pour "mieux faire la liaison entre l'action pour les revendications et les questions économiques", comme le dit la CGT (Le Peuple, n°1167 du 19/1/84, p.33) ou, selon l'expression du PCF, pour "introduire la lutte de classe dans la gestion". La CGT en particulier prend appui sur les lois Auroux pour chercher à enrôler les travailleurs dans la lutte pour "le contrôle économique de la marche générale de l'entreprise", pour intervenir sur les coûts de production (c'est-à-dire permettre au capital de réaliser des économies ?), pour s'attaquer aux gaspillages, pour améliorer la qualité des produits, etc. Tout ceci vise à donner plus de pouvoir de contrôle aux bureaucrates ouvriers, pour leur permettre de magouiller sur le dos des travailleurs et de recueillir ainsi quelques miettes. Avec les lois Auroux, les travailleurs sont invités à faire confiance à ces nouveaux experts-comptables déguisés en syndicalistes, imprégnés de statistiques et de bilans, qui peuvent leur démontrer, chiffres à l'appui, que telle revendication est "réaliste" et que telle autre ne l'est pas.

Deux exemples tirés de la Conférence nationale CGT sur les droits et libertés (1 et 2/12/83) illustrent ce que veut dire la "lutte de classe dans la gestion" (voir Le Peuple, n°1167, p. 34). Premier exemple : "On a découvert (!) que notre entreprise faisait un profit net de 2000 F pour chacun des 1500 salariés. Qu'est-ce qu'on a fait ? On est descendu sur les chaînes discuter avec les travailleurs et on a réussi à mobiliser et à négocier dans de bonnes conditions et on a obtenu des augmentations plus importantes (on ne précise pas) que ce qui était prévu sur le plan national."

Deuxième exemple : "Maintenant on obtient au CE beaucoup d'informations, au risque d'être noyés, et on est contraint de mettre beaucoup de travailleurs dans le coup pour les utiliser efficacement. Par exemple, avant, on n'avait que les salaires moyens, maintenant on connaît tous les salaires, y compris ceux des cadres. On se bat pour obtenir la comptabilité analytique pour mieux contrôler la gestion à partir de nouveaux critères."

LES LEÇONS DE TALBOT

Le prolétariat a montré chez Talbot qu'il ne croit pas à la "concertation". Une partie des ouvriers même la dénonce et parle de trahison de la CGT. C'est cette opposition qui explique les volte-face spectaculaires de la direction révisionniste de la CGT. Alors qu'elle a collaboré secrètement avec le patronat en concluant des accords de licenciements, elle doit ensuite se retourner pour crier haut et fort : "pas un seul licenciement". Mais le résultat final est là : les directions syndicales, de connivence avec les patrons, cherchent aujourd'hui à désorienter et à paralyser l'action de la classe ouvrière. Tous les moyens sont bons, en conséquence, pour casser la volonté de lutte qui existe chez les travailleurs français et pour diviser la classe ouvrière en favorisant les oppositions entre immigrés et français, entre licenciés et non licenciés, et en utilisant aussi la CFDT comme faire-valoir d'une CGT présentée comme le seul syndicat "responsable".

La direction syndicale révisionniste ne peut cependant agir ainsi sans y perdre des plumes : la baisse de la syndicalisation et la persistance des traditions de lutte du prolétariat français posent un problème difficile à résoudre, tant pour le PCF que pour la bourgeoisie. Ceci explique les appels réitérés des révisionnistes à la bourgeoisie afin d'obtenir encore plus de moyens leur permettant de réaliser leurs plans d'encadrement implacable du prolétariat. Les années à venir sont lourdes de menaces pour la classe ouvrière française : face à l'avenir désastreux qu'il voit se dessiner, et fort de ses traditions séculaires de lutte contre le capitalisme, le prolétariat de notre pays ne se laissera certainement pas embrigader sans réagir, y compris violemment. Mais il est tout aussi certain que seul le prolétariat en tant que classe consciente et organisée avec son parti marxiste-léniniste à sa tête pourra lutter victorieusement contre les plans réactionnaires du capitalisme pourrissant, et que le socialisme est la seule et véritable issue à son exploitation féroce par l'impérialisme et ses valets révisionnistes.

Jean-Louis MAY

Paul VERDIER

Le marxisme et les réformes

Marxisme et réformisme s'opposent non sur la nécessité de lutter pour des réformes, mais sur les conditions et les objectifs de cette lutte. Pour le marxisme, toute amélioration réelle du sort de la classe ouvrière au sein du régime capitaliste est une conséquence de la lutte révolutionnaire. Les réformes sont "un produit accessoire de la lutte de classe révolutionnaire" (Lénine).

Le réformisme oppose lutte pour les réformes et tactique révolutionnaire, soit en présentant les réformes comme une étape immédiatement accessible, alors que la révolution est repoussée aux calendes grecques, soit en substituant à la révolution la réforme des bases du système capitaliste.

A quelles conditions des réformes sont-elles possibles dans le système capitaliste ? L'histoire de la lutte des classes montre comment des lois sont établies pour réglementer les rapports entre bourgeois et prolétaires et améliorer la condition ouvrière. Spontanément, chaque capitaliste cherche à pousser l'exploitation de la force de travail le plus loin possible. Mais la classe capitaliste dans son ensemble rencontre tôt ou tard une limite physique et une limite sociale à l'extorsion de plus-value. Selon l'expression de Marx, une "intervention sociale" vient faire équilibre à l'exploitation démesurée de la force de travail (Le Capital, Ed. Sociales, t.1, p.292).

Or ce contrepoids n'agit pas spontanément. Seuls des avocats de la bourgeoisie "éclairée" peuvent faire croire que celle-ci mettrait en place volontairement, intelligemment, une, "politique sociale". Dans Le Capital, Marx a décrit dans le détail le premier grand combat livré par la classe ouvrière au début du capitalisme : la lutte pour la limitation de la journée de travail. En Angleterre, la limitation légale et les règlements de la journée de travail (en particulier' concernant le travail des enfants et des femmes) "ont été arrachés lambeaux par lambeaux par une guerre civile d'un demi-siècle" (Id., p. 289).

En France, il fallut la révolution de février 1848 pour imposer la loi des douze heures.

Ce n'est qu'après-coup, remarque Marx, que "les pharisiens de l'"économie politique" se mirent à proclamer que la découverte nouvelle et caractéristique de leur "science" était d'avoir reconnu la nécessité d'une limitation légale de la journée de travail" (Id., pp. 289-290).

Ainsi, toute réforme réelle (c'est-à-dire qui améliore réellement le sort de la classe ouvrière, mais sans changer les bases du système capitaliste) est imposée à la bourgeoisie au prix de longs et durs combats. Les réformes sont toujours limitées dans leurs effets comme dans leur extension. Le capital cherche toujours de nouvelles voies et de nouveaux territoires pour extorquer la plus-value.

Aujourd'hui, par exemple, selon les statistiques de l'ONU, des dizaines de millions d'enfants sont durement exploités dans le monde, dans les pays dominés par l'impérialisme. Dans les métropoles impérialistes mêmes, la loi est transgressée dans ce domaine (aux Etats-Unis et en Italie en particulier), mais évidemment pas de manière générale. Eh effet, la lutte de classe modifie les conditions de l'exploitation capitaliste et crée une situation irréversible. Par exemple, la limitation de la journée de travail contraint le capital à explorer la voie (d'ailleurs plus efficace) de l'extorsion de plus-value relative. Dans cette voie, le degré d'intensification du travail est tel qu'un enfant ne pourrait supporter les conditions de travail propres à la grande industrie moderne, ou qu'un adulte ne pourrait les subir 12 ou 14 heures par jour. L'histoire de la lutte de classe montre donc que toute réforme ne peut être arrachée que par la lutte révolutionnaire (la CGT, lorsqu'elle était un syndicat révolutionnaire, préconisait ainsi dans ses statuts l'abolition du salariat). Il découle de là que la lutte pour les réformes est vitale pour la classe ouvrière et pour le développement du mouvement ouvrier.

S'appuyant sur le fait incontestable que l'impérialisme est la négation de la démocratie en général, certains révolutionnaires, dans les années 1916-1917, soulignaient la vanité de toute lutte pour les droits démocratiques et préconisaient l'abandon du programme minimum. Lénine a mené un combat sans relâche contre cette déviation qu'il a nommée "l'économisme impérialiste". Il a montré qu'abandonner la lutte pour les revendications démocratiques sous prétexte qu'elles étaient irréalisables à l'époque de l'impérialisme revenait à ignorer la lutte politique présente et à venir. Il a souligné que cette reconnaissance de l'impérialisme versait aisément dans l'apologie de l'impérialisme. Le mouvement maoïste a donné un bel exemple de cette conversion du gauchisme apolitique en apologie de l'impérialisme et de la démocratie occidentale. L'essor de la lutte de classe pour la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière est d'autant plus nécessaire et vital que les réformistes tiennent le haut du pavé. Aucune amélioration réelle du sort des travailleurs ne peut être obtenue lorsque la lutte révolutionnaire connaît un reflux. Ainsi que l'a dit Lénine :

"Plus l'influence des réformistes sur les ouvriers est forte, et plus les ouvriers sont impuissants, plus ils sont sous la coupe de la bourgeoisie, plus il est facile pour celle-ci de réduire à néant les réformes par des subterfuges divers. Plus le mouvement ouvrier est indépendant, plus ses objectifs sont profonds et vastes, plus il est affranchi de l'étroitesse du réformisme, et mieux les ouvriers réussissent à consolider et à utiliser des améliorations isolées." ("Marxisme et réformisme", Oeuvres, t. 19, p. 400.)

Au moment où les partis de gauche au pouvoir organisent la plus grande régression sociale depuis la guerre, les marxistes-léninistes doivent accorder la plus grande attention à l'élaboration de leur programme minimum et à la défense des intérêts immédiats des travailleurs, qui ne peut connaître le succès que dans la lutte contre les illusions réformistes et pour la révolution.

Stéphane BRUEL

LES DEUX RÉFORMISMES DU PCF

Depuis son arrivée au pouvoir, il est manifeste que le PCF a changé; ses dirigeants le proclament, et chacun peut effectivement le constater. Lutte-t-il toujours pour la "révolution" ? Il le prétend, peut-être même plus bruyamment que par le passé. Sur ce point, dit-il, il n'a pas changé : c'est la "révolution" qui serait transformée, et il n'aurait fait que s'adapter aux nouvelles conditions.

Il n'est plus nécessaire de commencer par briser l'appareil d'Etat bourgeois, par changer le mode de production. Ces objectifs seraient le résultat d'un long processus au cours duquel, par petites touches, pas à pas, graduellement, insensiblement, les forces "révolutionnaires" injecteraient des éléments de socialisme au sein du capitalisme. Encore cette version est-elle imprégnée de l'ancien schéma de la "révolution" ! Car il ne s'agit pas tant d'injecter de l'extérieur ce socialisme, que de révéler au jour ses éléments déjà présents au sein du capitalisme moderne.

Dans ce cadre, la lutte pour les réformes devient en elle-même "révolutionnaire". L'opposition entre réforme et révolution est ainsi résolue... à condition que le réformisme s'épanouisse sous la poussée du PCF et non de quelque vulgaire parti social-démocrate déjà compromis.

Le vieux thème réformiste — commencer par les réformes, finir par la révolution, à quoi les révolutionnaires ont toujours répondu : les réformes ne peuvent qu'être une conséquence, un résultat de la révolution — ce vieux thème est ainsi renouvelé : il n'est plus nécessaire d'envisager une rupture révolutionnaire pour passer du capitalisme au socialisme.

Mais bouleverser les lois de la dialectique n'est pas si simple et il n'est pas facile d'expliquer aux travailleurs que la meilleure manière d'être des "révolutionnaires de notre temps" est encore de ne pas envisager la lutte révolutionnaire ! Plusieurs théories ont été élaborées pour échapper à ce dilemme.

Le parti révisionniste : d'un réformisme à l'autre

Dans un premier temps, le PCF a avancé l'idée de la révolution par étapes : d'abord une étape antimonopoliste, puis une étape socialiste. Les réformes préconisées pour la première phase étaient supposées prendre d'emblée un contenu révolutionnaire puisqu'elles préparaient la première étape et lui ouvraient la voie. L'avantage de cette formule résidait dans la solution de continuité reliant les différents moments stratégiques. Nul besoin de rupture ni de violence : par conséquent, cette époque, fut celle de l'affirmation de la voie pacifique vers le socialisme.

Pourtant, cette solution présentait elle-même des contradictions : ou bien les réformes de la première étape étaient réellement antimonopolistes, et elles n'étaient possibles que par une révolution du mode de production, car le capitalisme monopoliste d'Etat est l'antichambre du socialisme, l'ultime phase de développement du capitalisme qu'aucune étape ne sépare du socialisme ; ou bien ces réformes ne touchaient pas vraiment aux monopoles, et le dilemme réforme/révolution se reposait dans les mêmes termes. Cette contradiction s'exprimait dans le programme antimonopoliste du PCF, parfaitement irréalisable puisqu'il prétendait briser le "pouvoir des monopoles" sans porter atteinte au capitalisme. En outre, le maintien de l'étape socialiste avec dictature du prolétariat entraînait en contradiction avec la voie démocratique et pacifique qui était préconisée pour y parvenir.

Ces tensions ont conduit le PCF dans l'impasse, l'empêchant de s'insérer pleinement dans le jeu politique bourgeois et de jouer son rôle dans l'Etat. La bourgeoisie réclamait que le PCF accordât son programme avec sa pratique et cessât de se réclamer d'objectifs révolutionnaires désuets s'il voulait participer pleinement à la vie politique bourgeoise.

Il devait donc encore faire en effort pour en finir avec le marxisme-léninisme. Il fallait pour cela d'abord régler le sort de la dictature du prolétariat, remplacée en 1976 par le "socialisme démocratique et autogestionnaire". Il fallait en finir aussi avec le carcan du marxisme-léninisme, pour donner l'occasion au révisionnisme d'être enfin lui-même, c'est-à-dire de définir sa conduite sans référence à de quelconques principes, d'une circonstance à l'autre, de s'adapter aux événements du jour en oubliant les intérêts vitaux du prolétariat. Le 23^e Congrès rejette donc le marxisme-léninisme et décide que "la théorie n'est plus fondement mais point d'appui de la politique". (Cette formule, qui exprime mieux que toute autre la nature du révisionnisme, est celle qu'utilisent Burles, Martelli et Wolikow dans leur commentaire du 23^e Congrès, in Les Communistes et leur stratégie, réflexions sur une histoire, Ed. Sociales, 1981, p. 217.)

Cette deuxième étape de l'évolution réformiste du PCF fut donc celle du "socialisme démocratique", de ce socialisme qui colle à la peau de la société bourgeoise au point de s'y identifier. L'eurocommunisme peut ainsi s'épanouir et permettre l'enrôlement total des partis révisionnistes dans les forces politiques de la grande bourgeoisie. C'est l'époque où le parti révisionniste cherche à montrer qu'il est un parti (bourgeois) comme un autre. Le rejet de la notion d'étape antimonopoliste intermédiaire permet au 24^e Congrès d'affirmer que "la rupture

révolutionnaire ne saurait être un noient où tout bascule, mais un processus qui se déploie à travers toute une période historique de luttes".

Cette "révolution-processus" et cette "stratégie du pas à pas" doivent permettre au PCF d'investir progressivement tous les secteurs de l'appareil d'Etat. Ainsi, après avoir évoqué hier leur "retard stratégique", les révisionnistes constatent aujourd'hui que "la problématique du mouvement révolutionnaire français vient de connaître un renversement d'une importance capitale" (Cahiers du communisme, 1983, n°9, p. 115). Dont acte !

Les révisionnistes disent vrai lorsqu'ils parlent de leur "retard stratégique". Jusqu'à la fin des années 70, leur réformisme première manière retardait en effet sur ce que doit être un réformisme à l'époque de l'impérialisme, il était en quelque sorte désuet, pré-impérialiste.

L'essence du réformisme traditionnel

Autrefois, en effet, le réformisme "socialiste" s'opposait clairement à la tactique révolutionnaire en préconisant la lutte légale pour les réformes. Sans renoncer explicitement à l'objectif du socialisme, mais tirant prétexte de son éloignement, les réformistes vidaient le socialisme et la lutte des classes de leur substance révolutionnaire.

En 1879, Marx et Engels furent amenés à critiquer les chefs de l'aile droite du parti social-démocrate allemand (dont Edouard Bernstein). Ils expliquent que leur programme réformiste présuppose que la classe ouvrière est incapable de s'affranchir par ses propres forces, de s'émanciper elle-même. Elle devait donc chercher des alliés dans la bourgeoisie éclairée. Cette union nécessaire impliquerait qu'on rejette les revendications extrêmes et effrayantes du programme maximum, pour appliquer toute son énergie à la réalisation d'objectifs plus rapprochés, au rafistolage social du capitalisme.

Marx et Engels résumaient leur critique dans un passage qu'il est utile de citer, parce qu'il trace un portrait des traits les plus saillants du réformisme : "Au lieu de l'opposition politique résolue — esprit général de conciliation ; au lieu de lutte contre le gouvernement et les bourgeois — tentatives de les convaincre et les gagner à la cause ; au lieu de la résistance opiniâtre aux persécutions d'en haut — humble soumission et aveu que le châtement est bien mérité (...) En ce qui concerne le renversement du régime capitaliste : cette question n'a donc aucune valeur pour la pratique politique journalière ; on peut concilier, entrer en compromis et faire de la philosophie tant qu'on veut. Il en est de même de la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie. On la reconnaît sur le papier, car on ne peut faire autrement, mais en pratique on fait tout pour la voiler, l'effacer, l'émousser. Le parti social-démocrate ne doit pas être un parti ouvrier, il ne doit pas provoquer la haine de la bourgeoisie, ni aucune autre, il doit avant tout faire une propagande énergique parmi la bourgeoisie ; au lieu de poursuivre en premier lieu des fins éloignées terribles aux bourgeois et irréalisables par notre génération, il doit plutôt appliquer toute sa force et toute son énergie aux réformes petites-bourgeoises de rapiècement qui vont consolider le régime social actuel et peut-être transformer ainsi la catastrophe finale en processus de désagrégation progressif et autant que possible paisible". (Lettre circulaire à Bebel, Liebknecht, Bracke et autres, 17-18 septembre 1879. Marx-Engels, Oeuvres choisies, Moscou, 1970, t. 3, p. 94.)

Ce type de réformisme a inspiré le PCF jusque dans les années 70. Les révisionnistes l'ont en quelque sorte systématisé dans la théorie de la révolution en deux étapes, en proposant cette étape intermédiaire baptisée tour à tour démocratie nouvelle, vraie, véritable, rénovée, réelle, avancée... Le Programme commun abandonné après 1978 consacre le point ultime sur la voie du rafistolage social du capitalisme.

Etape nécessaire dans la dégénérescence du PCF, ce réformisme vieillot permit de vider progressivement le parti de toute sa substance prolétarienne en l'orientant vers les revendications de la petite bourgeoisie. L'impérialisme suscite l'apparition d'une opposition démocratique petite-bourgeoise, réformiste et réactionnaire, qui s'oppose "naïvement" au capitalisme monopoliste en préconisant un retour à la libre concurrence et à la démocratie. Afin de détourner le mouvement ouvrier de la révolution, les révisionnistes se sont fait les hérauts de cette "lutte pour la démocratie et la liberté".

Le réformisme désuet "retardait" donc sur la réalité, c'est-à-dire sur le rôle que doit jouer un parti bourgeois réformiste à l'époque de l'impérialisme. Il fallait "renverser la problématique du mouvement ouvrier français".

Le réformisme du parti révisionniste au pouvoir

Le PCF reprit à son compte, à sa manière, une théorie qu'il combattait hier encore en reprochant aux socialistes d'en être les porte-parole : la théorie de la fusion du capitalisme avec le socialisme, qu'on retrouve derrière les formules à la mode, "le socialisme pas à pas", "la décentralisation et la diffusion du pouvoir", "appliquer la lutte de classe dans la gestion".

Pour s'épanouir, cette théorie doit d'abord rejeter ouvertement la théorie marxiste de l'Etat. C'est ce qu'ont fait depuis longtemps les révisionnistes, mais leur participation au gouvernement depuis 1981 accentue leurs efforts en ce sens.

Selon eux, l'Etat bourgeois dépérit peu à peu, pour faire place à un nouveau type d'Etat, jamais vu dans l'histoire, que seul le "renversement de la problématique du mouvement ouvrier" a permis de découvrir, "l'Etat autonome", qui plane dans un monde sans antagonisme de classes : "cet Etat autonome qui nationalise sans être pour autant l'Etat des travailleurs, n'est pas non plus au service direct du patronat" (Cahiers du communisme, 1983, n°11, p. 26).

Les illusions réformistes reposent sur l'idée que les choses peuvent changer dans l'ordre politique, social, culturel, économique, sans toucher aux rapports de production, c'est-à-dire à la base économique du régime capitaliste. La logique du réformisme conduit à nier que la "société civile", c'est-à-dire la société bourgeoise, sert de racine à l'Etat ; le réformisme soutient nécessairement que "l'Etat est, par rapport aux classes sociales, dans une situation d'autonomie" (Cahiers du communisme, 1983, n°11, p. 22).

Avec de telles formules, les révisionnistes s'attaquent maintenant aux sources mêmes du marxisme. En effet, il est frappant de constater que c'est en 1843 (c'est-à-dire avant d'avoir établi le matérialisme historique qui lui permettra de définir la nature de classe de l'Etat) que Marx a affirmé le primat de la société civile sur l'Etat. Dans le droit politique hégélien qu'il critiquait alors, l'Etat incarne l'intérêt général, il a sa vie propre et sa logique indépendantes des intérêts privés et des classes sociales qui constituent la société civile. Cette dernière est subordonnée à l'Etat et trouve en lui sa justification.

La théorie révisionniste de l'Etat autonome flatte les préjugés du démocrate petit-bourgeois, incapable de comprendre que l'Etat capitaliste est une machine destinée à écraser le prolétariat. Lénine disait que "le prolétariat lutte pour le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie impérialiste ; la petite-bourgeoisie pour le "perfectionnement" réformiste de l'impérialisme pour s'y adapter en se subordonnant à lui" (La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, Oeuvres, t. 28, p. 293).

A l'opposé des vues réformistes, Lénine a constamment insisté sur le rôle de l'Etat bourgeois, qui s'efforce de rallier la petite-bourgeoisie en distribuant des postes et des emplois à ses couches supérieures.

Hier, le PCF prenait la tête de "l'opposition démocratique" à l'Etat des monopoles. Au pouvoir aujourd'hui, il lance le thème de "l'Etat autonome" et du "consensus". Hier, il suffisait de prôner l'idée que la société moderne rendait la révolution inutile et coûteuse ; aujourd'hui, il faut déclarer cette révolution dangereuse, effrayante aussi pour le prolétariat, parce qu'elle briserait le beau mécanisme de notre société "complexe, intégrée, consensuelle". La révolution était encore bonne dans les sociétés archaïques comme la Russie, mais pas dans une société aussi "avancée" et "perfectionnée" que la nôtre !

Or, déclarent les révisionnistes, en France, "l'Etat détient la légitimité démocratique du pouvoir de régulation de la société" (Cahiers du communisme, 1983, n°9, p. 125). C'est dire qu'ils ne conservent de leur ancienne conception opportuniste de l'Etat que ce qui se rapporte à une fonction générale de "régulation" fondée sur une prétendue dimension "consensuelle" qui caractériserait l'Etat bourgeois moderne. Selon les révisionnistes en effet, l'Etat bourgeois acquiert la possibilité et la légitimité d'organiser la régulation sociale en raison du consensus qui tire son origine de l'exigence de dignité et d'identité des masses populaires dans le fait national. En clair, les prolétaires s'en remettent à la bourgeoisie pour assurer ce consensus bénéfique à toutes les classes (ces thèses sont développées entre autres par Damette et Scheibling dans leur article "La Structure nationale : hégémonie et consensus", in Cahiers du communisme, 1983, n 9 et 10).

Selon les révisionnistes, le contenu populaire de l'Etat a été négligé par Marx au profit de son contenu de classe bourgeois. Marx ne se serait occupé que (notez bien : que !) du mode de production en ignorant tous les facteurs qui produisent la régulation et la cohésion de la société.

Pour ces critiques de Marx, le moteur de l'histoire n'est pas la contradiction entre classes, mais le consensus qui les réunit dans une même "formation sociale", ce n'est pas la lutte des classes, mais l'acceptation de la "régulation" socio-politique de la lutte de classe, c'est-à-dire de sa répression (voir Cahiers du communisme, 1983, n°10, p. 49). La littérature révisionniste ne décrit pas encore l'apocalypse qui suivrait la disparition de ce beau consensus, mais cela ne saurait tarder. Pour l'instant, on se contente d'expliquer aux ouvriers qu'ils commettraient une tragique erreur en recourant à une lutte révolutionnaire qui le briserait. Bref, selon le PCF, les prolétaires ont intérêt à renoncer à la révolution, car, en perdant leurs chaînes, ils perdraient aussi un monde... et leur âme. Un rapide coup d'oeil sur les arguments utilisés par le PCF dans les années 70 pour combattre le réformisme montre que ce parti est bel et bien passé d'un réformisme à un autre. Deux exemples suffiront, tirés d'un livre intitulé Histoire du réformisme en France depuis 1920 (Ed. Sociales, 1976) et plus précisément du chapitre écrit par Jean Burles. On y trouve par exemple cette prémonitoire critique du gouvernement de gauche :

"Dès lors que les réformes ne s'intègrent pas dans une perspective révolutionnaire mais dans le processus d'aménagement du capitalisme, elles sont récupérables par ce dernier. Elles sont même souvent utilisées, quand le rapport de force se modifie, au détriment de la classe ouvrière, pour aggraver l'exploitation et renforcer les positions des grands monopoles. En effet, ceux-ci sont prêts à admettre des réformes, si elles leur permettent de

sauvegarder l'essentiel ; ils tolèrent, ils suggèrent même, certains aménagements des mécanismes du capitalisme monopoliste d'Etat." (T. 2, p. 365)

Concernant la question névralgique de l'Etat, Burles dénonce en ces termes les thèses réformistes qui s'étalent aujourd'hui dans les Cahiers du communisme :

"Paraissant, par un aspect de sa fonction, carme une institution au service de toute la société, sans distinction de classe, l'Etat est présenté carme un ensemble ayant pour fonction générale la régulation de l'économie et la défense de la société contre les agressions internes et externes dans l'intérêt de la nation. L'aspect d'instrument au service de la classe dominante étant estompé (or, aujourd'hui, le PCF reproche à Marx d'avoir privilégié cet aspect), son impartialité en ferait le défenseur naturel des faibles et de la liberté de tous." (id., p. 366)

Le PCF est donc bien installé dans un réformisme deuxième manière, par lequel s'affirment son hostilité foncière à toute révolution et sa volonté de se placer résolument aux avant-postes pour défendre jusqu'au bout le régime bourgeois. Ce nouveau réformisme du PCF lui est non seulement nécessaire pour accéder et rester au pouvoir, mais aussi pour peser de tout son poids dans l'appareil d'Etat et jouer un rôle direct afin de prévenir ou d'empêcher toute issue révolutionnaire à la crise de l'impérialisme. Mais, paradoxalement, c'est au moment où il pourrait démontrer aux travailleurs le bien fondé de la voie réformiste que le PCF au pouvoir est amené à souligner lui-même l'impossibilité de toute réforme dans la société impérialiste en crise.

Quand un réformisme critique l'autre

En effet, les "théories" que le PCF développe pour justifier son activité au service du capital connaissent des fortunes diverses, car elles se heurtent à l'excessive dureté des temps. S'il était encore possible de donner le change en améliorant quelque peu la condition ouvrière ! Mais le développement implacable du capital en a décidé autrement. Attaquer de front l'emploi et les salaires pour grossir les profits, tel est le mot d'ordre invariable que le gouvernement de gauche doit faire passer dans la vie.

Au cours du dernier Comité central dès 17-19/1/84, Marchais dresse le bilan de deux années et demi de gouvernement de gauche dans des termes qui laissent peu de place aux illusions réformistes :

"Pour la première fois, les capacités matérielles de production ont baissé en 1982. Les investissements ont chuté de 9 % en deux ans. (...) La courbe du pouvoir d'achat des salaires et des retraites est négative. (...) Le pouvoir d'achat du SMIC a stagné en 1983. (...) Le pouvoir d'achat des salaires nets est, à la fin de 1983, inférieur de 0,1 % à ce qu'il était en 1978. (...) Les inégalités de fortune et de revenus s'approfondissent au lieu de se réduire." (L'Humanité du 19/01/84, p.3)

Constatant que "la baisse de l'emploi total s'est poursuivie", Marchais contredit son ministre du chômage J. Ralite en estimant qu'"on ne peut plus attendre aujourd'hui d'effets bénéfiques suffisants des mesures sociales qui avaient permis cette stabilisation (du chômage)." (idem)

La gauche gouverne, mais "la classe ouvrière n'en reste pas moins quasiment sans pouvoir de décision à tous les niveaux de responsabilité de la société et de l'Etat." (Cahiers du Communisme, n°11, novembre 1983, p.24).

Qu'en est-il en fait de cette réalité tragique que "déploire" le PCF ? Elle est le résultat de l'activité de ce parti depuis des dizaines d'années, elle est la conséquence des efforts gigantesques déployés par tous les partis bourgeois, PCF compris, pour combattre le marxisme, corrompre le mouvement ouvrier, inculquer aux travailleurs l'idée qu'ils peuvent améliorer leur sort sans toucher aux bases du capitalisme, en faisant l'économie d'une révolution économique.

Les preuves convaincantes de l'efficacité du capitalisme moderne, les réformistes et les révisionnistes les trouvaient hier dans les résultats tangibles des "trente glorieuses", de ces trente années (1945-1976) pendant lesquelles le niveau de vie et le pouvoir d'achat ont augmenté.

A leurs yeux de cyniques serviteurs du capital, il serait évidemment inconvenant de parler du prix payé pour arracher ces miettes de confort ! Ignorons donc les millions de morts de la deuxième boucherie impérialiste qui a permis au capital de se reconstituer, ignorons l'oppression (néo-)coloniale qui rend exsangues des continents entiers, ignorons en France même la lutte incessante et quotidienne de millions de travailleurs pour arriver au minimum vital, ignorons les inégalités croissantes, l'usure au travail, oublions qu'il a fallu la plus grande grève ouvrière (mai 1968) pour arracher une augmentation sensible du pouvoir d'achat et assurer pendant quelques années l'échelle mobile des salaires. Oublions tout cela pour chanter la gloire de la société de consommation et de la régulation capitaliste qui rangent la crise et la révolution au musée des horreurs.

Sans révéler les vraies causes ni la nature éphémères du "boom économique" des années "glorieuses", réformistes et révisionnistes se sont faits les champions du "réalisme", des "améliorations concrètes" et des "transformations tangibles" pour rejeter toute voie révolutionnaire déclarée "utopique" ou "aventuriste" ou "totalitaire". Aujourd'hui, ces politiciens sont au pouvoir et soulignent le néant du bilan de la gauche: moins de

pouvoir d'achat, moins d'emplois, moins de "justice sociale". La voie réformiste serait-elle pour autant remise en cause ? Evidemment non ! Les révisionnistes ne renieront jamais leurs reniements : Marchais vient tout récemment encore de réclamer à la TV un mausolée pour Khrouchtchev sur la place Rouge !

Quelle évolution pour le parti révisionniste au pouvoir ?

Tous les partis réformistes ou révisionnistes, anciens ou modernes, ont connu une évolution qui les a toujours conduits au service direct de la pire réaction — Guesde est ministre d'Etat dans le gouvernement de l'Union sacrée lors de la boucherie impérialiste, de 1914 à 1918 ; la SFIO, à l'exception de 36 députés, vote pour Pétain le 10 juillet 1940 — Qu'en est-il aujourd'hui du PCF ? Les deux étapes que nous avons distinguées dans son évolution réformiste permettent de répondre. Dans un premier temps, les révisionnistes devaient affirmer leur intention de respecter la légalité du régime capitaliste et leur volonté de s'insérer dans le jeu politique bourgeois normal. Les historiens révisionnistes fixent eux-mêmes la première manifestation cohérente de cette tendance en 1936, pour constater qu'elle n'a abouti qu'en 1945, avec la participation au gouvernement de la Libération.

En échange de cette participation, les dirigeants du PCF ont empêché l'essor du mouvement révolutionnaire, l'ont détourné de la voie de la lutte armée pour le canaliser dans des formes et des résultats acceptables pour la bourgeoisie. Mais d'autres tendances apparaissent aussi lors de cette participation au gouvernement de 1945-1947. Les dirigeants du PCF participent directement à la mise en place et à un début de mise en oeuvre de la politique du grand capital, au renforcement et au perfectionnement de son appareil d'Etat coercitif : restauration de l'empire colonial, nationalisation, statut de la fonction publique, système des relations professionnelles, etc.

Cette activité préfigurait la deuxième étape réformiste au cours de laquelle le PCF cherche à affirmer la volonté de gérer lui-même les affaires de l'Etat monopoliste, cernée il le fait depuis 1981. Ce nouveau cours supposait un "renversement stratégique" sanctionné par l'abandon de la dictature du prolétariat et par la garantie de ne pas bouleverser la "formation sociale française".

Avec ce "socialisme à la française", de nouvelles idées montent à la surface qui, cette fois, ne s'inspirent plus des thèmes classiques du réformisme à la Bernstein ou à la Kautsky, mais vont "au-delà du marxisme" pour puiser dans l'arsenal idéologique tristement célèbre du "néo-socialisme" ou du "socialisme national". Les marxistes-léninistes doivent suivre avec une extrême vigilance l'évolution de ces idées qui sont à l'arrière-plan des mots d'ordre carme "produisons français", "l'issue à la crise", "appliquer la lutte de classe dans la gestion". Tous ces thèmes sont sublimés dans les concepts d'"intérêt général" et de "nation" qui viennent de plus en plus au premier plan dans la propagande du PCF, de même que dans ses appels répétés à l'unité de tous les producteurs (patrons "productifs" et ouvriers) contre les spéculateurs qui organisent le "gâchis financier" et plongeraient le capitalisme dans la crise. Voilà le fin mot de la "révolution"... nationale : réaliser l'alliance de tous les producteurs pour faire fructifier sainement le capital. Ainsi Juquin déclare : "ce que je reproche au capital, c'est de ne pas être un outil de travail. Il gèle, il dort, il sort au lieu d'être investi" (interview à Libération du 3/2/84).

Historiquement en France, la révision du marxisme a conduit soit à la social-démocratie, soit au "socialisme national". Des ingrédients de ces deux courants se trouvent aujourd'hui mêlés dans les thèmes avancés par le PCF. Il est possible — et toute notre attention doit se porter sur ce danger — que le "socialisme national" devienne prédominant pour préparer les esprits au rôle actif que le parti révisionniste peut être appelé à jouer à l'encontre du prolétariat en raison du développement de la crise économique et politique en France.

Cette évolution est possible, car elle découle de la nature même du révisionnisme. Le révisionnisme peut conduire à la fusion pure et simple avec la social-démocratie. C'est là pour ainsi dire sa pente naturelle. Aujourd'hui cette tendance s'exprime au travers de toute la propagande du PCF, mais elle ne peut se concrétiser dans une solution pratique, organisationnelle. Car qu'est-ce donc que la social-démocratie en France aujourd'hui ? Si nous utilisons ce terme pour désigner le PS, c'est plus par une analogie facile que par un souci d'exactitude. Le PS constitué au Congrès d'Epinay en 1973 se rattache bien sûr à la SFIO de Léon Blum, mais il n'a que de lointains rapports avec elle. Le PS d'Epinay ne résulte pas d'une déviation social-démocrate du mouvement ouvrier. C'est un parti créé de toutes pièces par la bourgeoisie dans le but de faire face à la crise politique résultant de la décomposition du courant gaulliste, et dans le dessein (clairement manifesté par la personnalité de Mitterrand et par la tendance qui lui a permis de l'emporter à Epinay, le CERES) de donner un rôle limité mais réel au PCF, tout en cherchant à influencer le cours de ce parti. Il est exclu pour l'instant que le parti révisionniste fusionne avec ce nouveau parti socialiste, écartelé entre ses tendances, et qui pourrit sur pied.

Que va-t-il résulter précisément de cette décomposition du courant "social-démocrate" qui se réalise sous nos yeux ? C'est là que le révisionnisme peut jouer tout son rôle carme instrument de la grande bourgeoisie. Il est certain que le capital trouve le plus grand intérêt à voir "en face" de lui un parti révisionniste relativement puissant, capable de bien utiliser son discours démagogique pour contrôler le mouvement ouvrier. Or l'expérience dans divers pays a montré que le développement sans frein du cours social-démocrate ou eurocommuniste conduit à l'affaiblissement et à l'éclatement des anciens partis communistes. Une autre voie est

donc préconisée, qui cristallise la dégénérescence révisionniste dans une ligne démagogique aux allures anticapitaliste, nationaliste, révolutionnaire. Le PCF peut très bien retourner à son avantage la situation politique bloquée et sortir de l'impasse réformiste dans laquelle il s'est lui-même enfermé. Il peut apparaître comme le recours le plus solide pour "sortir le pays de la crise" (entendons : pour mater les couches moyennes et la classe ouvrière qui vont subir la crise de plein fouet). S'il démontre de telles capacités, le PCF sera appuyé par une fraction plus grande de la bourgeoisie — c'est dans ce sens qu'il faut comprendre le "compromis dynamique" que Chevènement propose de passer avec lui. Ces quelques réflexions montrent combien il est nécessaire de bien connaître le vrai visage du révisionnisme, de ne nourrir ni propager aucune illusion à son sujet, de ne pas critiquer le PCF comme s'il en était resté au réformisme première manière des années 60. Une immense tâche attend les marxistes-léninistes : démasquer sans relâche les révisionnistes, faits à l'appui, avec toujours plus d'arguments solides et convaincants ; tracer toujours plus concrètement la voie révolutionnaire. La France est mûre pour le socialisme. Pour que ses travailleurs à l'énergie inépuisable s'en convainquent, il faut écraser le révisionnisme.

Stéphane BRUEL

Un gouvernement de régression sociale

L'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans (Ordonnance du 30 mars 1982) constitue-t-il cette formidable avancée sociale ("la plus grande depuis la Libération") vantée par les Bérégovoy, Marchais et C^{ie} ? La réalité montre que cette ordonnance 1^o) n'a pas changé sensiblement la position à l'égard de l'activité des travailleurs qui ont entre 60 et 65 ans, 2^o) qu'elle a entraîné une baisse de ressources pour la plupart d'entre eux, ainsi que pour les pré-retraités.

Une enquête menée par le ministère du Travail en novembre 1981 (c'est-à-dire avant l'Ordonnance sur la retraite à 60 ans) montre qu'une très petite minorité de travailleurs attendaient 65 ans pour prendre leur retraite. Parmi tous les travailleurs qui sortent de la vie active, seulement 17,7 % le font à l'âge normal de la retraite ou à un âge supérieur. En 1981, année où l'"âge normal" de la retraite était de 65 ans, seulement 6,6 % des salariés qui ont pris alors leur retraite étaient âgés de 65 ans, tandis que ceux qui avaient 60 ans ou moins représentaient 62,1 % de ces nouveaux retraités.

Cette situation où une écrasante majorité de travailleurs quittaient leur travail bien avant l'âge normal de la retraite résulte de la politique menée activement depuis les années 70 et qui consiste à chasser hors de l'activité les travailleurs âgés, jugés indésirables. Indésirables pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce que le nombre des emplois industriels diminuant, il faut précipiter ou garder hors de l'activité un nombre croissant d'individus. La cessation anticipée d'activité des travailleurs âgés offre de multiples avantages, qui sont autant de raisons les rendant indésirables aux yeux du patronat. La mise à la (pré-) retraite permet de procéder à des suppressions d'emplois "en douceur". Le patronat prétend d'autre part que les jeunes s'adaptent plus rapidement aux nouvelles machines, aux processus automatisés. Pour toutes ces raisons, depuis une quinzaine d'années, le patronat cherche activement la mise en place de dispositifs lui permettant d'organiser les cessations anticipées d'activité.

C'est ainsi qu'ont été mises en place les Garanties de ressources (GR), en 1972 pour les licenciements, en 1977 pour les simples démissionnaires. Avec ce dispositif, tous les salariés qui ont entre 60 et 65 ans pouvaient percevoir 70 % de leur ancien salaire. Ce système, plus avantageux que la retraite (environ 60 % du salaire en moyenne), permettait aux travailleurs de continuer à cotiser aux divers régimes de retraite jusqu'à 65 ans.

Avec la pression croissante exercée sur l'emploi, le système des garanties de ressources connut de plus en plus de succès : 300 000 bénéficiaires en 1980, 600 000 en 1982. C'est pourquoi, en 1981, moins de 7 % des départs à la retraite se situaient à l' "âge normal" de 65 ans.

Ce succès voulu par le patronat devait toutefois entraîner des difficultés de financement. Car ce dispositif de pré-retraite, révélant ainsi sa nature, était à la charge d'organismes créés pour verser un revenu aux chômeurs. D'où les difficultés financières de l'UNEDIC qui, en 1981, consacrait 14 milliards de francs au financement des G.R. (soit 27 % du total de ses dépenses). L'UNEDIC jouait ainsi le rôle d'une caisse de retraite, avec beaucoup "trop d'avantages" pour les salariés (par ex. la pension n'est pas calculée au prorata de la durée d'activité).

Une pièce essentielle du redressement financier de l'UNEDIC est donc constituée par l'ordonnance du 30/3/82 sur l'abaissement de l'âge de la retraite. Sanctionnant une situation inscrite depuis plusieurs années dans les faits, l'ordonnance permet de transférer sur les caisses de retraite le financement des "retraités-chômeurs" de plus de 60 ans. Pour les travailleurs âgés, elle s'est immédiatement traduite par une baisse de revenus puisque le système de garantie de ressources était "plus avantageux". D'autre part, à mesure que l'ancien système va disparaître, les travailleurs de 60 ans qui n'auraient pas une durée d'activité suffisante vont connaître de graves difficultés. De nombreux témoignages dans la presse sont déjà venus illustrer leur situation tragique.

Conséquence immédiate et nécessaire de l'Ordonnance de mars 82, le système des garanties de ressources "trop avantageux" a été édulcoré par le décret du 24/11/82 (65 % du salaire de référence au lieu de 70 %, limitation de la durée du versement, supprimé après 60 ans), puis supprimé en 1983. La GR pour les licenciés est supprimée par la loi du 5 juillet 1983, et l'accord de 1977 qui avait institué la GR pour les démissionnaires n'a pas été reconduit. D'où la situation grave des travailleurs (surtout des femmes) démissionnaires ou licenciés de plus de 60 ans et qui ne peuvent justifier de 150 trimestres (37 ans et demi) d'activité. Le décret du 24/11/82 et la loi du 5/7/83 introduisent donc une brèche dans le système de cessation d'activité en donnant des prestations plus basses aux nouveaux bénéficiaires.

Le gouvernement de gauche, qui vient également de porter atteinte au système d'indemnisation du chômage et qui prépare pour 1984 un "assouplissement" du droit de licenciement, démontre donc qu'il est un gouvernement de régression sociale. Les attaques contre les revenus des travailleurs âgés et des chômeurs sont particulièrement pernicieuses parce que leurs conséquences sont ressenties isolément par les travailleurs, et étalées dans le temps. Les possibilités de riposte sont donc faibles, d'autant plus que tous les syndicats, quels que soient leurs discours, acceptent, voire organisent cette régression sociale.

Dans le capitalisme moderne, la défense des intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière ne peut s'organiser que dans une perspective révolutionnaire. Un syndicat ouvrier, tel la CGT, qui a tourné le dos à une telle perspective, qui a renoncé à la lutte pour l'abolition du salariat, est fatalement conduit à brader aussi les intérêts immédiats des travailleurs. Un tel syndicat ne peut qu'être miné par le corporatisme et le clientélisme, et soutenir des lois qui organisent l'inégalité entre une masse de travailleurs appauvris et une minorité de travailleurs "protégés".

Claude VIGNON

Myslim PEZA, un combattant légendaire du peuple albanais

Le 7 février dernier, le peuple albanais avait la profonde douleur de perdre l'un de ses dirigeants les plus respectés : Myslim Peza. LA VOIE DU SOCIALISME se devait d'honorer la mémoire de ce révolutionnaire intrépide en rappelant tout ce qu'il représentait pour son peuple.

C'est dans les années tragiques de l'occupation fasciste que Myslim Peza, Père Myslim comme l'appelaient avec affection les Albanais, forgea sa réputation légendaire de combattant héroïque. C'est au cours des glorieuses années de la Lutte de libération nationale qu'il vint à personnifier les qualités élevées de son peuple : le courage, la détermination, la fidélité, l'honnêteté.

Quand il revint en 1909 dans son pays, après un long exil politique, Myslim Peza fut en effet l'un des premiers patriotes à prendre les armes contre l'occupant fasciste. Il créa dans sa région natale la première unité de guérilla contre l'ennemi. C'est alors qu'il fit la rencontre, en juillet 1939, d'un jeune militant communiste membre du groupe de force : Enver Hoxha.

Dès que celui-ci en effet apprit le retour en Albanie de Myslim, il chercha à rencontrer cet homme courageux qui "était revenu d'émigration non pas pour se réconcilier avec l'occupant ou lui faire la guerre "au café", mais pour le combattre comme le combattaient les authentiques patriotes et révolutionnaires tels Haxhi Lleshi, Mustafa Kaçaçi ou Kajo Karaf ili" (Enver Hoxha, Mur lindi Partia, Tiranë, 1981, p. 57).

Les deux haïmes devinrent aussitôt amis, car ils poursuivaient un objectif commun : la lutte pour la libération de leur patrie. Ils se revirent en janvier 1941 à Tirana, puis bien d'autres fois.

En 1941, Myslim se trouvait déjà à la tête d'une unité de guérilla de 70 combattants. Au début de cette année, il lançait ses premières actions directes contre l'ennemi : "Le 4 mars 1941, la guérilla attaqua une colonne motorisée sur la route Durrës-Tirana, au sortir de Ndroq, après avoir détruit un tronçon de cette route" (Histoire de la Lutte antifasciste de Libération nationale, Tirana, 1976, p. 129). Quelques jours plus tard, alors qu'elle coupait les lignes téléphoniques du commandement de l'aviation, la guérilla tua un officier fasciste qui passait dans un véhicule militaire. Ces premières actions eurent un grand retentissement, d'autant qu'elles se déroulaient dans les environs mêmes de la capitale, Tirana.

Le commandement fasciste décida aussitôt d'anéantir la guérilla : il lança une vaste opération contre elle, qui dura 50 jours et engagea 700 carabiniers d'élite. Mais, conduits par Myslim Peza et soutenus par toute la population, les partisans manœuvrèrent avec habileté et hardiesse et parvinrent à échapper à l'ennemi. Dès le mois d'avril, la guérilla reprenait ses actions et frappait l'occupant à Shijak.

Le 28 juin 1941, les partisans accueillirent Enver Hoxha, qui avait dit à Myslim son désir de les rencontrer. Enver Hoxha relate ainsi, dans ses Mémoires, la journée inoubliable passée avec ces combattants :

"La rencontre fut organisée dans un bois, près de Peza e Vogël. J'embrassai Myslim puis, un à un, tous les membres du maquis. Nous ne nous connaissions pas auparavant, mais la chaleur avec laquelle ils m'accueillirent et l'accord auquel nous parvînmes sur tous les problèmes discutés me convainquirent que Myslim leur avait parlé en bien de moi et de la cause que je représentais. (...) Je demeurai longtemps assis à discuter avec la guérilla. Je les félicitai pour les attaques qu'ils avaient organisées, je leur exprimai ma peine profonde pour les premiers camarades tombés dans les escarmouches avec l'ennemi, je leur parlai du but de notre combat et de son avenir. Je leur parlai de la situation dans le pays et du grand retentissement qu'avaient suscité les premiers affrontements avec les fascistes, ceux qu'avaient livrés entre autres ces combattants courageux avec qui je m'entretenais." (op. cit., p. 61.)

Enver Hoxha et Myslim Peza se comprenaient parfaitement :

"Dans la discussion, Myslim était concentré et attentif. Il n'avait pas d'instruction, mais l'école de la souffrance et la lutte continuelle l'avaient rendu perspicace et capable de comprendre n'importe quelle question." (M., p. 58.)

"Les liens qu'il entretenait avec les autres et son amitié pour eux n'avaient à ses yeux qu'une importance relative : c'est à travers le prisme de leur attitude à l'égard du peuple qu'il les jugeait. Myslim pensait et agissait ainsi non pas parce qu'il y avait été préparé théoriquement, car la théorie il ne la connaissait pas beaucoup, mais il s'orientait grâce à l'esprit de justice et au sens patriotique qui l'animaient." ("Peza heroike — një nga bazat e shëndosha të Luftës nacionalçlirimtare", in E. Hoxha, Vepra, t. 23, pp. 406-407.)

Myslim Peza n'était pas communiste, mais il parlait avec sympathie de Lénine dont Haxhi Lleshi, qu'il avait connu dans l'émigration, lui avait dit du bien. Il comprit immédiatement la nécessité de lutter aux côtés des communistes : "Comment ne serais-je pas avec vous ? (...) Je serai à la pointe du combat avec vous, les communistes, et tous ceux qui veulent se battre pour la patrie." (Kur lindi Partia, op. cit., p. 59.)

Lorsque, à Peza e vogël, Enver Hoxha lui proposa d'intégrer dans sa guérilla un certain nombre de militants communistes, Myslim Peza accepta donc aussitôt. Les communistes s'engageaient en même temps à ravitailler les partisans en vêtements, en armes et en munitions. Dès le retour à Tirana d'Enver Hoxha, des communistes furent ainsi envoyés renforcer la guérilla de Peza. Le 21 août 1941, on procédait à sa réorganisation et un commissaire politique était nommé : Vasil Shanto, un communiste au courage remarquable, qui devait tomber en héros face aux balles hitlériennes, au mois de février 1944.

L'envoi de communistes dans la guérilla de Peza fut un événement d'une importance extrême dans l'histoire du mouvement communiste albanais et de la Lutte de libération nationale.

En effet, l'occupation fasciste posait aux communistes comme tâche fondamentale de conduire le peuple dans la lutte pour libérer la patrie et conquérir l'indépendance nationale. Cette tâche exigeait "une direction révolutionnaire qui élaborerait la plate-forme politique de la lutte antifasciste, mobiliserait et organiserait le peuple dans cette lutte. (Or) une telle direction faisait défaut" (Histoire du P.T.A., Tirana, 1982, p. 56).

À l'été 1941, les communistes albanais n'étaient pas encore parvenus à s'unifier. Cet obstacle allait cependant être surmonté, grâce à l'action décisive d'Enver Hoxha. Les décisions prises au sujet de la guérilla de Peza furent un facteur important du succès du processus d'unification.

Au début de 1940, Enver Hoxha était venu à Tirana pour y créer une branche du groupe communiste de Korçë. Alors que la situation révolutionnaire mûrissait rapidement dans le pays tout entier, la section de Tirana devint le centre le plus actif du mouvement communiste et de libération nationale. Sa ligne Juste, son action multilatérale et l'absence d'esprit de cercle la plaça au-dessus des groupes. Enver Hoxha sut ainsi établir des liens solides avec les militants des autres groupes, tels Qemal Stafa ou Vasil Shanto, tout en nouant les premiers liens des communistes avec les nationalistes patriotes comme Myslim Peza.

L'envoi de militants des différents groupes pour renforcer la guérilla de Peza marqua donc le début d'une nouvelle étape pour les communistes albanais : leur activité visant à organiser et à élargir le mouvement de libération nationale pouvait prendre dès lors toute son ampleur, alors même que les militants résolus à lutter ensemble secouaient l'esprit de cercle et le sectarisme.

Les conditions purent être ainsi très vite réunies pour que se tienne la Conférence des groupes communistes qui décida, le 8 novembre 1941, de fonder le Parti communiste d'Albanie (P.C.A.).

Les objectifs du Parti avaient été définis par Enver Hoxha, qui avait élaboré la ligne fondamentale des communistes dans la Lutte antifasciste de Libération nationale. La décision de gagner la montagne de Peza était en fait l'application de cette ligne qui appelait à combattre l'ennemi fasciste, à réaliser l'unité de lutte entre les ouvriers et les paysans, à unir tous les patriotes dans le mouvement de libération nationale et à aller vers la création d'une année populaire qui préparerait l'insurrection générale. Dans ce but, il fallait commencer par organiser le mouvement partisan en formant des unités de guérilla.

Cette ligne politique servit de base à l'union du peuple albanais autour du RCA, elle permit d'obtenir de nouveaux succès dans la lutte et de convoquer le 16 septembre 1942, à Peza, une Conférence nationale de toutes les forces antifascistes. La Conférence de Peza approuva la plate-forme de la lutte de libération nationale élaborée par le FCA et créa le Conseil général de Libération nationale auquel Myslim fut élu.

L'année suivante, à la création de l'Etat-Major général de l'Armée de Libération Nationale, le 5 juillet 1943, il en devint également membre. Il venait d'ailleurs de démontrer une fois de plus ses exceptionnelles qualités de chef militaire en repoussant la plus vaste offensive jamais engagée par l'ennemi contre la zone libérée de Peza. Les 200 partisans qu'il commandait, aidés par tous les habitants de la région, affrontèrent 14 000 soldats fascistes armés jusqu'aux dents et appuyés par l'artillerie et l'aviation. L'ennemi dut subir de lourdes pertes et fut contraint de se retirer, non sans avoir brûlé, pillé et tué tout ce qu'il trouvait sur son passage.

Après la Libération du pays, Myslim Peza continua à lutter avec dévouement pour renforcer le pouvoir populaire et établir des liens toujours plus solides entre les masses et le Parti.

Celui-ci lui confia de nombreuses responsabilités. Ainsi, il était depuis longtemps vice-président du Conseil général du Front démocratique et député à l'Assemblée populaire dont il assura également la vice-présidence du Présidium. Il avait reçu les distinctions de Héros du peuple et Héros du travail socialiste.

Fidèle toute sa vie à la cause du peuple, du Parti et de sa patrie, Myslim Peza restera à jamais l'exemple d'un révolutionnaire inlassable, d'un communiste héroïque.

Bernard PELTIER

N°2 — Mai-juin 1984

Éditorial : Les nécessités de la lutte

Après trois années d'existence, le gouvernement de gauche a définitivement "fait ses preuves". Pour tous les travailleurs victimes du joug du capitalisme et conscients des maux engendrés par les mécanismes de ce système d'exploitation, les choses sont claires : sur toute la ligne, la politique appliquée par le gouvernement PC-PS est celle du capital. Un nombre croissant de travailleurs le pensent et l'expriment de diverses manières : abstention aux élections, manifestations, luttes, grèves, révoltes.

Si ces centaines de milliers de travailleurs n'avaient pas fait connaître toujours plus nettement leur opposition à la politique pro-capitaliste du gouvernement PC-PS, les discours les plus démagogiques de ces partis de gauche continueraient à faire couler leur miel empoisonné. Si ces travailleurs avaient accepté de laisser qualifier de "démocratique et progressiste" une politique qui consiste à briser les uns après les autres tous les acquis du mouvement ouvrier, s'ils avaient consenti à renflouer les caisses du patronat au nom du "réalisme" et en échange de vagues promesses pour des lendemains qui chantent, alors l'état de grâce de la gauche continuerait et l'on entendrait encore dire que des victoires "plus importantes qu'en 1936 ou 1945" ont été conquises.

La lutte de classe, qui ne s'élimine pas par un décret, fût-il élyséen, en a donc décidé autrement. Les travailleurs doivent prendre conscience que c'est leur intervention qui a bouleversé le jeu politique bourgeois de la "belle" union de la gauche. Il est bon de rappeler quelques faits marquants. Par exemple, le ballon d'essai des 39 heures. Le gouvernement fixe par ordonnance cette nouvelle durée légale, mais laisse dans le flou la question de la compensation salariale, poussant les syndicats à faire accepter cette forme de baisse des salaires. Eh vain. La pression sur les salaires doit utiliser d'autres voies, moins franches.

Plus tard, les ouvriers de Talbot refusent le plan concocté dans le secret de Matignon entre Mauroy, Ralite, le PCF et la CET. S'ils avaient laissé faire, le PCF aurait pu démontrer qu'il pouvait jouer sur les deux tableaux : du côté des travailleurs pour leur montrer qu'il était capable d'"arracher" mille licenciements en moins, du côté du gouvernement pour signifier qu'il était apte à contrôler les réactions de la classe ouvrière. Nouvel échec.

Aujourd'hui, les ouvriers sidérurgistes entament la lutte contre la modernisation capitaliste, ils refusent tous les arguments (déjà égrenés par la droite en 1981) qui sont avancés pour justifier les fermetures d'usine, ils refusent les promesses (déjà faites par la droite) concernant les créations d'emploi, la lutte des sidérurgistes contraint le PCF à s'opposer, certes en paroles, mais ouvertement à un "plan acier" que ses ministres ont approuvé et que ses députés ont cautionné par le vote de la confiance du 20 avril 1964.

Les conditions politiques créées par la lutte des travailleurs doivent les inciter à se poser cette question : quel jeu joue le PCF ? quelle alternative propose-t-il à une politique qu'il condamne en paroles mais qu'il soutient "tactiquement" ? Vers quelle perspective stratégique bonne pour les travailleurs cette "tactique" est-elle censée conduire ?

Pour l'instant, le PCF est enfermé dans cette contradiction : il a lui-même, et depuis longtemps, barré toute issue politique autre qu'une alliance avec le parti socialiste. Sa tactique se résume donc à "faire pression sur le PS" pour le protéger des tentations de glisser à droite, et l'"ancrer à gauche". Or si les travailleurs savent depuis longtemps que le PS est un parti bourgeois anti-ouvrier, ils doivent se convaincre que le PCF a lui aussi cédé aux "pressions de la droite" et qu'il a tout renié : la révolution socialiste, c'est-à-dire la véritable rupture avec le régime capitaliste ; la dictature du prolétariat, c'est-à-dire un gouvernement aux mains des ouvriers, qui seul peut permettre cette rupture ; la lutte anticolonialiste et anti-impérialiste, qui seule peut supprimer le pouvoir des monopoles capitalistes et permettre à la classe ouvrière de France de s'émanciper. Comment un parti qui a lui-même cédé aux pressions de la bourgeoisie pourrait-il "protéger" le PS de ces mêmes influences ? Dans quel but ? Pour que le PS rompe avec le capitalisme et organise le socialisme ? Le PCF a lui-même rayé ces objectifs de son programme, puisqu'aussi bien il a abandonné tout programme !

Reste comme seule perspective : "tenir les engagements de 1981". Mais le PCF retombe là dans une autre contradiction. D'un côté, il prétend que l'accord de 1981 résulte d'un rapport de force qui ne lui était pas favorable : la politique préconisée par cet accord ne serait donc pas celle que le PCF souhaite, ou elle ne le serait qu'en partie, à 10 ou 15% selon que l'on compte en voix ou en ministre... D'un autre côté, le PCF prétend que le gouvernement actuel tourne le dos à l'accord de 1961 et pousse les travailleurs à faire pression pour faire respecter un accord pourtant jugé insuffisant.

Le PCF n'a donc aucun objectif sérieux à proposer aux travailleurs. Son discours est entaché de contradictions, d'hypocrisie, de faux-semblants, d'illusions politiciennes. Ce parti a porté à un haut niveau de perfection l'art politique de soutenir le système capitaliste en prétendant en combattre les conséquences : oui à la CEE, mais non au marché canon qui ferme les usines sidérurgiques et appauvrit les producteurs de lait ! Oui à l'Alliance

atlantique, mais pas au diktat américain ! Oui au capitalisme, mais non à l'exploitation des ouvriers ! Oui au PS, mais non à la social-démocratie ! Oui à la modernisation capitaliste, mais non aux fermetures d'usine ! Oui à l'accord de 1961, mais non à l'application de cet accord !

Puisque le PCF accepte que les rapports capitalistes soient maintenus — ce que dit explicitement l'accord de 1981 —, alors c'est qu'il accepte la seule politique d'accumulation viable dans ce système, et que Mitterrand a rappelé dans sa conférence de presse du 4 avril : reconstituer les marges, c'est-à-dire restaurer un bon taux de profit. Canner le faire sans toujours extorquer davantage de plus-value sur le dos des ouvriers ? Cette recette ne figure ni dans les 101 propositions du candidat Mitterrand, ni dans l'accord PWS de 1961. Les dirigeants du PCF trompent les travailleurs quand ils font croire que cet accord pourrait atténuer voire supprimer les conséquences de la logique capitaliste. Les derniers chiffres des comptes de la nation omirent que les profits ont amélioré leur score en 1983 (+17,1% contre +16,2% en 1982 et +7% en 1981), que le taux de marge des sociétés a atteint en 1983 son plus haut niveau depuis 1979, alors que le pouvoir d'achat des ménages diminuait. Chaque mois, en moyenne 30 000 travailleurs sont victimes de licenciements économiques (soit plus que n'en prévoit le seul "plan acier") et les syndicats ont laissé diminuer les indemnités et les droits dont peuvent bénéficier ces licenciés. La sidérurgie a été nationalisée, selon le sacro-saint principe de la gauche : c'est cette branche nationalisée qui doit subir le "plan acier" le plus dur pour les travailleurs, un plan devant lequel les "nouveaux droits", la décentralisation et la "gestion démocratique du secteur nationalisé" se révèlent être des paroles creuses.

Toute l'affaire se résume ainsi : faut-il faire pression de l'intérieur du gouvernement ou de l'extérieur ? Le PCF n'a pas d'autre alternative à proposer aux travailleurs, c'est pourquoi son activité se résume à ce jeu stérile : quand il est dans l'opposition, il subordonne tout à sa participation au gouvernement ; quand il est au gouvernement, c'est pour proclamer qu'il faut "repartir à la case départ". Mais quelle case départ, et pour aller où ? Supposons que le PCF reste au gouvernement (et plus généralement la gauche), alors il lui faudra encore approuver et appliquer bien d'autres diktats du capital. Supposons qu'il n'y soit plus (ou que la gauche ne soit plus au pouvoir), alors il n'aura d'autre but à offrir que d'y retourner pour appliquer la même politique social-démocrate anti-ouvrière. Qu'il utilise le langage mielleux du compromis, ou qu'il "durcisse le ton", le PCF conserve la même stratégie : faire alliance avec le PS pour appliquer la politique du capital. Pour donner le change et renforcer sa position, le PC peut utiliser un langage plus radical qui semble renouer avec la lutte de classe. Ce langage vise en fait à abuser les travailleurs.

L'"autre politique" souhaitée par le PCF n'existe donc pas : chaque fois que ce parti est mis en demeure de la préciser, il reste muet. Depuis 1965, le PCF s'est accroché au char de Mitterrand et reste prisonnier de cette "politique d'union". Pendant 16 ans, il a conseillé aux travailleurs de subordonner leurs luttes à la prise du pouvoir par la coalition PC-PS, qui seule allait permettre à certaines revendications de déboucher. Le PC a moue reconnu qu'il a trop forcé dans le sens d'une "union au sommet"!

Aujourd'hui il feint l'étonnement : "Ce n'est pas cela que nous voulions, il faut respecter l'accord de 1981". Mais l'accord de 1981 annonce ce qui se passe aujourd'hui : il faut moderniser, rationaliser dit l'accord. Et canner donc, dans le cadre du capitalisme, moderniser autrement que dans l'anarchie (fermetures d'usines), pour restaurer la "rentabilité financière" (restructuration) et le taux de profit (baisse des salaires) ? La seule autre politique exigerait de rompre avec la logique capitaliste du profit, ligne révolutionnaire que le PCF a reniée depuis longtemps. C'est pourquoi il reste aujourd'hui politiquement muet, mettant la CGT en avant, en espérant que le mouvement populaire ne sera qu'ai feu de paille dont il pourra se servir dans ses intrigues politiciennes.

La situation politique d'aujourd'hui pose donc la question suivante : jusqu'à présent, le mouvement ouvrier a peu ou prou fait confiance au PCF en estimant que ce parti lui permettrait de faire face à l'offensive du capital et même de conquérir quelques avantages nouveaux. Aujourd'hui, le PCF cherche à conserver cette confiance en se démarquant du PS avec de faibles arguments qui cachent l'absence d'une véritable alternative à la politique bourgeoise de droite canne de gauche. IL est clair pourtant que la classe ouvrière ne peut améliorer son sort qu'en s'attaquant à l'ensemble du régime capitaliste et en se donnant canne perspective la rupture radicale avec la logique de ce régime social conçu pour l'exploitation du travail par le capital. Or il n'existe qu'un seul moyen de réaliser cette rupture: exproprier les capitalistes. Eh France, les conditions permettant de réaliser immédiatement, sans détours, cette expropriation existent depuis longtemps. Dans l'heure qui suit sa constitution, in gouvernement ouvrier devrait décréter l'expropriation de tous les holdings et de tous les groupes monopolistes qui dominent l'économie. L'expropriation, telle doit être l'arme d'un véritable parti ouvrier. La nationalisation est au contraire un instrument aux mains du capital, qui permet la fusion des capitaux privés et publics, qui accroît la mobilité du capital (condition qui contrecarre la baisse tendancielle du taux de profit) et qui donne au capital privé la possibilité de continuer à s'approprier une part du profit "public", la nationalisation, c'est l'organisation de la répartition du profit capitaliste. L'expropriation, c'est la suppression, ou plus exactement c'est la condition première, immédiate de la suppression de tout profit capitaliste, les usines et les machines sont de la plus-value accumulée sur le dos de générations d'ouvriers, aussi aucune indemnité n'est-elle versée, la nationalisation n'est qu'un moyen de parvenir aux objectifs traditionnels du capital, ceux que Mitterrand a clairement exposés dans sa

conférence de presse : 1) abaisser les coûts de production (d'où baisse des salaires et rationalisation) pour faire face à la concurrence ; 2) augmenter les profits pour pouvoir réaliser des investissements destinés à augmenter les profits. L'expropriation seule permet de rompre ce cycle infernal et d'orienter la production dans le seul but de satisfaire les besoins de toute la société.

Pour garantir la rupture que permet l'expropriation et l'abolition de la propriété privée, les ouvriers doivent organiser et diriger eux-mêmes la production collective socialiste. Mais pour cela, il faut que le gouvernement passe entre leurs mains, aux mains de la classe ouvrière.

Voilà la seule "autre politique" qui existe, la seule perspective qui permettrait aux luttes revendicatives immédiates de se débloquer, de se libérer, car la classe ouvrière est aujourd'hui suffisamment consciente des mécanismes du capitalisme.

La rupture avec le capital, l'expropriation des capitalistes, le gouvernement ouvrier, l'organisation de la production collective socialiste par les ouvriers eux-mêmes : quel parti politique offre-t-il cette perspective aujourd'hui ? Aucun. Tous intriguent dans le jeu politique bourgeois, cherchant à duper les travailleurs, à caresser leurs illusions et à utiliser leur révolte ou leur désespoir. De quelle liberté politique bénéficie l'ouvrier qui, au travail, est traité comme une bête de somme, une simple force productive dont le capital épuise toute l'énergie avant de la rejeter ? La démocratie bourgeoise lui accorde le droit de remettre ses destinées entre les mains de tel ou tel parti bourgeois, à son "choix", car ces partis ont besoin de ses suffrages et de son soutien. Au travail, il doit rester cette force productive exploitable à merci, hors travail il doit demeurer un citoyen passif et doit se contenter de donner sa confiance à des politiciens bourgeois corrompus qui prennent sa défense dans des meetings sans lendemains et qui, à la Chambre ou au gouvernement, approuvent à plat ventre la politique dictée par le capital. L'ouvrier n'est sollicité que pour appuyer tel parti contre tel autre, en dehors de la seule perspective concrète qui permettrait à ses luttes de déboucher : la révolution socialiste. Le PS cherche ses suffrages pour "rééquilibrer la gauche" ; le PC réclame son appui pour "faire pression sur le PS" ; les trotskistes et les maoïstes lui demandent de "faire pression sur le PC pour qu'il fasse davantage pression sur le PS". Cela ne peut durer !

Les besoins politiques du mouvement ouvrier aujourd'hui sont clairs : il faut un nouveau parti ouvrier qui permette aux travailleurs de ne plus s'en remettre éternellement aux partis embourgeoisés. L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes : pour desserrer l'étau dans lequel le mouvement ouvrier est prisonnier, les ouvriers qui veulent agir contre le capitalisme doivent constituer un nouveau parti ouvrier, un nouveau parti communiste qui arbore clairement un programme révolutionnaire, fondé sur l'expropriation des capitalistes et l'organisation de la production collective socialiste.

Nous, marxistes-léninistes de LA VOIE DU SOCIALISME, nous voulons que ces ouvriers reprennent confiance dans leur force et dans la lutte révolutionnaire, nous voulons avec eux redonner vigueur et efficacité à l'idéologie révolutionnaire de la classe ouvrière, le marxisme-léninisme. Nous leur lançons cet appel, ainsi qu'à tous les marxistes-léninistes encore dispersés : surmontez votre pessimisme et vos divisions, rassemblez-vous autour de LA VOIE DU SOCIALISME et participez à son oeuvre de propagande et d'organisation. Faites-en le porte-parole de la renaissance du mouvement communiste français.

Quel avenir pour les producteurs de lait ?

Au mois de mars dernier, les ministres européens de l'agriculture ont pris des décisions importantes qui touchent un secteur-clé de la production agricole, le secteur laitier. Le but officiel de l'accord signé à Bruxelles est de résorber les excédents laitiers de la C.E.E., tout en diminuant les sommes considérables consacrées au soutien des prix agricoles. Pour y parvenir, le Conseil européen a décidé la mise en application, à partir du 1^{er} avril, date où débutait la campagne laitière, de quotas de production. Ceux-ci imposent à chaque pays un volume maximal autorisé de production, laquelle ne devra pas, en 1984, dépasser 101 % de la production laitière de 1981.

Rocard, en sa qualité de président du Conseil agricole, a justifié cette décision, en s'empressant d'ajouter l'annonce de mesures spécifiquement françaises :

- la gestion des quotas par les laiteries ;
- la mise en oeuvre d'un plan de restructuration de la production et de la transformation laitières.

La couleur a été clairement annoncée: le plan gouvernemental vise à accentuer la concentration de la production laitière — concentration des exploitations et concentration régionale. Le plan de modernisation est en effet destiné à aider les plus forts, en encourageant la disparition de dizaines de milliers de producteurs, souvent âgés. Rocard n'a pas craint d'ailleurs de proclamer sans fard : "Il faut aider (!) au départ des petits producteurs âgés et récupérer des possibilités de produire pour les autres".

Mais les mesures décrétées aujourd'hui n'ont rien d'exceptionnel. Elles s'inscrivent en réalité dans le droit fil d'une évolution qui a profondément transformé, au cours de ces 35 dernières années, la production laitière — comme l'agriculture dans son ensemble.

L'INDUSTRIALISATION DE LA PRODUCTION LAITIÈRE

Le tournant décisif date de l'après-guerre : alors que la production industrielle redémarre sur un rythme accéléré, les capacités de production de l'agriculture progressent elles aussi rapidement et une élévation brutale de la productivité se manifeste en peu de temps.

Ce changement soudain peut paraître spectaculaire après des décennies de lente évolution ; il marque une rupture que Marx décrivait ainsi dans "Le Capital": "Lorsque l'industrie est parvenue à un certain degré de développement, la disproportion (entre agriculture et industrie) doit disparaître et la productivité de l'agriculture se développe relativement plus vite que celle de l'industrie". (L. IV, tome 2, E.S., p.116).

L'élément essentiel de cette transformation, c'est la modernisation et l'équipement des exploitations, fortement encouragés par le premier Plan. La mécanisation du procès de production agricole est le facteur déterminant.

Les années 50 voient les capitaux publics soutenir résolument les grandes firmes industrielles en amont de la production agricole qui incitent les producteurs de lait à acquérir de nouveaux moyens de production. L'utilisation de produits industriels, chimiques et mécaniques notamment, augmente de façon considérable, inaugurant ce qu'on a appelé le procès d'industrialisation de l'agriculture.

Seules les grandes exploitations étaient alors déjà mécanisées et utilisaient à grande échelle les engrais chimiques et les produits phytosanitaires. Mais en quelques années, des centaines de conseillers techniques et de coopératives d'approvisionnement vont diffuser le progrès technique dans l'ensemble des campagnes. Même si les productions animales seront en fait touchées plus tardivement que le secteur végétal, les petites exploitations laitières seront elles aussi rapidement amenées à se procurer un matériel miniaturisé qui leur est spécialement destiné. Certains dénonceront d'ailleurs plus tard le suréquipement qui en résultera.

En quelques années, un nouveau matériel de ferme se généralise donc (machines à traire, tanks de réfrigération), tandis que la percée des aliments composés et de l'ensilage bouleversent les méthodes d'alimentation des animaux.

Le bétail qui est l'objet d'une sélection et de soins croissants (insémination artificielle, prophylaxie,...) est élevé dans des bâtiments dont l'architecture a été entièrement revue (étables chauffées et ventilées, silos et chaînes d'alimentation automatisés, salles de traite, stabulation libre).

DES INVESTISSEMENTS IMPORTANTS, UNE SPECIALISATION ACCRUE

Aujourd'hui, le procès de production du lait ne peut ainsi se concevoir sans d'importants investissements permettant d'acquérir les moyens de production devenus indispensables. Plusieurs indices expriment d'ailleurs l'ampleur de ces investissements nécessaires. Ils montrent que dans une exploitation laitière de 20 à 50 ha, le volume de matériel d'exploitation dépasse maintenant celui des grandes exploitations céréalières, fortement mécanisées. Calculé par ha de superficie agricole utilisée (SAU), ce volume est passé de l'indice 100 à l'indice 139, de 1970 à 1978. L'indice atteint 171 cette dernière année dans les exploitations laitières de plus de 50 ha.

Quant au volume de bâtiments construits par unité de gros bétail, il est passé de 100 à 188 pour les exploitations de 20 à 50 ha et 167 pour celles de plus de 50 ha, durant la même période.

Le volume de consommations intermédiaires par ha a quant à lui rattrapé et dépassé aujourd'hui le niveau des exploitations de grandes cultures. Cela est essentiellement dû à l'accroissement énorme du volume d'achats d'aliments du bétail (le recours plus systématique à une alimentation à base de soja est un élément décisif de l'augmentation de la production par animal).

L'augmentation du volume de biens d'équipements et de consommations intermédiaires par unité produite se traduit par l'élévation du coefficient de capital. Pour produire une unité de valeur ajoutée, il fallait en effet 1,48 unités de capital productif en 1970 et 2,00 unités en 1978, dans les exploitations de 20 à 50 ha. Cette augmentation résulte à la fois de la hausse du capital productif et de la baisse de la valeur ajoutée brute. Elle exprime donc la substitution de travail mort au travail vivant dans la production laitière.

Cette évolution est tout à fait analogue à celle de l'industrie : carme celle-ci, la production laitière exige maintenant l'emploi plus systématique de moyens mécaniques et chimiques, une organisation du travail supérieure et une division du travail plus poussée.

Le procès d'industrialisation de l'agriculture a également provoqué la séparation de domaines entiers de production qui se sont transformés en domaines industriels. Lénine avait noté ce fait en soulignant que "le développement du capitalisme, (c'est) le développement de l'économie marchande, c'est-à-dire de la division sociale du travail, qui détache l'une après l'autre de l'agriculture les différentes phases du traitement de la matière première" ("Pour caractériser le romantisme économique", Oeuvres, tome 2, p.210).

Une puissante industrie des aliments de bétail s'est ainsi développée, qui s'est substituée à la production d'herbes et de céréales à la ferme, tandis que d'autres industries agro-alimentaires ont remplacé l'agriculteur-artisan pour assurer la collecte, la transformation, le conditionnement et la commercialisation du lait.

Ce processus exprime lui aussi la substitution du capital au travail, qui conduit ainsi à une spécialisation croissante. Celle-ci, après avoir provoqué la séparation entre culture et élevage, s'exerce au sein même de la production animale, entraînant un accroissement du nombre des exploitations qui ne possèdent que des vaches laitières.

La spécialisation de la production et la spécialisation du travail progressent simultanément puisque les travaux effectués auparavant sur l'exploitation (fabrication des aliments, stockage du lisier, récolte de la paille, élevage du taureau) sont désormais supprimés. Cette spécialisation permet à son tour une mécanisation plus systématique de la production.

Dans le même temps, le troupeau se standardise et doit atteindre une taille minimale pour pouvoir rentabiliser les investissements effectués. Le niveau actuel de ceux-ci exige ainsi de posséder 40 à 50 vaches laitières à environ 5 000 litres par an.

Le recours aux nouveaux moyens de travail a permis un accroissement spectaculaire des rendements. Ceux-ci par ailleurs s'uniformisent et les disparités régionales se réduisent, démontrant la moindre incidence des particularités locales (nature du sol, climat) comparée à celle des investissements réalisés (la rente différentielle I, liée à la fertilité et à la localisation des terres est en décroissance, à l'inverse de la rente différentielle II, liée au capital engagé).

INSERTION DANS LES CIRCUITS MARCHANDS ET CONCURRENCE ENTRE LES PRODUCTEURS

L'accroissement de production a été tel que les agriculteurs n'ont plus la possibilité de transformer leur lait sur place et doivent donc le vendre aux firmes d'aval. Ainsi, dès les années 60, de grandes entreprises agro-alimentaires se sont implantées dans les régions de production laitière — notamment dans l'Ouest, la principale d'entre elles. En utilisant des capitaux rapatriés des colonies, des firmes carme Perrier-Préval ont racheté de nombreuses laiteries locales et ont peu à peu constitué un vaste réseau de collecte. En moins de 10 ans, celui-ci s'est étendu à l'ensemble des producteurs qui sont ainsi passés rapidement d'une économie d'auto-subsistance, où l'échange est secondaire, à une économie d'échange, où l'exploitant achète des produits à l'industrie et revend à la fin l'intégralité de sa production.

L'autoconsommation paysanne a dû disparaître, entraînant par conséquent une insertion toujours plus complète du producteur dans les circuits marchands. Cette insertion du paysan dans l'économie monétaire est en effet une nécessité absolue quand se généralise la production industrielle, puisque celle-ci détruit précisément la production traditionnelle assurée dans le cadre de la famille ou du village.

Le producteur de lait entre dès lors dans un cycle qui le dépasse toujours plus : plus sa production augmente, moins il peut transformer son lait sur place et plus il doit le commercialiser aux firmes d'amont. Mais, pour

vendre sur le marché une part croissante de sa production, il doit pour cela sans cesse améliorer sa productivité. Et comment se procurer l'argent nécessaire à l'achat de nouveaux moyens de production ou au remboursement des emprunts contractés pour investir, équiper et agrandir l'exploitation, si ce n'est en vendant encore plus de lait ?

Les industries laitières se sont livrées entre elles une concurrence acharnée pour le partage de la collecte de lait, mais l'intervention de ces firmes agro-alimentaires a surtout aiguïté la concurrence entre les agriculteurs eux-mêmes.

Profitant des difficultés de commercialisation dues aux tendances excédentaires — qu'elles encourageaient déjà dans les années 60 — les industries agro-alimentaires ont régulièrement accru leurs exigences quant à la régularité et à la qualité de la production. Elles ont peu à peu imposé leurs normes de quantité, de qualité bactériologique, de richesses en matières grasses et le regroupement des points de collecte pour parvenir à se procurer une matière première de mieux en mieux adaptée à leurs besoins, tout en pesant sur les prix. C'est pour satisfaire ces exigences en matière d'hygiène, effectuer les traitements rendus obligatoires (réfrigération,...), modifier le troupeau selon les besoins de l'industrie, en bref pour adopter le modèle technique imposé à tous, que les éleveurs ont été amenés à investir de plus en plus, c'est-à-dire à accumuler toujours plus de capital.

Or tous les producteurs ne sont pas égaux dans cette course à l'accumulation : les patrimoines peuvent être très différents à l'origine, les charges d'exploitation plus ou moins lourdes, les techniques de production varient également d'une exploitation à l'autre.

QUELQUES PARTICULARITES DE L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION LAITIERE

Accumuler du capital dans les meilleures conditions, poursuivre l'accumulation et le renouvellement indispensable de ce capital, tirer parti de l'élévation de la productivité ne sont pas le lot de tous les producteurs. Les exploitants les moins préparés à la concurrence sont les premiers à disparaître, à quitter leur propriété et à fournir au capital un flot continu de travailleurs libérés de leurs moyens de production.

Comme Marx l'a expliqué, si la petite production marchande a engendré le capitalisme, le capitalisme détruit à son tour la petite production marchande. La conséquence de la concurrence de plus en plus vive qui s'instaure entre les producteurs à la recherche du profit, c'est — sur la base de la différenciation entre ceux qui peuvent reproduire de manière élargie leur capital et ceux qui n'en ont pas les moyens — la décomposition de cette petite production, l'élimination d'une multitude de petits producteurs dont la productivité plus faible ne permet plus la survie.

Le nombre de producteurs de lait est ainsi tombé de 800 000 à 400 000 au cours de ces 15 dernières années et 25 000 exploitations disparaissent par an. Cela ne semble plus suffire aujourd'hui puisque les mesures décidées récemment visent 190 000 agriculteurs de plus de 55 ans (dont 60 000 de plus de 65 ans). Les agriculteurs ne seront plus autorisés à survivre sur leur exploitation en conservant les quelques vaches (6 en moyenne pour les plus de 65 ans) qui leur permettaient de se procurer un complément de rémunération indispensable. L'éviction de ces 190 000 paysans semble même n'être qu'un minimum et il est possible que le ministère place la barre encore plus haut : la cible serait en fait les 280 000 producteurs de lait (60% du total) qui livrent moins de 60 000 litres par an (ce volume correspond à la moyenne nationale). Une grande majorité de ces paysans serait donc "incitée" à cesser de produire. Seule une petite fraction d'entre eux se verrait octroyer la possibilité d'investir pour rejoindre la minorité d'exploitants engagés totalement dans la course à la modernisation.

Ceux d'entre eux qui livrent plus de 150 000 litres de lait par an ne représentent que 6% du total des producteurs. C'est sur eux que vont se concentrer de plus en plus les aides multiples de l'Etat : prêts bonifiés, plans de développement, dotations aux jeunes agriculteurs. Ce sont eux qui continueront à bénéficier du soutien des marchés, appliqué dans la CEE : c'est 27% des sommes dépensées pour le soutien des prix agricoles (FEOPA Garantie) qui ont ainsi été absorbés en 1982 par le marché laitier (8,5 milliards pour soutenir les exportations et 13,5 milliards pour les "retraits" de produits). Un producteur livrant 300 000 litres en 1980, par exemple, a touché 90 000 F., soit 22 centimes par litres.

Bien que minoritaires en nombre, les exploitations qui ont fortement accumulé du capital ont vu leur poids économique croître ainsi d'une manière régulière et rapide.

Fournissant une part toujours plus grande de la collecte, elles ont bénéficié de toutes les aides étatiques et occupé une place de plus en plus privilégiée dans les discours des politiciens, des économistes et des syndicats du CNJA et de la FNSEA.

Garnie pour l'ensemble des productions animales, on a assisté à la concentration des exploitations laitières dans des régions et des élevages toujours plus spécialisés, et à l'augmentation de la taille des troupeaux. Ce phénomène s'est traduit par la diminution du nombre d'exploitations détenant des animaux et l'augmentation de l'effectif moyen.

Ainsi, alors que plus du tiers des exploitations a disparu entre 1971 et 1982, le cheptel de vaches laitières est demeuré stable. La taille moyenne des troupeaux est donc passée de 9 à 16 vaches. La proportion des étables de plus de 20 vaches, qui était de 9% en 1971 atteint 28% en 1980, tandis que leur part du cheptel total est passée de 27 à 57%. En fait, depuis 1980, les étables de plus de 30 vaches sont les seules à progresser. Si elles ne représentent que 12% des exploitations, elles possèdent déjà un tiers du cheptel national et produisent près de la moitié du lait collecté.

Il est vrai que sur le marché du lait subsiste encore un nombre important de petits exploitants : 44% des producteurs ont moins de 10 vaches. Mais la part de ceux-ci dans le cheptel total (14%) et dans la collecte baisse régulièrement. Il s'agit en majorité de paysans âgés, sans successeur pour la plupart. En effet, les 38% d'agriculteurs de plus de 55 ans dont nous avons déjà parlé n'ont que 10 vaches en moyenne. A l'opposé, les producteurs de moins de 35 ans ne sont que 9%, mais ils possèdent les plus gros troupeaux (19 vaches en moyenne).

Tous ces chiffres indiquent que le processus de décomposition des producteurs de lait se poursuit de nos jours, de manière permanente et diversifiée, créant ainsi toute une garnie de situations.

L'exode rural est l'un des meilleurs indices de la transformation de la production laitière par le capitalisme. La diminution du nombre de producteurs de lait révèle ainsi clairement le développement du capitalisme non seulement dans l'agriculture, mais aussi à partir de l'agriculture. Mais comment expliquer le maintien d'un nombre encore relativement important de petites exploitations laitières ?

Il y a d'abord un ralentissement récent de l'exode rural, dû à la montée du chômage, donc à une demande moindre des autres branches de l'économie en forces de travail provenant de l'agriculture.

Le secteur laitier a par ailleurs un aspect spécifique : l'étable a toujours représenté une activité complémentaire à la culture. Aujourd'hui encore, même si la production laitière est devenue l'activité principale, voire exclusive, d'exploitation de plus en plus spécialisées, au même titre que l'aviculture ou la production porcine, la "paye du lait" demeure un élément essentiel du revenu de dizaines de milliers de producteurs. Ceux qui en dépendent constituent cette masse de petits paysans souvent âgés dont les exploitations ont cessé d'être rentables depuis longtemps, ou qui touchent une retraite dérisoire.

Le petit producteur de lait, comme tout producteur individuel, s'accroche en effet le plus longtemps possible à sa terre et à ses vaches. Il est ainsi amené à subir les effets d'une paupérisation croissante et reproduit sa force de travail de plus en plus mal, tout en consommant son capital. Lorsque son activité agricole ne lui permet plus à elle seule de survivre sur son exploitation, il est conduit à vendre sa force de travail en s'employant, une partie du temps, à l'usine la plus proche. Mais cette situation d'agriculteur-ouvrier, de semi-prolétaire, si répandue, n'est que la phase ultime d'une longue agonie. Elle ne fait que précéder sa disparition en tant que producteur individuel et sa prolétarianisation complète. Ce "long processus de ruine, de détérioration de la situation économique des petits agriculteurs (est) susceptible de s'étendre sur des années et des dizaines d'années" (Lénine, "Nouvelles données sur le développement du capitalisme dans l'agriculture", op. cit., tome 22, p. 73).

Il ne faut pas non plus perdre de vue que le développement du capitalisme dans la sphère agricole présente des particularités qui ne se rencontrent pas dans l'industrie. Le capital s'empare en effet de l'agriculture selon des modalités particulières. Kautsky, d'ailleurs, soulignait en 1900 que "la petite production, dans sa décadence, suit un parcours très compliqué où des tendances contraires s'entrecroisent, qui le troublent et le retardent seulement, semblant ça et là le modifier en sens opposé, mais qui en réalité ne peuvent l'arrêter" (La question agraire, Maspéro, p.215).

En France, comme Lénine l'a bien montré, le développement du capitalisme dans l'agriculture s'est effectué en suivant ce qu'il appelait la "voie américaine" — qu'il opposait à la "voie prussienne". Pour des raisons tenant principalement à la manière dont la féodalité a été détruite dans notre pays, l'agriculture française, après la destruction ou le fractionnement des grands domaines féodaux, a connu une longue phase d'élimination de la paysannerie parcellaire, qui se poursuit de nos jours.

Ce processus n'a donc rien à voir avec les conceptions schématiques de nombre d'idéologues qui s'étonnent de ne pas avoir assisté à la disparition totale et rapide de la petite exploitation devant la grande propriété salariale. Ces conceptions ont déjà été dénoncées à la fin du siècle dernier par Kautsky puis Lénine, dont les analyses ont pourtant montré que l'exploitation agricole moderne était impossible sans capital et que la grande exploitation était supérieure à la petite. Mais l'existence de la propriété privée du sol a constitué et constitue encore un obstacle gigantesque à la centralisation des petites propriétés, obstacle qui est inconnu dans l'industrie. La rente foncière qui tient à la propriété privée de la terre détourne en effet une nasse importante de capitaux de l'investissement productif et c'est pourquoi les grandes exploitations laitières ne sont pas devenues rapidement la règle générale dans la campagne française.

Le progrès technique permet, il est vrai, de contourner dans une certaine mesure l'obstacle foncier: sa mise en oeuvre a rendu possible une agriculture beaucoup plus intensive qui n'exige pas nécessairement des surfaces beaucoup plus importantes. Le développement de l'emploi des machines est aussi une des raisons qui expliquent pourquoi le nombre de salariés, loin de croître, a au contraire fortement régressé au cours de ces dernières décennies dans les exploitations laitières, carme partout ailleurs dans l'agriculture (excepté certaines productions spécialisées comme l'horticulture, l'aviculture ou les céréales).

La réduction du nombre d'actifs familiaux et le départ des anciens domestiques de ferme, la concentration des exploitations laitières, les progrès de la mécanisation et l'usage des engrais chimiques permettent de comprendre pourquoi la production a pu être intensifiée sans exiger davantage de main d'oeuvre. Il ne faut pas oublier, cependant, que ce "déclin du salariat agricole" correspond moins à une baisse du nombre de salariés par exploitation qu'à une diminution du nombre d'exploitations employant des salariés. Les statistiques, enfin, ne disent pas que les producteurs de lait utilisent assez largement une main d'œuvre non recensée (des stagiaires, notamment).

Une telle évolution de l'emploi agricole correspond, là encore, à la substitution de capital au travail, déjà évoquée. Si le nombre de salariés agricoles a diminué, le lait n'en inclut pas moins une part croissante de travail salarié industriel (du fait de l'augmentation de la part du capital fixe et des consommations intermédiaires).

Voilà pourquoi Marx se moquait des "démocrates bourgeois vulgaires" qui croient en la persistance d'une petite agriculture fondée sur le travail personnel et affirmait avec force : "En régime capitaliste, le petit agriculteur devient, qu'il le veuille ou non, qu'il s'en rende compte ou non, un producteur de marchandises (...) De par sa situation de classe, le petit agriculteur devient inévitablement, au fur et à mesure que se développe la production marchande, un petit agrarien" (Id., p. 101).

LA CLASSE OUVRIERE ET L'AVENIR DES PRODUCTEURS DE LAIT

Cette idée que le petit agriculteur se transforme inéluctablement en petit agrarien permet de comprendre la situation actuelle des producteurs laitiers et de la paysannerie dans son ensemble. Le capitalisme, nous l'avons dit, parce qu'il suscite en particulier et propage l'emploi des machines dans l'agriculture, a entraîné le développement de rapports capitalistes dans les campagnes. La tendance des exploitations agricoles à se transformer en entreprises purement capitalistes est en réalité une des conséquences de ce développement. La forte augmentation de la composition organique dans les exploitations laitières — le niveau atteint est équivalent à celui de certains secteurs industriels — en est un bon indice.

La course à l'accumulation est à la base même de la différenciation des producteurs. Les importantes variations des coûts de production d'une exploitation à l'autre provoquent la décomposition des producteurs individuels : des miniers de petits paysans n'ont pas une productivité suffisante pour payer leurs coûts de production et s'assurer un revenu qui leur permette un niveau de vie comparable à celui d'un salarié de même qualification ; ils sont éliminés, plus ou moins rapidement selon leur degré de résistance et leur durée de survie en tant que producteurs paupérisés ou semi-prolétaires. D'autres producteurs parviennent à obtenir un revenu net acceptable pour continuer à produire sur la même échelle. Une minorité, enfin, peut capitaliser son revenu et l'utiliser pour procéder à des investissements productifs.

Les excédents chroniques de lait viennent renforcer les mécanismes existants, en rejetant en dehors de la sphère de la formation de la valeur de marché du lait une partie des petits agriculteurs. Le prix du lait à la production est ainsi abaissé par les livraisons des exploitations les plus capitalistes, dont la productivité, bien supérieure à celle des petites exploitations, autorise des coûts de production nettement plus bas.

Les nouvelles mesures touchant le secteur laitier ne feront qu'accroître les désillusions de bien des producteurs qui, après la vogue moderniste des années 60, se sont trouvés de plus en plus confrontés aux limites du système. Ces désillusions avaient déjà été à l'origine de la grande grève du lait des paysans bretons, il y a 12 ans. Même si la riposte prend aujourd'hui la même ampleur, il apparaît que parmi les producteurs qui ont accumulé un capital important et se retrouvent maintenant dans l'impasse, beaucoup conservent l'espoir vain de parvenir à supprimer la concurrence acharnée qui oppose les plus gros aux plus petits. Ces paysans, s'ils persistent à croire que l'évolution capitaliste de leur secteur peut être enrayée, que l'instabilité de leur couche n'est pas fatale et qu'un avenir est possible pour eux dans la société actuelle, ne pourront qu'affronter de nouvelles désillusions.

D'autres idées erronées ont été répandues, à un moment ou un autre et plus ou moins largement, parmi les paysans. Certains syndicalistes ont prétendu, il y a quelques années, que les producteurs de lait étaient en fait des prolétaires, les salariés de fait des firmes agro-alimentaires. La réalité a démontré et démontre en permanence le contraire : les producteurs laitiers demeurent dans la quasi-totalité des cas propriétaires de leur étable, de leurs machines, de leurs vaches. La possession de leurs moyens de production, qui n'est ni formelle ni secondaire, ne peut faire d'eux des prolétaires.

En focalisant son analyse sur les rapports entre les producteurs et les firmes d'aval, on oublie que ces sociétés ne font que jouer sur les disparités de rendement entre les exploitations et donc sur les différences dans l'appropriation des moyens de production et l'insertion économique des producteurs individuels. De là provient la concurrence que se livrent les producteurs, conduisant dans un premier temps à l'élimination des exploitations artisanales traditionnelles, puis à celle des exploitations capitalistes les moins compétitives.

Les producteurs de lait doivent comprendre que leur avenir s'annonce sombre, car le capitalisme signifie l'éclatement de la petite production. Même s'ils parviennent, par leurs luttes, à arracher un sursis ou même une survie à moyen terme — quand ces luttes ne sont pas utilisées par les plus gros producteurs à leur seul profit —, la concurrence subsiste et l'élimination des plus faibles n'en est que retardée pour un temps.

Les producteurs de lait doivent comprendre que seule l'instauration d'un régime socialiste pourra, en transformant leur propriété individuelle en propriété collective, garantir leur existence. Cette prise de conscience n'est pas aisée.

Elle peut apparaître lorsque des mesures draconiennes plongent des centaines de milliers d'agriculteurs dans l'incertitude du lendemain. Mais elle dépend surtout de l'existence d'un mouvement ouvrier fort, manifestant de l'intérêt pour les luttes paysannes et capable de les orienter contre le régime capitaliste. Pour que le mouvement ouvrier se hisse au niveau de cette tâche indispensable à la conquête et à la survie du pouvoir prolétarien, il lui faut se débarrasser de ses propres illusions et rejeter les théories réformistes et révisionnistes. Un mouvement ouvrier paralysé et sans perspectives politiques ne peut avoir aucune influence sur la paysannerie. Par contre, s'il est capable de montrer clairement, dans son programme et dans sa lutte, que la seule issue aux contradictions du système capitaliste réside dans la révolution socialiste, le mouvement ouvrier pourra offrir une perspective à la paysannerie paupérisée. Dès aujourd'hui, le prolétariat doit se préoccuper de la question paysanne, comme partie intégrante de la dictature du prolétariat, il doit porter un grand intérêt à la prise de conscience des paysans et à leur ralliement à la révolution.

Bernard PELTIER

Plan acier et crise capitaliste

La demande mondiale d'acier ne progresse guère depuis 1974, alors que de nouvelles capacités de production apparaissent dans la sidérurgie à la suite des gros investissements du début des années 1970. En cinq ans, deux "plans aciers" se succèdent pour tenter de juguler la crise de surproduction et réduire les frais liés aux capacités excédentaires : des quotas sont imposés, des usines parfois ultra-modernes ferment, les hauts-fournaux s'éteignent. La sidérurgie révèle ainsi de façon exemplaire les contradictions et l'anarchie de la production capitaliste.

De façon exemplaire en effet, puisque l'organisation et l'encadrement traditionnels de cette branche n'ont pas empêché son développement anarchique et chaotique. Le dirigisme tour à tour privé (Comité des Forges), mixte (intervention de l'Etat), public (nationalisation) et international (Eurofer), n'a jamais pu venir à bout des tensions qui poussent les monopoles d'une part à élargir sans limites leur production et d'autre part à freiner cet essor. Ce dirigisme, aussi marqué et cosmopolite qu'il soit, ne peut supprimer la cause de l'anarchie : la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation. Comme le reste de la production sociale, l'acier est produit non pour satisfaire les besoins de la société mais ceux du capital. Le fait que techniquement les bases existent pour que la sidérurgie réponde de manière planifiée aux besoins de la société sert de point d'appui aux réformistes et aux révisionnistes qui prétendent qu'on peut parvenir à un développement harmonieux de l'économie sans toucher au pouvoir politique et économique du capital. Mais dans le régime capitaliste, les moyens de production déminent les travailleurs : c'est cette domination qui suscite leur révolte lorsque les usines qu'ils ont créées de leurs mains les repoussent et se dressent devant eux comme des monstres froids et inutiles.

Une surproduction d'acier impossible à maîtriser

L'encadrement serré de la production sidérurgique au sein de la CEE, avec le système des quotas, peut créer l'impression que les capitalistes dominent leur affaire et peuvent tenir compte de la limitation du marché mais ce n'est qu'une illusion, car les quotas interviennent après coup, une fois que le marché a rendu son verdict et provoqué de mortels soubresauts dans l'activité productive. De 1955 à 1973, la consommation mondiale d'acier a connu une exceptionnelle expansion, passant de 270 à 700 millions de tonnes. Depuis 1974, sa progression est ralentie et perturbée : 741 millions de tonnes en 1981, 682 en 1982 et 694 en 1983.

La production mondiale suit une courbe très proche (744 millions de tonnes en 1981, 683 en 1982 et 694 en 1983). Cet ajustement est obtenu au prix d'une baisse du taux d'utilisation des capacités de production (surtout en 1982 et 1983). Les sidérurgies des USA et du Japon travaillaient en 1983 à 60% de leur capacité, celles de la CEE à 54% seulement.

Nous touchons là à une des causes les plus apparentes et les plus immédiates de la crise de l'acier : la montée des surcapacités de production. Si elle est venue au grand jour récemment, cette cause agissait jusqu'alors dans l'ombre, masquée par le développement extraordinaire (mais révolu !) de la demande mondiale d'acier.

En 1970, le VI^{ème} Plan français décidait de porter la capacité de production d'acier à 35 millions de tonnes, soit environ le double de ce qui est réellement produit aujourd'hui ! Le capital ne peut qu'agir à court terme et obéir aveuglément à la loi du profit maximum. Dans ce sens, il commet toujours des "erreurs de prévision". En 1970, les maîtres des forges sont optimistes : après les grandes restructurations, fruit de la politique industrielle gaulliste, les marges bénéficiaires se sont rétablies bien au-delà des prévisions (le résultat brut d'exploitation passe de 11,7% du C.A. en 1968 à 24% en 1970), la productivité continue à augmenter : il faut investir, pour concrétiser ces possibilités d'accroître les profits et reconquérir les marchés perdus. Aux investissements de capacité (doublement d'Usinor-Dunkerque qui accueille le minerai mauritanien, construction de la Solmer à Fos, deuxième usine littorale) s'ajoutent les investissements de modernisation qui entraînent presque toujours une augmentation des capacités de production (c'est ainsi que s'accroît le capital fixe). Les investissements ont donc porté leurs fruits au moment où la demande cessait de croître. Après 1974, la production française d'acier oscille entre 20 et 25 millions de tonnes, pour descendre en dessous de 20 millions après 1981 et il faut deux "plans acier" (1977-78 et 1983-84) pour tenter d'ajuster offre et demande et faire face à la concurrence. Ainsi dans le capitalisme, la modernisation d'un outil doit-elle être compensée par la fermeture d'un autre, jetant sur le pavé des milliers de travailleurs.

Rien ne traduit mieux l'incapacité des capitalistes à maîtriser le développement économique que leurs tâtonnements et leurs tergiversations pour mettre sur pied un "plan acier". Celui de 1977 a été établi bout par bout, pendant des mois, avec des prises de position hésitantes et contradictoires. A aucun moment les dirigeants n'étaient en mesure de dire combien d'emplois seraient touchés. Aujourd'hui Mitterrand avoue ignorer le nombre des suppressions d'emplois "prévues" par le plan 1984 ("20 000. 27 000 que sais-je ?..."). On ne sait quand les décisions interviendront, leur teneur exacte n'est pas connue, des ambiguïtés subsistent sur l'avenir d'Ugine-Fos et de la SMN de Caen, etc.

Réclamer des "discussions" avec le patronat et les pouvoirs publics pour participer à l'élaboration des décisions industrielles est un leurre qui n'abuse que les naïfs. Reprocher aux capitalistes de ne pas prévoir l'avenir et de provoquer des gâchis n'a aucun sens. Cette critique part du présupposé erroné que le développement harmonieux des différentes branches de la production pourrait être réalisé dans l'économie capitaliste. Et de surcroît, même si le capitaliste pouvait prévoir et organiser, pourquoi le ferait-il ? Lorsque les profits s'envolent, il fait fructifier son affaire avec l'argent des autres. Lorsque les pertes s'accumulent, c'est l'Etat qui allège la dette. Cette idée d'un capitalisme bien géré ne peut sortir que du cerveau de petits-bourgeois éblouis par les capacités techniques du capital, mais en même temps effrayés par l'idée qu'elles pourraient passer aux mains de la classe ouvrière, la seule classe capable d'organiser collectivement et harmonieusement la production.

Une surproduction liée à l'accumulation capitaliste

Derrière les soubresauts du marché agissent d'autres lois qui conditionnent l'ensemble du développement de l'économie capitaliste et expliquent son cours désordonné et anarchique.

La sidérurgie travaille essentiellement pour le secteur producteur des moyens de production (le secteur I). En 1980, en France, 77% de l'emploi final de l'acier relève de l'investissement et 23% de la consommation. La construction mécanique absorbe 24% de la consommation totale d'acier, alors que l'équipement ménager n'en utilise que 2,3%. On a calculé qu'un million de francs consommés par les ménages induisent 2 tonnes d'utilisation d'acier, et que la même quantité d'argent consacré à l'investissement en induit 21 tonnes. L'acier, véritable moyen de production pour les moyens de production, dépend donc étroitement des destinées du secteur I. Or ce secteur exige à son tour que la production d'objets de consommation se développe rapidement et appelle de nouveaux investissements. Dès que cette production ralentit son rythme de progression, — c'est le cas depuis une dizaine d'années —, une crise de surproduction apparaît dans les branches qui produisent les moyens de production. On estime aujourd'hui qu'une croissance du Produit National Brut inférieure à 3 % entraîne une chute de la demande d'acier. Pour subsister ne serait-ce qu'à une échelle constante, les branches productrices du capital fixe ont besoin d'une accumulation rapide dans les autres secteurs.

Prenons un exemple. Admettons qu'un fabricant de machines et autres instruments de production soit apte à en produire pour une valeur de 100 F. Une fois installées chez son client, ces machines ne pourront être remplacées (d'ailleurs de manière fictive) que pour 10 F. Or notre fabricant est toujours capable d'en produire pour 100 F, et même davantage si lui-même accumule. Pour que son usine produisant des moyens de production reste en marche, il faut qu'une extension rapide et continue des productions qui ont besoin de ses marchandises soit assurée. Sinon pour lui, c'est la crise, même si par ailleurs il existe un certain développement de la production. Or après 1974, le volume de la production des gros consommateurs d'acier a ralenti sa progression : le taux de croissance annuel moyen de l'automobile pour 1973-1979 étaient de 3,8% contre 9,9% pour la période 1969-1973, celui de la construction mécanique de - 0,1% contre 7,5%, celui du bâtiment de - 0,5% contre 4,7%.

Marx a montré que, même dans l'hypothèse purement théorique d'une reproduction sur une échelle constante, et en supposant abolie sa forme capitaliste, le secteur I doit connaître une surproduction relative continue, seul remède aux à-coups de la reproduction du capital fixe.

"Une telle sorte de surproduction équivaut au contrôle de la société sur les moyens matériels de sa propre reproduction. Mais dans le cadre de la société capitaliste, elle est un élément d'anarchie", (Le Capital, Livre II, tome V, E.S., 1960, p.117). Marx ajoute une remarque importante :

"Un des arguments favoris des économistes pour expliquer les crises est le déséquilibre dans la production du capital fixe et du capital circulant. Ils ne comprennent pas qu'un tel déséquilibre peut et doit se produire par le simple maintien du capital fixe 5 qu'il peut et doit se produire dans l'hypothèse d'une production normale idéale, lorsqu'il y a reproduction simple du capital social déjà en fonction" (ibidem). Donc, même dans l'hypothèse d'une "croissance zéro" avec une reproduction équilibrée, les crises éclatent en raison de la forme capitaliste de la reproduction. Le détour par le schéma théorique de la reproduction simple n'est donc pas inutile puisqu'il montre que toute recherche d'un équilibre, d'un ajustement, dans le cadre du système capitaliste, est vaine. Toute recherche d'un mouvement "sain" de la production capitaliste, qui en nie les contradictions antagoniques, est d'essence réformiste et réactionnaire : c'est le cas de l'organisation rationnelle de la "filière acier" que suggère Herzog dans son "contre plan" (L'Humanité du 13/4/84).

Certes la production a besoin d'être réglementée : toute l'économie moderne pousse vers cette conclusion. Mais ce n'est pas la classe capitaliste qui est appelée à le faire !

La logique capitaliste du "plan acier"

En économie capitaliste, la surproduction apparaît lorsque les patrons ne peuvent plus vendre à des prix qui réalisent la plus-value. D'un côté, la sous-production est criante, car les besoins de la société sont loin d'être satisfaits. De l'autre, la surproduction transparaît, parce que le profit ne peut être réalisé. La contradiction éclate,

la limite de la production capitaliste, c'est le capital lui-même. Même si les producteurs d'acier parviennent à régler la production (avec le système des quotas), les excédents de capacité entraînent une hausse des coûts de production, l'entreprise connaît des pertes. Pour sortir de cette situation, la CEE a fondé son plan acier sur deux piliers : le maintien de prix élevés et la "restructuration" pour établir l'équilibre financier.

Après 1974, le ralentissement de la demande mondiale d'acier (+ 0,7% entre 1974 et 1980, alors qu'elle chute de 15% dans la CEE), combiné à l'accroissement des capacités de production entraîne logiquement une baisse des prix de l'acier. Il faut attendre 1977, après 3 années de luttes internes et d'atermoiements, pour que la CEE prenne des mesures de protectionnisme et organise la hausse des prix (40% de hausse entre le 1^{er} trimestre 1981 et le 1^{er} trimestre 1982). Dans l'esprit du cartel ouest-européen, cette hausse des prix devrait permettre d'éponger les inconvénients dus aux excédents de capacité, de reconstituer les marges afin d'organiser une restructuration de la branche. Tel est le but : éliminer la partie du capital fixe qui, de fait, reste inemployée.

Toutefois, la hausse des prix a ses limites. Elle suscite des problèmes dans les secteurs consommateurs d'acier et y freine la reprise tant nécessaire au développement de la sidérurgie. Ou bien encore elle pousse ces secteurs à réaliser des économies de capital constant et à consommer moins d'acier (dans l'automobile, l'utilisation de tôles plus légères entraîne une baisse annuelle de la consommation d'acier chiffrée à - 2,5%). Le protectionnisme se heurte à d'autres protectionnismes, surtout aux USA où conserver ou arracher des marchés est si important pour la sidérurgie française. L'accord dit d'autolimitation conclu en octobre 1982 entre les Etats-Unis et la CEE est actuellement rendu en cause. Or la moitié des exportations d'acier français se réalisent hors de la CECA et le solde est largement bénéficiaire avec ces pays tiers, alors qu'il est traditionnellement déficitaire avec la CECA.

En 1981, presque un quart de la production était exporté hors de la CECA, en particulier vers les marchés où la concurrence est vive, comme les USA qui absorbent 20% des exportations françaises hors CECA.

	1974		1980		1981	
	Volume	%	Volume	%	Volume	%
PRODUCTION	27,2	100	23,2	100	21,3	100
EXPORTATION	8,6	31,7	9,3	40,2	9,4	43,9
CECA	4,2	15,5	4,7	20,3	4,2	20,1
Pays tiers	4,4	16,2	4,6	19,9	5,1	23,7

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES EXPORTATIONS FRANÇAISES D'ACIER (unité : millions de T)

Après 1974, lorsque le marché intérieur et européen s'est effondré puis a stagné, les nouvelles capacités qui entraient en service à ce moment devaient trouver des débouchés extérieurs. Pour supporter la concurrence qui fait rage sur ces marchés, les coûts de production devaient impérativement baisser, les excédents de capacité se résorber. La méthode capitaliste imposa son "plan" : fermeture d'usines ; accroissement de la productivité 5 allègement des frais de personnel. Le précédent "plan acier" de 1977-78 a entraîné la suppression de 20 000 emplois. De 1976 à 1980, la productivité a augmenté de 40% et, fin 80, l'écart avec l'Allemagne était pratiquement résorbé. Le "plan acier" du gouvernement PC-PS est marqué de bout en bout par la logique du profit capitaliste. Son but est de dégager le profit maximum à court terme, le capital ne regardant jamais plus loin, fût-il organisé, planifié, nationalisé. Ainsi les capitaux sont-ils concentrés dans un secteur jugé très rentable immédiatement : les aciéries électriques, qui produisent un acier de moins bonne qualité mais qui nécessitent moins de main-d'oeuvre et économisent le capital constant puisque la matière première de substitution, la ferraille, est pour l'instant bon marché (ce qui ne saurait durer). Le plan prévoit donc un développement de la filière électrique au détriment de la filière fonte : les aciéries à oxygène construites récemment (1980 pour celle de Longwy) sont fermées (Neuves-Maisons), ou réduites (Longwy aux deux tiers) ou en sursis (SMN de Caen) pour être remplacées par des aciéries électriques. L'allègement de la filière fonte entraîne la fermeture des hauts-fourneaux de Longwy et Neuves-Maisons.

Pour augmenter les marges bénéficiaires, l'appareil de production doit être "rationalisé". Les produits plats, jugés plus rentables surtout sur les marchés extérieurs que le capital doit tenir à tout prix, ne sont pas affectés par le plan. On transfère le train à feuillard d'Usinor-Longwy (600 à 800 000 tonnes selon les sources) sur le train à large bande de Dunkerque. Plusieurs trains à fil sont fermés (Rombas, Joeuf). Le regroupement des aciers spéciaux se fera au détriment d'Ugine-Fos : une filiale commune à Usinor et à Sacilor sera constituée à cet effet (1). Partout enfin, des forces de travail seront rejetées pour augmenter l'intensification du travail et la productivité.

Pourquoi fermer des usines modernes ?

Dans la sidérurgie modernisée, les pertes restent importantes (16% du C.A. en 1980) en raison des surcapacités et de l'endettement. Le capitalisme ne peut produire qu'en accumulant toujours davantage de travail mort, passé, sous forme de machines et autres moyens de production. La sidérurgie a depuis longtemps nécessité des

investissements considérables, qui ont poussé les maîtres de forges à s'organiser pour trouver les capitaux et faire face aux à-coups du marché dont les effets ne permettent pas de rentabiliser l'énorme capital investi.

Le renouvellement du capital fixe et, à fortiori, son augmentation, pose des problèmes redoutables que les capitalistes cherchent à surmonter par les restructurations financières et l'endettement. La spirale de l'endettement traduit l'extrême pourrissement du capitalisme. Elle gonfle l'inflation qui elle-même conduit à la hausse des taux d'intérêts. Celle-ci à son tour empêche les entreprises de faire appel au crédit. Lorsque de surcroît, une partie du capital fixe reste inemployée, les dépenses fixes (incluant l'intérêt) — qui sont calculées par anticipation sur un taux de profit et un taux de plus-value —, ne peuvent alors être entièrement payées puisque leur charge reste constante même si le profit ne se réalise pas dans les proportions escomptées. L'entreprise doit alors être renflouée par le capital "public" (forme masquée de l'endettement) ou bien elle doit fermer, qu'elle soit vétusté ou moderne. Le taux d'endettement de la sidérurgie, qui avait diminué de 1956 à 1972, s'est fortement accru par la suite, en raison surtout des investissements massifs décidés pour le VI^{ème} Plan (1971-1975). C'est le taux d'endettement le plus fort de l'industrie, avec la construction navale et l'aéronautique.

On touche ici du doigt le fil, sinon la chaîne, qui rattache le capital ouest-européen à l'impérialisme américain. Pour imposer l'hégémonie du dollar et attirer chez eux les capitaux, les Etats-Unis maintiennent des taux d'intérêts élevés. Ceux-ci deviennent prohibitifs pour le système habituel de financement de l'accumulation par l'endettement. C'est pourquoi le "plan acier" européen dans lequel s'intègre celui de la France, vise avant tout à assainir la situation financière de l'industrie de l'acier, ce qui ne peut se faire qu'en atténuant les dépenses fixes, c'est-à-dire : limiter l'endettement, supprimer les capacités excédentaires et surtout, comme l'a si bien expliqué Mitterrand dans sa conférence de presse, "restaurer les marges pour relancer l'autofinancement de l'investissement".

Le "contre-plan" révisionniste : comment faire mieux que le capital

Restaurer un taux de marge "correct" constitue le problème n°1 du capital aujourd'hui et explique sa violente offensive contre les travailleurs. Les politiciens de gauche et toute l'engance des économistes qui prolifèrent dans les cabinets ministériels et les universités cherchent à masquer cette bataille de la lutte des classes derrière les impératifs de la "modernisation", du "redéploiement industriel", des "nouvelles technologies", etc.

Les litanies du PCF sur les gâchis financiers dans la sidérurgie sont cyniques et démagogiques. Le désendettement et l'assainissement financier sont précisément les seules idées claires qui émergent du plan acier ! Les révisionnistes, au fond, ne s'y trompent pas, qui reprochent aux choix du gouvernement de ne pas permettre "de dégager un résultat d'exploitation positif" ni "une marge industrielle suffisante pour couvrir les charges financières et les amortissements normaux". (Economie et politique, n°358, mai 1984 p. 14). Eh accord avec l'objectif de restauration du profit maximum, les révisionnistes divergent sur les moyens, préconisant des solutions plus "rationnelles" mais irréalisables car elles supposent disparues les contradictions du capitalisme sans changer ce mode de production.

Dans son "contre-plan" (L'Humanité du 13/4/84), Herzog exprime sa crainte de voir "la situation financière de la sidérurgie s'aggraver" et propose un "nouveau montage financier pour favoriser ensemble en coopération, le redressement de la sidérurgie et le développement d'industries nationales essentielles comme celles des équipements". Quelle lumineuse idée ! Notre polytechnicien découvre que les industries d'équipement consomment beaucoup d'acier. Il tient là la solution : développer ces industries !

Si le PCF voulait vraiment s'opposer au "plan acier" que ses ministres ont contresigné, il aurait préparé les esprits en 1982-83. Or à cette époque, et jusqu'à la veille des décisions du 29 mars 1984, il a nourri les pires illusions. Voici deux ans, la position du PCF pouvait se résumer ainsi :

"Nous disposons de moyens pour rendre compétitives nos productions, pour produire de l'acier de qualité à moindre coût (...). Nous ne voulons ni gâchis, ni surcapacités, ni casse. Mais des capacités adaptées et favorisant les débouchés. Nous voulons que les investissements nécessaires se traduisent par des valeurs ajoutées utiles et des emplois viables". (Daniel Vergnaud, Economie et e, n°334, mai 1982, p.36).

La presse a attiré l'attention sur les déclarations de Mitterrand en Lorraine en 1981 mais le PCF a poussé la démagogie plus loin. En juin 1983, Alain Amicabile (secrétaire de la Fédération de Meurthe et Moselle-Nord) déclare :

"La nationalisation, l'objectif de 24 millions de tonnes en 1986... sont les marques les plus significatives du renversement complet de la situation, que le gouvernement de la gauche a opéré. 25 milliards de francs ont été dégagés à la réalisation de ce qu'il faut bien appeler une renaissance." (souligné par A.A., Economie et politique, n°347, juin 1983, pp.46-47).

A la veille de l'adoption du plan acier, le PCF continue à endormir les esprits. J.C. Gayssot se contente de réclamer "de rouvrir le dossier et de jouer cartes sur table" pour "redonner espoir à la Lorraine" ! (Discours de

Villerupt du 9/2/84). De son côté, G. Marchais écrit à Mauroy... pour réclamer l'organisation d'une table ronde (avec le patronat de l'acier bien sûr). A la veille du conseil des ministres du 29 mars, J.C. Gayssot risque des propositions plus concrètes : "Nous proposons de créer dans toutes les usines lorraines des "cercles de qualité" comprenant tous les ouvriers, les ingénieurs, cadres, chercheurs, techniciens et employés qui le désirent pour rechercher tous les moyens d'améliorer la production, la qualité des aciers, les débouchés...? (Economie et politique, n°356, mars 1984, p. 10). Voilà donc l'arme absolue destinée à faire trembler les maîtres de forges : les cercles de qualité du patronat japonais !

A l'égard de la CEE enfin, le PCF avance des arguments irréalistes et contradictoires qui cachent mal un soutien marqué au capital français. Le PCF voudrait reconnaître la dimension nationale avant la dimension européenne... mais sans sortir du cadre de la CEE. L'absence de remise en cause de l'organisation capitaliste du marché à l'échelon ouest-européen conduit donc naturellement le PCF à prendre la défense de la bourgeoisie française, des maîtres de forges français dans la lutte qui les oppose, au sein de la CEE, aux sidérurgistes allemands et, dans une moindre mesure, italiens. Les patrons de la sidérurgie ont été les premiers à mettre sur pied des cartels pour régler leurs comptes et se partager les marchés. Dans cette tradition, la CEE est une cartellisation internationale de la sidérurgie, qui prend des mesures protectionnistes à l'échelon européen, fixe les prix, règle la division du travail entre Etats, partage les marchés internationaux, etc. Mais cette "entente" s'établit selon un rapport de forces remis en cause à chaque nouvelle décision. Pour le récent plan acier, par exemple, les Italiens veulent que les sidérurgies moins performantes que la leur ferment, les Allemands estiment qu'aidant moins leur sidérurgie (ce qui est d'ailleurs faux) ils doivent bénéficier d'un allègement de plan, etc. Le PCF rentre dans ce jeu chauvin, demandant que les Allemands exportent moins en France, dénonçant les Belges et fustigeant les roueries des sidérurgistes italiens, etc. Sa position consiste en un vulgaire protectionnisme qui crie "aux voleurs" devant le protectionnisme des autres. Ainsi Economie et politique de mars 84 demande que "la CEE prenne des mesures de rétorsion face au protectionnisme US, qui handicape particulièrement la France, et face à l'arrivée incontrôlée d'acier des pays tiers sur le marché européen (n°386, p.10)."

Ainsi la CEE est "trop CEE" quand elle fixe des quotas, "pas assez CEE" à l'égard de l'acier du "tiers monde" ou pour exploiter des marchés aux USA. La classe ouvrière n'a que faire de cette démagogie chauvine et cynique (2). Les prolétaires n'ont pas de patrie et pour eux l'Europe est le terrain de la lutte de classe comme des sidérurgistes anglais, allemands, belges, etc., mais aussi espagnols dont les patrons préparent l'entrée dans la CECA. Tout ce verbe est au service d'un seul objectif : sauver le capital en crise. Le problème posé à la classe ouvrière est donc simple : va-t-elle aider le capital à reconstituer ses marges — comme on l'y invite de toute part sous divers prétextes ("moderniser" "sortir de la crise", "dégager des profits pour créer des emplois", "affronter la concurrence"...), ou bien va-t-elle résister à cette offensive ? La seule méthode pour résister, ce n'est pas le "nouveau montage financier" de Herzog, mais la lutte résolue pour défendre l'emploi et les salaires, la seule alternative, ce n'est pas le "respect des engagements de 1981" qui portent en eux tous les plans acier, automobile et autres, mais la révolution socialiste qui rompt avec la logique capitaliste.

Stéphane BRUEL

1) Nous n'abordons pas, dans le cadre de cet article, le rôle du capital financier, des capitaux publics et de leurs intrusions dans le cadre des restructurations financières et des nationalisations.

2) Nous ne ferons qu'évoquer ici l'habituelle proposition de coopérer avec l'URSS, dont les commandes ont apporté "une bouffée d'oxygène à la sidérurgie française" (Déclaration à la veille du Plan acier) !

Il y a 40 ans... les 23

Il y a quarante ans, 23 partisans des forces françaises clandestines étaient condamnés à mort par les nazis et fusillés, le 21 février 1944, au Mont-Valérien. Ces volontaires, d'une trempe exceptionnelle, tombaient en héros après avoir infligé de lourdes pertes aux occupants hitlériens de la France. Les rangs de ce groupe-martyr comptaient 20 étrangers dont celui qui était le chef, Missak MANOUCHIAN. Par le courage et le sang versé, le "groupe Manouchian" symbolise l'union des peuples en lutte contre l'impérialisme et le fascisme. Il incarne l'internationalisme et l'esprit inflexible des soldats révolutionnaires qui, en toute lucidité, font le sacrifice de leur vie pour que la cause des opprimés triomphe et que disparaisse à jamais le joug féroce de l'impérialisme.

Le groupe des 23 comprenait 2 Arméniens, 8 Polonais, 5 Italiens, 3 Hongrois, 3 Français, 1 Romain et 1 Espagnol. Tous étaient de simples ouvriers ou des hommes de condition modeste : 7 métallos, 5 ouvriers du bâtiment, 1 menuisier, 1 ouvrier agricole, 1 tricoteur, 2 travailleurs des cuirs et peaux et 4 intellectuels.

La plupart d'entre eux étaient communistes, comme Manouchian qui adhéra au PCF en 1935. Dès avant la guerre, à Paris, Manouchian exerçait des responsabilités dans l'organisation des travailleurs étrangers (créée en 1924 dans le cadre de la OGT), la MAIN D'ŒUVRE IMMIGRÉE (M.O.I.). Nombre des membres de son groupe provenaient de cette organisation qui, partout en France, a grossi les rangs de la résistance armée. Les FTP-M.O.I. comptèrent plusieurs dizaines de milliers de partisans qui participèrent à la libération du pays.

Parmi les 23, certains avaient déjà lutté contre la terreur fasciste dans leur pays d'origine et avaient dû fuir. D'autres s'étaient battus en Espagne dans les Brigades Internationales, comme l'ingénieur Bocsov qui quitta son village natal de Transylvanie à 23 ans pour se rendre à pied en Espagne et y parvint au bout de six mois, non sans avoir fait de la prison. C'était le cas également pour Alfonso, Martiniak (Geduldig), Kubacki et Grzywacz.

Près de la moitié des membres du groupe étaient d'origine juive et subirent dans leur chair les crimes odieux du monstre nazi. Leurs familles furent décimées.

Il est impossible en quelques lignes de décrire l'héroïsme des partisans du "groupe Manouchian". Au procès, Manouchian à lui tout seul fut accusé d'avoir mené 56 actions contre les Allemands causant 150 morts et 503 blessés. Ces chiffres donnent une idée de l'ampleur de la lutte armée que le groupe entreprit. Ses actions, visant de petites ou de grandes cibles, coûtèrent la vie à plusieurs centaines d'occupants et de collabos. Elles allaient de l'exécution d'individus jusqu'à l'attaque de détachements entiers, en passant par les coups de main audacieux et les déraillements de convois militaires. Sous le commandement de Bocsov, le groupe organisa une vingtaine de déraillements provoquant la mort de 300 soldats et la mise hors d'état de plusieurs centaines d'autres.

La lutte armée du "groupe Manouchian" fut d'autant plus héroïque qu'elle se déroulait dans les conditions extrêmement difficiles de la clandestinité urbaine.

MANOUCHIAN
BOCZOV
RAYMAN
ALFONSO
FONTANOT
GEDULDIG
ELEK
GLASZ
FINGERCWAJG
WAJSBROT
WICHITZ
ROUXEL
CLOAREC
BANCIC
LAVITIAN
GOLDBERG
USSEGLIO
LUCCARINI
DELLA NEGRA
SALVADORI
GRZYWACZ
SZAPIRO
KUBACKI

Opérant à Paris et en banlieue, les partisans vivaient toujours au contact de l'ennemi et devaient constamment se tenir sur le qui-vive. Il n'était pas toujours possible pour eux d'observer rigoureusement les règles de la clandestinité à une époque où le rationnement et le quadrillage policier formaient le cadre de vie quotidien. Les risques étaient donc permanents, y compris en dehors des phases de combat.

Face à la vague croissante d'actions de guérilla menées par les FTP-M.O.I., l'Etat Major allemand fit appliquer la tactique du silence. Rien ne devait transparaître dans la presse. Il ne fallait pas démoraliser les troupes qui partaient sur le front de l'Est. Il ne fallait pas que les collabos commencent à clouter de leurs maîtres. Il ne fallait pas que le mythe de l'invincibilité de l'armée de Hitler soit anéanti et que les sentiments anti-nazis du peuple nourrissent la résistance armée et créent peu à peu les conditions d'une vaste insurrection.

Pour rompre ce mur du silence, Manouchian décida d'organiser des actions d'éclat dirigées contre de hauts responsables nazis. Sous ses ordres, l'équipe spéciale, qui était chargée des actions particulièrement périlleuses, composée de Rayman, Alfonso, Fontanot, opéra un attentat contre le bourreau nazi Von Schaumberg, commandant militaire du Grand Paris. Rayman lança une bombe parfaitement bien réglée qui mit littéralement en pièces la voiture et ses occupants.

Toute la Résistance française célébra cet événement.

C'est cette même équipe de partisans qui exécuta le docteur Ritter, chef du sinistre STO, le négrier de la France chargé des déportations d'ouvriers français pour le travail obligatoire dans les usines en Allemagne et que la Résistance avait condamné à mort.

C'est Alfonso qui tira le premier sur Ritter, mais celui-ci le vit et ouvrit la portière de sa voiture pour s'enfuir. Alors, dira Rayman au procès, "j'ai tiré mon revolver et je lui ai logé trois balles dans la tête". Un troisième FTP assurait la protection du groupe, l'Italien Fontanot.

En réaction à ces actions ainsi qu'à toutes les autres qui faisaient planer une menace permanente sur les forces de l'occupant, la police de Vichy et la Gestapo intensifièrent leur quadrillage. Après de longues filatures et avec l'aide d'un mouchard, ils réussirent finalement à frapper durement les rangs des FTP-M.O.I. en arrêtant plus de 200 partisans et patriotes en automne 1943.

L'AFFICHE ROUGE

Devant la débâcle de leurs années à l'Est sous les coups vigoureux de l'Armée Rouge et devant le harcèlement des FTP qui se préparaient à l'insurrection générale, les Allemands décidèrent de changer de tactique. Us ne pouvaient plus cacher les attentats et les sabotages dont tout le monde parlait. Il s'agissait pour eux de frapper un grand coup en tentant de présenter la Résistance comme une horde de gangsters apatrides, payés par l'étranger pour semer la terreur et renverser l'ordre établi. Il s'agissait aussi d'essayer de diviser la Résistance en présentant les partisans étrangers comme des terroristes sans idéal.

C'est dans ce but que les nazis éditèrent la "fameuse" et ignoble "affiche rouge" qu'ils firent placarder sur tous les murs de France. Cette affiche raciste, antisémite, qui constitue un exemple abject de la propagande anticomuniste des nazis allemands, jetait de la boue sur Manouchian et son groupe. Des graffitis à la gloire de la Résistance ne tardèrent pas à répondre à ces provocations haineuses.

C'est dans un but identique qu'ils organisèrent un grand procès spectaculaire où, selon eux, à travers le groupe des 23, serait jugé l'ensemble de la Résistance. Les Allemands comptaient sur la mise en scène et sur les condamnations à mort pour frapper l'opinion et effrayer la population.

Cannent ne pas évoquer le long martyre des 23 qui furent jugés après plusieurs mois d'emprisonnement à Fresnes. Désignés comme "terroristes" par la Gestapo ils vécurent, durant tous ces mois, enchaînés les mains au dos dans des cachots solitaires. Chaque jour les interrogatoires se succédaient, ponctués de tortures effroyables : bastonnade au nerf de boeuf, immersion dans une baignoire d'eau sale et glacée, casques électriques qui donnaient l'abominable sensation de faire éclater la cervelle.

Mais les héros de Manouchian furent grands dans les tortures comme ils avaient été grands dans les combats. Au procès tous revendiquèrent les actions qu'on leur reprochait, tous affirmèrent leur foi en la victoire contre le nazisme. Ils affrontèrent la mort avec courage et détermination comme le montrent leurs dernières lettres.

Manouchian écrivait :

"Je m'étais engagé dans l'armée de la Libération en soldat volontaire et je meurs à deux doigts de la victoire et du but. Bonheur à tous ceux qui vont nous survivre et goûter la douceur de la Liberté, de la Paix de demain. Je suis sûr que le peuple français et tous les combattants de la liberté sauront honorer notre mémoire dignement. Au moment de mourir, je proclame que je n'ai aucune haine contre le peuple allemand. Chacun aura ce qu'il mérite comme châtiment et comme récompense. Le peuple allemand et tous les autres peuples vivront en paix et en fraternité après la guerre qui ne durera plus longtemps."

Telle était la trempe de Manouchian et de ses camarades ! Sachons honorer leur mémoire dignement !

Juliette TIXADOR

Tchad : les fidélités coloniales du gouvernement PC-PS

ALORS qu'au Tchad la présence des troupes françaises se perpétue, le consensus politique autour de cette intervention n'a jamais été aussi unanime. Dans l'opposition ou au gouvernement, aucun parti ne remet en cause cette opération militaire, et seule la tactique mise en oeuvre prête à discussion : faut-il "donner une leçon" aux Lybiens... ou plutôt négocier avec eux ?

Les médias chantent à l'unisson, et comme le souligne libération Afrique : "Pour la première fois depuis la guerre d'Algérie, aucune voix ne s'est élevée dans la presse française quotidienne ou hebdomadaire pour condamner une intervention de la France en Afrique". Il est vrai que seuls les communiqués distillés par Hemu permettent aux journalistes de se faire une idée de la situation sur place. La télévision est plus "favorisée" puisque le SIRPA (Service d'Information et de Relation Publique des Années) lui fournit directement films et photos qui sont diffusés sans autre commentaire !

Cette mascarade d'information atteint des sommets quand, s'agissant de donner une version officielle sur les circonstances de la mort de neuf soldats au nord d'Oum Chalouba, Henu plusieurs fois sur le métier remet son ouvrage, n'hésitant pas à se contredire d'un jour sur l'autre. Les avions eux-mêmes semblent prendre des précautions pour s'écraser au sol avec le moins de bruit possible : Après la perte, le 25 janvier dernier, d'un Jaguar qui fit les manchettes des journaux, seul un autre Jaguar, abattu le 16 avril, a réussi à franchir le mur... du silence !

Cette conspiration du silence, ce souci du secret, nous l'avons déjà connu pendant la guerre d'Algérie. Mais alors, certains journalistes ne se contentaient pas de protester par voie de communiqués, ils refusaient de signer leurs articles censurés et certains journaux s'honoraient de paraître avec des colonnes blanches ou de subir parfois la saisie. Il fallait alors museler la presse pour cacher aux Français et au monde l'action réelle des troupes d'occupation qui sévissaient en Algérie. Aujourd'hui que cache-t-on au Tchad, quelle est la nature du dispositif militaire français ?

Ce ne sont pas en tout cas les prétendus "tiers-mondistes" de la "nouvelle" ou de l'"extrême" gauche qui vont contribuer à lever le voile. Aujourd'hui ils feignent de s'étonner de la politique française au Tchad, alors qu'ils ne cessent de répandre l'illusion, par ailleurs, que le "changement" serait possible en exerçant une pression sur le gouvernement, pour qu'il daigne respecter ses "engagements". Or, contrairement à ce qu'affirment ces satellites du pouvoir, la coalition PC-PS n'a pas trahi la politique de gauche, qui n'a fait que renouer avec une tradition bien établie : celle, colonialiste, de Guy Mollet et du soutien "critique" de Thorez.

Il est vrai que la gauche n'est pas seule à avoir le triste privilège de déclencher les guerres coloniales : quand il s'agit de défendre l'impérialisme, tous les partis bourgeois savent parfaitement jouer leur rôle, l'exemple passé et présent du Tchad l'illustre à merveille.

UNE INTERVENTION FRANÇAISE QUI NE DATE PAS D'HIER

Depuis la fin de la colonisation, après son indépendance en 1960, le Tchad a toujours connu l'ingérence française et, la plupart du temps, l'occupation militaire.

La France permet d'abord à Tombalbaye de faire le vide autour de lui et d'écraser les révoltes qui éclatent, notamment au Sahel. Dès 1960, l'opposition patriotique tchadienne s'élève contre la présence française sous toutes ses formes. En réponse à la répression croissante contre toute volonté réelle d'indépendance, cette opposition se structure. Dès sa création, en juin 1966, le FROUNAT inscrit dans son programme le renversement du régime néo-colonial imposé par la France, ainsi que l'évacuation des troupes étrangères.

Les développements de l'opposition armée sous la direction du FROUNAT obligent la France à renforcer sa présence militaire et à organiser, dans les années 1968-1972, une première expédition d'ampleur.

A cette époque, déjà, l'impérialisme français s'appuie sur le général Malloum qu'il préférera porter directement au pouvoir en 1975. Un coup d'Etat est alors organisé par le gouvernement français, au cours duquel Tombalbaye, qui n'inspirait plus confiance, est tué.

Ces péripéties n'empêchent pas l'offensive de s'intensifier contre les marionnettes mises en place par Paris, en dépit des dissensions dans le FROUNAT. L'impérialisme français manoeuvre en effet aussi au sein de ce mouvement. Il profite de la rupture, en 1976, entre Goukouni Oueddei et Hissene Habré pour inciter ce dernier à passer un accord avec Malloum, en qui Paris perd confiance. Cet accord peut se conclure en février 1978, mais les nouveaux alliés doivent faire face à l'offensive de Goukouni Oueddei et à la prise de Faya-Largeau. En mars-avril 1978, un nouveau corps expéditionnaire français, fort de 2 000 hommes, est dépêché pour endiguer l'offensive. Malloum n'est plus l'honnête de la situation et, dans la logique de l'accord Habre-Malloum, Habre est nommé Premier ministre, le 29 août 1978, avec les félicitations de Raymond Barre.

C'est à partir de février 1979 que Paris lâche définitivement Malloum et incite Habré à se réconcilier avec Goukouni Oueddei, afin de trouver une issue politique à l'impasse militaire. Le 23 mars 1979, l'accord de Kano entérine cette solution et en novembre de la même année, suite aux accords de Lagos (21 août), le GIKT (gouvernement d'union nationale de transition) est constitué, sous la présidence de Goukouni Oueddei.

Mais, très rapidement, le GUNT éclate. Washington et Paris divergent sur la conduite à tenir : les USA, qui se méfient des contacts de Goukouni Oueddei avec les Lybiens, préfèrent soutenir Habré qu'ils arrosent de dizaines de millions de dollars. Paris, au contraire, mise sur Goukouni Oueddei qui est d'ailleurs reçu par Mitterrand en septembre 1982.

Le 2 novembre 1981, ce dernier pouvait penser avoir gagné son pari : à cette date en effet les troupes lybiennes quittent le Tchad pour être remplacées par un contingent de l'OUA, constitué de troupes zaïroises et nigériennes, financé il est vrai par les Américains. Mais Mitterrand doit vite déchanter car ce modus vivendi avec les Lybiens ne correspond manifestement pas à la politique américaine dans la région. C'est ainsi que, dès le 3 novembre, Habré déclenche une offensive contre le président en place, l'opération étant bien sûr financée à 100 % par les Américains.

Cette opposition entre les gouvernements français et américain quant à la tactique à suivre au Tchad s'explique par les buts stratégiques que se fixent les deux pays : l'impérialisme français ne peut mettre en oeuvre une stratégie globale propre, tant au niveau mondial qu'au niveau africain. Il ne peut que donner l'illusion d'avoir une stratégie propre. Celle-ci a pour base ses anciennes sphères d'influence, sur lesquelles il exerce avec la même virulence qu'autrefois son oppression néocoloniale. Mais sur un plan global et stratégique, l'impérialisme français n'a pas les moyens de faire cavalier seul et de s'opposer à la stratégie de la superpuissance US. Le jeu des relations entre Américains et Français consiste donc, d'un côté, à ce que le diktat américain soit respecté et que, sur le terrain, les Français agissent dans le sens voulu par Washington, et de l'autre côté, que l'illusion de l'indépendance de décision française soit conservée et que le diktat américain apparaisse comme le fruit d'une alliance entre Etats égaux. C'est ce jeu subtil qui, une fois dévoilé, dorme une allure de mégalomanie à la politique extérieure française, puisqu'elle prétend tenir une part égale à celle de la superpuissance américaine, ce que même Mitterrand ne peut croire.

Comme les Américains, au Tchad, refusent le modus vivendi entre Goukouni Oueddei et les Lybiens — sous la bénédiction française —, il s'agit pour eux, sans intervenir directement, de relancer la guerre entre les fractions. Il s'agit ensuite d'imposer à Paris leur solution puisque, comme le déclare Reagan : "Le Tchad est dans la sphère d'influence de la France". Cette déclaration sous-entend en fait que le gouvernement français doit montrer ce dont il est capable pour appliquer la stratégie américaine au Tchad et que, sinon, la reconnaissance de cette sphère d'influence française pourrait être remise en cause par "l'allié" américain.

Mitterrand ne se le fait pas dire deux fois. Il affirme pour la galerie qu'il "n'a rien contre l'un ou l'autre des deux chefs tchadiens" et dorme immédiatement son appui à Habré lorsqu'en juin 1982 ce dernier prend le contrôle de N'Djamena. Cette reconnaissance intervient un an avant que la question de la représentativité du gouvernement de Habré soit traitée par l'OUA (le 9 juin 1983) ! Bel exemple de respect des instances internationales tant claironné par nos néocolonialistes masqués en humanistes épris du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

La suite des événements, c'est-à-dire l'engagement militaire actuel face à la contre-offensive de Goukouni Oueddei, confirme que les Américains sont les maîtres du jeu et que l'impérialisme français, malgré les divergences sur les moyens à mettre en oeuvre, ne veut pas lâcher la prise. Il est prêt pour cela à commettre bien des crimes encore sur la terre africaine.

Mais quels intérêts majeurs de l'impérialisme Mitterrand (après De Gaulle, Pompidou et Giscard), les USA et l'Union soviétique défendent-ils au Tchad ?

LE TCHAD, UN ENJEU STRATEGIQUE POUR L'IMPERIALISME

Au début 1984, 32 000 soldats français — sans compter les "conseillers techniques" et autres "mercenaires" — sont stationnés hors de France, dont 11 000 en Afrique. En outre, l'impérialisme français entretient une Force d'Action Rapide (FAR), forte de 47 000 hommes et richement dotée en matériels, destinée à intervenir sur les "théâtres extérieurs".

Le Tchad est un élément de ce dispositif militaire de l'impérialisme français dans le monde, un élément important car il se situe dans une zone, l'Afrique centrale et occidentale, où la France conserve de nombreux intérêts. Mais la France est membre du Pacte Atlantique, même si, formellement, elle s'est retirée du commandement intégré de l'OTAN. Aussi, tout affaiblissement de l'impérialisme français inquiète-t-il l'impérialisme US, lorsque cet affaiblissement ne lui profite pas directement mais permet au contraire une avancée soviétique, ou pire encore, lorsqu'il sanctionne une défaite de l'impérialisme face à la lutte de libération d'un peuple opprimé.

Certains dirigeants africains ne s'y trompent pas, tels Abou Diouf (Sénégal) ou Mobutu (Zaïre) qui, inquiets pour leur propre avenir, se sont précipités en août 1983 chez Reagan.

Ce dont il est bel et bien question au Tchad, c'est le maintien ou non d'un avantage stratégique pour l'impérialisme US, par France interposée. Les voies de communication par lesquelles les Américains comptent acheminer rapidement des renforts à leurs forces d'intervention basées dans la Corne de l'Afrique passent en effet dans la zone où se situe le Tchad. Le Sahel acquiert ainsi une importance croissante sur l'axe Océan Atlantique - Océan Indien. C'est ce qui explique en particulier la politique anti-lybienne des USA, sans lien avec la "menace" que ce petit pays serait censée faire planer sur la région.

L'URSS participe pleinement à tout ce jeu impérialiste. Ses réactions tentaient de jeter la zizanie dans le camp de l'adversaire. Cherchant à enfoncer un coin entre les USA et la France, l'agence Tass déclare : "Tout en cherchant à entraîner Paris plus profondément dans l'ingérence militaire au Tchad, Washington agit avec des objectifs antifrancophobes dissimulés."

Pour ne pas perdre son rôle spécifique dans la région, l'impérialisme français, sous la pression de l'impérialisme US, a donc repris les choses en main, d'abord sur le plan militaire, ensuite sur le plan politique, afin de rassurer sa "sphère d'influence". C'est ainsi qu'après le sommet africain de Vittel, Mauroy, Cheysson, Hernu et d'autres émissaires plus ou moins officiels ont vite été dépêchés pour sillonner la région.

Aucune justification d'ordre "géopolitique" ou "conjoncturelle" ne peut justifier la présence française au Tchad. L'intervention actuelle est dans la lignée de la vieille politique coloniale de l'impérialisme français. Elle montre au contraire que la lutte contre l'impérialisme est d'une brûlante actualité.

Le Tchad est un pays souverain qui n'a nul besoin de la "protection" de l'impérialisme, quel qu'il soit. Les impérialistes justifient toujours leurs ingérences dans un pays en se présentant comme des protecteurs qui empêcheraient les autres impérialistes d'exercer une domination "plus terrible". Tous les partis politiques français participent à ce jeu typiquement pro-impérialiste. Aucun ne met en cause la présence française en Afrique, ni dans les "DOM-TOM", ni ailleurs. Les querelles naissent entre eux uniquement à propos des méthodes à utiliser pour assurer cette "présence", c'est-à-dire la domination de l'impérialisme. Si le PC s'est déclaré opposé à l'intervention militaire au Tchad, c'est, selon Juquin, parce qu' "il est souhaitable de négocier". "Voilà à mon sens ce que les peuples attendent d'un président de la République de gauche (!)" Du propre aveu de Juquin, la différence d'appréciation entre le PC et le PS porte sur la tactique. Les révisionnistes se déclarent pour un néocolonialisme négocié.

Les anticolonialistes et les révolutionnaires se doivent quant à eux de dénoncer ce front pro-impérialiste qui s'est constitué sous la houlette du gouvernement PC-PS. Ils doivent réfuter les arguments qu'utilisent les chauvins ouverts ou masqués pour détruire toute tradition anticolonialiste dans notre pays et obtenir le ralliement de tous les esprits à l'impérialisme.

Constant COMPERE

Éditorial : La classe ouvrière et le pouvoir

Le départ des ministres révisionnistes du gouvernement, conséquence directe des élections du 17 juin 1984, souligne à gros traits le grave échec qui ébranle le PCF. Ce revers qui concerne toute la gauche, puisqu'il met un terme à vingt ans d'"union" de ses deux grands partis, n'a pas fini de bouleverser le paysage politique français.

La décision du PCF de quitter le gouvernement marque l'échec de la Tigre politique qu'il préconise depuis son ralliement à la candidature de Mitterrand aux élections présidentielles de 1965. Du même coup, le mouvement ouvrier se trouve dans une situation difficile car il avait, certes sans enthousiasme, laissé le PCF l'engager dans "la voie pacifique et parlementaire vers un socialisme à la française". Cette stratégie aujourd'hui en faillite ne pouvait conduire au socialisme authentique fondé sur l'expropriation des capitalistes et la dictature du prolétariat. Elle avait au contraire inscrit au frontispice du programme commun : " Respect de la propriété privée, perfectionnement de la démocratie bourgeoise ". Elle prétendait donner naissance à ce nouveau prodige de la pensée politique moderne, le "socialisme démocratique à la française".

Mais ce monstre utopique n'a pas vu le jour. Le PCF avoue aujourd'hui qu'aucune rupture significative avec le capitalisme n'a été possible, même en douceur. Le courant de l'ex-premier ministre, réuni récemment, ne discerne aucune trace de socialisme dans l'oeuvre entreprise. Quant à Fabius, premier ministre neutre et incolore, il fixe comme objectif la modernisation qu'il faut d'abord atteindre avant de poser les problèmes de choix de société. Bref, tous les leaders de la gauche déclarent aujourd'hui que ce "socialisme démocratique" prétendument adapté aux conditions de notre temps n'était qu'un songe creux.

Quelques maigres revendications ont-elles été satisfaites tout de même ? Bien au contraire, jamais depuis vingt ans les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière ne s'étaient autant détériorées, jamais son avenir n'avait paru plus sombre, jamais le capital n'avait eu les coudées plus franches.

En politique extérieure, avons-nous assisté à l'émergence d'une Bran-ce indépendante des deux blocs, tissant de nouveaux rapports avec un "tiers-monde" respecté ? Nullement, les traits les plus rétrogrades du vieil impérialisme français se sont épanouis sous la houlette de Mitterrand : renforcement du colonialisme sous le couvert de la régionalisation, alignement sur les Etats-Unis au point d'être aux ordres pour réaliser leurs bonnes oeuvres, intervention au Tchad, au Liban, en Mer Rouge...

Le PCF cherche à masquer la faillite de sa ligne politique en se disculpant : il ne serait pas responsable, torchais l'a dit, de la mauvaise gestion des affaires du pays. Rien n'est plus faux ! Non seulement il est entièrement responsable de la politique du gouvernement Fabius car elle poursuit dans les mânes ternes celle inaugurée en juin 82 (tendais le reconnaît lui-même !) et qu'il a acceptée sans broncher, mais, plus fondamentalement, il est le principal responsable de l'ensemble de l'opération de la gauche au service du capital : sans le PCF, sans ses efforts durant 25 ans pour paralyser le mouvement ouvrier et le fourvoyer dans l'union de la gauche, sans son action pour réprimer les luttes radicales de la classe ouvrière et étouffer les idées révolutionnaires, sans l'aide qu'il a prodiguée au PS pour qu'il devienne un grand parti, sans toute cette activité l'union de la gauche sous la houlette de Mitterrand n'aurait jamais pu être au pouvoir et y appliquer sa politique anti-ouvrière.

L'échec du PCF résulte indiscutablement de l'attitude de la classe ouvrière à son égard, mais le rejet du révisionnisme ne constitue pas en lui-même une franche victoire. Tant qu'elle n'aura pas de direction révolutionnaire, la classe ouvrière se trouvera dans une situation équivoque. Elle n'a adhéré ni aux mobiles ni aux objectifs du gouvernement de gauche. Elle a rejeté la politique antisocialiste du gouvernement socialiste et repoussé la politique anti-ouvrière des "partis ouvriers". Cependant, sa résistance à l'offensive du capital reste sans lendemain. Et c'est par un acte purement apolitique, l'abstention, qu'elle a mis à difficulté la politique de la gauche.

Victoire équivoque d'un côté, défaite d'un autre puisque ai trois années, non seulement le prolétariat n'a rien obtenu, mais il a vu ses défenses entamées, ses espoirs déçus, son organisation affaiblie, sa conscience de classe obscurcie. Aujourd'hui, le prolétariat dispose de bien peu de forces pour résister à l'offensive de la réaction : tel est le résultat de l'oeuvre terrible de trois années de gouvernement PC-PS !

C'est pourquoi le parti révisionniste est loin d'être défait. De nombreux atouts restent entre ses mains, tant qu'en face de lui, la masse des ouvriers restera paralysée ou sous l'emprise de la révolte individuelle, tant qu'elle demeurera révoltée mais passive, indignée mais indifférente à l'action politique révolutionnaire, alors le parti révisionniste pourra manoeuvrer, tromper, réprimer.

L'échec du mouvement ouvrier vient de ce qu'il ne se développe pas en mouvement révolutionnaire véritable. Les ouvriers n'ont pas pleinement conscience qu'il leur faut anéantir le système capitaliste et instaurer le socialisme pour transformer leurs conditions d'existence. C'est pour cette raison que depuis 20 ans, peu ou prou,

ils s'en sont remis au PCF pour défendre leurs intérêts. L'expérience cruelle de ces trois années doit convaincre le prolétariat de cette vérité que "la plus infime amélioration de sa situation reste une utopie au sein de la République bourgeoise" et que son seul mot d'ordre doit désormais être : "Renversement de la bourgeoisie ! Dictature du prolétariat !" (Marx).

Pour que l'échec du PCF se transforme en victoire du prolétariat, il manque cruellement à celui-ci son parti marxiste-léniniste, doté d'une stratégie et d'une tactique scientifiques, capable de l'orienter dans une perspective révolutionnaire. A cette condition seulement, le prolétariat pourrait prendre l'initiative dans la situation de quasi crise politique qui s'annonce aujourd'hui, et qui peut comporter pour lui bien des dangers.

VERS UNE CRISE POLITIQUE

Dans cette situation de crise embryonnaire, les deux partis de gauche réagissent avec des moyens et des objectifs différents. Le parti socialiste a tout au long de son histoire pratiqué des alliances avec tous les courants politiques, extrême-droite comprise. Depuis le Congrès d'Epinais, de nombreuses tendances s'affrontent en son sein et le prédisposent à n'agir qu'à travers une succession d'alliances intérieures et extérieures. Par nature, le PCF est limité à un comportement plus rigide, qui l'a conduit à construire laborieusement cet édifice de l'union de la gauche dont il ne peut encore sortir bien qu'il se soit effondré.

Depuis le Congrès d'Epinais, la tactique de Mitterrand consistait à "rééquilibrer la gauche" : le PCF devait perdre des voix en faveur du PS, rejoint par ailleurs par un électorat centriste rendu moins méfiant. L'abstention massive de l'électorat du PC a bouleversé ce jeu. La tentative "LSD" ayant sombré dans le ridicule, Mitterrand n'a d'autre choix que de déplacer le jeu politique vers un affrontement entre un centre droit sans consistance et un centre gauche mort-né. Cet affrontement purement imaginaire se traduit par des luttes artificielles qui occupent le devant de la scène politique.

Ainsi la petite opération du référendum cachait-elle la grande affaire de la "deuxième droite", devant qui la "deuxième gauche" aujourd'hui reste muette. Excommunier Chirac pour que s'élève la nouvelle Eglise centriste où Barre et Mitterrand pourront rivaliser sans crispation, voilà la grande affaire !

Le PCF est mal à l'aise dans ce jeu artificiel, canne sur le nouveau champ de bataille choisi : le Sénat ! Mitterrand portait en effet la querelle dans un lieu échappant aux règles de ce suffrage universel qui venait de le bousculer, dans une apparence de pouvoir politique où 120 000 notables dament le pion à 35 millions d'électeurs. L'union de la gauche issue de la voie parlementaire fut mise à mort par cette survivance du bicamérisme. Le "socialisme démocratique", adapté à la France moderne, fut mis en déroute par la France d'autrefois.

Du coup, le retrait du PCF convient à Mitterrand en lui offrant la possibilité de conclure sans entrave son opération centriste. Ainsi les révisionnistes doivent-ils boire le calice jusqu'à la lie. Rester au gouvernement, c'était participer sans influence à une opération qu'ils réprouvent. Sortir du gouvernement, c'est faciliter cette même opération. Voilà le cruel dilemme où les ont conduits 20 ans de politique révisionniste ! C'est pourquoi, en fin de compte, leur décision, quelle qu'elle fût, aurait si peu de poids. S'ils restaient, on en ferait peu de cas, s'ils sortaient, on n'entendrait même pas claquer la porte. Tous étaient occupés par ces semblants de lutte pour le pouvoir, autour de la "querelle scolaire" et de l'"affaire du référendum".

Selon une habitude séculaire en France, les milieux politiques les plus rétrogrades ont livré une véritable croisade anticommuniste contre des mesures d'organisation et de perfectionnement de la société bourgeoise, qu'ils ont accueillies aux cris de : "Socialisme ! Atteintes aux libertés !". Le combat donquichottesque redoubla de violence sur la querelle scolaire et sur ce seul point : le contrôle de l'Etat sur l'enseignement privé. Ainsi tous les efforts du pouvoir social-démocrate pour favoriser l'essor du Capital étaient soudain déclarés équivoques puisqu'on suspectait ce pouvoir de vouloir juguler l'enseignement privé. Toutes les mesures gouvernementales qui avaient permis la hausse sans précédent des profits capitalistes étaient oubliées puisque les maîtres de l'école privée seraient titularisés ! Or l'école privée est le dernier refuge où l'individu bourgeois peut encore se nourrir de l'illusion qu'en contrôlant sa progéniture, il maîtrise son destin et recule l'échéance fatale de la révolution. On demandait au PS de prouver sa bonne foi, de servir le Capital non par calcul politique mais par conviction sincère, non par une nécessité tactique mais par une profonde et durable allégeance. Toutes les mesures prises en faveur du Capital depuis trois ans ne suffisaient pas, il fallait un acte à la fois tangible et symbolique qui montrait la pureté des intentions social-démocrates, qui écartait non seulement la réalité de la socialisation mais aussi la référence dogmatique, non seulement la chose mais aussi le mot. Ainsi la loi Savary, votée par un parlement issue de la voie parlementaire pour le socialisme, fut retirée d'autorité, et avec elle tous les "dogmes" de la gauche, comme tous ses bons sentiments. Place à Fabius qui peut "dé-marxiser" le pouvoir et faire ainsi apparaître la domination bourgeoise dans toute sa netteté.

Sur ce point encore le PCF est mal à l'aise car il ne peut s'accommoder facilement de la domination sans fard de la bourgeoisie. Sa nature de parti révisionniste le pousse à mettre des formes pour masquer la dictature du Capital. Roland Leroy dit vrai lorsqu'il souligne l'unité entre "rénovateurs" et "conservateurs" au sein du PCF.

Nous précisons : ce sont les deux faces du révisionnisme moderne. Cette cohabitation entre deux forces, unies sur le fond, mais opposées dans la forme, c'est le prix qu'il doit payer pour son intégration dans la société bourgeoise. Les "rénovateurs" illustrent par leurs "audaces" l'adhésion sans réserve aux valeurs bourgeoises, les "conservateurs" cherchent à habiller ces mêmes valeurs des oripeaux du "marxisme", au risque de se faire traiter de dogmatiques. Le PCF doit rejeter tout dogme pour être un parti bourgeois comme les autres, mais en même temps il a besoin du dogme pour montrer qu'il reste le "parti révolutionnaire de la classe ouvrière". La situation actuelle montre que cette contradiction s'envenime lorsque la classe ouvrière rejette la politique révisionniste. Le nouveau (!) combat entre centre gauche et centre droit peut donc commencer et émerger plus nettement des brumes de la scène politique française, loin, si loin de la société réelle où des millions de travailleurs sont confrontés au chômage, à la misère, à la dictature du Capital symbolisée aujourd'hui par les sas grillagés de Citroën. "Être un esclave salarié est aujourd'hui un privilège", ce dernier mot de Barre premier ministre, il revenait à Fabius de le laisser concrétiser par les grilles de Citroën : douloureuses conclusions de trois années de gouvernement de gauche ! Dix-huit mois avant les législatives, Barre et Mitterrand se concertent donc pour ramener le jeu politique français à un "combat" artificiel entre deux forces inexistantes, et que chacun va chercher à construire : le centre gauche et le centre droit. Pour l'instant, ce qui les unit, c'est le concept de "centre" : nous voici à nouveau dans l'ère du consensus, du rassemblement, où "la lutte des classes n'est qu'un malentendu" comme disait en 1848 ce Lamartine qu'admire tant Mitterrand. Ce qui les unit, c'est cette volonté d'estomper toute référence à une opposition droite/gauche, qui rappelle trop un affrontement de classes. Mais tous ces faux-semblants préparent des batailles futures. Mitterrand garde deux atouts pour d'éventuelles pressions : la loi électorale (une pincée de proportionnelle pour favoriser le PCF et le Pen-Chirac) et le PCF. C'est pourquoi les bonnes qui aujourd'hui mènent l'opération "deuxième droite" sous la houlette de Mitterrand ne sont pas ceux que l'on pouvait attendre, mais les traditionnels tenants de l'alliance avec le PCF : les joxistes et le CERES, qui montrent que le PCF peut encore servir, mais comme un jouet entre les mains des partis bourgeois traditionnels. Tant que la classe ouvrière restera passive et sans voix, c'est donc un mouvement ouvrier affaibli que la bourgeoisie utilisera par l'intermédiaire d'un PCF affaibli. C'est pourquoi la classe ouvrière ne peut se contenter de s'abstenir et de se détourner du PCF sans monter à son tour sur la scène politique pour dire son mot. Et, comme toute classe qui veut s'exprimer, il lui faut le faire avec son propre parti indépendant.

LES DEUX VOIES

En conséquence, les revers récents du PCF doivent susciter non une atténuation de la lutte antirévionniste, mais son durcissement et son élargissement. Plus que jamais, chaque événement doit être l'occasion de montrer que deux voies s'opposent : celle du réformisme et du révisionnisme, celle du socialisme révolutionnaire marxiste-léniniste. La première voie a été empruntée par le PCF et le PS au nom du rejet de la seconde, au nom de la négation du marxisme-léninisme, du socialisme scientifique, de la dictature du prolétariat. Cette voie a conduit le mouvement ouvrier à l'échec. Il est urgent que ce mouvement se ressaisisse. Pour qu'il se persuade du bien-fondé de la voie du socialisme, il faut savoir lui montrer clairement et simplement que le développement de la lutte révolutionnaire suppose la mise en pièces de tout le système de pensées et d'actions réformiste et révisionniste. C'est pourquoi il faut intensifier le travail théorique et idéologique contre le révisionnisme moderne. Ceux qui prétendent qu'il existe un "vide idéologique" qu'il suffirait de combler par de saintes paroles et des bons sentiments ne sont que des agitateurs aux petits pieds, qui cherchent une fois de plus à esquiver le combat de classe contre le révisionnisme. L'échec du PCF ne porte pas sur quelques questions partielles ou tactiques, il ne concerne pas seulement la manière de mener une grève ou d'élaborer des revendications, ni la nature de telle réforme. Cet échec concerne la stratégie adoptée depuis vingt ans (du moins explicitement) par le PCF, c'est-à-dire le contenu du "socialisme à la française" et la voie pacifique, parlementariste-étatiste qui doit y conduire. C'est l'ensemble de ce programme stratégique reposant sur le rejet du marxisme-léninisme qui connaît aujourd'hui la faillite. Pour que le mouvement ouvrier en tire des résultats positifs, il doit donc proposer sa propre stratégie révolutionnaire, et non se contenter de mots d'ordre étroits, d'analyses étriquées évoquant une vague "alternative", fût-elle populaire, ni du recours à une simple abstention. Jusqu'à présent, et grâce à la voie parlementariste-étatiste du PCF, ce sont les hommes du Capital qui ont gouverné la France. Contre eux, la classe ouvrière doit faire retentir ses vrais mots d'ordre et clamer que c'est elle qui doit directement exercer le pouvoir. Son nouveau parti doit mettre en avant cette question du pouvoir comme la question centrale de la révolution. Le prolétariat révolutionnaire ne s'organisera dans un nouveau parti communiste que lorsqu'il sera convaincu qu'il lui faut prendre le pouvoir, exproprier les capitalistes à l'aide de nationalisations socialistes, c'est-à-dire renverser complètement la base économique de la société capitaliste afin d'édifier sur ses décombres le monde nouveau socialiste. Le nouveau parti communiste que les marxistes-léninistes unis créeront doit clairement afficher ces objectifs et pour cela résoudre dans un programme révolutionnaire les grandes questions de la révolution française. Telle est la voie concrète de l'édification du nouveau parti communiste dans laquelle LA VOIE DU SOCIALISME souhaite s'engager avec tous les marxistes-léninistes.

LA VOIE DU SOCIALISME

Les immigrés face au capitalisme

Un rapport récent du Bureau International du Travail (B.I.T.) prévoit que l'immigration demeurera un phénomène massif qui gagnera en ampleur, malgré les mesures restrictives prises depuis une dizaine d'années dans les pays capitalistes développés. Rien ne peut en effet totalement empêcher, au sein du monde capitaliste, la circulation des forces de travail qui, chassées par la misère, cherchent une meilleure rémunération.

Cette circulation n'a jamais été "libre", même avant les lois restrictives, car c'est la plus effroyable misère qui oblige des millions de gens à quitter leur patrie. En effet, corne toujours, le Capital agit des deux côtés à la fois : du côté de l'offre de travail, il évince les pays arriérés du marché mondial, les maintient dans le sous-développement, et plonge leur peuple dans une extrême pauvreté ; du côté de la demande de travail, il fait appel à une main d'oeuvre bon marché qui, de surcroît, est toujours disponible en abondance et lui permet de pallier les insuffisances de la main-d'oeuvre nationale.

Il importe de bien comprendre les phénomènes objectifs qui sont à la base des injustices que les immigrés subissent ou des agressions racistes dont ils sont l'objet. Là encore les capitalistes jouent sur plusieurs tableaux : d'un côté, ils ont besoin de la force de travail immigrée, de l'autre, ils cherchent à opposer les ouvriers de nationalités différentes.

LE RÔLE HISTORIQUE DES IMMIGRÉS DANS LA CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

Très tôt les capitalistes ont cherché à tirer le meilleur parti de l'immigration en l'organisant. Les patrons français en particulier ont dû faire face à plusieurs reprises à un manque de main-d'œuvre lié en grande partie à la lenteur de l'exode rural. Relayés par l'Etat, ils ont cherché à organiser le recrutement massif de travailleurs étrangers. Cette demande de travail comporte son revers : toujours en abondance sur le "marché du travail", les immigrés constituent par nature une force de travail en surnombre. Dès que l'industrie doit jeter sur le pavé des millions d'ouvriers, ce sont les immigrés qui apparaissent immédiatement comme des travailleurs surnuméraires. Il suffit de contingenter les recrutements et les effectifs pour qu'aussitôt surgissent en masse les immigrés clandestins. Hier on allait les recruter comme travailleurs actifs pour accumuler le capital, aujourd'hui on a besoin d'eux aussi comme travailleurs surnuméraires qui doivent endurer des conditions de travail toujours plus précaires, et sur qui pèse constamment la menace du renvoi, sous forme de "retour au pays" rémunéré ou de jugement de police expéditif.

C'est en 1880 que les compagnies minières et métallurgiques mettent en oeuvre le "système du travail migrant". Ce système se caractérise par un recrutement collectif à grandes distances ; l'organisation de contrats à durée limitée ; l'appel à de jeunes célibataires ou mariés sans famille.

A partir de 1910, le recrutement des travailleurs immigrés va être pris en charge par les syndicats patronaux qui ont recours, entre autres, à la main-d'œuvre originaire des colonies françaises, de l'Algérie en particulier. La première guerre mondiale, en mobilisant massivement les travailleurs des pays coloniaux, va créer, par leur déracinement, de nouvelles réserves de main-d'œuvre pour l'économie française. En 1916, l'Etat français met en place une véritable agence de main-d'œuvre coloniale : le S.T.C. (Service des Travailleurs Coloniaux). De son côté, le patronat crée en 1924 la Société générale d'immigration, un organisme commun de recrutement.

Cette intervention organisée de la classe capitaliste et de son Etat suffit à montrer l'intérêt qu'elle porte à l'immigration ainsi que ses efforts pour essayer d'en régler le flux. Toute l'histoire de l'immigration depuis cette période montre que la main-d'œuvre étrangère, composante essentielle du développement du capitalisme en France, représente la face la plus visible de la surpopulation flottante, alternativement attirée et repoussée selon les cycles de la production. Après l'essor des années 20, période où la croissance de la population étrangère est à son niveau le plus haut (7 % d'étrangers dans la population totale sans compter les Algériens), la crise conduit à faire promulguer en 1932 la loi dite "Vie protection de la main-d'œuvre nationale" qui établit un contingentement de l'emploi des travailleurs étrangers.

Après 1945, la croissance économique entraîne un nouvel appel massif à la main-d'œuvre étrangère directement organisé par l'Etat. (Ordonnance de 1945 et création de l'ONI avec instauration de la double carte, séjour + travail). En 1947, le statut de l'Algérie, qui consacre la "liberté de circulation entre les deux pays" permet une offre quasi illimitée de main-d'œuvre algérienne.

A partir de 1970, on entre dans une phase de plus grande maîtrise des flux migratoires, avec, en particulier, la circulaire Fontanet-Marcellin de 1972 qui établit un lien entre séjour et travail et par laquelle le gouvernement veut se donner les moyens d'agir sur le "volume" et la "qualité" de la main-d'œuvre étrangère.

En 1974, une circulaire suspend l'immigration (elle concerne essentiellement l'immigration d'hommes seuls). En 1977, Stoléro prend des mesures restrictives pour l'émigration familiale. Le ralentissement de la croissance qui

marque cette période se traduit aussi par une pression au retour. (Aide au retour Dijoud en 1976 ; Million Stoléru en 1977). La loi Bonnet en 1980 permet de multiplier par quatre le nombre des expulsions (travailleurs étrangers en situation irrégulière ou mis en situation irrégulière par l'application des nouveaux quotas dans le renouvellement des cartes de travail et de séjour). Par ailleurs on cherche à institutionnaliser les retours en les programmant dans les accords de main-d'oeuvre eux-mêmes. (Accords établissant la durée limitée du séjour et formation "en poche" à la fin du séjour)

Les lois et mesures prises par le gouvernement Mauroy depuis 1981 vont globalement dans le même sens : circulaire du 11-8-81 sur la régularisation des clandestins qui ne régularise que les "irréguliers" travaillant durablement pour un employeur, décret du 27-5-82 instituant l'obligation aux étrangers visitant un résident en France de produire un certificat d'hébergement visé par le maire de la commune du résident.

LES CONDITIONS D'EMPLOI DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

Les immigrés sont maintenus dans une situation d'exilés qui rend leur statut particulièrement fragile. Les travailleurs étrangers sont contraints d'accepter une plus grande mobilité, des emplois précaires (17,5 % des contrats d'intérim conclus en 1981 concernaient des immigrés), des reconversions, des déclassements et, parfois, l'"aide au retour".

Le chômage touche durement ces travailleurs car le montrent les demandes d'emploi du 4^{ème} trimestre 1983 :

REPARTITION DES DEMANDES D'EMPLOI du quatrième trimestre 1983

	FRANÇAIS		IMMIGRES	
	demandes d'emploi	%	demandes d'emploi	%
Hommes	951 529	7,0	202 785	18,4
Femmes	1 000 071	10,3	72 862	16,0
Jeunes (- 25 ans)	920 456	27,2	70 229	30,6
Ensemble	1 951 600	8,4	275 647	17,6

Les pourcentages sont calculés par rapport à la population active de la catégorie considérée.

Les jeunes français de - de 25 ans sont davantage touchés par le chômage que l'ensemble des immigrés, et presque autant que les jeunes immigrés : mais, alors que ceux-ci représentent le quart des demandeurs d'emploi étrangers, les premiers constituent près de la moitié (47 %) des demandeurs d'emploi français - alors que ces deux groupes représentent sensiblement la même proportion au sein de la population active concernée. Les jeunes français constituent dans leur masse une surpopulation flottante et stagnante, touchée de toutes parts par les licenciements, la diminution de l'embauche, l'emploi précaire (qui gonfle les statistiques du chômage). Les immigrés sont chômeurs parce qu'ils sont en majorité des ouvriers (85 % des salariés étrangers sont des ouvriers), concentrés dans les secteurs les plus atteints par les restructurations (B.T.P, construction automobile, mines, fonderie et travail des métaux).

ÉCONOMIES CONSIDÉRABLES EN MATIÈRE DE COÛT GLOBAL DE LA MAIN D'OEUVRE

La principale économie réalisée au niveau du coût de la force de travail "immigrée" tire sa source de la bipolarisation de la vie du travailleur migrant. Il arrive en France à l'âge adulte, c'est donc le pays d'origine qui supporte les coûts pour élever et former un nouveau travailleur alors que sa force de travail va servir l'économie du pays d'arrivée, la France.

Ceci est un avantage considérable pour l'économie utilisatrice, qui s'exerce à long terme, en diminuant le coût de renouvellement de la force de travail.

A court terme, des économies substantielles vont être réalisées sur le salaire direct et indirect du travailleur immigré : 1) Salaires directs : La différence de gain annuel moyen entre français et immigrés est de 17,4% alors que la différence hommes français — femmes françaises est de 33 % (chiffres de 1972). Ce n'est donc pas au niveau du salaire direct que les économies les plus importantes sont réalisées. A qualification égale, la différence salaires français — salaires immigrés n'est que de 3 %. Mais il faut noter que les discriminations à l'embauche, la mise à l'écart de la promotion interne et une mobilité forcée conduisent à cantonner une bonne partie des travailleurs immigrés dans des emplois non qualifiés. 2) salaires indirects :

Il s'agit d'une rémunération non versée à la fin du mois et mise de côté sous forme de cotisations : sécurité sociale, Assedic, Fonds de formation, Allocations familiales.

Ces diverses cotisations ouvrent des droits qui ne deviennent effectifs que dans certaines circonstances et sous certaines conditions.

Certains travailleurs, dont souvent les travailleurs immigrés, se trouvent dans la situation de ne pas bénéficier de tout ou partie de ces droits acquis. On peut citer quelques exemples :

- en ce qui concerne les dépenses de santé, pour ce qui est des prestations en nature sans hospitalisation, la consommation moyenne pour l'ensemble des assurés étrangers est la moitié de celle des assurés nés en France ;
- en ce qui concerne les allocations familiales, une partie seulement est versée aux bénéficiaires étrangers, pour leurs enfants non résidents en France. On estime à deux ou trois milliards de francs l'économie annuelle ainsi réalisée par la Caisse d'Allocations, dont seulement 25 à 30 % sont versés au Fonds d'action sociale pour travailleurs migrants ;
- en ce qui concerne les retraites, une bonne partie n'est pas réclamée par les travailleurs immigrés rentrés au pays ou leurs veuves.

L'immigration constitue donc un moyen de faire baisser le coût de renouvellement des générations de travailleurs, de faire baisser le coût global d'entretien de la main-d'oeuvre en exercice, de réduire les coûts liés au retrait des travailleurs du marché du travail.

QUELS PRINCIPES DOIVENT GUIDER LE PROLÉTARIAT RÉVOLUTIONNAIRE ?

Quelles peuvent être les revendications de cette main-d'oeuvre étrangère qui coûte moins cher au capital, aussi bien lorsqu'elle est occupée (même à salaire égal) que lorsqu'elle est au chômage ? Les marxistes-léninistes doivent apporter le plus grand soin à clarifier leurs positions sur un sujet qui a souvent été traité de manière confuse et chauvine.

Dans son article de 1913 intitulé "Le capitaliste et l'immigration des ouvriers", Lénine concluait :

"La bourgeoisie cherche à diviser en excitant les ouvriers d'une nation contre ceux d'une autre. Les ouvriers conscients, comprenant qu'il est inévitable et progressif que le capitalisme brise toutes les cloisons nationales, s'efforcent d'aider à éclairer et à organiser leurs camarades des pays arriérés". (Oeuvres, tome 19, p.491). La limitation de l'immigration et sa réglementation sont des mesures réactionnaires, constituant des mesures de pression qui s'exercent sur l'ensemble de la classe ouvrière. Le prolétariat doit condamner toute mesure visant à contingenter telle ou telle immigration, il doit réclamer la suppression des cartes de séjour et de travail, s'opposer au système d'"aide au retour", à tout statut spécial pour l'ouvrier étranger (comme le réclame le PCF).

L'absence de droits économiques et politiques pour les ouvriers étrangers renforce la réaction et affaiblit la solidarité internationale du prolétariat. L'égalité des droits permet en revanche à la classe ouvrière de mieux s'organiser dans sa lutte contre la bourgeoisie. Toute discrimination dans le travail et dans la société doit donc être bannie. En particulier doivent être reconnus aux immigrés le droit de vote, ainsi que, s'ils le désirent, la naturalisation automatique et gratuite.

Ces revendications doivent être conçues sans esprit dogmatique. La bourgeoisie cherche à assimiler une fraction des immigrés (notamment d'origine européenne), mais elle le fait de manière forcée, en niant leurs particularités nationales (culture, langue...). D'un autre côté, elle maintient dans des ghettos une autre fraction d'immigrés, surtout d'origine maghrébine et africaine, et cherche à leur donner un statut à part (économique, culturel...).

A l'inverse, le prolétariat doit chercher à favoriser la fusion des ouvriers de toutes les nations, ce qui suppose l'égalité des droits (économiques, civiques et politiques) et passe par la reconnaissance de la langue.

Le parti du prolétariat doit donc lutter contre tout ce qui entrave le phénomène de l'immigration et soutenir tout ce qui favorise la lutte commune des ouvriers de toutes nationalités contre le Capital. Ces deux aspects sont intrinsèquement liés.

Louise LAMBERT

CE QUE CACHE LA REDUCTION DE LA DUREE DU TRAVAIL

Les négociations en cours entre patronat et syndicats sur la flexibilité du travail représentent sans aucun doute la pointe avancée de l'offensive du Capital. Quel en est l'enjeu ? Supprimer toutes les entraves juridiques qui empêchent la force de travail ouvrière d'être totalement soumise aux conditions actuelles du machinisme. L'ampleur du capital fixe affecté en machines et la nature de ces dernières, toujours plus automatisées et robotisées, rendent plus impérieuse et plus violente la domination de la machine sur l'homme au sein de l'usine capitaliste.

A la flexibilité de l'automate doit répondre la "flexibilité" de l'ouvrier, qui doit assurer la marche permanente, 24 heures sur 24, de toute la machinerie, la servir quand il y a afflux de commandes, rester au chômage dans le cas contraire, ou se "mobiliser" ailleurs. Cette énorme pression que subit la force de travail traduit la base extrêmement bornée du capital. Alors qu'en développant les forces productives, le capital rend la création de richesses relativement indépendante du temps de travail qui y est affecté, il veut d'un autre côté mesurer au temps de travail ces gigantesques forces sociales ainsi créées, car elles ne sont pour lui qu'un moyen pour produire du surtravail, de la plus-value.

"Réduite à une simple abstraction d'activité, l'activité de l'ouvrier est déterminée et réglée de tous côtés par le mouvement de la machinerie et non l'inverse" (Marx). Le travail vivant est un simple accessoire vivant de cette machinerie, il doit en subir le joug.

Le patronat veut aujourd'hui adapter le "droit du travail" à ces règles barbares du machinisme capitaliste. Le but des négociations qu'il vient d'entamer est donc clair: intensification du travail, précarisation de l'emploi et chômage, mobilité plus grande des travailleurs, flexibilité des horaires, disparition de toutes les règles protégeant l'emploi, et, comme conséquence de tout cela, baisse du salaire.

L'article qui suit montre comment les ordonnances anti-ouvrières sur la durée du travail constituent une première étape dans cette offensive du Capital.

La lutte pour la réduction de la durée du travail est désormais plus que séculaire et, en faisant sienne cette revendication, le gouvernement a tenté de faire croire que les mesures qu'il prenait visaient à satisfaire une aspiration légitime des travailleurs aussi bien que les besoins du capital. Ainsi ouvriers et capitalistes auraient les mêmes intérêts.

Se camouflant (mal) derrière de longs développements sur une nouvelle Arlésienne nommée société de loisirs (remplaçante de la société de consommation), en appelant pathétiquement aux nouvelles solidarités, il a lancé une série d'ordonnances avec force publicité, et adopté un certain nombre de décrets, avec beaucoup plus de discrétion.

Deux ans plus tard, on peut faire les premiers comptes : ils confirment l'idée que ce n'était qu'une première étape. Diverses déclarations ministérielles et les négociations actuelles sur la flexibilité du travail laissent penser que d'autres mesures vont s'abattre sur les travailleurs.

Il est admis désormais que les ordonnances de 1982 n'ont pas créé d'emplois. Les chiffres confirment aussi qu'elles n'en ont pas maintenus non plus. Tout au plus ont-elles fait disparaître des chômeurs des statistiques.

LES TRENTE-NEUF HEURES

Le passage aux 39 heures s'est fait de façon quasi instantanée dans l'ensemble des secteurs d'activité. Présenté comme une étape visant à faire "sauter le verrou psychologique des 40 heures", son effet sur le "temps de loisirs" a été évidemment nul. Pour les salaires, Mitterrand a dû intervenir en personne pour que la compensation soit totale, au moment de la réduction, sans que la question de l'évolution ultérieure soit évoquée. Hormis le fait qu'il existe désormais deux salaires de base, on constate au minimum un ralentissement de la progression des salaires.

Or le passage aux 39 heures s'est traduit par une nette augmentation de la productivité du travail : autrement dit, l'ensemble des travailleurs bénéficie de l'avantage de faire en 39 heures ce qu'il faisait auparavant en 40 ...! Ainsi, non seulement le dogme social-démocrate du partage des gains de productivité n'a pas été réalisé, mais on a jugé que le patronat était déjà bien bon de maintenir les salaires.

Les études officielles ont dégagé trois types de "réponses" à la réduction légale de la durée du travail en fonction de la taille des entreprises :

- dans les grandes entreprises, il y a eu adaptation structurelle à travers de nouveaux investissements et un recours accru au travail par équipes. C'est également cette catégorie qui a signé les contrats "réduction de la durée du travail" ;

- dans les grandes et moyennes entreprises, c'est à travers une gestion plus stricte du temps que c'est fait l'ajustement : augmentation des cadences, réduction des temps morts, adaptation saisonnière des horaires ;
- dans les petites entreprises, il y a eu en général réduction de la production et des capacités de production.

La batterie des contrats dits de solidarité a fait long feu...

- Obliger les travailleurs anciens à quitter "volontairement" leur emploi pour faire place aux jeunes était une méthode déjà ancienne et ce réservoir s'est vite tari : les effectifs concernés par les contrats pré-retraite-démission se sont élevés à 310 562 en 1982 et 17 687 en 1983. Le nombre des pré-retraites progressives est lui insignifiant : 8 200 en 1982 et 570 en 1983...

- Grandes entreprises et collectivités locales se sont partagées les contrats "réduction de la durée du travail" : 14 524 embauches prévues en 1982, 2.621 en 1983. Même si elles ont été effectives, on peut se demander ce qui va se passer quand les entreprises vont arriver à la fin de la période d'exonération des charges sociales...

QUEL PARTAGE DU TRAVAIL ?

Entre 1982 et 1984, la répartition moyenne des salariés a évolué selon le tableau ci-contre : on remarquera la croissance rapide et forte de la part des salariés travaillant moins de 39 heures.

REPARTITION DES OUVRIERS ET DES EMPLOYÉS (EN %) SELON LA DURÉE HEBDOMADAIRE DU TRAVAIL (EN HEURES)

	< 39		39-40		> 40	
	OUV	EMP	OUV	EMP	OUV	EMP
avr. 82	7,9	7,8	55,5	69,5	36,6	22,7
janv. 83	21,4	19,3	51,8	66,7	26,8	14,0
janv. 84	28,8	28,3	49,0	62,7	22,2	11,0

Car parallèlement à ces mesures légales, d'autres formes d'emplois à temps réduit ont prospéré :

- le chômage partiel ne cesse d'augmenter : + 40 % pour les effectifs et + 50 % pour le nombre de journées entre 1982 et 1983 + 40,1 % entre avril 1983 et avril 1984. Depuis avril 1984, l'Etat, afin de "pousser les entreprises à préférer la réduction de la durée du travail au chômage partiel" n'indemnise plus les heures chômées au-dessus de 37 heures.

- le travail temporaire, dont le secteur est actuellement en plein processus de concentration, recommence à croître, avec une augmentation de 4,5 % du nombre de contrats entre 1982 et 1983 et une diminution globale de la durée des missions.

- si les offres d'emploi sont globalement en chute libre : - 25 % entre 1982 et 1983, - 47,3 % entre mai 1983 et mai 1984, les offres de travail temporaire représentent désormais 57 % de leur ensemble et les contrats à durée déterminée ont augmenté de 21 % entre 1981 et 1983.

- le travail à temps partiel rencontre peu de faveurs en France (environ 7 %), étant en général considéré comme un facteur d'appel sur le marché du travail pour la population active stagnante. Ce n'est pas le cas dans de nombreux pays : depuis 1974, un emploi sur deux créé en Europe est un emploi à temps partiel, contre un sur trois en France.

- en revanche, si les heures supplémentaires sont officiellement contingentées, on constate de nombreuses dérogations et le volume retenu est fréquemment supérieur aux 130 heures fixées. De nombreux accords nationaux prévoient cependant leur réduction si l'entreprise recourt à une modulation de l'horaire hebdomadaire. Cela n'a pas empêché que de janvier à octobre 1982 (seuls chiffres connus), le nombre de salariés faisant des heures supplémentaires a sensiblement augmenté : de 28,8 % à 34,5 % chez les ouvriers, de 16,8 % à 20,3 % chez les employés.

Début 1984, les ordonnances concernant la réduction de la durée du travail n'ont donc répondu que partiellement aux espérances : le consensus social que réclamait leur application, et que permettait la méthode des négociations au cas par cas, n'a pas été obtenu, grâce à la résistance opiniâtre des travailleurs, quoique morcelée en des centaines de luttes isolées.

Patronat et gouvernement se plaignent ainsi des "blocages psycho-sociologiques" des salariés, de leur "conservatisme" : c'est ainsi qu'on interprète leur refus de voir leur pouvoir d'achat baisser et leurs contraintes horaires s'aggraver.

C'est ainsi que l'Usine nouvelle, organe patronal, s'exclame :

"En matière de temps de travail, les individus demeurent conservateurs. Une majorité d'entre eux s'affirme toujours opposée à une réduction du temps de travail avec perte du pouvoir d'achat. Et en matière d'aménagement du temps, les expériences sur le terrain montrent qu'ils sont aussi très réservés, pas toujours prêts à accepter d'entrée de jeu les nouvelles formules." (Usine nouvelle. 7-6-84)

Et puisque décidément il faut mettre les points sur les i, le 20 mai. Pierre Mauroy nous a tout expliqué (Villeneuve d'Asq. 20-5-84) :

"Deux conditions économiques sont nécessaires et nous sommes en mesure, je crois, de pouvoir les réunir. Il y a d'abord la maîtrise des coûts salariaux. Elle est en bonne voie. Il y a ensuite une utilisation plus efficace des équipements. Nous ne devons pas nous enfermer dans un système rigide. Il faut que plusieurs travailleurs puissent se relayer sur une même machine, comme il faut allonger les durées d'ouverture des guichets, des bureaux.(...) Il s'agit d'obtenir des gains de productivité, de favoriser la modernisation des équipements et donc le renouveau de notre industrie."

L'OFFENSIVE PATRONALE ET GOUVERNEMENTALE

Personne ne peut plus affirmer aujourd'hui que la réduction de la durée du travail "créé des emplois". "Malgré des réductions substantielles de la durée du travail (jusqu'en 1988), la tendance à la réduction sensible des effectifs industriels se maintient, accompagnée du maintien de l'augmentation de la productivité horaire (et de la diminution des ressources "officielles" en main d'oeuvre)." (Travail et emploi, mars 84, p. 11.)

Dans ses prévisions pour 1988, l'INSEE pouvait titrer fin 83 (chapitre 5) : "La réduction de la durée du travail ne parvient pas à enrayer la dégradation du marché de l'emploi". Selon ces prévisions, il a été supposé que la durée du travail se réduirait de 1,4 % par an de 1983 à 1988 pour atteindre 36,5 heures en 1988 et 35 heures légales en 1990. Parallèlement, entre 1982 et 1984, la réduction annuelle d'emplois atteint 135 000, contre 65 000 entre 1979 et 1982 et 55 000 entre les deux chocs pétroliers. Si l'industrie perd toujours des emplois, le secteur tertiaire est également très touché : de 15 000 emplois créés chaque année entre 1979 et 1982, il est passé à près de 0. De même pour la branche transports-télécommunications, dont les effectifs se sont réduits de 7 000 entre 1982 et 1984. Si l'évolution de l'emploi s'améliore à partir de 1985, le solde reste encore largement négatif : - 75 000 emplois par an entre 1984 et 1988.

Au total, le nombre d'emplois dans l'économie se réduit de 5 000 entre 1982 et 1988, pour passer de 21,4 millions à 20,9 millions et, durant la même période, les mesures pour réduire les ressources en main d'oeuvre font "disparaître" 186 000 personnes.

Les ordonnances sur la réduction de la durée du travail ne marquent, que le début d'une vaste offensive contre les droits des travailleurs, que résume bien cette présentation du Ministère de l'Emploi : "Les pouvoirs publics devront se donner pour objectifs de mettre fin aux séparations aujourd'hui quasi étanches entre emplois stables, chômage et emploi précaire dévalué. Il s'agirait d'établir entre emploi et chômage, un continuum de situations, entre lesquelles il serait possible de passer,... (qui) pourraient ainsi contribuer à promouvoir à côté du "partage du travail" de nouvelles formes de "partage de l'activité." (Travail et emploi, mars 84, p. 43.)

Il faut donc que chacun accepte l'idée que le temps de travail uniforme et conçu sur une base hebdomadaire n'est plus adapté aux exigences de l'économie et de la technologie moderne. Il faut soumettre les travailleurs à des machines que le capital, par le progrès technique, a rendu capables de fonctionner 24 heures sur 24, et aux moments où le capital a décidé que c'est nécessaire. Flexibilités donc, et encore soumissions : d'un côté le travail en équipes, de l'autre la multiplication des emplois hors contraintes, et ce que la résistance des uns n'aura pas permis de faire, l'isolement et la misère des autres le feront accepter.

Aucune rupture de politique dans ces mesures : après avoir favorisé le développement d'emplois marginaux, il s'agit de faire plier l'ensemble des salariés bénéficiant d'une situation stable. La norme du plein-emploi à plein temps appartient au passé, comme celle de l'indexation des salaires, sans parler des partages de productivité si chers aux syndicats et aux partis de gauche.

A la flexibilité de l'emploi s'ajoute la pénibilité du travail, à la gestion des effectifs s'ajoute celle des temps. Le rapport puis les lois Auroux étaient censés faire admettre ces politiques sous couvert de compétitivité sauvée à coup de consensus.

Quels facteurs poussent à la réduction de la durée du travail pour l'ensemble des travailleurs ?

Depuis la fin du XIX^e siècle, sous la pression des travailleurs, et par l'intervention des Etats, la durée journalière du travail tend à baisser. Mais cette réduction s'est faite avec l'allongement parallèle de la vie active. En un siècle et jusqu'en 1960, la vie au travail a presque doublé et sa restructuration est allée de pair avec la mécanisation de la production : le temps nécessaire à la récupération des forces de travail a été redistribué mais non pas augmenté au cours de cette période, en raison de la dégradation des conditions de travail quotidiennes.

Depuis la loi des 40 heures en 1936, l'Etat français n'était pas intervenu sur la question de la durée du travail, excepté pour le contingentement des heures supplémentaires (dont le développement fut la principale conséquence de l'institution des 40 heures).

Les 40 heures ne sont devenues une réalité partagée par la presque totalité des travailleurs qu'en 1980. En effet, après avoir augmenté jusqu'à 46 heures hebdomadaires, la durée du travail s'est abaissée à partir de 1968, cette tendance à la baisse s'accélérait dans les années 1974-1975.

Ces résultats moyens, tout en masquant une réalité beaucoup plus disparate, ont le mérite de montrer l'écart entre durée légale du travail et durée offerte celle-ci tenant compte soit des heures supplémentaires soit du chômage partiel. Jusqu'à une date relativement récente, les durées réelles passaient donc du simple au double (du chômage partiel aux heures supplémentaires) en fonction des secteurs, des catégories socio-professionnelles et de la conjoncture.

DE LA RÉDUCTION DE LA DURÉE DU TRAVAIL A LA FLEXIBILITÉ

La baisse de la durée du travail résulte des évolutions de l'appareil de production et des contraintes de la logique technico-économique du système économique capitaliste. Elle s'explique encore par l'évolution de la structure industrielle et ses conséquences sur l'appareil de production et ne pouvait donc de ce fait être généralisée jusqu'à présent : à partir de 1957, les branches dotées de grandes entreprises à fort degré de concentration capitaliste, pourvues d'équipements lourds coûteux et techniquement avancés, ont baissé plus vite la durée moyenne de travail de leurs ouvriers. L'augmentation de la durée d'utilisation du matériel a imposé le développement du travail en équipes qui, en 1978, touche en moyenne 34,3 % des ouvriers, mais 77,2 % dans la production des métaux, 50,2 % dans l'industrie textile, etc. L'influence de la taille est essentielle : en 1977, 47,4 % des entreprises de 200 à 499 salariés recourent au travail en équipes pour 28,6 % de leurs ouvriers et 70,4 % des entreprises de plus de 500 salariés pour 48,8 % de leurs ouvriers (29,3 % en deux équipes).

Ce qui était encore un phénomène partiel jusqu'à aujourd'hui nécessite désormais par sa généralisation de nouvelles mesures, permettant de faire perdre leurs avantages financiers à des situations qui ne seront plus considérées comme exceptionnelles et peu pratiquées (travail de nuit, travail le samedi et le dimanche, suppression du recours aux heures supplémentaires au profit d'une main d'oeuvre statutairement inexistante), tandis que les salaires seront diminués sous prétexte que seule la durée du travail doit être prise en compte.

Dès que des lois ont obligé le capital, à mettre un frein à sa tendance à l'allongement de la durée du travail, il a oeuvré pour raccourcir le temps nécessaire à la production en intensifiant le rythme de production, par l'augmentation des cadences et de la tension requise pour l'accomplissement de ce travail. Ainsi le travail ne se mesure plus depuis longtemps à sa seule durée mais aussi à son intensité.

Cette tendance à l'intensification systématique devrait amener une nouvelle diminution de la durée du travail mais la valeur marchande des machines qui s'était accrue initialement par ces améliorations diminue en même temps que leur généralisation dans toute la branche, alors que le progrès technique favorise l'apparition de machines plus perfectionnées, à un rythme de plus en plus rapproché. Ce risque de l'usure morale pousse à l'allongement de la durée quotidienne d'utilisation puisqu'il diminue si la période de reproduction de valeur est plus courte, donc si la journée de travail est plus longue.

De plus, l'allongement de la durée d'utilisation des machines permet d'accroître la production sans augmenter la part de capital fixe en machines et en surfaces utilisées.

Ainsi, alors que le machinisme et ses développements doivent permettre un allègement du travail humain, aux mains du capital, il aboutit à l'intensification de la charge de travail et impose le travail successif au service d'une machine en fonctionnement continu.

Cette nécessité est aujourd'hui valable pour un nombre croissant de secteurs et d'entreprises dans chaque secteur, services compris ; si certains procédés interdisent effectivement l'interruption de la production (feu continu, traitements thermiques,...), la surabondance en énergie nucléaire (non stockable), et la modulation de son coût en fonction des périodes d'utilisation en France sont également d'excellents arguments, d'une neutralité toute technique, pour le décalage des horaires d'utilisation la nuit ou le week-end.

Par ailleurs, le capital, incapable de planifier sa production, et soucieux désormais de se libérer de la contrainte financière et organisationnelle des stocks, entend pouvoir produire au moment voulu, d'où cette exigence de la précarité des emplois, et ce développement de machines dites flexibles, autrement plus coûteuses encore que celles dites rigides. Enfin, conséquence directe de ces "contraintes", et pour répondre aux besoins de cette main d'oeuvre à mode de vie arythmique, l'ensemble des services et des commerces est censé se mettre au diapason.

Claire PASCAL

Il y a 150 ans

LA REVOLTE DES CANUTS

Le prolétariat français ne doit pas oublier sa glorieuse histoire. Il ne doit pas, comme l'y invitent les réformistes et les révisionnistes, reléguer sa grande tradition de lutte au musée de l'histoire, sous prétexte — disent-ils — que la France de 1984 n'a plus rien à voir avec celle de 1834. Les luttes que mènent aujourd'hui les ouvriers sont le prolongement des luttes du passé. Comme jadis, elles expriment la même révolte contre l'exploitation capitaliste et l'oppression bourgeoise. Comme jadis, elles manifestent le refus du système capitaliste et posent la question du pouvoir. Pour que la riche expérience de lutte de classe que les ouvriers français ont accumulée leur serve dans leurs luttes actuelles, il faut qu'ils puissent par eux-mêmes tirer les enseignements tactiques et stratégiques de leurs batailles du passé. Ce n'est qu'ainsi qu'ils pourront éviter les pièges innombrables que la bourgeoisie leur tend pour dévoyer leur révolte, la canaliser et leur casser les reins. Pour cela il faut que les ouvriers n'hésitent pas à crever l'écran de fumée qui entoure leur histoire et qu'ils osent, en connaissance de cause, se réclamer de leurs aînés. Non seulement l'évocation des grands affrontements de classes d'hier stimulera leur énergie, mais aussi l'analyse qui en sera faite aiguëra leur sens politique et contribuera à leur formation idéologique. File leur indiquera la voie à suivre. Si les ouvriers révoltés ont l'impression aujourd'hui d'être canne des nains face au système capitaliste omnipotent, qu'ils s'imaginent la situation des canuts de Lyon il y a un siècle et demi ! Nous devons, nous tous, ouvriers et révolutionnaires, être bien convaincus que, quelles que soient les difficultés de l'heure, "nous sommes des nains juchés sur les épaules de géants". Cent cinquante ans de luttes ouvrières, cent cinquante ans de luttes du prolétariat international nous portent et nous montrent la voie à suivre, celle que nos aînés ont frayée et dont ils ont magistralement établi la théorie : la voie du socialisme scientifique. Quels enseignements généraux tirer de la première grande révolte du prolétariat français, celle des canuts en 1831 et 1834 ? La révolte des canuts a montré que, pour obtenir des victoires durables, le mouvement ouvrier doit combiner la lutte économique et la lutte politique. C'est à cette condition qu'il peut renverser le pouvoir de la classe dominante et instaurer un nouvel ordre social, anticapitaliste, le socialisme. Sans lutte économique organisée et continue, le prolétariat est désuni ; il ignore sa force et demeure à la merci des offensives du capital. Sans perspective politique révolutionnaire, sans lutte politique révolutionnaire mobilisatrice, ses victoires économiques sont fragiles, à la merci des contre-offensives du capital qui conservent alors tous les leviers du pouvoir.

La première insurrection de 1831 est directement issue de la lutte économique des ouvriers lyonnais. Alors que leurs conditions de vie sont constamment menacées par la baisse des salaires et le chômage, les canuts se mobilisent et, unis sur une seule revendication, obtiennent gain de cause : le tarif fixant les salaires est adopté. Mais les fabricants de soie, les patrons d'alors, ne respectent pas ce rempart contre la misère. Les autorités sont incapables de le faire respecter. C'est l'insurrection. Les canuts réclament l'application de leurs droits à "vivre en travaillant". Ils s'opposent aux sections de la garde nationale des quartiers bourgeois et bientôt à la troupe ; ils sont prêts à "mourir en combattant" pour imposer leurs droits bafoués. Durant les Trois Glorieuses prolétariennes, le pouvoir est aux mains des ouvriers lyonnais. La lutte politique est engagée. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, le spectre du pouvoir prolétarien fait son apparition, moins de deux ans après l'instauration de la monarchie bourgeoise inaugurée par la révolution de 1830 ! Mais il est clair que le mouvement ouvrier n'en est qu'à ses prémisses et que les conditions objectives et subjectives ne sont pas réunies pour que la société bourgeoise soit d'emblée renversée. Isolés et trop faibles, sans perspectives révolutionnaires suffisantes, les canuts doivent céder le terrain. La répression est terrible. C'est à la suite de cette première expérience que les ouvriers lyonnais vont se lancer dans la lutte politique tout en organisant mieux la lutte économique. Le mutualisme, l'ancêtre du syndicalisme moderne, se développe rapidement. Il regroupe un nombre toujours plus important d'adhérents aux fortes convictions. Les formes d'organisation, héritées du compagnonnage et des associations secrètes, évoluent et perdent peu à peu leurs sectarisme désuet. Désormais le droit d'association est revendiqué ouvertement comme un droit imprescriptible. De cette façon, en menant la lutte sur tous les fronts, le mouvement ouvrier conquiert son indépendance à l'égard de la bourgeoisie. C'est dans ce contexte d'essor du mouvement que va éclater la seconde insurrection en 1834.

En février, les canuts décrètent la grève générale pour riposter contre une nouvelle baisse du tarif. Les 25 000 métiers à tisser cessent de battre, provoquant la panique des patrons. Cette action d'une ampleur sans précédent aboutit à la satisfaction partielle des revendications. Des poursuites sont intentées contre 13 "meneurs de la coalition". Le procès des 13 qui se déroule au moment où la monarchie de Juillet s'apprête à promulguer des lois contre les associations, symbolise la réaction anti-ouvrière et provoque l'insurrection. Durant une semaine, la guérilla fait rage. Dès le début la troupe est présente pour réprimer l'agitation. Les barricades ne résisteront pas à la force d'une armée. L'insurrection de 1834, motivée par la lutte politique naissante du prolétariat, a montré que seule la dictature du prolétariat peut assurer la victoire du travail sur le capital.

Paul THELAS

N°4 — Septembre-Octobre 1984

Éditorial : Le nouveau plan du PCF

En 1931, des polytechniciens fondaient un groupe d'études nommé X-Crise, qui se fit le porte-parole du planisme, courant politique réactionnaire destiné à sauver le capitalisme de la crise et du péril communiste. Cinquante ans après, un polytechnicien expose ces mêmes idées dans un livre de 450 pages. Une différence toutefois : ce technocrate des années 80 est membre de la direction du Parti communiste français.

Il se nomme Philippe Herzog et la deuxième édition de son ouvrage "L'Economie nouvelle à bras-le-corps" a été saluée avec enthousiasme par la presse patronale. Ainsi, de vieilles idées qui servirent voici cinquante ans à forger une véritable machine de guerre contre le communisme forment-elles aujourd'hui le contenu de la nouvelle politique que le PCF s'apprête à sanctionner lors de son 25^{ème} Congrès.

Quelles étaient les thèses essentielles du courant planiste de l'entre-deux-guerres ? (*) Le capitalisme évoluant, le fossé s'agrandit qui sépare la propriété du capital de sa gestion. Le propriétaire se cantonne dans une fonction non-productive parasitaire : il spéculé. La gestion du capital revient ou doit revenir aux techniciens. L'ensemble des travailleurs actifs — qui comprend ces techniciens ainsi que les capitalistes productifs petits et gros — s'oppose à l'oligarchie financière et industrielle parasite dont la domination est à l'origine de la crise de ces années 30. Pour sortir de cette situation, le planisme propose une évolution progressive vers un "socialisme non totalitaire" (on dirait aujourd'hui un "socialisme démocratique"), à travers une économie mixte, laissant la part belle au secteur libre et aux profits capitalistes, mais dans laquelle le dernier mot reviendrait aux techniciens gestionnaires seuls capables de coordonner les activités industrielles et de diriger avec efficacité l'économie capitaliste. Bref, l'idée fondamentale du planisme est la suivante : malgré la crise, le capitalisme a encore un rôle historique à jouer en la personne du capitaine d'industrie, ce capitaliste industriel sain, actif, non-spéculateur, entouré de l'"élite des producteurs" : ingénieurs, techniciens, représentants ouvriers et chefs syndicalistes.

Reprenant à la lettre ces vieilles thèses du planisme, Herzog tente de les dépoussiérer en les poussant à un degré extrême de sophistication. Herzog part d'une découverte sensationnelle : la propriété "réelle" des entreprises est mixte puisqu'elle provient à la fois du travail et du capital (d'où provient ce dernier, n'est-il pas du travail mort accumulé ?, est une question incongrue qu'on ne pose pas à l'époque du nouveau réformisme en vigueur). Or les patrons ont le monopole de la gestion. Il ne s'agit pas de le leur ravir, mais simplement d'y avoir sa part : "Nous voulons un partage des pouvoirs de gestion entre patrons et travailleurs" (p. 292). Comme le planisme, la nouvelle économie d'Herzog constitue une tentative ultime pour conserver son rôle à la bourgeoisie : "Nous nous adressons à toutes les composantes du monde du travail — dont les patrons, dans la mesure où ils peuvent, dans l'intérêt bien compris de la nation et de l'entreprise, contribuer par leur travail à une relance centrée sur l'emploi efficace" (p. 52, c'est nous qui soulignons).

Marx notait que chez Saint-Simon et chez ses successeurs (dont Proudhon, sur ce point), "le capitaliste industriel demeure le travailleur par excellence" (Le Capital, tome 7, p. 264). Le PCF se prosterne à son tour devant ce moderne capitaine d'industrie, il entend même le défendre en le libérant des griffes des spéculateurs, il scelle la nouvelle alliance, pour le meilleur et pour le pire, de l'ouvrier et du patron qui, tous deux, par leur travail, produisent le profit industriel qui s'oppose au profit spéculatif (!).

Que devient la lutte des classes dans ce nouveau réformisme ? Une simple compétition loyale et pacifique entre deux types de gestion : "Personne ne propose des soviets à l'entreprise. Les communistes proposent le début d'un pluralisme dans les conceptions de gestion, afin de fonder une efficacité supérieure"(p.2°4) Bref : "laissez nos experts-comptables faire leurs preuves, et que le meilleur gagne !". Deux types de gestion entrent en compétition pour un même but : faire fructifier le capital, accumuler, accumuler toujours plus. D'où ce mot d'ordre exaltant du nouveau réformisme : "Nous voulons plus de valeur ajoutée" (p. 291). La synthèse de l'ouvrier et du patron se reflète dans les "nouveaux critères de gestion" dits "synthétiques", dans lesquels profits et salaires ne s'opposent plus, mais fusionnent pour la plus grande croissance de la "valeur ajoutée".

A l'opposition stérile de deux "égoïsmes de classe", celui du patronat qui garde le profit pour lui, et celui de la classe ouvrière qui revendique pour elle, le PCF entend substituer la réconciliation par le travail, patrons et ouvriers devant oeuvrer pour le bien commun de la nation et de l'entreprise. Exagérons nous ? Dans un ouvrage publié aussi aux Editions sociales, "Objectif emploi", deux disciples de Herzog, Fayolle et Salais, expliquent que l'égoïsme du capital a engendré "l'égoïsme des travailleurs à l'égard de la gestion" et même "à l'égard de la production" — d'où l'importance croissante des rebuts, des coulages, de l'absentéisme... (p. 137). Et, faussement naïfs, nos disciples posent cette question qui traîne dans chaque numéro des Echos ou de la Vie Française : "Comment revendiquer plus de salaires, de pouvoir d'achat, plus de retraite, moins de temps de travail si ce supplément n'est pas gagé sur un surcroît de production nationale (donc de masse de plus-value - VdS), dans de bonnes conditions d'efficacité (donc d'un bon taux de plus-value - VdS) ?" (p. 138).

Ainsi l'association capital-travail constitue-t-elle le contenu du "rassemblement populaire majoritaire contre la crise". Quelle en est la signification politique ?

Le dilemme est le suivant : d'un côté le PCF ne peut revendiquer seul la prise du pouvoir d'Etat — de l'autre, il ne peut partager le pouvoir à son avantage. La solution consiste à se dégager de la question du pouvoir, donc de tout compromis électoral, pour se concentrer sur la conduite de l'économie capitaliste "à la base". Dégagé ainsi de toute obligation vis-à-vis du parti socialiste, les révisionnistes espèrent pouvoir choisir plus librement leurs alliances et leurs marchandages électoraux sur l'échiquier politique, comme tout autre parti bourgeois. Mais qu'on ne s'y trompe pas : le PCF conciliera le marché à un prix inférieur encore à tous les accords passés avec la social-démocratie.

Le planisme néo-libéral (**) d'Herzog, sanctionné par le CC de septembre 1984 offre donc cette solution.

Depuis cinquante ans, le PCF est enfermé dans une politique d'alliance avec la social-démocratie. De compromis en compromis, il est devenu un parti complètement bourgeois : cette dégénérescence s'accompagne d'une perte d'influence, notamment sur le plan électoral. Le PC est ainsi arrivé à un tournant de son histoire après la débâcle de juin : en tant que parti politique bourgeois, il ne peut lier son sort indéfiniment, automatiquement, au parti socialiste. Aucun parti politique ne peut a priori lier son sort à un autre parti, s'enfermer a priori dans une stratégie d'alliance avec un autre parti et faire dépendre son avenir de la réussite de cette stratégie.

Aussi les critiques que formulent aujourd'hui les révisionnistes à l'encontre de l'"union au sommet" sont-elles différentes des "autocritiques" que Thorez lançait après le Front Populaire ou la Libération, ou de celles de Marchais après l'abandon du programme commun. Autrefois, le repli tactique par lequel on redécouvrait les vertus de l'"union à la base" servait à préparer une nouvelle alliance au sommet, dans de meilleures conditions. Aujourd'hui, le PCF cherche à se dégager de la politique d'union avec la social-démocratie dont il est prisonnier depuis 50 ans. Comme on l'a vu, ce repli ne constitue pas un retour vers l'activité révolutionnaire, au contraire.

1) Il fixe un objectif indépendant des échéances électorales si fatales au PC, puisque, par le partage de la gestion, il s'agit de prendre une parcelle de pouvoir dans l'entreprise, de devenir un élément prépondérant de la clientèle dont les capitalistes ont en permanence besoin pour asseoir leurs rapports d'exploitation.

2) Il fixe un objectif indépendant de toute participation au gouvernement et, pour bien mettre les points sur les i, il reprend à son compte les titanes anti-étatistes à la mode : pour la décentralisation, l'autogestion, contre le dirigisme, etc. "Faute de diriger l'Etat, laissez-nous gérer les usines".

Le PCF devient ainsi le seul parti politique français qui, officiellement, ne se préoccupe pas de la question du pouvoir. Or un parti politique ne peut exister durablement sans se fixer comme but de diriger les affaires de l'Etat. S'il renonce officiellement à cet objectif, c'est parce qu'il poursuit des buts inavoués ou bien parce qu'il est en train de devenir le satellite d'un autre parti.

La classe ouvrière ne peut suivre le PCF dans son nouveau réformisme. Elle ne peut suivre un parti qui veut sortir de sa faillite politique en appelant au grand jour à l'association capital-travail, à la collaboration ouvriers-patrons pour accumuler plus efficacement le capital. Elle doit repousser avec mépris l'ancien et le nouveau réformisme canne d'ultimes tentatives pour sauver la bourgeoisie. Elle doit s'engager résolument dans la lutte révolutionnaire pour le socialisme scientifique.

LA VOIE DU SOCIALISME

(*) Le planisme, qui regroupait beaucoup de socialistes et de cégétistes, comportait de nombreuses nuances. Nous ne présentons ici que les thèses communes. LA VOIE DU SOCIALISME publiera des articles montrant en quoi le nouveau réformisme du PCF se rattache à telle ou telle thèse du planisme.

(**) Herzog se rattache en effet à la tendance libérale du planisme et non à la tendance dirigiste : affaire de circonstances, puisqu'il importe de rompre avec l'ancien réformisme et avec ses dogmes (nationalisations, direction de l'économie par l'Etat, relance par la consommation, etc.).

LUTTE DE CLASSES

Le révisionnisme et la décadence du syndicalisme ouvrier

L'influence du PCF dans le mouvement ouvrier est aujourd'hui sérieusement entamée. Ce parti électoraliste perd des voix dans ses zones traditionnelles d'influence, dans les banlieues et les quartiers ouvriers et populaires. Nombreux sont ceux qui ouvrent les yeux et ne reconnaissent plus le parti qu'ils suivaient dans l'espoir de voir un "changement de société".

Dans ces conditions, dans quel état se trouve le syndicat lié au parti révisionniste, la CGT ?

La CGT est touché du même mal : ce ne sont plus aujourd'hui les attaques extérieures des milieux de droite ni les attaques intérieures auxquelles la centrale a toujours résisté victorieusement. Il s'agit cette fois d'un mal plus implacable, plus difficile à combattre : la perte de confiance des éléments les plus sains, envers une centrale syndicale qui a été la leur et qui ne répond plus à ce qu'ils attendent.

La perte d'influence du PCF dans les masses laborieuses et la perte de confiance des adhérents de la CGT dans leur centrale sont en fait une seule et même chose, l'aboutissement d'un long chemin commencé il y a un quart de siècle, avec l'apparition du phénomène révisionniste dans le mouvement communiste international.

Même nié par les uns et les autres, aussi bien au PCF qu'à la CGT, la convergence de stratégie et d'action de l'organisation politique et du syndicat ne fait de cloute pour personne. Ce n'est pourtant pas de la façon grossière dont le présentent les idéologues de la bourgeoisie que le lien se fait : jamais la CGT ne va chercher ses ordres au PCF, cela c'est la caricature.

L'alignement de la CGT sur le PCF se fait le plus légalement du monde, par les congrès et les CCN, composés d'un savant dosage de "communistes" et de "non-communistes" favorables aux thèses du PCF. Les autres, la petite minorité, ne sont là que pour donner la "preuve" que la démocratie syndicale est respectée et joue son rôle.

C'est en fait par parrainage que les militants sont choisis dans les syndicats, pour être proposés aux votes des congressistes qui eux-mêmes ne les connaissent pas et font confiance à la commission des mandats, elle-même dûment choisie et élue. Les congressistes, quant à eux, ne peuvent être des oppositionnels, ce sont des militants bien sages, qui n'ont jamais posé de questions à l'organisation, surtout pas de questions d'orientation. Il est donc tout à fait normal que les choix proposés par le bureau confédéral soient entérinés d'avance, sans autre forme de procès.

Ainsi, année après année, les révisionnistes ont-ils formé et recruté des cadres attachés à la bureaucratie syndicale, ils ont fabriqué des militants opportunistes, électoralistes, n'ayant plus de pensée théorique, de perspectives autres qu'électorale, des gens souvent incapables de prendre la moindre initiative. Durant toutes ces années, celui qui osait s'opposer à cette dégénérescence était aussitôt taxé de gauchiste irresponsable, d'incorrigible passéiste. Durant ces années, le PCF et la CGT ont réglé leurs comptes avec les militants fidèles à la lutte des classes, au marxisme-léninisme, Accusés de créer des tendances ou des fractions, ceux-ci furent inlassablement pourchassés et exclus ou mis sur des voies de garage.

L'ABANDON DE LA LUTTE DE CLASSE : SES CONSEQUENCES

Tant que le PCF proclamait son attachement au marxisme-léninisme, à la théorie de la lutte des classes, la CGT faisait preuve d'une certaine fermeté sur les principes de classe. Mais dès que le PCF a commencé sa révision philosophique et économique, la CGT l'a suivi, abandonnant en cours de route la revendication d'abolition du patronat et du salariat, en faveur d'une vague exigence de socialisation des moyens de production, abandonnant dans ses écoles de cadres la théorie des classes antagonistes et de la lutte des classes sous ses trois formes, politique, économique, idéologique. En même temps, disparaissait très vite de sa propagande un certain nombre de mots, d'expressions, que l'on prétendait vieillis, inadaptés à notre époque.

La tactique suivie dans les luttes est elle-même revue, et on privilégie de plus en plus les actions sectorielles et catégorielles, qui divisent en fait les travailleurs au sein des mêmes entreprises. Les directives venant d'en haut sont souvent inadaptées, elles ne tiennent compte ni des forces en présence, ni du mûrissement de l'action, ni de la préparation nécessaire. On abandonne ainsi en quelques années une riche expérience forgée au cours des décennies par les plus grands militants ouvriers. On ne dit plus qu'une lutte se prépare, par une intense et longue clarification idéologique, qu'une lutte s'organise, sérieusement et dans ses moindres détails, on lance par des directives départementales ou fédérales des mots d'ordre imposés d'en haut ou des journées nationales d'action sans lendemain. Puis, devant l'échec de tels mots d'ordre, de telles journées, on laisse les travailleurs livrés à eux-mêmes, "libres" de déterminer eux-mêmes leur mouvement, en sachant d'avance qu'il n'en sortira rien.

Dans un cas comme dans l'autre, seuls des incapables ou des traîtres au mouvement ouvrier peuvent préconiser de telles tactiques de lutte. Leur expérience leur a certainement appris que là où il y a des travailleurs décidés à

lutter, mais sans aide de militants expérimentés, leur lutte est souvent vouée à l'échec. Fractionner les luttes, ou les engager dans les plus mauvaises conditions, voilà le véritable travail des permanents de la CGT.

L'unité syndicale, l'unité d'action de la classe ouvrière, si elle est toujours proclamée, est en fait reléguée au magasin des accessoires, elle est brisée, au nom d'un sectarisme et d'une suffisance inouïs.

LA GAUCHE AU POUVOIR ET LA DEMOBILISATION DE LA CLASSE OUVRIERE

Ce pourrissement du syndicat CGT devait éclater au grand jour avec le gouvernement d'union de la gauche. Au moyen de quelques réformes, par l'octroi de "droits nouveaux", de "l'expression des salariés", de l'élection d'administrateurs, etc., (dont la VdS a déjà dénoncé le véritable contenu) le gouvernement a cherché, avec l'appui de la CGT, à calmer la classe ouvrière, à la rendre moins revendicative, moins combative, plus docile. Et il y est arrivé. Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, aucun mot d'ordre de grève d'ensemble n'a été lancé par la confédération, même quand le pouvoir a décidé une ponction générale au titre de la Sécurité sociale, qui aurait déclenché une mobilisation de masse sous Giscard.

Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, on ne parle plus de lutte contre le patronat et le gouvernement, mais de lutte contre le patronat et la droite. Nuance ! Et ceci même si les mesures réactionnaires dont sont victimes les travailleurs proviennent directement de ce gouvernement...

Dans la fonction publique, dans les entreprises nationalisées, les permanents fournis aux fédérations sont payés par les entreprises elles-mêmes : depuis quand les capitalistes paient-ils leurs propres fossoyeurs ? Ces permanents ne sont bien sûr d'aucun danger pour le capital, ils sont devenus des serviteurs zélés et des gérants loyaux des intérêts de la bourgeoisie.

La gestion, voilà en effet la grande trouvaille qui remplace la lutte de classe. Tout le monde gère, ou veut gérer : l'administrateur, le comité d'entreprise, le syndicat. Mais que gèrent-ils ? Rien, bien sûr, du vent ! Ils avancent de savantes propositions sur la gestion qui (on s'en doute) ne sont pas retenues. Pour gérer, il faut le pouvoir de décision et la clef du coffre-fort, qu'ils n'ont pas !

Avec ces méthodes, adaptées à la stratégie de collaboration de classe, la CGT se coupe de plus en plus des travailleurs. On tente bien entendu en haut lieu d'enrayer cette évolution, comme le montrent les déclarations du secrétaire général ou les actions engagées dans l'automobile, mais à la base, ça ne suit pas. Des syndicats entiers sont devenus squelettiques, d'autres, moins importants, ont complètement disparu. Les réunions ne rassemblent que quelques rares militants. Les travailleurs ne se dérangent que si leur emploi est menacé : c'est le seul cas où la CGT parvient à mobiliser les travailleurs, et encore, on est loin de l'euphorie.

Côté trésorerie, c'est encore pire : l'argent ne rentre vraiment plus, les syndiqués se plaignant au contraire des cotisations trop chères (1 % du salaire) Les collecteurs n'osent plus relancer les adhérents et le nombre moyen de timbres payés par an baisse aussi. Certains se syndiquent mais se contentent de payer 6 timbres au lieu de 12, ce qui diminue considérablement les cotisations. Les bureaux syndicaux, les commissions exécutives ont beau déclarer que c'est inadmissible, qu'on ne peut syndiquer à ce tarif, les collecteurs répondent que ce qu'ils ramènent est toujours bon à prendre. Face à cela, l'augmentation des cotisations ne sert à rien : plus elles s'élèvent et plus les sommes qui rentrent diminuent.

La confédération a lancé le prélèvement automatique des cotisations, avec l'aide des banques, mais un grand nombre de travailleurs refuse ce système de ponction autoritaire et veulent rester maîtres de donner ou non leur argent. Beaucoup de syndicats doivent ainsi choisir : ou bien ne pas verser la ristourne aux UD, à la Féd., etc., ou bien verser cette ristourne et cesser toute activité de propagande, faute de fonds.

Les dettes s'accumulent donc entre les syndicats, les UD, les fédés ; la "Vie Ouvrière" connaît d'énormes difficultés de "gestion" et de trésorerie ; quant à "Antoinette", reprise en force par les Krasuckistes, elle doit recourir à des collectes dans les syndicats pour survivre. Des UD, des fédérations, des unions syndicales ne peuvent plus payer leurs permanents.

Tous ces faits ne sont pourtant pas dits au grand jour mais ils transpirent dans les réunions syndicales.

Il y a perte massive d'adhérents, on ne parle plus des opérations carte en main, journées de grande mobilisation avec l'aide des permanents : les adhésions faites à force d'arguments massues étaient sans lendemain. Il y a perte considérable d'influence, les élections professionnelles ne sont pas bonnes et dans certains secteurs le quorum n'étant même pas atteint, il faut revoter. Les autres syndicats réformistes, comme FO, progressent dans le même temps, puisqu'un peu plus ou un peu moins de collaboration, quelle différence ?

La classe ouvrière, dans la société capitaliste, doit se battre sur des principes de classe ; là, chacun se sent concerné, a un rôle à jouer ; on n'aime pas non plus n'être que spectateur. Mais qui s'amuse avec la "gestion" ? Des militants, certains seulement, et des spécialistes. La classe ouvrière ne se sent pas concernée par cette affaire de chiffres, de gros sous. Se rend-on à une réunion pour entendre parler de la gestion de sa propre exploitation ?

Non, bien sûr ! Si on vient à une réunion, c'est pour s'informer, donner un avis qui pourra être retenu dans la préparation d'un cahier de revendication, d'une action, c'est pour agir, pour influencer sur des questions palpables. Ce n'est pas pour écouter des spécialistes de l'économie capitaliste parler de leur dernier gadget. La réaction des travailleurs est tout à fait compréhensible.

Voilà où nous en sommes, l'étape actuelle. La CGT est-elle récupérable ? Il y a peu de chance que les choses changent — sauf s'il y avait un autre parti communiste, à la place du PCF. Les révisionnistes de la CGT et du PCF ne changeront pas de nature, eux. Seule une prise de conscience dans la classe ouvrière et chez d'autres couches de travailleurs pourrait influencer la centrale. C'est là notre tâche, c'est là notre combat de chaque jour.

Eugène FRANÇOIS

IMPERIALISME

MOUVEMENT OUVRIER ET INDEPENDANCE NATIONALE

Il y a trente ans, le 1^{er} novembre 1954, le Front de Libération Nationale algérien déclenchait l'insurrection pour mettre fin à la domination coloniale française qui durait depuis plus d'un siècle. Huit ans plus tard, au prix d'une lutte acharnée, de sacrifices inouïs et du sang versé, l'Algérie conquérait son indépendance. Durant cette période, comme en Indochine quelques années auparavant, mais avec sans doute encore plus de hargne et de brutalité, l'impérialisme français allait montrer sa vraie nature. Sous les traits de la République bourgeoise parlementaire se révéla l'exploiteur barbare et raciste, prêt à massacrer des centaines de milliers de personnes pour imposer sa domination et sauvegarder son système de pillage et d'arriération. En outre, ce fut la gauche française unie qui eut le sinistre privilège de déclencher la guerre coloniale, révélant l'âme profonde de sa politique au service de la France impérialiste, sa nature première de serviteur de la bourgeoisie capitaliste.

Dans ces circonstances exceptionnelles, il est clair que le mouvement ouvrier français était confronté à des tâches qui pouvaient revêtir un caractère stratégique. S'il refusait l'union sacrée dans la guerre coloniale, non seulement il apporterait une aide précieuse au peuple algérien insurgé, mais il agirait aussi pour que sur son sol, en plein coeur de la Métropole, une situation nouvelle de lutte de classe se développe. L'effort de la bourgeoisie impérialiste française allait exactement en sens inverse. Il s'agissait pour elle, comme par le passé, d'associer les masses de la métropole à ce qu'elle avait depuis toujours présenté comme une oeuvre civilisatrice, d'aide aux "peuples arriérés". Il était crucial pour elle de rechercher l'adhésion de la classe ouvrière, ou du moins sa neutralité, pour des raisons économiques et militaires, mais surtout politiques, le danger fatal qu'elle redoutait était la constitution d'un front anticolonialiste entre le mouvement ouvrier de la métropole et le peuple algérien insurgé, comme avec tout autre peuple qu'elle opprime et exploite. Ce qu'elle pouvait redouter le plus était une attaque conjuguée de l'intérieur et de l'extérieur qui aurait fait trembler le système impérialiste jusque dans ses fondements. C'est pour parer ce grand danger qui subsiste aujourd'hui que la bourgeoisie (néo)colonialiste utilise toutes sortes de moyens afin d'obscurcir la conscience des masses et d'entretenir un climat permanent de chauvinisme et de racisme. Elle camoufle son chauvinisme d'exploiteur féroce sous le drapeau du patriotisme et traque l'internationalisme prolétarien non pas, officiellement, pour son caractère éminemment révolutionnaire, mais pour son caractère prétendument anti-patriotique, comme si l'internationalisme prolétarien constituait une "trahison de la patrie", une "désertion face à l'ennemi", etc. Ce que cherche la bourgeoisie en tentant de rallier la classe ouvrière et les travailleurs à sa politique impérialiste, c'est précisément qu'ils trahissent leurs intérêts de classe exploitée, qu'ils abandonnent leur propre drapeau de la révolution et de l'internationalisme pour s'aligner derrière celui du faux patriotisme, du vrai chauvinisme.

Mais pour parvenir à ses fins, la bourgeoisie a besoin d'agents dans la classe ouvrière. Elle a besoin de relais qui, sous les formes appropriées, distilleront le venin chauvin, le fiel raciste, entretiendront la confusion la plus complète dans la tête des travailleurs en faisant croire que la révolte contre l'exploitation capitaliste peut se concilier avec le colonialisme, qu'on peut à la fois être contre le patron et pour "la" France, contre le capital à l'intérieur et pour la "défense de la France" (c'est-à-dire la défense des intérêts du capital) à l'extérieur. L'attitude de la SFIO et aussi du PCF durant la guerre d'Algérie (voir les articles qui suivent) illustre parfaitement leur accord et leur ralliement à la bourgeoisie impérialiste qui, en l'occurrence, dans ces circonstances exceptionnelles, a su habilement les utiliser pour ses basses oeuvres et obtenir, en métropole, la paix civile que nécessitait l'aventure militaire algérienne.

L'attitude chauvine du PCF, qui remonte pratiquement à sa création et qui plonge ses racines aux origines mêmes du mouvement ouvrier français, est le signe que ce parti n'a jamais vraiment rompu avec l'opportunisme social-démocrate —, c'est le révélateur que, depuis toujours, l'esprit de conciliation avec la république bourgeoise impérialiste gangrène ce parti. Lénine a fortement insisté sur ce point : le prolétariat des nations opprimees doit impérativement être éduqué dans l'esprit de l'internationalisme, il doit impérativement comprendre qu'il ne saurait se libérer des chaînes de l'exploitation capitaliste s'il tolère les rapports d'oppression entre son pays et les nations opprimées.

A l'époque de l'impérialisme, qui se caractérise essentiellement par la division des nations en nations opprimees et nations opprimées, le principe du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire la liberté des nations opprimées de se séparer des métropoles, doit obligatoirement figurer dans tout programme révolutionnaire et doit se concrétiser par une solidarité active et sans faille avec les mouvements patriotiques des nations colonisées. Cette revendication du droit des nations à disposer d'elles-mêmes doit être vue sous l'angle des intérêts de la lutte révolutionnaire du prolétariat de la nation opprimee contre le capitalisme, la tâche des marxistes-léninistes est de propager l'internationalisme précisément sous cet angle et de faire prendre conscience au prolétariat qu'il ne peut déployer librement son combat révolutionnaire s'il ne reconnaît pas le lien entre la lutte pour l'indépendance nationale dans les colonies et les pays dépendants, et la lutte pour sa propre émancipation.

Nous devons nous rappeler ici la tâche spéciale que Marx fixait au Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs : "éveiller la classe ouvrière anglaise à la conscience que l'émancipation nationale de l'Irlande n'est pas pour elle question de justice abstraite ou de sentiments humanitaires, mais au contraire la première condition de sa propre émancipation sociale (*)."

En quoi cela concerne-t-il sa propre émancipation ? La domination de la France sur les colonies et les nations opprimées est d'abord un des grands moyens pour la classe bourgeoise dominante de maintenir sa domination en France même. Ensuite, la division entre nations oppressives et nations opprimées se reflète, au sein de la classe ouvrière, dans la division en prolétaires français et prolétaires immigrés (**). Enfin, et il s'agit en quelque sorte de la traduction politique des deux premiers phénomènes, la classe ouvrière sera tenue en laisse par la classe bourgeoise dominante tant qu'elle sera contrainte de faire front canon avec elle contre les peuples des colonies et des pays dépendants.

Pour toutes ces raisons, le prolétariat doit comprendre que l'intérêt même de sa lutte révolutionnaire commande ses prises de position anticolonialiste et anti-impérialiste.

C'est pourquoi LA VOIE DU SOCIALISME a voulu saluer à sa manière la lutte héroïque de nos frères algériens contre notre ennemi, la bourgeoisie française, en rappelant les circonstances dans lesquelles, avec l'aide de la trahison ignoble des dirigeants du PCF, la social-démocratie a déclenché la guerre la plus barbare contre l'Algérie.

Des colonies françaises existent encore. A cause de leur petite taille et de leur dispersion, la bourgeoisie française pensait en avoir fini avec toute opposition anticolonialiste, mais dans le monde d'aujourd'hui, aucun peuple, si petit soit-il, si dispersé soit-il (nous pensons ici au peuple palestinien) ne peut accepter le joug colonialiste, aucun peuple ne peut tolérer de voir bafouer son droit à vivre libre et indépendant. Des mouvements patriotiques se développent dans les colonies françaises, du Pacifique à l'Atlantique. LA VOIE DU SOCIALISME publie dans ce numéro un article sur la Guadeloupe. D'autres articles suivront pour illustrer la solidarité active que la classe ouvrière de notre pays doit faire sienne à l'égard de ces mouvements patriotiques.

LA VOIE DU SOCIALISME

(*) Lettre à Sigfrid Meyer et August Vogt du 9.IV.1870. Voir aussi les lettres de Marx du 29.XI.1869 et du 4.XII.1869 in Correspondance, tome X, Ed. Soc, 1984.

(**) Marx notait à propos de l'antagonisme entre ouvriers anglais et ouvriers irlandais : "Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise en dépit de son organisation. C'est le secret du maintien du pouvoir de la classe capitaliste. Cette dernière en a parfaitement conscience." (Lettre du 9.IV.1870.)

Le PCF contre l'indépendance algérienne

Trente ans après le déclenchement de la guerre de libération nationale en Algérie, le PCF clame qu'il a été le seul et véritable soutien du peuple algérien durant cette période. Ces proclamations cherchent à faire oublier la haute trahison des dirigeants du PCF à l'égard du mouvement de libération nationale algérien ainsi que le soutien qu'ils ont de ce fait apporté à la bourgeoisie impérialiste française.

Dans les années 20, l'Algérie est une colonie de peuplement qui comprend un million d'Européens sur dix millions d'habitants. A la naissance du PCF, ses fédérations algériennes sont exclusivement composées d'Européens. Ces pied-noirs "communistes" développent des thèses ouvertement racistes et paternalistes. On peut ainsi lire dans *La Lutte sociale*, organe des fédérations algériennes, du 23 juin 1921 : "Après 70 ans de colonisation, l'Arabe est resté ce qu'il était : un simple, un primitif, l'esprit ficelé dans la coutume, aussi fermement rattaché à ses traditions qu'aux premiers siècles de l'Hégire." Pour ces fédérations algériennes, il faut "combattre résolument les tendances nationalistes de la minorité indigène cultivée, la discréditer par tous les moyens aux yeux de leurs coreligionnaires (...) et donner aux indigènes une grande impression de force (1)."

Malgré les fermes rappels à l'ordre de l'Internationale Communiste dans l'entre-deux-guerres, le PCF adoptera, même au moment de la lutte armée du peuple algérien, une position réactionnaire axée autour de deux idées : nier l'existence d'une nation et d'un Etat algérien avant la colonisation française j discréditer et combattre tout esprit et tout mouvement de libération nationale et d'indépendance.

LE PCF NIE L'EXISTENCE DE LA NATION ALGERIENNE

Face à la montée du mouvement de libération nationale et aux mises en garde de l'I.C., le PCF ne peut pas continuer à propager ouvertement les préjugés racistes des coloniaux. Il doit élaborer une théorie de camouflage qui aboutit à la célèbre thèse de la "nation algérienne en formation". Après avoir indiqué dans un discours de 1939 à Alger qu'il n'y a pas en Algérie de "race élue"... qui pourrait prétendre à la domination exclusive", Thorez conclut ainsi :

"Tous ceux-là (Arabes, Turcs, Berbères, forains, etc. - VDS) se sont mêlés sur votre terre d'Algérie, auxquels se sont ajoutés des Grecs, des Maltais, des Espagnols, des Italiens et des Français. (...) Il y a une nation algérienne qui se constitue, elle aussi, dans le mélange de vingt races."

Cette thèse vise à combattre le principe de l'intégration de l'Algérie dans le monde arabe, sans cesse réaffirmé par le mouvement national algérien : "L'Algérie fait partie du Maghreb arabe. Elle appartient au Mande Arabe auquel l'unissent quatorze siècles d'histoire et de culture arabe-islamique ainsi qu'une lutte commue contre l'oppression coloniale et impérialiste." le FIN exprime ainsi, dans le préambule à ses Statuts, son indépendance à l'égard de la vieille Europe impérialiste et l'attachement de son pays à ses racines historiques.

En bon défenseur de l'impérialisme français, le PCF ne peut tolérer une telle volonté d'indépendance. Il s'attachera donc à essayer de démontrer que la nation arabes-islamique n'existe pas avant la conquête française. La nation algérienne est à ses yeux en train de se constituer de "vingt races" (ou "ethnies") qui doivent toutes être placées sur un pied d'égalité. Pour étayer cette thèse, la direction du PCF s'efforce de présenter la masse des colons comm "des familles de situation moyenne et même modeste : petits colons, petits commerçants et artisans, membres des professions libérales, fonctionnaires, employés (...) Ces honnes et ces femmes, nés en Algérie, ont un mode de vie et des façons de voir certains problèmes qui ne sont plus ceux de Français. C'est pourquoi cette population ne peut être considérée comme une minorité nationale française, ayant sa principale attache en France. Elle forme une masse qui s'intègre peu à peu, parfois inconsciemment (...) dans une communauté nouvelle algérienne (2)." Les petits colons seraient au même titre que les Arabes sous la domination des gros colons que sont "les cent seigneurs de l'Algérie" (2).

Ces affirmations nient en réalité près de 130 années de colonisation et d'exploitation éhontée du peuple algérien. Elles oublient que les colons — grands ou petits — constituaient un peuplement dû au régime colonial qui avait maintenu volontairement cette minorité en dehors et au-dessus du peuple algérien. Elles oublient "la politique d'assimilation et le code de l'indigenat" mis en place par les colonialistes pour établir la supériorité raciale de l'Européen et maintenir le peuple algérien dans l'esclavage.

Quant à la nation algérienne, tous les progressistes reconnaissent son existence avant la colonisation française. Dans un article sur l'histoire de l'Algérie publié dans la revue *Horizons du mouvement de la Paix* par exemple (numéro de décembre 1959), Albert Paul Lentin conclut à propos de "la conquête de l'Algérie par le roi de France" en ces termes : "Une nouvelle page d'histoire s'ouvre qui finira par la mise en tutelle de la nation algérienne et par la destruction de l'Etat algérien."

Avec ses théories sur la nation algérienne, la direction du PCF devait logiquement combattre tout mouvement de libération nationale. Et elle ne s'en priva pas.

"EL MOUJAHID", organe du FLN, SUR LE PCF

Le parti communiste qui a soi-disant toujours soutenu l'indépendance des peuples coloniaux et qui a toujours déclaré qu'il était le plus proche de nous, n'a pratiquement rien fait. En dehors de quelques déclarations platoniques pour un "cessez le feu" et d'articles académiques de "l'Humanité", rien de sérieux n'a été entrepris par ce parti quand on pense aux intenses possibilités dont il dispose. Les Algériens ne sont pas prêts d'oublier que c'est grâce aux voix apportées par Jacques Duclos et ses amis à la Chambre des députés que Guy Mollet et son Gouverneur général Robert Lacoste ont obtenu les pleins pouvoirs pour mener leur guerre d'extermination contre le peuple algérien.

Pourquoi les élus communistes au Palais Bourbon, au Conseil de la République, dans les conseils généraux et municipaux se taisent-ils honteusement sur les atrocités sans nombre commises par les troupes de leur pays et s'abstiennent-ils de tout acte en faveur de l'indépendance de l'Algérie ? Pourquoi les dirigeants et les cadres de la C.G.T. n'ont-ils entrepris aucune grève pour gêner les impérialistes français dans leur guerre coloniale ? Pour ne citer qu'un exemple, les dockers de Marseille, Bordeaux, Nantes effectuent continuellement le chargement des bateaux d'armes et de munitions destinées à jeter la mort et la ruine dans nos douars et nos mechtas. (Pendant la guerre d'Indonésie, nous avons assisté à plusieurs reprises dans les ports hollandais à la grève des dockers qui s'étaient refusés de charger les bateaux de munitions à destination de l'Indonésie.)

Les jeunes militants du P.C.F. et de la C.G.T. répondent sans broncher aux ordres de réquisition du sinistre Bourges-Maunoury et viennent participer aux côtés des militants poujadistes aux exécutions sommaires des patriotes algériens, aux incendies et aux bombardements de nos villes et de nos villages, aux ratissages et à toutes les opérations de guerre dirigées contre nos vaillantes populations. S'ils avaient été des marxistes-léninistes conséquents, soucieux de "la solidarité ouvrière anti-colonialiste" ils auraient préféré la prison chez eux à la guerre contre des masses surexploitées et brimées par un colorât et un patronat racistes et sans scrupules.

Oui ! on nous répond que les choses ne sont pas simples, que l'opinion en France n'est pas mûre pour ce genre d'actions, etc., etc. Mais pendant ce temps le sang continue de couler à flots et le prolétariat algérien est, une fois de plus, sacrifié à des considérations d'ordre tactique sous prétexte qu'il ne faut pas heurter ceux-ci ou ceux-là, ou pour la raison souvent invoquée qu'il faut réaliser le "Front Republicain".

extrait tiré de "EL Moujahid", n°2, juillet 1956.

UNE CONTINUITE DE 1920 A 1954

La politique de discrédit des "nationalistes" préconisée en 1921 par les adhérents du PCF fut appliquée de manière permanente.

Au 9^e Congrès du PCF en décembre 1937, Thorez déclarait :

"Si la question décisive du moment c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est donc dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme."

Suivant la voie tracée par son maître, le Parti, communiste algérien (PCA) qui était dirigé depuis Paris (même pour les problèmes mineurs) se déchaînait contre le mouvement national en déclarant : "C'est faire le jeu du fascisme international que de se livrer à des provocations en réclamant l'indépendance (3)."

Une des constantes du PCF a été de faire passer le mouvement national algérien pour un groupe de nationalistes chauvins. Entre 37 et la Seconde Guerre mondiale, la propagande du PCF tend à assimiler le mouvement de libération nationale à un mouvement adepte des théories racistes des nazis puisqu'il prône, prétend-on, la domination de la "race élue" des Arabes sur les autres "ethnies" et en particulier les colons européens "sans défenses" ! Mais le mensonge était trop gros, la bassesse et le cynisme trop voyants. Le PCF retira donc de la plupart des publications d'après 1945 la référence à la "race élue" exprimée dans le discours de Thorez à Alger en 1939.

En 1954, le PCF reprit son leitmotiv. Le déclenchement de la guerre de libération nationale constituait "des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes". Ces actes étaient commis par "des nationalistes chauvins", "des aventuristes", "des terroristes" ou "des trotskystes". Aucune injure ne manque dans chacun des écrits du PCF.

"Qui pouvait apprécier réellement qu'il s'agissait du début du combat final de libération ? Qui étaient ces bonnes ? Que voulaient-ils ? (...) Il n'était pas exclu de penser que la police colonialiste pouvait se saisir de cette situation pour briser le mouvement en lançant des actions aventuristes, une vaste provocation." Ainsi s'expriment

dans L'Humanité du 29 octobre 1984, trois anciens responsables de la section coloniale du PCF. Comme en 1954, ils avancent toujours la thèse de la provocation colonialiste pour justifier leur condamnation du déclenchement de la guerre, sans d'ailleurs y apporter la moindre critique. Par contre, les questions que posaient ces trois responsables reflètent bien l'attitude du PCF en 1954. En effet, il ne connaissait rien du mouvement de libération nationale algérien. Seul son appendice que constituait le PCA était représentatif à ses yeux. Il le présentait comme "le seul parti national à influencer et à rassembler en son sein des Algériens de toutes origines, (qui) a toujours lutté pour que les aspirations nationales algériennes s'expriment sans aucune étroitesse (4)."

Ainsi retrouve-t-on les vieilles thèses colonialistes du PC : défense des intérêts des colons et attaque contre le mouvement national algérien. Inutile de préciser que le PCA, simple courroie de transmission du PCF, n'eût aucune influence au cours de la lutte armée et ne put même pas prétendre à un strapontin dans les négociations de la fin de la guerre ni dans le premier gouvernement de l'Algérie indépendante.

Bien entendu, le PCF ne pouvait pas reconnaître le FLN puisqu'il développait des thèses à l'opposé des siennes. Le FLN est ainsi quasi absent de tous les textes du PCF et de ses plunitifs. On parle simplement "des représentants qualifiés" du peuple algérien avec l'espoir de faire reconnaître son petit protégé, le PCA, parmi eux.

De la même façon, le PCF ne reprendra jamais les mots d'ordre et les analyses du FLN ainsi que les aspirations du peuple algérien. Il se contente de suivre les propositions des colonialistes : négociation, élections libres, etc.

Alors que des milliers de jeunes, de progressistes, d'authentiques communistes en rupture du Parti luttent, se font tuer et torturer pour apporter une aide efficace aux partisans algériens, le PCF lance des appels ronflants pour l'organisation... de pétitions, de lettres aux élus, de réunions, afin que "le gouvernement de gauche" devienne "un gouvernement de la paix en Algérie" (1957). Si le PCF essaie aujourd'hui de redorer son blason en se présentant comme étant la seule organisation de soutien actif, on constate dans les propos des trois responsables du PCF publiés dans L'Humanité d'octobre 1984 cités plus haut que leur attitude à l'égard du FLN n'a pas changé. A la question de L'Humanité : "Mais cette collaboration avec le FLN, contrairement au PCA, ne s'est pas poursuivie ?" Réponse d'un responsable du PCF, Elie Mignot : "Non. Les rapports se sont distendus vers la fin 1956, pas de notre fait, mais par la responsabilité de certains dirigeants de la Fédération de France, influencés par les milieux gauchistes." On se croirait de retour en 1954.

Pour le néo-colonialisme en Algérie

La bourgeoisie impérialiste française considéra que les attaques du PCF contre le mouvement de libération nationale algérien n'étaient pas suffisantes. Il lui était nécessaire d'obtenir un soutien ouvert du PCF afin de désorienter les militants, les sympathisants et les progressistes et d'éviter ainsi toute prise de conscience et tout soutien du prolétariat à la cause algérienne. Le vote des députés communistes en faveur de la loi accordant les pouvoirs spéciaux au gouvernement de Guy Mollet apporta ce soutien. Personne n'ignorait, malgré les propos pacificateurs de Guy Maillot, que le vote des pouvoirs spéciaux donnait carte blanche à l'armée de répression coloniale, dont les effectifs, grâce à cette loi, allaient pouvoir grossir démesurément.

On sait comment Thorez justifia ce vote par l'impératif de... l'union de la gauche (voir l'article "Le PCF vote les pouvoirs spéciaux" dans ce numéro). Il expose crûment son raisonnement révisionniste :

"Le Parti communiste n'a pas voulu sacrifier le tout à la partie. Il a subordonné son attitude dans une affaire très importante, mais pourtant délimitée, à la préoccupation essentielle qui l'inspire : préserver les possibilités d'un large développement du front unique avec les ouvriers socialistes, y compris par le cessez-le-feu et la solution pacifique du problème algérien. Les députés communistes ont eu raison de ne pas compromettre cette perspective générale en se laissant aller à la rupture sur un point spécial où ils ne sent pas d'accord avec la politique générale (5)."

LE PCF PRECHE LA VOIE DU NEO-COLONIALISME

Le souci permanent du PCF après 1955 est de terminer la guerre. Pour quelles raisons ? Non pas pour libérer le peuple algérien de ses chaînes ou dans l'intérêt de la nation algérienne, mais uniquement pour "sauvegarder les véritables intérêts de la France" ! Quelle France ? Celle des impérialistes. Le PCF va d'abord démontrer que le colonialisme ne rapporte plus autant qu'avant. "Les rapports colonialistes actuels entre la France et l'Algérie ne sont pas profitables au peuple français (lire : profitables à l'impérialisme français - VDS) (6)."

"Par contre, écrit Léon Feix, l'Algérie libérée verrait ses besoins grandir dans des proportions considérables. Son premier soin serait de remédier aux plus graves déficiences de son système économique, laissé sciemment dans un état déplorable par les colonialistes. Elle construirait des barrages... des routes... des hôpitaux. Quel débouché pour notre industrie si la France après avoir reconnu aux Algériens le droit de gérer les affaires concluait avec l'Algérie des accords nouveaux (souligné par nous -VDS) (7)."

Ainsi le PCF avoue-t-il sa préférence pour le système néo-colonial. Ces lignes éloquentes préfigurent le récent et provoquant discours de Cheysson sur la permanence de la présence française en Algérie.

Le PCF a d'ailleurs poussé le raisonnement jusqu'au bout et, réalisant le "front unique" avec... la vieille bourgeoisie colonialiste française, il la mettait en garde contre les menées américaines dans sa propre sphère d'influence. Par exemple, Endos déclarait à l'Assemblée nationale, le 31 mai 1957 : "Ils (les séparatistes colonialistes) sont prêts à se livrer aux Américains si cette combinaison leur paraît avantageuse."

Discrédit et attaques contre les mouvements de libération nationale, soutien à la bourgeoisie impérialiste, sous prétexte qu'un autre impérialisme risque de prendre le gâteau, le PCF utilisa toutes ses vieilles thèses révisionnistes pour lutter contre les aspirations des peuples opprimés. La guerre de libération algérienne a montré avec éclat que ces manoeuvres ne pouvaient qu'être balayées par un peuple en armes.

Paul VERDIER

(1) Réponses à une enquête confidentielle sur "la question indigène" au sein des fédérations algériennes, citées par E. Sivan, Communisme et nationalisme en Algérie : 1920-1962, Paris, FNSP, 1976, p. 13.

(2) Marcel Egretaud, "Reconnaître le fait national algérien, c'est l'intérêt de la France", Cahiers du communisme, année 1958, p. 711.

(3) E. Sivan, op. cit.

(4) Marcel Egretaud, ibidem.

(5) L'Humanité du 27 mars 1956 et Les Cahiers du communisme, avril 1956.

(6) Marcel Egretaud, ibidem.

(7) Léon Feix, "Imposer la paix en Algérie", rapport présenté à l'assemblée du PC parisien, le 17 janvier 1957.

1956

REFERES CHRONOLOGIQUES

2 décembre 1955 : Le président du Conseil, Edgar Faure dissout l'Assemblée Nationale. Mot d'ordre du PCF : "Pour un nouveau Front Populaire".

2 janvier 1956 : Elections législatives. Environ 54 % des suffrages exprimés vont aux communistes, aux socialistes et aux radicaux, alors que Poujade en recueille 11,4 % (près de 2,5 millions de voix),

31 janvier : Investiture de Guy Mollet, nouveau président du Conseil. Les députés communistes votent l'investiture. Le PCF prône la formation de comités de Front populaire.

6 février : Guy Mollet installe lui-même à Alger le nouveau ministre résident, le général Catroux, que les ultras récusent et qualifient de "bradeur d'empire". Guy Mollet reçoit tomates et pierres. Catroux démissionne.

9 février : Robert Lacoste est nommé ministre résident à Alger.

14-26 février : XX^e Congrès du Parti communiste d'Union Soviétique.

7 mars : La Commission parlementaire de l'intérieur vote le projet de loi accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux en Algérie. Les 11 députés communistes de la Commission ne prennent pas part au vote.'

12 mars : Vote des "pouvoirs spéciaux". Les députés du PCF votent pour.

27 mars : Premier article de Maurice Thorez sur le XX^e Congrès du PCUS. Thorez justifie le vote des pouvoirs spéciaux en Algérie. Il critique Staline dans la ligne du XX^e Congrès.

6 avril : Réhabilitation de Gomulka en Pologne.

11 avril : Rappel des disponibles sous les drapeaux pour l'Algérie.

18 avril : Dissolution du Bureau d'Information des partis communistes (Kominform).

7 mai : Voyage de Tito à Paris. 9 mai : Rappel de 50 000 hommes du contingent pour l'Algérie.

Le PCF vote les pouvoirs spéciaux

François Marty adressa cette lettre à Jacques Duclos en tant que membre du Comité de section du PCF de Perpignan-Est, parce qu'elle correspondait à sa façon d'agir en internationaliste prolétarien. Elle atteste de la grande clairvoyance politique de son auteur. En effet non seulement François Marty stigmatise le vote honteux du groupe communiste à l'Assemblée pour les "pouvoirs spéciaux" en Algérie, mais il met en évidence la ligne politique qui conduisit la direction du PCF à trahir la lutte du peuple algérien et cherche, sans se faire d'illusions, à provoquer un nécessaire débat au sein du Parti.

LETTRE DE FRANÇOIS MARTY A JACQUES DUCLOS

Au camarade Jacques Duclos

Perpignan, le 19 mars 1966

Cher camarade,

Je crois qu'il est de mon devoir de militant de te faire savoir que je ne suis pas d'accord avec le vote du groupe parlementaire en faveur du gouvernement à propos des "pouvoirs spéciaux" pour l'Algérie. Les mesures militaires prévues et prises par le gouvernement sont à l'opposé de nos propositions pour l'arrêt des combats par la négociation d'un cessez-le-feu, voter dans de telles conditions pour le gouvernement c'est se faire les complices de la poursuite et de l'intensification des opérations de guerre contre le peuple algérien. Ce vote contraire à notre position de principe jette la confusion dans nos rangs, trouble nos camarades, les démobilise malgré tous les appels à poursuivre plus que jamais l'action pour un cessez-le-feu.

Moi-même, bien que secrétaire départemental du Mouvement de la Paix, je suis dans le désarroi et je n'ai pu entreprendre rien de nouveau depuis le rassemblement du 4 mars à Perpignan.

Les nombreuses conversations que j'ai eues avec des braves gens qui nous comprenaient dénotent chez ceux-ci une évolution qui est loin de faciliter la tâche : ils sont maintenant de l'avis du gouvernement, ils veulent qu'on rétablisse l'ordre. Comment en serait-il autrement alors que les communistes paraissent être eux aussi de cet avis puisqu'ils font confiance au gouvernement !

De plus ce vote rend notre position difficile en face d'adversaires qui ont beau jeu de dire qu'il ne faut pas gêner l'action du gouvernement pour lequel nous avons voté, chaque fois que nous demandons la négociation pour un cessez-le-feu.

Telles sont quelques unes des conséquences du vote de confiance pour lequel ne semble-t-il deux justifications seulement sont avancées : la nécessité de ne pas briser l'unité d'action et la nécessité de tout faire pour que le gouvernement ne soit pas prisonnier de la droite.

Il me semble qu'en raisonnant ainsi c'est faire dépendre l'unité d'action de l'action parlementaire au lieu de la faire dépendre de l'action à la base. C'est oublier que ce vote risque au contraire de contrarier l'unité d'action là où elle a été réalisée sur la base d'un cessez-le-feu.

C'est aussi sous-estimer les premiers résultats obtenus et qui ont fait que le groupe parlementaire socialiste n'est pas unanime pour la politique de Robert Lacoste et Guy Mollet.

C'est oublier que nous pouvons empêcher le gouvernement d'être prisonnier de la droite par une vigoureuse action des masses.

C'est oublier l'exemple de la dernière législature (de droite) où l'action des masses a imposé le rejet de la C.E.D., a imposé le renvoi du gouvernement Laniel-Bidault (je crois) qui sabotait la négociation engagée à Genève pour la cessation des combats en Indochine, a imposé un gouvernement de gauche investi pour mener la négociation à bien avant la fin de juillet 54.

En réalité les deux arguments sont si insuffisants que les camarades qui veulent justifier tout de même la décision du groupe parlementaire sont amenés à minimiser l'importance des mesures militaires, feignant de croire que le gouvernement ne va pas intensifier les opérations de guerre. Ou bien ils prétendent que notre groupe parlementaire est certainement informé des intentions du gouvernement qui probablement cherche les contacts pour négocier un cessez-le-feu ; ils mettent alors en avant la rencontre Pineau-Nasser, faisant leur le point de vue des colonialistes qui estiment que la solution du problème algérien n'est pas en Algérie mais au Caire.

Cher camarade, j'ai tenu à te faire part de mon opinion personnelle et j'espère que tu n'interpréteras ma lettre que comme une contribution à la critique nécessaire des décisions prises par les organismes du Parti. Je crois que notre Parti gagnerait à ouvrir une large et vraie discussion sur la politique suivie et à suivre, compte tenu que les rapports présentés au 20^e Congrès du Parti de l'U.R.S.S. ont secoué aussi de nombreux camarades qui voudraient bien savoir où nous allons.

Je pense d'ailleurs que ce ne sera pas facile, nos camarades ayant depuis longtemps perdu l'habitude de dire ce qu'ils pensent et surtout d'essayer de penser sur ce qui se décide.

Mais je suis persuadé que la discussion vraie, axée sur la recherche de justifications aux décisions prises, redonnerait à l'ensemble du Parti le dynamisme qui lui fait défaut.

Bien fraternellement,

François Marty

LE PCF FALSIFIE L'HISTOIRE

Les circonstances du vote des pouvoirs spéciaux demandent quelques explications, le PCF voudrait bien maintenant faire croire qu'en quelque sorte la "borne foi" de la direction a été surprise. Cette falsification a commencé très tôt. Duclos prépare le terrain avec son discours du 12 mars 1956 à l'Assemblée : "Les pouvoirs spéciaux sont demandés, nous dit-on, pour aboutir rapidement à la paix et pour contraindre, si besoin est, les grands possédants d'Algérie à renoncer à leurs privilèges, d'autres déclarations différentes ont été faites aussi, et elles sont relatives à des mesures militaires que nous ne saurions approuver."

Marcel Egretaud (Réalité de la nation algérienne, Mitions sociales, 1957, PP- 143-145) inaugure la légende :

"Le chef du gouvernement demande à l'Assemblée Nationale des "pouvoirs spéciaux", en précisant que respectueux de la volonté manifestée par la majorité du corps électoral lors du scrutin du 2 janvier, il veut utiliser ces pouvoirs pour hâter la solution pacifique, car, précise-t-il, 'la mission de la France n'est pas de faire la guerre (...) L'Assemblée Nationale accorde les pouvoirs spéciaux, mais on s'aperçoit bien vite que le gouvernement et son représentant en Algérie, R. Lacoste, n'ont nullement l'intention d'utiliser ces pouvoirs dans un sens qui correspond aux déclarations de Guy Mollet."

Le Manuel d'histoire du PCF (E.S., 1964, pp. 602-603) entretient la fable :

"Le gouvernement adopte une série de décisions contraires à ses déclarations (...) Le 10 avril W. Rochet et J. Duclos interviennent auprès de Guy Mollet pour lui faire connaître l'opposition des communistes. Le 27 le Bureau Politique souligne la contradiction grandissante entre les paroles et les actes du gouvernement."

Le summum est atteint par J. Duclos lui-même (Mémoires 1952-1958 : Dans la mêlée, Fayard, 1972, pp. 248-249) qui cite son triste discours du 12 mars et poursuit en ces termes :

"Il restait à voir ce qui allait être fait de ces pouvoirs spéciaux.

En matière de politique intérieure le gouvernement fit voter l'allongement des congés payés à trois semaines et le Fonds National de Solidarité avec la vignette-auto." Les commentaires de Duclos s'arrêtent là !

QUELS SONT LES FAITS ?

* Le 2 janvier 1956, la gauche gagne les élections. Le PCF recueille le plus grand nombre de voix, Guy Maillet constitue son cabinet sans les communistes, malgré les propositions faites par ces derniers de déterminer un programme commun (déjà !) de gouvernement. La politique en Algérie avait été le thème central de ces élections, ce qui avait provoqué de grandes divisions à l'intérieur de l'ensemble des partis. Rapidement la politique menée par Guy Mollet provoqua des remous au sein de la SFIO ; un nouvel événement allait accentuer ce phénomène.

* Le 6 février sous la pression des manifestants de droite et d'extrême-droite Catroux, ministre résident en Algérie, donne sa démission et est remplacé par Robert Lacoste, colonialiste ultra. Dès sa nomination ce dernier cherche à intensifier la guerre en Algérie. Il réclame l'engagement de nouvelles troupes et des pouvoirs plus étendus ; il les obtiendra bientôt.

* Le 7 mars, le projet de loi accordant les "pouvoirs spéciaux" est adopté en commission (les communistes s'abstiennent, la plupart des partis se divisent, les socialistes votent favorablement mais certains font connaître leur désaccord).

Le sinistre article 5 précise :

"Le gouvernement disposera en Algérie des pouvoirs les plus étendus pour prendre toute mesure exceptionnelle commandée par les circonstances en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire."

Le journal Le Monde peut alors noter que "l'idée du rappel d'une classe n'est pas absente des pensées de certains."

Cette mesure est naturellement très impopulaire et favorise l'action des communistes contre la guerre d'Algérie. L'enjeu est clair : le gouvernement Mollet aura-t-il les moyens d'intensifier la guerre pour "affirmer la plus grande fermeté envers les fellagas", comme le dit Lacoste ?

Les autres mesures contenues dans le projet de loi ne peuvent camoufler l'essentiel. C'est dans ces circonstances qu'interviennent

* Le 12 mars le débat à l'Assemblée Nationale et le vote favorable du groupe communiste. Ce vote constitue donc purement et simplement une trahison dont les conséquences étaient non seulement prévisibles mais évidentes.

Lacoste pourra se féliciter de disposer de 400 000 hommes de troupe fin juin et de pouvoir donner aux opérations militaires une envergure jamais atteinte.

L'activité socialiste en Algérie, et de R. Lacoste en particulier sera si typiquement colonialiste et réactionnaire qu'elle s'attirera les louanges de personnages tels que Tixier-Vignancourt :

"Jamais, je dois le dire, depuis les discours prononcés hier et ce matin par Monsieur le Secrétaire d'Etat Lejeune et Monsieur le ministre résident en Algérie Lacoste, je n'ai eu autant envie de voter pour le gouvernement (J.O, Débat du 2 juin à l'Assemblée Nationale). "

QUELLES FURENT LES REACTIONS AU SEIN DU PCF ?

A l'intérieur du PCF, nombreux sont ceux qui vont réagir, aussi la direction va multiplier les "explications" du vote des pouvoirs spéciaux : notamment la résolution du Comité central du 22 mars, la réponse du Secrétariat " A propos du vote du groupe communiste dans le débat sur l'Algérie dans L'Humanité du 31 mars (texte auquel fait allusion Plissonnier dans sa réponse à F. Marty), l'assemblée d'information présidée par E. Fajon le 13 avril, la déclaration du Bureau politique du 27 avril. Ces explications ne sont sans doute pas suffisantes puisque Thorez doit revenir sur ce point dans son intervention au Comité Central des 9 et 10 mai et est obligé d'avouer que :

" Naturellement, quelque émotion s'est manifestée dans le parti à la suite de ce vote. Je crois qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter outre mesure si des militants demandent des explications, c'est au contraire l'absence de question qui aurait été grave. Il est absolument naturel que nos militants, formés dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, soient alarmés par ce qui se passe en Algérie, et qu'ils demandent des explications sur les votes du groupe parlementaire." On ne peut être plus cynique !

Les justifications avancées par le PCF, quels que soient les textes, sont celles balayées par la lettre de François Marty : "la nécessité de ne pas briser l'unité d'action et la nécessité de tout faire pour que le gouvernement ne soit pas prisonnier de la droite".

Les justifications sont même parfois encore plus crues : " Il (notre Parti) s'est refusé à sacrifier le tout à la partie, à sacrifier l'espérance de l'unité d'action, qui en s'ampli fiant ouvrira devant nous la perspective d'un nouveau Front populaire " (Lettre du Secrétariat du 31 mars citée plus haut).

On aura compris que le tout consiste en l'unité d'action parlementaire et que la partie sacrifiée, c'est le peuple algérien.

L'activité contre la guerre d'Algérie ne sera plus organisée par le PCF, certains militants toutefois prirent des initiatives à titre personnel et furent peu à peu isolés dans le Parti, quand ils ne furent pas ouvertement critiqués. Le lecteur pourra se reporter à l'extrait d'EL Moujahid, n°2, organe central du Front de Libération Nationale publié dans ce numéro (voir article précédent), qui accable le PCF et se passe de commentaires.

LA CLAIRVOYANCE DE FRANÇOIS MARTY

Certains se sont levés au sein du Parti pour se joindre à la lutte du peuple algérien, d'autres aussi se lèveront en dehors du Parti. Ces prises de position seront très positives, mais resteront dans leur quasi totalité limitées à la question de l'Algérie. Certains de ces hommes, faute de pouvoir comprendre pourquoi le PCF adoptait sur la question algérienne cette attitude réactionnaire, verseront dans l'anti-communisme et se retrouveront quelques mois plus tard parmi les soutiens de la contre-révolution en Hongrie.

Dans son analyse pertinente, François Marty élargit la question du vote des "pouvoirs spéciaux" à la ligne politique suivie par le PCF (mise en avant de la ligne parlementaire) dont elle est partie intégrante. Il rattache cette ligne aux récentes décisions du 20^{ème} Congrès du PCUS (14-25 février 1956). De ce fait, la question fondamentale pour François Marty est de pouvoir instaurer "me large et vraie discussion sur la politique suivie et à suivre".

Mais l'analyse qu'il fait de la situation dans le parti ne lui laisse que peu d'espoir, d'une part parce que les militants n'ont pas été orientés vers ce genre de discussion et, d'autre part, parce qu'en guise de discussion, la direction du PCF ne fait que justifier après coup les décisions prises. L'exemple des pouvoirs spéciaux illustre cet état de fait.

Par la suite, cette situation se perpétuera et les militants qui, canne François Marty, mèneront la lutte au sein du PCF pour le triomphe des idées marxistes-léninistes, seront progressivement isolés et exclus du PCF. Cela n'empêcha pas François Marty de poursuivre le combat jusqu'à sa mort à la direction de la Fédération des Cercles marxistes-léninistes d'abord, du Mouvement Communiste Français (m-l) ensuite et enfin du Parti Communiste Marxiste-léniniste de France.

François Marty était un simple militant, d'origine modeste, qui a montré par son courage indomptable la voie à suivre en fidélité à son idéal de jeunesse, le marxisme-léninisme, et en fidélité aux dizaines de milliers de patriotes et communistes qui ont sacrifié leur vie pour cet idéal.

Pendant la guerre d'Espagne il fut sans répit aux côtés du peuple espagnol assumant les fonctions difficiles que lui avait confiées le Parti.

Sous l'occupation nazie, François Marty, Commandant Bourgat dans la Résistance, ne cessa jamais le juste combat. Pénétré d'un grand esprit de résistance à l'ennemi, il organisa clandestinement les premiers naquis de F.T.P.F. dans l'Aveyron, où il dirigea une Ecole de cadres de futurs élèves officiers. Ensuite avec son bataillon Bourgat, il passa à l'attaque dans la haute vallée de l'Aude harcelant les troupes de la Wehrmacht et libérant du 18 au 21 août 1944 les villes de Quillan-Cuiza et Limoux... Il est de ceux qui n'acceptèrent jamais la défaite et qui surent redonner au peuple de France son indépendance et la liberté.

Dans toutes les circonstances il a toujours osé se dresser contre toute atteinte à la voie révolutionnaire et même contre les dirigeants de son Parti lorsqu'il croyait que ceux-ci s'éloignaient de la voie prolétarienne.

Il pensait qu'un communiste digne de ce nom ne devait pas être blessé par la vérité, ni avoir peur de la critique mais qu'au contraire, il devait toujours la solliciter pour extirper l'idéologie social-démocrate. Un exemple parmi tant d'autres est constitué par la lettre que nous publions.

Plus tard, durant l'été 1963, dans son obstination à rechercher toujours la vérité, François Marty se rendit lui-même en Albanie, en compagnie de son épouse Suzanne, pour vérifier les odieuses accusations lancées par le PCF contre les camarades albanais. Après avoir vu la réalité de la construction du socialisme en Albanie, il écrivit de Tirana à ses camarades : "Jamais je n'aurais pu imaginer qu'il y ait une telle union entre le peuple albanais et les dirigeants..."

Telle fut sa ligne de conduite, celle d'un authentique communiste. Au service de la classe ouvrière et du peuple. Toujours disponible à toute heure du jour ou de la nuit pour la lutte, pour préparer la révolution prolétarienne, en poursuivant jusqu'au dernier souffle le juste combat contre le révisionnisme moderne et pour le triomphe du marxisme-léninisme.

Constant COMPERE



Le mouvement patriotique en Guadeloupe

Depuis 1980, la Guadeloupe a été le théâtre d'actions à caractère terroriste, revendiquées par des organisations diverses : Armée Révolutionnaire Caraïbe (ARC), Groupe de Libération Armé (GLA), Armée de Libération Nationale (ALN), etc.

Quatre hommes sont morts le 24 juillet 1984, victimes d'explosions. Ils étaient militants ou sympathisants de l'Union Populaire de Libération de la Guadeloupe (UPLG), organisation ayant toujours développé une claire position contre ces méthodes de lutte.

Ces événements, ainsi que l'attitude de l'impérialisme français, montrent à l'évidence que la situation se tend entre les forces patriotiques guadeloupéennes et le pouvoir colonial français. L'événement essentiel de ces dernières années réside précisément dans l'existence incontestable d'un mouvement patriotique en Guadeloupe, mouvement exprimant de plus en plus fortement les aspirations de tout un peuple à édifier lui-même son avenir, en toute indépendance. La genèse de ce mouvement se confond avec l'histoire du peuple guadeloupéen et repose sur deux éléments : d'une part, la lutte continuelle des esclaves noirs contre l'oppression coloniale, d'autre part, le travail d'intellectuels guadeloupéens depuis les années 50 qui ont développé une très riche réflexion sur la question nationale guadeloupéenne.

Il est essentiel de comprendre où va la Guadeloupe aujourd'hui, car ce qui s'y passe doit mobiliser tous les marxistes-léninistes français ainsi que tous les progressistes attachés à soutenir la lutte des peuples pour leur émancipation du joug colonial français.

1636 - Massacre des Indiens caraïbes et implantation du colonialisme.

1656 - Première grande révolte des esclaves.

1685 - Ediction du "Code Noir" consacrant l'esclavagisme.

1725 - Soulèvement des esclaves.

1794 - Abolition de l'esclavage par la Convention.

1802 - Rétablissement du Code Noir après l'établissement d'un premier pouvoir indépendant en Guadeloupe.

1848 - Abolition de l'esclavage.

1900-1910 - Nombreuses grèves à la suite d'une baisse des salaires.

1952 - Grandes grèves contre la répression coloniale.

1967 - 40 morts dans la répression des luttes revendicatives et procès des dirigeants du GONG devant la Cour de Sécurité de l'Etat.

1970-1971 - Grève générale des ouvriers de la canne tous l'impulsion de l'Union des Travailleurs Antillais.

LE DEVELOPPEMENT ET L'ORGANISATION DU MOUVEMENT INDEPENDANTISTE

Ces luttes spontanées des anciens esclaves noirs n'avaient, jusqu'alors, abouti à aucune réflexion approfondie sur l'avenir de la Guadeloupe. Cette tâche devait revenir à quelques intellectuels guadeloupéens, essentiellement des étudiants de l'AGEG (Association Générale des Etudiants Guadeloupéens). Si, jusque dans les années 50, l'AGEG développe des conceptions corporatistes, la dénonciation en 1956 de la loi d'assimilation marque un tournant dans l'évolution de l'association. Jusqu'en 1970, le travail de l'AGEG va progressivement s'affirmer avec, comme point culminant, la conférence de 1964 qui déclare "œuvrer pour la réalisation de la révolution nationale démocratique et populaire sous la direction de l'alliance des ouvriers et paysans".

On ne saurait trop insister sur l'importance essentielle du travail idéologique et politique mené avec obstination par ces intellectuels patriotes, qui précisent ainsi les voies d'une telle révolution :

'Création d'un parti d'avant-garde de la classe ouvrière, édification d'un front uni de libération nationale représentant l'ensemble du peuple, et la violence révolutionnaire comme forme fondamentale de la lutte" (Le Patriote Guadeloupéen, n°69, avril 83, p.3).

A la même époque apparaît le GCN3 (Groupe d'Organisation Nationale de la Guadeloupe) qui, malgré ses faiblesses ultérieures, a été la 1^{ère} organisation ouvertement politique en lutte contre le pouvoir colonial, pour l'indépendance. Cette détermination lui valut la répression impitoyable de l'impérialisme français lors des grèves de 1967 et l'assassinat de plusieurs militants.

La conjonction de ces deux éléments (long passé de luttes spontanées des masses et clarification chez certains intellectuels patriotes guadeloupéens) débouche, dans une première étape, non pas sur un mouvement à caractère purement politique, mais sur l'organisation de syndicats ouvriers et paysans. Les intellectuels à l'origine de ce mouvement auront eu le grand mérite de donner à la classe ouvrière guadeloupéenne la possibilité d'apparaître clairement sur le terrain syndical en tant que classe pour soi. Le nouveau mouvement syndical exprime un caractère politique nettement marqué, avec un programme revendicatif remettant en cause le système colonial lui-même et s'opposant d'emblée aux partis et syndicats révisionnistes liés à l'impérialisme français. L'Union des Travailleurs Antillais (UTA), créée le 12 décembre 1970, déclarait le 5 mars 1971 :

"A quoi servent donc les lois sur les libertés syndicales, le droit de grève, la liberté de parole, la liberté de circulation et autres libertés ? Nous, travailleurs agricoles, savons maintenant ce que cachent ces choses".

"Les capitalistes ont la liberté de nous exploiter, mais nous n'avons pas le droit de lutter contre l'exploitation capitaliste". (Le Patriote Guadeloupéen, n°67, mars 81, p.9). Les grandes grèves des petits planteurs de canne et des ouvriers agricoles au début des années 70, prouvent avec éclat, non seulement que le peuple guadeloupéen sait se battre pour sa survie et sa dignité mais aussi qu'il sait démasquer la trahison de ses faux amis de la OGTG et du FCG.

Mais cette lutte à caractère réellement politique ne pouvait rester enfermée dans le cadre d'une lutte syndicale. De plus en plus clairement, les couches les plus exploitées prenaient conscience de l'importance de la question de la lutte pour l'indépendance. La situation objective se dégradant, le mouvement revendicatif s'organisant et se politisant, la nécessité d'une direction politique de la lutte, capable de formuler des mots d'ordre clairs, se faisait sentir de plus en plus.

L'UPLG (Union Populaire de Libération de la Guadeloupe), née en 1978, précédée de la parution du journal "Jakata" en décembre 1977, se donnait pour objectifs :

"L'unification politique et organisationnelle de l'ensemble des forces patriotiques qui, elles-mêmes, devaient permettre l'expression de l'unité nationale en un mouvement patriotique." (Jakata, n°36, décembre 1981).

LES OBJECTIFS DU MOUVEMENT INDEPENDANTISTE

Quels sont les problèmes auxquels sont confrontés les patriotes en Guadeloupe ?

Ceux-ci ont déjà fourni une première réponse à l'occasion des élections de mai 1981, où ils ont montré clairement le caractère falsificateur de l'Union de la gauche et su avec succès développer une large propagande dénonçant, faits à l'appui, le caractère illusoire des promesses de la future coalition sociale-révisionniste. De même, après les élections, ont-ils radicalisé leur campagne de propagande et démontré, au vu des déclarations du nouveau gouvernement, que la situation, non seulement ne s'améliorait pas, mais irait en se dégradant dans les DOM (Départements d'Outre-mer). L'UPLG en outre a cherché à utiliser tous les moyens légaux (comme les élections locales) pour développer son influence. Mais parallèlement, les mêmes questions se posent avec plus d'acuité :

- la question de l'unification des forces patriotiques ;
- la question de la direction du front patriotique.

Ces questions deviennent aujourd'hui d'une importance vitale pour l'avenir du mouvement patriotique.

Les succès de ce mouvement après les élections de mai 1981 lui ont immédiatement valu de subir des pressions multiples, en particulier le chantage au pacifisme. L'UPLG, unie avec les syndicats révolutionnaires, a déjà prouvé au peuple guadeloupéen qu'elle se battait pour lui. Et ce que lui demande le peuple est d'assurer jusqu'au bout son rôle de dirigeant du front patriotique. Celui-ci consiste non seulement à déterminer la ligne stratégique et tactique de la lutte pour l'indépendance mais, dans la période actuelle, à critiquer aussi clairement et sans faillir toute action mettant en péril l'activité fondamentale des patriotes guadeloupéens.

C'est unie carme un seul honnie dans la lutte contre l'impérialisme français, mais aussi dans un esprit de saine polémique avec les autres composantes du front que celui-ci pourra s'édifier et aller de l'avant. La question fondamentale à résoudre aujourd'hui pour le peuple guadeloupéen est : comment se débarrasser du joug de l'impérialisme ? Immédiatement après se pose la question : pour édifier quelle société ?

L'AGEG, dès 1964, et se fondant sur les analyses des théoriciens du marxisme ainsi que sur l'expérience concrète des conditions de l'édification du socialisme en Albanie, en tiraient des enseignements essentiels pour l'avenir de leur propre pays, à savoir :

— aujourd'hui, la question nationale ne peut être résolue qu'en liaison avec la révolution prolétarienne et sur le terrain de celle-ci. La question nationale est une partie de la question générale de la révolution prolétarienne, une partie de la question de la dictature du prolétariat ;

— il n'existe pas de "3^{ème} voie" intermédiaire qui ne serait ni capitaliste ni socialiste, il faut nécessairement choisir car dans la réalité, il n'existe qu'une seule alternative : la voie capitaliste ou la voie socialiste ;

— l'expérience de l'Albanie prouve avec éclat qu'un pays dominé par l'impérialisme, même peu développé industriellement, sous la direction de la classe ouvrière et de son parti, peut sauter l'étape du développement capitaliste et transformer la révolution démocratique en révolution socialiste.

Il existe assurément au sein du front patriotique des forces capables d'entraîner le peuple guadeloupéen dans cette noble tâche historique.

* * *

Le 24 juillet 1984, quatre militants ou sympathisants de l'UPLG sont morts : Jacques Berthelot, architecte mondialement connu pour ses études sur l'architecture traditionnelle en pays caribéen, François Casimir, militant du Syndicat Général de l'Education en Guadeloupe (SGEG), Michel Uranie, infirmier psychiatrique, militant anticolonialiste, Fred Pineau, agriculteur, militant du mouvement de la Jeunesse Guadeloupéenne, secrétaire général d'une association culturelle, KDUEMEN.

Nous saluons la mémoire de ces militants patriotes, dignes fils du peuple guadeloupéen.

L'UPLG déclarait peu après ces événements que "ces camarades ne sont pas morts pour rien". Nous sommes persuadés que ces militants ne sont pas morts pour rien et que L'UPLG, ainsi que les autres forces patriotiques sauront sortir renforcées de cette douloureuse épreuve.

En France, bien que la situation soit "pacifique", on peut constater à quel point la conscience anti-coloniale est étouffée : la passivité du peuple français face à la folle équipée du Liban ou du Tchad est sur ce point fort édifiante. La défaite du socialisme en URSS après la mort de Staline et la trahison des partis révisionnistes ont permis, dans les métropoles impérialistes, le ralliement massif de l'intelligentsia au service de l'impérialisme. Aujourd'hui, alors que le prolétariat se trouve désorienté, désorganisé, désarmé par le révisionnisme face à son propre impérialisme, il ne comprend pas toujours clairement la nécessité de lutter contre le joug colonial que la France fait peser sur les peuples des Antilles et sur d'autres peuples.

De là vient la nécessité absolue pour les marxistes-léninistes français de résoudre correctement cette question, afin de mener une propagande efficace.

"De là, vient aussi la nécessité d'une lutte opiniâtre, incessante, résolue, contre le chauvinisme métropolitain des "socialistes" des nations dominantes (Angleterre, France, Amérique, Italie, Japon, etc.), qui ne veulent pas combattre leur gouvernement impérialiste, ne veulent pas soutenir la lutte des peuples opprimés de "leurs" colonies pour s'affranchir du joug, pour se constituer en Etats. Sans une telle lutte, on ne saurait concevoir (c'est nous qui soulignons. NDLR) l'éducation de la classe ouvrière des nations dominantes dans l'esprit du véritable internationalisme, dans l'esprit d'un rapprochement avec les masses laborieuses des pays dépendants et des colonies, dans l'esprit d'une véritable préparation de la révolution prolétarienne (J. Staline, Des principes du Léninisme, chap. IV)".

Jean-Louis MAY

NOTE DE LECTURE

Pour comprendre les événements de Pologne

L'affaire Popieluszko a à nouveau projeté la Pologne sur le devant de l'actualité. Depuis le déclenchement de la crise polonaise durant l'été 1980, toutes sortes d'explications ou d'interprétations ont été données ; les spéculations sont allées bon train. Leur abondance ne s'explique pas seulement par l'importance des événements et par la place particulière qu'occupe la Pologne dans l'affrontement Est-Ouest. Elle provient d'abord du fait que ce pays sert d'illustration spectaculaire pour relancer la campagne tous azimuts entamée dans les années 70 sur le thème de la "faillite du socialisme". Ce thème n'est plus désormais l'apanage de quelques transfuges du gauchisme maquillés en idéologues et propulsés au premier plan par les médias, ni la proie des anticommunistes de longue date excités par le tsariste Soljenitsyne. La crise polonaise depuis 1980 a permis de mettre en scène la "faillite du socialisme" avec des acteurs bien particuliers : des ouvriers, des millions d'ouvriers. L'impact du spectacle n'en devenait que plus frappant.

Parce qu'elle défait le pouvoir en place, présentée comme l'émanation même du socialisme, la classe ouvrière polonaise a bénéficié depuis 1960 des plus vifs éloges de la part de la grande coalition des capitalistes du "monde libre". Chefs d'Etat, gouvernements, bannes politiques, jusqu'au pape, à ses cardinaux, évêques et tutti quanti, se firent les bouillonnants champions du mouvement ouvrier polonais. On célébrait des messes à la gloire de ces courageux ouvriers qui osaient se dresser, eux au moins (comme c'était sous-entendu), en "fossoyeurs du socialisme", leurs grèves recevaient la bénédiction... des patrons d'Occident ! Agitant un vieux rêve des socialisés, dans la chaleur de l'événement, on glosait déjà sur le fabuleux retournement de l'histoire qui était en train de s'opérer sous nos yeux et qu'incarnait la crise polonaise : il était "prouvé" désormais que les ouvriers rejetaient le socialisme quand ils l'avaient vécu et subi. Autant dire que l'avenir du capitalisme, malgré les circonstances immédiates difficiles, était garanti à jamais et qu'il méritait même d'être coté en bourse. Les ultra-réformistes du mouvement ouvrier français quant à eux voyaient dans les méthodes que prônaient les dirigeants de la révolte polonaise un exemple concret, de valeur universelle, pour la lutte des ouvriers. On parlait du "contre-pouvoir" qu'avait réussi à instaurer le mouvement revendicatif polonais sans recourir à la violence révolutionnaire contre la classe dominante en Pologne, ni lancer la moindre offensive contre le social-impérialisme russe qui est son premier patron. On prétendait dans l'euphorie que les succès du "contre-pouvoir" de Solidarnosc ouvraient enfin ces nouvelles perspectives tant attendues par le mouvement ouvrier occidental depuis qu'il était censé s'être enfin rendu compte, d'après les fidèles de Walesa, qu'il était impossible et de toute façon nuisible de prendre le pouvoir des mains de la bourgeoisie capitaliste. Solidarnosc était la nouvelle étoile du "socialisme autogestionnaire" ou "alternatif" qu'il fallait vénérer et soutenir. Ainsi tout irait bien pour les ouvriers.

Mais le coup de force de Jaruzelski, le 13 décembre 1981, allait réduire à néant ces beaux discours de nos leaders soi-disant ouvriers, tout comme le putsch de Pinochet en 1973 avait coupé la chique aux apôtres fervents du "socialisme démocratique" d'Allende. Comme il est de coutume, ces ennemis de la violence révolutionnaire et de la dictature du prolétariat protestèrent comme si leur responsabilité n'était en rien engagée dans ce que subissaient les ouvriers polonais. Us accrurent au contraire leurs attaques contre ce qu'ils nomment le "socialisme totalitaire" dont Jaruzelski est à leurs yeux le représentant extrême. Cette attitude visait à dissimuler la vérité que révélaient pourtant crûment les événements eux-mêmes, à savoir que le "contre-pouvoir" tant vanté n'était qu'un paravent, qu'une apparence qui pouvait s'envoler en une nuit, cachant par contre une véritable trahison des ouvriers complètement désorientés et livrés sans défense à une implacable répression. Les prises de position des fidèles de Solidarnosc depuis lors tendent à masquer l'échec que représente cette pseudo stratégie du mouvement ouvrier et la collusion qu'elle suppose au fond entre les leaders du mouvement polonais et le pouvoir en place. Il s'agit surtout de continuer à faire croire que Solidarnosc est l'émanation du mouvement ouvrier polonais et d'éviter que la vérité n'éclate au grand jour, à savoir que les ouvriers polonais qui se soulèvent servent de masse de manoeuvre aux leaders de Solidarnosc et de l'Eglise qui, quant à eux, poursuivent leurs propres fins politiques contre-révolutionnaires. Pourtant, même si les faits tels qu'ils transparaissent à travers les médias occidentaux démentent les paroles des ultra-réformistes et montrent suffisamment le soutien des capitalistes d'Occident aux dirigeants de l'Eglise polonaise et Solidarnosc, la crise polonaise dans son ensemble n'en nécessite pas moins une analyse approfondie. Il faut en comprendre toutes les causes. Or elle est le produit d'une situation complexe où aucune force n'apparaît ouvertement pour ce qu'elle est en réalité et ne dit la vérité sur les objectifs stratégiques qu'elle poursuit ni sur ceux des adversaires. Pour comprendre les événements de Pologne, passés et présents, il faut donc percer les multiples murs du mensonge bâtis à l'Est comme à l'Ouest. Il faut analyser la nature réelle des forces en présence, leurs plates-formes politiques, leur histoire, leur collusion respective avec l'étranger, la trame précise des conflits, etc. Ce n'est qu'en dénouant l'écheveau où s'entremêlent de nombreux fils que la vérité peut se faire jour et les mystifications complices des appareils de propagande de l'Est et de l'Ouest peuvent efficacement être dévoilées.

Or ce n'est pas un hasard si cette analyse nous est livrée par un auteur qui possède avec une maîtrise remarquable la méthode du matérialisme historique, le marxiste-léniniste albanais Spiro Dede dans son livre "La contre-révolution dans la contre-révolution : à propos des événements des années 1980-1983 en Pologne" (Tirana, 1983, 313 pages). Seule la méthode du matérialisme historique — qu'on trouve à l'oeuvre dans des textes de Marx comme Les Luites de classes en France, Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, La Guerre civile en France, etc. — permet de saisir l'ensemble des facteurs réels qui engendrent une crise canne la crise polonaise et de donner ainsi à comprendre la logique de son déroulement. Cette force d'analyse apparaît vigoureusement dans la clarté d'exposition qui en résulte : tous les aspects sont envisagés, en particulier comme dans leurs enchevêtrements, si bien que la réalité apparaît dans sa complexité sans pour autant demeurer confuse ou échapper à l'analyse. Le livre de Spiro Dede est un modèle d'analyse dialectique, à l'opposé des exposés truffés de ces généralités qui tentent de combler l'absence d'analyse concrète, à l'opposé aussi des prises de position unilatérales où quelques aspects sont seulement considérés pour se déclarer pour ou contre sans aller plus loin. Ce livre important manifeste une fois de plus la puissance d'analyse révolutionnaire du Parti du Travail d'Albanie, sa maîtrise créatrice du marxisme-léninisme, la valeur essentielle de sa contribution pour les marxistes-léninistes, aujourd'hui comme par le passé.

En raison même de sa méthode d'exposition, le livre de Spiro Dede ne se prête pas facilement au résumé. Mais cette difficulté n'empêche pas, bien au contraire, de donner quelques impressions et réflexions de lecture.

LA FORCE OBJECTIVE DE LA CLASSE OUVRIERE

Bien qu'exclusivement consacré à la Pologne, le livre de Spiro Dede possède, dans sa manière de concevoir les problèmes, une signification idéologique qui dépasse la seule question polonaise. Ceci ne tient pas au fait que l'auteur encadre l'exposé des faits de nombreuses considérations idéologiques qui donnent à son livre une grande valeur didactique. Cette remarque se justifie plutôt par rapport à la conception fondamentale qui guide toute son analyse politique de la crise polonaise. Cette conception peut se résumer de la façon suivante : la classe ouvrière polonaise, forte et traditionnellement combative, occupe une place centrale dans la vie politique polonaise et, pour cette raison, détermine le jeu de toutes les forces politiques qui s'affrontent en Pologne, quelles que soient leurs couleurs ; ces forces doivent tenir compte du facteur objectif que constitue la grande force de la classe ouvrière, pour avancer leurs stratégies propres en contournant l'obstacle que cette classe représente ou au contraire en essayant d'en prendre la direction.

Il est évident que ce point de vue de classe n'est pas l'expression d'une sorte de commisération pour le prolétariat ou d'une exaltation mythique de son rôle. Ce point de vue provient de l'analyse matérialiste de la société : sur le plan économique et social, la classe ouvrière est la force sur laquelle repose toute la production matérielle ; elle constitue en outre la force numériquement la plus importante (c'est vrai en Pologne canne en France) ; sur le plan politique, elle pousse nécessairement au renversement du pouvoir en place car elle ne peut et ne pourra jamais accepter le mode de production capitaliste qui la maintient dans un rapport d'exploitation où sa situation, quels que soient les hauts et les bas, est toujours précaire et le sera toujours (c'est vrai en Pologne canne en France), le prolétariat — dans les pays capitalistes-révisionnistes et capitalistes anciens — demeure la classe dangereuse, comme l'appelaient les bourgeois au siècle dernier. C'est la classe objectivement révolutionnaire qui, un jour ou l'autre, suivant sa situation, ses difficultés, sa misère, se mettra en mouvement, réagira au sort que l'ordre capitaliste lui réserve. Elle représente donc un danger permanent de renversement du système capitaliste que celui-ci ne peut objectivement pas éliminer. "La bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs" (Marx).

Pour la bourgeoisie, la "solution" à ce dilemme ne peut être que d'ordre subjectif. Il s'agit que la classe ouvrière ne parvienne pas à conquérir son indépendance politique, qu'elle ne parvienne pas en conséquence à organiser la prise du pouvoir. La bourgeoisie sait que les luttes spontanées de la classe ouvrière, quelle que soit leur ampleur, peuvent être ou réprimées par la violence réactionnaire et la terreur, ou déviées et détournées au profit d'une politique opportuniste, de conciliation avec le régime en place. La bourgeoisie s'est toujours efforcée d'infiltrer le mouvement ouvrier, de disposer en son sein de forces à sa dévotion, soit en soudoyant les opportunistes, soit en envoyant ses propres agents déguisés en militants ouvriers pour l'encadrer et empêcher toute prise de conscience révolutionnaire. Depuis un siècle et plus, les réformistes des partis ouvriers marxistes jouent le premier rôle, alors que les curés de toute sorte, les militants confessionnels, les petits-bourgeois charitables de toute espèce jouent le second.

LA CONTRE-REVOLUTION NOURRIT LA CONTRE-REVOLUTION

L'originalité de la situation polonaise provient du fait que la classe ouvrière (qui ne supporte pas sans broncher l'effondrement économique du pays et n'a jamais hésité à se lancer dans des actions de masse pour réclamer son pain et sa dignité) est devenue un enjeu entre des farces réactionnaires concurrentes qui se disputent le pouvoir.

La contre-révolution des révisionnistes primaires au milieu des années cinquante, menée sous la direction du vieil opportuniste Gomulka, a eu comme conséquence l'aggravation de la situation des ouvriers. Les sacrifices qu'on

leur réclamait soi-disant pour le "socialisme" n'enfantaient qu'une plus grande difficulté à vivre, qu'une absence de sécurité et d'avenir, qu'une pénurie incessante. Les ouvriers se sont à plusieurs reprises mis en mouvement et ont fait tomber Gomulka et tous ses successeurs. Gomulka ou Gierek régneraient encore si le mouvement ouvrier polonais n'avait pas bougé. Ces faits expriment la force objective du mouvement ouvrier qui influe directement sur la situation politique du pays sans que personne ne puisse l'empêcher, même s'il n'a aucune expression politique propre, organisée, reconnue, même si la vie politique officielle ne lui réserve pas la moindre place.

La contre-révolution révisionniste a eu également comme conséquence d'éloigner les ouvriers du marxisme-léninisme et du socialisme puisque c'est en leurs noms qu'on les opprimait, qu'on leur mentait, qu'on les tabassait. En toute conscience également, les révisionnistes au pouvoir ont poussé l'intelligentsia polonaise dans les bras de l'Occident, ils ont favorisé sa décadence, comme ils ont favorisé l'Eglise et donc les forces qui se dissimulent sous la soutane, afin qu'elle apaise la révolte des ouvriers, qu'elle prêche l'amour du prochain, la conciliation, la résignation, la foi dans le bonheur non sur terre mais au ciel. Depuis trente ans et plus, une sorte d'union sacrée entre la contre-révolution révisionniste sous la tutelle de Moscou et les vieilles forces obscurantistes pro-occidentales épargnées par le pouvoir s'est donc forgée sur le dos de la classe ouvrière polonaise afin que sa force objective ne se mue pas en révolution, que sa prise de conscience soit étouffée sous les dômes des églises et dans les tabernacles.

Mais ce jeu dangereux des révisionnistes polonais s'est peu à peu retourné contre eux. L'Eglise — financée par le pouvoir — a petit à petit pris conscience de sa force et de la possibilité qui s'offrait à elle et aux forces qu'elle représente, de tirer profit d'une nouvelle situation de crise, non plus pour obtenir de nouvelles concessions du pouvoir, prêt à tous les marchandages, plus d'argent ou plus de liberté d'action, mais pour réaliser, sur terre et non au ciel, des desseins stratégiques d'une tout autre envergure : la prise du pouvoir. Ainsi se dévoilait au grand jour la stratégie de cette contre-révolution dans la contre-révolution qui utilisait la force objective du prolétariat et son influence sur lui pour renverser l'équipe révisionniste au pouvoir et prendre sa place. L'échec de Solidarnosc et de l'Eglise durant la crise de 1980-81 s'explique par le fait que la nouvelle classe dominante en Pologne qui s'est développée avec la contre-révolution révisionniste et avec Jaruzelski montre son vrai visage social-fasciste n'est pas prête à lâcher pacifiquement le morceau et à se laisser ainsi ravir le pouvoir par une contre-révolution qui tire l'essentiel de sa force de la direction qu'elle a su prendre sur le mouvement ouvrier. Les révisionnistes savent qu'ils perdraient tout s'ils laissaient les pro-occidentaux prendre en main les affaires du pays, s'ils les laissaient basculer la Pologne sous l'hégémonie américaine, alors qu'eux-mêmes ont vendu le pays au social-impérialisme soviétique.

LE FACTEUR SUBJECTIF

Les événements de Pologne tels que les décrit Spiro Dede prouvent le rôle primordial du facteur subjectif pour le mouvement ouvrier, la force objective du prolétariat peut se manifester avec éclat ou de façon plus sourde sans pour autant, comme on le voit en Pologne mais aussi en France, qu'elle se traduise dans un mouvement révolutionnaire même embryonnaire ayant comme objectif le renversement de la classe dominante, la confiscation des biens des capitalistes et de l'Etat bourgeois au profit du prolétariat organisé en classe dominante.

En France, la solution de cette importante question qui touche à la possibilité de la prise du pouvoir et de la révolution socialiste, passe déjà par une compréhension approfondie du rôle politique objectif que joue la classe ouvrière même en l'absence du parti ouvrier marxiste-léniniste. En France comme en Pologne — mais dans des conditions très différentes — la classe ouvrière se bat et bouscule le jeu des partis et forces réactionnaires. Chez nous, l'exemple du PCF est particulièrement parlant à cet égard.

En outre, au delà des slogans et des clichés exaltés, coupés de la réalité, qu'affectionnent les petits agitateurs ignorants, il faut que les marxistes-léninistes commencent en permanence la situation subjective dans laquelle se trouve la classe ouvrière. Ce n'est qu'en connaissant cette situation qu'ils pourront vraiment travailler à la fusion du marxisme-léninisme et du mouvement ouvrier dont le parti marxiste-léniniste représente l'incarnation vivante.

Pierre HASTEL

N°5 — Novembre-Décembre 1984

40^e ANNIVERSAIRE DE LA LIBERATION DE L'ALBANIE

Le pays libre des hommes libres

L'Albanie socialiste a fêté, le 29 novembre, le 40^{ème} anniversaire de sa libération et de la victoire de la révolution populaire. En ces jours de fête, où le peuple albanais peut dresser avec fierté le bilan de ses succès et de ses victoires, les marxistes-léninistes de LA VOIE DU SOCIALISME éprouvent des sentiments de joie et de confiance dans l'avenir de notre lutte commune, car nous sommes du même côté de la barricade que les communistes et le peuple albanais, et partageons le même idéal du socialisme et du communisme.

Sur la terre albanaise, cet idéal prend vie, et là-bas se concrétise l'espoir que des millions de travailleurs portent dans leur coeur : celui de bâtir un monde nouveau, sans exploiters, une société libre, humaine, fraternelle. La réalité du socialisme en Albanie montre que cet idéal n'est pas inaccessible, elle offre l'exemple de la force de la classe ouvrière au pouvoir et de la vitalité du marxisme-léninisme.

Par suite de l'intense propagande bourgeoise et révisionniste contre le marxisme et la révolution, de nombreux travailleurs s'interrogent : Dans le monde moderne, la révolution a-t-elle encore un sens ? (Quelles perspectives assure-t-elle aux travailleurs ? La classe ouvrière peut-elle prendre le pouvoir et s'émanciper des chaînes de la société bourgeoise capitaliste ? Le marxisme-léninisme peut-il la guider dans cette voie, a-t-il gardé toute la vitalité d'une théorie révolutionnaire ?

Il est impossible aujourd'hui de répondre à ces questions sans se référer à l'Albanie socialiste, à l'oeuvre du Parti du Travail et de son dirigeant, Enver Hoxha.

En novembre 1944, au jour de sa Libération, l'Albanie était un pays ravagé, exsangue, démuni. Mais, à ce moment crucial de son histoire, il appartenait au peuple albanais lui-même de décider comment agir et dans quelle voie s'orienter. Le pouvoir de décision, les ouvriers et les paysans albanais le détenaient, parce que, en même temps qu'ils avaient chassé les envahisseurs italiens et allemands hors du pays, ils avaient renversé les classes exploiteuses féodale et bourgeoise.

La révolution populaire

Si le jour de la Libération est aussi en Albanie celui de la victoire de la révolution populaire, on le doit à la juste ligne du Parti communiste albanais et à la direction clairvoyante d'Enver Hoxha qui, dès le début de la lutte, ont compris que tous les sacrifices du peuple albanais seraient vains s'il ne conquérait pas le pouvoir.* En France, la classe ouvrière a assumé l'essentiel de la lutte contre l'occupant, les ouvriers et les militants communistes engagés dans ce combat héroïque étaient persuadés qu'ils luttaient aussi pour la révolution socialiste et que le jour venu, la bourgeoisie, qui dans sa masse avait collaboré, serait frappée à mort. Mais la direction de cette lutte héroïque n'était pas juste. Les dirigeants du PCF n'avaient pas en vue la révolution, c'est pourquoi ils ne permirent jamais aux forces des partisans de se fondre dans une véritable armée, ils ne se préoccupèrent pas du problème du pouvoir et de ses formes, laissant à la fraction de la bourgeoisie exilée à Londres la possibilité de parler au nom de l'Etat français. A la Libération, ils ont aidé de Gaulle à démanteler le pouvoir populaire installé par les partisans dans les régions qu'ils avaient eux-mêmes libérées, et, finalement, à désarmer l'ensemble des forces armées partisans. Le pouvoir fut donc remis aux mains de la bourgeoisie, si bien que lorsque Thorez appela les travailleurs à "retrousser les manches", ce fut pour accumuler le capital et restaurer le pouvoir économique de la bourgeoisie.

Le peuple albanais, plus que tout autre, devait aussi "retrousser ses manches". Mais dans quel but ? Pour lui-même ou pour le compte des, féodaux, de la bourgeoisie, des capitaux anglo-américains ? Le peuple albanais allait-il recueillir les fruits des sacrifices qu'il avait consentis pour libérer sa patrie ? Si l'on compare encore une fois la situation de nos deux pays dans ces années cruciales 1944-1945, on perçoit tout ce qui sépare l'attitude d'un parti déjà rongé par l'opportunisme et le révisionnisme, le PCF, de celle du Parti communiste albanais, guidé par le marxisme-léninisme. En France, Thorez propulse la théorie de "la voie française vers le socialisme" qui prétend faire l'économie de la révolution, de la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière. Il préconise la collaboration avec la bourgeoisie pour "relever et reconstruire le pays", la restauration des forces productives est présentée comme l'objectif immédiat, sans que soit évoquée la question des rapports de production. Les discours de Thorez de l'époque, jusqu'à ceux qu'il prononçait pour saluer la mémoire des martyrs (par exemple le discours en l'honneur des fusillés de Châteaubriant, le 22 octobre 1946) dressent la liste des succès remportés dans la "bataille de la production" : un million de tonnes de charbon extraites par semaine, doublement de la production de verre à vitre, 160 avions fabriqués par mois contre 60 en 1937, etc., comme si les communistes fauchés à Châteaubriant s'étaient battus pour engraisser le capital !

Au fond, ce que Thorez voulait dire aux ouvriers n'était rien d'autre que ceci : "La France est ravagée, seul le capitalisme peut la sauver, aidez-le à la relever, c'est aussi votre intérêt". Ce genre de "politique réaliste" se retrouve aujourd'hui dans la nouvelle stratégie mise au point par Herzog, qui explique que le capitalisme a encore un rôle à jouer pour sortir "la France" de la crise.

En 1944-1945, les communistes albanais n'ont pas pensé un seul instant que le capitalisme pourrait apporter quoi que ce soit de bon à leur peuple pour relever leur pays ravagé. Le peuple albanais, éclairé et dirigé par le Parti communiste, a au contraire estimé que le socialisme seul pouvait développer sainement le pays, garantir son indépendance, libérer l'individu et la société de l'oppression féodale et bourgeoise. Les résultats de ce choix peuvent être chiffrés de manière synthétique : aujourd'hui, l'Albanie livre en un peu moins de trois jours la production industrielle annuelle d'avant la Libération, par rapport à 1938, la production agricole globale a été multipliée par 5,3.

La nouvelle situation des travailleurs

Ce développement des forces productives suffit à montrer la supériorité du socialisme, mais sa signification profonde réside dans la nature de ces forces productives, qui découle de la nature des rapports de production socialistes. A l'inverse, la nature capitaliste des forces productives, l'ouvrier de chez nous la perçoit lorsque l'usine qu'il a construite de ses mains le jette sur le pavé. Dans la société capitaliste, la domination de l'homme sur la nature se réalise par l'intermédiaire de l'exploitation des travailleurs. Ainsi, chaque pas en avant de la production constitue en même temps un pas en arrière dans la situation de millions de travailleurs. Par contre, la révolution prolétarienne inaugure une ère où le développement des forces productives, où chaque pas en avant de la production, signifient en même temps un pas en avant dans la situation des travailleurs.

Quelle est donc la situation des travailleurs albanais, dans ce pays où le prolétariat détient le pouvoir d'Etat ?

A la Libération, le peuple albanais devait travailler d'arrache-pied pour faire surgir du néant les usines les plus modernes, pour assécher les marais, creuser les montagnes et les rendre fertiles, pour couvrir le pays d'hôpitaux et d'écoles. Ce travail gigantesque ne fut jamais pour le peuple albanais du travail forcé, comme l'est le travail salarié dans la France capitaliste. Cette oeuvre grandiose ne se fit pas au prix d'une polarisation de la société albanaise : en Albanie, le progrès social n'a pas été monopolisé par une fraction de la société au détriment de l'autre. La richesse sociale y est le bien de tous, elle ne se présente plus face au travail comme une puissance étrangère et dominatrice, elle ne revêt pas l'aspect menaçant de ces usines gigantesques et de ces puissantes machines qui, chez nous, apparaissent en opposition au travail vivant comme propriété du capital, comme une puissance hostile à l'ouvrier.

Les ouvriers doivent réfléchir sérieusement sur cette réalité : qu'est-ce donc que ce pays, l'Albanie socialiste, sans capitalistes, sans chômage, sans dettes, sans inflation, sans crise, sans appareil d'Etat hypertrophié et oppresseur, sans misère, sans "anciens" ni "nouveaux" pauvres ? Dans notre pays, ces maux peuvent apparaître comme une nécessité aveugle, comme l'expression d'une domination fatale de lois naturelles toutes-puissantes, qui s'imposeraient à tout gouvernement, de droite comme de gauche. Une telle illusion ne peut subsister que si l'on oublie que la production de la plus-value et l'accumulation du capital constituent la fin immédiate et le moteur déterminant du mode de production capitaliste. Dans ce système, les conditions de la production dominent les producteurs, et cette domination se fait toujours plus pesante, étouffante, insupportable, à mesure que s'accroissent les forces productives et le progrès social. Tout travailleur subit ce joug du capital, à l'atelier ou au chantier, comme dans sa vie privée qui est réglée pour qu'il reste à la merci du capital et dans laquelle il est en butte à des difficultés sans nombre, disposant d'un revenu toujours inférieur à ce qui serait nécessaire pour vivre correctement, toujours brimé dans ses aspirations, inquiet pour son avenir et celui de ses enfants.

Avec le socialisme, la lutte pour l'existence individuelle cesse et commence alors le développement de l'individu social, qui seul permet le libre développement des individualités. Le temps libéré par le progrès des forces productives bénéficie aux individus, pour l'épanouissement de leur être social, de leur formation artistique, scientifique, etc. Les hommes deviennent maîtres de leur propre mode de vie en société, par là-même ils deviennent maîtres de la nature, maîtres d'eux-mêmes, ils sont libres.

Voilà ce qu'il y a derrière les indices et les statistiques et qui parle au coeur de tout prolétaire, parce qu'il sent que se réalisent là ses aspirations les plus profondes : la révolution, c'est-à-dire le bouleversement radical des rapports de production, qui permet la naissance d'un homme nouveau, d'un homme libéré de l'exploitation comme des préjugés et des turpitudes de la société bourgeoise.

Dans le mode de production capitaliste, ce n'est que par le marché, l'échange des marchandises, la valeur d'échange, l'argent que les producteurs entrent en rapport les uns avec les autres. Le caractère collectif de la production existe dans le capitalisme moderne, toutefois il n'est pas reconnu a priori, mais seulement par la médiation étriquée et rétrograde du marché privé. Isolés dans la production, les individus le sont aussi dans la société, véritable "société d'ermites" marquée par l'individualisme, l'égoïsme, la concurrence.

Étais le socialisme, les activités dans lesquelles se lancent les haïmes sont déterminées par des besoins collectifs, par des fins collectives, qui s'expriment par l'organisation planifiée consciente de l'économie et de la vie sociale : le travail de l'individu singulier est alors posé d'emblée comme travail social. Le producteur peut travailler en harmonie avec les conditions de la production qu'il crée et dans laquelle il se reconnaît immédiatement, l'individu peut vivre en harmonie avec le tout de la société auquel il s'intègre.

Une question-clé : quelle est la classe dirigeante ?

Quelle est la mesure à l'origine de cette révolution des rapports de production ? C'est la nationalisation socialiste, sans indemnisation, des principaux moyens de production. En prenant cette décision, aux lendemains de la Libération, les communistes albanais ont définitivement mis à bas la puissance et la domination économiques de la bourgeoisie. Un terme fut mis ainsi à l'exploitation de la classe ouvrière et la propriété socialiste d'Etat sur les moyens de production fut créée, qui reste le plus puissant levier aux mains de la classe ouvrière pour qu'elle exerce son rôle dirigeant dans la société socialiste.

L'immense portée de la révolution socialiste albanaise réside précisément en ceci : alors que le devoir impérieux, vital, consistait en 1944 à développer les forces productives, le Parti communiste albanaise a, pour résoudre ce problème, mis en avant la question de la révolution politique, la question du pouvoir, la question de la transformation des rapports de production, et il n'a jamais abandonné ce point de vue. Enver Hoxha disait, en 1971, à propos du contrôle ouvrier :

"Ce qui a une importance particulière pour la classe ouvrière, c'est qu'elle comprenne elle-même, avant toute chose, non seulement son rôle en tant que force productive déterminante, mais encore son rôle politique comme classe d'avant-garde de notre société" (Rapport au VI^e Congrès du PTA, Tirana, 1971, p. 121).

La véritable liberté pour les travailleurs dépend de la nature du pouvoir d'Etat : c'est seulement avec l'installation d'un nouveau type d'Etat, celui de la dictature du prolétariat, que la classe ouvrière devient une classe dominante et qu'elle peut, en s'émancipant elle-même, émanciper toute l'humanité. Qui a donné la terre aux paysans albanais ? La dictature du prolétariat. Qui leur a fourni toutes les aides pour qu'ils coopèrent, se lancent dans la grande agriculture socialiste et jouissent de la sécurité, de la santé, de la culture ? La dictature du prolétariat. Qui a libéré la ferme albanaise des chaînes de l'oppression, qui a donné le droit de vote aux citoyens, qui a permis aux ouvriers et aux paysans d'occuper les postes dirigeants dans les organes de pouvoir ? La dictature du prolétariat.

Le socialisme est l'unique ordre social qui ne considère pas l'homme travailleur comme une simple force productive, mais qui repose, au contraire, sur la participation active des masses à la gestion du pays dans tous les domaines. Les droits et les libertés démocratiques dépendent de ce rôle des masses dans la conduite des affaires, du rôle politique de la classe ouvrière en tant que classe d'avant-garde dominante. C'est précisément ce rôle que la bourgeoisie et surtout les révisionnistes cherchent à obscurcir. Dans leurs thèses préparatoires au XXV^e Congrès, les révisionnistes du PCF mettent l'accent sur la gestion de l'entreprise, séparément du pouvoir politique. Ils invitent la classe ouvrière à délaissier la question de la prise du pouvoir, la question de la révolution politique, pour pratiquer l'autogestion dans les "espaces de liberté" que le capital accorderait dans les entreprises (puisque, paraît-il, il ne s'occupe plus de production, mais de spéculation).

Mais chez nous, tant que le pouvoir d'Etat sera aux mains de la bourgeoisie capitaliste, le seul "espace de liberté" que l'ouvrier peut avoir dans l'entreprise, c'est de se faire tanner la peau et extorquer de la plus-value. Si en Albanie socialiste le "droit au travail" n'est pas le droit de se faire exploiter, c'est parce qu'il est le droit de participer à la gestion du pouvoir d'Etat, donc en conséquence du pouvoir dans l'entreprise : c'est la dictature du prolétariat qui garantit ce droit.

Les travailleurs albanais sont maîtres de leur destinée, ils travaillent, ils créent, ils dirigent, c'est pourquoi la société albanaise ne se polarise pas, avec d'un côté un pôle où s'accumulent les richesses, de l'autre un pôle où s'accroît la pauvreté. La machine ne mène pas à l'épuisement et au chômage ; les sources de richesse ne se transforment pas en sources de privation ; la science ne se développe pas sur un fond d'ignorance et d'abrutissement ; le développement de la force productive ne se fait pas au prix du gaspillage de la force de travail ; aucune situation n'existe où le surmenage des uns aurait pour corollaire le chômage des autres. Bref, le progrès de la société socialiste albanaise (et nul ne peut contester ce prodigieux bond en avant) ne s'accompagne d'aucun cortège de misère, d'injustice, de décadence.

A ceux qui objectent que tout ceci est possible parce que l'Albanie n'est pas encore un "pays riche", nous répondrons : cette société albanaise sans classes antagonistes s'est créée justement au cours d'un développement fulgurant des forces productives qui, chez nous, n'a été obtenu que beaucoup plus lentement et qu'à force de pillage, d'esclavage, de guerre de rapine, d'exode rural, d'expropriation des travailleurs, d'exploitation de l'homme par l'homme.

A ceux qui objectent que tout ceci est possible parce que l'Albanie vit en autarcie, nous répondrons que c'est précisément le socialisme, et lui seul, qui a ouvert l'Albanie, en tant qu'Etat indépendant, sur le monde, en rompant l'isolement dans lequel la maintenait le régime féodalo-bourgeois d'avant-guerre, vendu à l'étranger. Aujourd'hui, la RPS d'Albanie a des échanges économiques et culturels avec des dizaines de pays de par le monde, ce qui constitue une victoire d'autant plus grande qu'elle doit en permanence affronter le blocus économique et le boycottage politique des pays capitalistes et révisionnistes.

A ceux qui objecteraient enfin que la France est "trop riche" pour connaître ce type de société, nous répondrons qu'au contraire notre pays est mûr, plus que jamais, pour la révolution socialiste, car la production capitaliste y entre, plus que jamais, en conflit avec le développement des forces productives et la création des richesses. Le problème le plus urgent en France n'est pas de développer les forces productives, de les "moderniser" selon la sacro-sainte parole des Fabius et des Herzog, mais de transformer par la voie révolutionnaire les rapports de production, la crise ne vient pas de ce que les forces productives ne sont pas assez "modernes" ; elles sont au contraire devenues trop puissantes pour ce régime capitaliste qui leur fait obstacle.

"La société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industries, trop de commerce. (...) le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées en son sein." (Le Manifeste du Parti communiste).

La portée internationale de la révolution albanaise

A ceux qui insistent sur les traits historiques particuliers et le caractère spécifique de la société albanaise, pour dire qu'il existe un "socialisme albanais" à côté des "socialismes" yougoslave, russe, chinois, etc., nous répondrons que l'Albanie est le seul pays socialiste, le seul pays où aujourd'hui s'édifie le socialisme prolétarien, fondé sur le marxisme-léninisme, le seul pays où la classe ouvrière est au pouvoir et interdit à la bourgeoisie et au révisionnisme de reprendre le manche.

Le problème international est le même pour tous les travailleurs : vaincre le révisionnisme, renverser la bourgeoisie, installer la république populaire et la dictature du prolétariat. A partir de ses particularités nationales, chaque pays aborde de manière concrète cette question, la même pour tous. Au fond, il s'agit de savoir si cette question est bien à l'ordre du jour pour tous les travailleurs, et donc si le passage du capitalisme au socialisme obéit à des principes universels ou non. Si la réponse est positive, on reconnaît alors qu'il existe une science de la révolution, élaborée par Marx, Engels, Lénine et Staline sur la base d'un immense travail théorique, à partir de l'expérience des mouvements révolutionnaires du XIX^e siècle et de la grande révolution bolchevique, on admet qu'il existe des lois de la révolution, qui ont fait leurs preuves et desquelles on ne peut s'écarter si l'on veut que le prolétariat assume sa mission historique d'édifier un monde nouveau, socialiste, sur les ruines du capitalisme. Si la réponse est négative, tout critère pour juger de ce qui est socialiste disparaît alors, la frontière entre socialisme et capitalisme s'estompe. Dans ce cas, reconnaître la spécificité du socialisme "à la yougoslave", "à la française", etc., revient en fait à se prosterner devant les lois universelles du marché et du capitalisme.

Quels sont ces principes universels de la révolution qui prennent corps en Albanie, grâce au travail et à la lutte des communistes et du peuple ? Citons-en quelques-uns : l'exercice sans partage de la dictature du prolétariat et la poursuite de la lutte des classes (afin de prévenir la restauration du capitalisme et de poursuivre la révolution jusqu'au bout, jusqu'au communisme) ; la reconnaissance que cette lutte des classes est la force motrice de la société ; l'approfondissement de la démocratie socialiste et la participation des larges masses au gouvernement du pays ; la direction organisée et planifiée de l'économie et de toute la vie du pays (c'est-à-dire que le régulateur de la production, de la répartition et de la consommation n'est pas le marché, mais le plan unique et général de l'Etat) ; la propriété sociale des moyens de production, pour ôter définitivement tout pouvoir économique à la bourgeoisie (avec la transformation progressive des rapports de propriété coopérative en rapports de propriété d'Etat) ; la construction du socialisme de manière équilibrée et harmonieuse dans l'industrie et l'agriculture, la suppression graduelle de l'opposition entre la ville et la campagne, entre le travail intellectuel et le travail manuel ; l'amélioration continue du bien-être matériel et du niveau culturel du peuple ; l'appui sur ses propres forces (le facteur intérieur est déterminant dans la révolution et la construction du socialisme).

L'Albanie est aujourd'hui le seul pays qui revendique ces principes marxistes-léninistes de la révolution socialiste, elle est le seul pays qui les applique. Qu'elle les revendique, chacun peut le voir en prenant connaissance des déclarations et des écrits du Parti du Travail d'Albanie ; qu'elle les applique, chacun peut le constater en observant la réalité de la société albanaise.

La lutte contre le révisionnisme

Or, ce sont précisément ces principes universels que les révisionnistes titistes et khrouchtchéviens ont abandonnés explicitement et qu'ils voulaient voir le PTA abandonner, au point d'exercer sur l'Albanie des pressions économiques et des menaces militaires. Le but du révisionnisme, en tant que rejeton de l'impérialisme, est la destruction du socialisme, l'anéantissement de tout embryon de développement pratique socialiste et de

toute trace de pensée marxiste-léniniste. Le marxisme-léninisme est l'ennemi mortel du révisionnisme, c'est pourquoi les révisionnistes soviétiques ont imposé à l'Albanie socialiste un blocus économique plus perfectionné que celui des capitalistes et qu'ils ont rompu les relations diplomatiques avec l'Albanie, appelant le peuple albanais à se dresser dans une contre-révolution (voir le discours de Khrouchtchev au XXII^e Congrès du PCUS en octobre 1961).

L'Albanie a tenu bon : ce succès que le peuple albanais a remporté, sous la conduite d'Enver Hoxha, représente la preuve vivante de l'échec du révisionnisme et de la victoire du marxisme-léninisme, sa portée est immense pour l'avenir de tout le Mouvement Communiste International. Tirant les leçons de cette lutte historique, Enver Hoxha écrit :

"Le temps a parfaitement démontré à quel point le Parti du Travail d'Albanie avait raison de combattre les khrouchtchéviens et de ne pas suivre leur ligne. C'est à cette lutte, qui exigea et exige toujours de grands sacrifices, que notre petite patrie doit sa liberté et son indépendance si précieuses, son heureux développement dans la voie du socialisme. C'est seulement grâce à la ligne marxiste-léniniste de notre Parti que l'Albanie n'est pas devenue ni ne deviendra jamais un protectorat des Russes ou de qui que ce soit" (Les Khrouchtchéviens, Tirana, 1980, p. 7-8).

Cette lutte du PTA revêt une portée et une signification qui dépassent les frontières de l'Albanie, cette victoire est vitale pour l'ensemble du mouvement communiste international. Le révisionnisme, en tant qu'arme ultime qu'utilise l'impérialisme pourrissant pour assurer sa survie, représente le danger principal pour le mouvement ouvrier et communiste. Son but est d'étouffer toute idée et toute volonté révolutionnaires chez les masses travailleuses, afin de leur faire accepter la domination de la bourgeoisie.

Si ce mouvement rétrograde n'a pu aboutir, nous le devons au PTA et à son grand dirigeant marxiste-léniniste, Enver Hoxha. Nous devons bien comprendre toute la portée de cette victoire des communistes et du peuple albanais. Le marxisme-léninisme ne peut résister aux assauts des théories réactionnaires et opportunistes qu'en se développant, parce qu'il est essentiellement une théorie vivante, une théorie critique et révolutionnaire et que la révolution va toujours de l'avant. Le PTA, dirigé par Hiver Hoxha, a pu préserver le marxisme-léninisme des attaques des révisionnistes parce qu'il a su approfondir les grandes questions actuelles de la révolution mondiale. La défense des principes ne s'est pas dissociée chez lui de l'application révolutionnaire et créatrice de ces principes.

Les révisionnistes ont mené leur contre-révolution sous le drapeau du "développement créateur du marxisme" : quiconque résistait à leurs assauts était immédiatement étiqueté comme un "dogmatique" tourné vers le passé. Le présumé d'une telle attitude est simple : le fond du marxisme, ses principes fondamentaux doivent changer parce qu'ils appartiennent à une autre époque, aujourd'hui, d'autres principes doivent avoir cours : l'autogestion, l'Etat du peuple tout entier, le passage pacifique au socialisme par la voie parlementaire, la transformation graduelle et pacifique du capitalisme en socialisme, etc.

L'immense mérite du PTA est d'avoir préservé la pureté du marxisme non pas en tant qu'une théorie morte, une idéologie' du passé, mais comme une théorie vivante, actuelle, révolutionnaire, qui constitue la seule arme que le prolétariat peut aujourd'hui utiliser pour vaincre la bourgeoisie. Cela, le prolétariat albanais le montre dans la vie, par ses réalisations en Albanie même, et par sa politique extérieure de principe qui soutient tout ce qui va dans le sens de la paix, de la démocratie, de l'émancipation, du progrès, de la liberté et de la révolution.

Cette arme que les impérialistes et les révisionnistes voulaient ranger au musée de l'histoire a été perfectionnée et aiguisée par les communistes albanais et, en premier lieu, par l'immense oeuvre théorique d'Enver Hoxha qui est pour nous une source d'inspiration constante. Dans sa lutte contre le révisionnisme moderne, le PTA a développé la théorie marxiste-léniniste dans une série de questions capitales de la révolution et de l'édification socialiste : la lutte contre l'impérialisme, la liaison des tâches nationales, démocratiques et socialistes, le rôle dirigeant du Parti dans le système de la dictature du prolétariat, la lutte de classes en régime socialiste, l'harmonisation des intérêts particuliers et de l'intérêt général, la révolutionnarisation continue de toute la vie du pays, etc.

Ainsi, l'Albanie rouge montre aux prolétaires du monde entier que leur idéal n'est pas inaccessible. De cette citadelle inexpugnable du socialisme, s'élève à leur intention la voix fraternelle de la lutte, l'appel au combat nécessaire et possible, tel que l'exprime Enver Hoxha dans son message à l'occasion du 40^e anniversaire de la Libération :

"L'Albanie socialiste et le Parti du Travail d'Albanie avec leurs attitudes et leurs jugements ont donné et donnent toujours courage et confiance aux gens du monde entier, ils ont dit et disent encore au prolétariat et aux peuples : Tenez bon comme nous, lutez comme nous et vous vaincrez comme nous avons vaincu et nous vainquons. Notre victoire est certaine, nous devons vaincre ensemble et, par conséquent, serrer les rangs dans le feu de la lutte contre nos ennemis. Feu donc sur les révisionnistes, les traîtres à la classe ouvrière et aux peuples, feu sur les plans impérialistes du grand capital mondial, car c'est uniquement de cette façon qu'un pays peut conquérir sa

liberté, son indépendance et sa souveraineté, que la révolution gagnera en ampleur et triomphera. Tout ce que l'on dit sur la possibilité de prendre le pouvoir à travers des réformes n'est que boniments, la bourgeoisie et le capitalisme ne pourront jamais consentir à ce que la classe ouvrière, la classe la plus avancée au monde et à laquelle appartient l'avenir, prenne le pouvoir. Au contraire, les ennemis des peuples et du prolétariat préparent chaque jour des pilules empoisonnées, ils forgent chaque jour de nouvelles chaînes d'esclavage. C'est pourquoi ce n'est qu'à travers la lutte contre l'ancien système du pouvoir du capital que les peuples et le prolétariat pourront gagner du terrain pas à pas et s'emparer du pouvoir. Le Parti du Travail a suivi cette voie. Le peuple albanais a été libéré. L'Albanie socialiste a été construite et elle va de l'avant" (Tirana, 1984, pp. 21-22).

LA VOIE DU SOCIALISME

(*) Ce point fondamental est traité dans le dernier livre d'Enver Hoxha : Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle, Tirana, 1984, 598 p.

LA POLITIQUE EXTERIEURE DE L'ALBANIE

CONTRE L'IMPÉRIALISME AUX CÔTÉS DES PEUPLES

A voix de l'Albanie dans l'arène internationale est seulement la voix de son peuple et de nul autre" déclarait pour le 40^e anniversaire de la Libération de l'Albanie le camarade Ramiz Alia, secrétaire du Comité central du Parti du Travail d'Albanie.

Ce résultat, exemplaire et unique dans le monde, d'un pays qui n'est influencé, contrôlé ou dominé par aucun des deux grands blocs impérialistes, américain ou soviétique, l'Albanie le doit en particulier à sa politique étrangère conséquente et de principe, expression sur le plan extérieur des buts et des objectifs sociaux que cherche à atteindre la classé au pouvoir dans ce pays, le prolétariat.

Cette politique a permis à l'Albanie nouvelle d'affronter les innombrables menaces et chantages et de faire échouer les multiples complots et intrigues visant, tout au long de ces quarante années, à asservir une nouvelle fois le peuple albanais.

Cette politique fait que, dans le monde entier, dans chaque pays, des hommes et des femmes, des jeunes dont la conscience s'éveille, des démocrates, des progressistes et des révolutionnaires, ressentent une confiance ardente et une profonde sympathie pour l'Albanie, la cause qu'elle défend et la place à part qu'elle occupe dans les relations internationales.

Aujourd'hui, l'impérialisme a étendu sa domination sur la plupart des régions du globe, les rivalités impérialistes s'aiguisent et les bruits de guerre deviennent de plus en plus assourdissants, alors que la lutte des peuples contre l'oppression et l'exploitation se renforce. Dans ces conditions, les relations internationales en général et la politique extérieure des Etats en particulier occupent une place importante dans les préoccupations politiques de toutes les classes de la société : "Avec l'un ou l'autre des deux groupes de rapaces impérialistes immensément riches et immensément puissants : c'est ainsi que la réalité capitaliste pose la question fondamentale de la politique extérieure actuelle. C'est ainsi que cette question est posée par la classe des capitalistes. C'est ainsi également, cela va de soi, qu'elle est posée par la grande masse de la petite bourgeoisie"¹. Ce jugement porté par Lénine il y a plus de 60 ans est toujours d'actualité ; c'est en effet en partant de cette position que la social-démocratie au pouvoir en France justifie sa politique néo-coloniale.

Diamétralement opposée est la politique extérieure des communistes albanais, qui s'en tiennent aux principes énoncés par Lénine : non pas alliance et dépendance honteuse des impérialistes, mais "alliance avec les révolutionnaires des pays avancés et avec tous les peuples opprimés contre les impérialistes de tout poil, telle est la politique extérieure du prolétariat"².

L'Albanie socialiste se tient résolument aux côtés des forces qui luttent contre l'impérialisme, elle dénonce sans relâche les plans menaçants des impérialistes et mène une lutte courageuse contre leur politique réactionnaire qui piétine la souveraineté des nations et dénie aux peuples les droits démocratiques.

Avant tout, l'Albanie se tient aux côtés de ceux qui luttent contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, car l'attitude à l'égard de ces deux superpuissances est pour elle la pierre de touche qui distingue les forces qui oeuvrent dans le sens des intérêts des peuples de celles qui les foulent aux pieds.

Comme l'explique Ramiz Alia, l'Albanie dénonce et combat les Etats-Unis et l'Union soviétique non pas "parce qu'ils sont grands, riches ou puissants, mais parce qu'ils sont les ennemis les plus dangereux de la liberté des peuples, des spoliateurs insatiables des richesses des divers pays, les fauteurs de guerre impérialistes", et Ramiz Alia ajoute que cette attitude est l'unique politique assurant le salut.

Les communistes albanais savent de quoi ils parlent : ils ont vu de nombreuses forces qui avaient combattu le fascisme et le nazisme céder, après la victoire, aux pressions de l'impérialisme, à ses ruses diplomatiques et à ses appâts économiques. Ils ont vu la Yougoslavie titiste puis, après la mort de Staline, l'Union soviétique de Khrouchtchev passer des compromis honteux avec l'impérialisme US, entraînant dans leur sillage de nombreux partis communistes qui applaudirent à la restauration du capitalisme dans les pays du camp socialiste. Ils ont vu, plus récemment, le processus régressif s'accélérer en Chine, qui pactise aujourd'hui avec les pires ennemis des peuples. Le Parti du Travail, quant à lui, à partir d'une analyse marxiste-léniniste approfondie des événements de la vie internationale, a toujours combattu toute attitude opportuniste ou aventureuse dans l'appréciation du rapport des forces et des changements qui se produisent dans le monde. Il a réfuté systématiquement toutes les thèses contre-révolutionnaires des révisionnistes de toutes sortes, qui visent à semer la confusion, à propager le volontarisme ou l'opportunisme. Sans sous-estimer les forces de l'ennemi, sans tomber non plus dans les compromis de trahison ni dans la soumission au chantage impérialiste, l'Albanie socialiste mène une lutte exemplaire et conséquente qui sert la cause du prolétariat et des peuples.

L'Albanie socialiste a clairement pris position contre tout acte agressif de l'impérialisme, contre tout partage du monde en zones d'influence, contre toute atteinte à la souveraineté des peuples et des Etats, grands ou petits. Elle combat la notion de "concert des grandes puissances" qui vise à faire croire que le monde ne peut trouver la stabilité en dehors de leur tutelle ou de leur arbitrage. Elle condamne toute attitude de servilité, tout complexe d'infériorité et de dépendance vis-à-vis des pays bourgeois, tout esprit de fatalité devant les événements complexes qui agitent le monde.

Tout en dénonçant la thèse titiste du "non-alignement", le Parti du Travail d'Albanie sait mettre à profit les contradictions existant dans le camp impérialiste, non pas pour s'opposer à une super-puissance en s'appuyant sur l'autre, non pas pour conserver une "équidistance" illusoire vis-à-vis de celles-ci, non pas pour passer des compromis sans principes, mais pour au contraire contribuer au renforcement du mouvement révolutionnaire et de libération.

Les peuples du Nicaragua, d'Afghanistan, d'Iran, de Palestine, du Burkina, de bien d'autres pays, qui luttent pour leur indépendance nationale et contre l'impérialisme apprécient concrètement le soutien efficace que leur accorde la RPS d'Albanie dans leur lutte.

CONTRE LES FAUTEURS DE GUERRE

Le Parti du Travail a adopté une position particulièrement nette sur la question de la guerre et de la paix : le socialisme pour se développer n'a pas besoin de guerres, il est un adversaire résolu des guerres impérialistes et lutte pour conjurer celles-ci et, en premier lieu, une guerre mondiale provoquée par les super-puissances.

Tout en rappelant constamment que seul le triomphe du socialisme à l'échelle mondiale pourra prévenir définitivement tout danger de guerre, le PTA s'efforce de dresser une barrière infranchissable contre les forces d'agression et les instigateurs d'une nouvelle guerre, il appelle les peuples à rester vigilants, à ne pas renoncer à leurs justes luttes révolutionnaires et de libération, qui entravent directement les plans bellicistes de l'impérialisme.

Simultanément, l'Albanie dénonce le mythe du désarmement propagé par les super-puissances et démasque leurs manoeuvres pacifistes trompeuses visant à camoufler leur rivalité dans la production d'armes encore plus exterminatrices. Elle condamne tout accord ou traité conclu entre les USA et l'URSS qui, loin de supprimer la rivalité inter-impérialiste, contribue en fait à aggraver les contradictions et à accroître la tension internationale.

L'INDISPENSABLE INDEPENDANCE ECONOMIQUE

La politique extérieure indépendante de la RPS d'Albanie repose sur une base idéologique solide, mais aussi sur une indépendance économique véritable. En effet, l'Albanie estime que l'indépendance politique est purement factice si le pays n'est pas économiquement indépendant. C'est pourquoi, l'Albanie n'accepte aucun crédit venant du monde capitaliste, elle n'a aucune dette à son égard. Une telle fermeté — dont témoigne aussi son refus, sanctionné dans la Constitution, de participer à des organismes internationaux limitant sa souveraineté nationale — rend possible l'édification du socialisme en s'appuyant sur ses propres forces.

La propagande bourgeoise prétend que l'Albanie est isolée, refermée sur elle-même. Les Albanais, il est vrai, n'acceptent ni les traités inégaux ni les alliances agressives, ils dénoncent les intégrations politiques et militaires, ils refusent toute aide ou crédit asservissants et ferment leurs portes à l'importation de modes de vie dégénérés. En revanche, l'Albanie est ouverte et accueillante à tous ceux qui sont ses amis et luttent à ses côtés.

D'autres propagandistes hostiles insinuent que l'Albanie penchera tôt ou tard vers telle ou telle puissance impérialiste. Mais le peuple albanais et ses amis à l'étranger regardent l'avenir avec confiance, certains que l'Albanie continuera à préserver dans le futur sa liberté et son indépendance.

LA POLITIQUE ALBANAISE DE COEXISTENCE PACIFIQUE

Le prestige de la RPS d'Albanie sur la scène internationale et le rôle positif qu'elle y joue découlent également de sa politique de compréhension et d'établissement de relations de bon voisinage avec les autres pays — sur la base de l'égalité et du respect de la souveraineté, de l'avantage réciproque et de la non-ingérence dans les affaires intérieures de chacun. L'Albanie n'a de cesse de promouvoir une coexistence pacifique véritable et accorde une importance toute particulière aux relations avec les pays qui l'entourent.

En tant que pays balkanique, l'Albanie soutient tout ce qui favorise la sécurité et la paix dans cette région. L'interdiction, inscrite dans sa Constitution, d'installer des bases militaires et des années étrangères sur son territoire est d'ailleurs un des facteurs importants de sa politique de bon voisinage, que les autres Etats des Balkans devraient reprendre aussi à leur compte. Sur ces bases, l'Albanie développe ses échanges économiques, scientifiques et culturels avec ses voisins — Italie, Grèce, Yougoslavie, Turquie — qui favorisent l'amitié et la bonne entente dans la région.

L'Albanie a établi de telles relations diplomatiques, commerciales et culturelles avec nombre d'autres pays d'Europe et elle ne cesse de rappeler ses propositions censées et cohérentes pour éliminer les tensions et les affrontements sur ce continent. De sa voix claire et ferme, que ne parviennent pas à étouffer les ennemis des peuples européens, elle prône sans relâche l'opposition résolue aux superpuissances, la liquidation de leurs blocs militaires agressifs et l'éloignement d'Europe des armes nucléaires et des troupes étrangères américaines ou soviétiques qui menacent la paix.

Tout en oeuvrant pour la coexistence pacifique, le Parti du Travail n'en considère pas moins que les relations d'Etat à Etat ne peuvent entraîner l'arrêt de la lutte idéologique et des polémiques réciproques. L'Albanie entend conserver, tout autant que son indépendance d'Etat, son indépendance idéologique, elle entend poursuivre sa lutte contre toutes les idéologies et pratiques antimarxistes et réactionnaires, contre tous les courants qui entravent la marche du monde vers le socialisme et le communisme. Cette lutte idéologique permanente se situe sur un autre plan, ce que semblent ne pas comprendre par exemple les dirigeants de la Yougoslavie titiste qui répercutent de manière négative sur les échanges entre les deux pays les graves différends idéologiques qui les opposent.

UN INTERNATIONALISME AUTHENTIQUE

La politique extérieure de l'Albanie est la politique d'un pays socialiste authentique, la politique des principes prolétariens. Aussi, les relations d'Etat à Etat sur la base de la coexistence pacifique, les relations commerciales, ne constituent pas le seul contenu de sa politique étrangère.

L'Albanie socialiste aide et soutient activement la lutte du prolétariat et des peuples opprimés — c'est là une des fonctions essentielles de l'Etat prolétarien, comme l'ont enseigné Lénine et Staline. Cette aide qu'apporte l'Albanie aux peuples et aux révolutionnaires du monde est multiforme, mais elle s'exprime avant tout par l'exemple qu'elle constitue pour le mouvement de libération nationale et le prolétariat révolutionnaire, par la lutte idéologique et politique qu'elle mène dans tous les domaines pour démasquer l'impérialisme et la réaction.

Eduqués par le Parti du Travail dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, le peuple et les communistes albanais font progresser avec succès l'édification du socialisme dans leur pays. C'est là une victoire déterminante pour la révolution mondiale, pour la cause du prolétariat et des peuples, que la RPS d'Albanie soutient sans faille par sa juste politique extérieure.

Par son existence et son exemple, l'Albanie enseigne que "même un petit peuple a toutes les possibilités de combattre et de vaincre, de vivre libre et heureux, de progresser et de décider lui-même de ses destinées", elle démontre que l'ère du capital touche à sa fin et que des voies sont ouvertes menant au progrès général pour toute l'humanité, apportant ainsi une inestimable contribution internationaliste aux communistes qui luttent dans le monde entier. Bien sûr, soutenir les mouvements de libération et la révolution ne signifie pas intervenir dans les pays où ils ont lieu. L'internationalisme prolétarien n'a rien à voir avec les conceptions trotskystes qui, au nom d'une prétendue révolution mondiale, prêchent l'exportation de la révolution. Pour les marxistes-léninistes authentiques, "il est évident que les intérêts de la lutte révolutionnaire pour le renversement des régimes bourgeois ne peuvent pas exiger la mise en danger de l'Etat socialiste ni son isolement dans l'arène internationale, pas plus qu'un pays socialiste véritable ne peut jamais avoir intérêt à voir s'affaiblir et s'éteindre le mouvement révolutionnaire et de libération dans les autres pays, en raison du fait même que son renforcement et son élévation répondent à ses intérêts fondamentaux".³

La lutte inflexible que mène l'Albanie contre l'impérialisme et le révisionnisme entraîne et entraînera inévitablement les menaces et le blocus de ses ennemis. Mais rien n'entame la fermeté révolutionnaire de l'Albanie, tous ceux qui se tiennent à ses côtés peuvent le vérifier. Tout en se gardant d'aggraver artificiellement les conditions extérieures de la patrie du socialisme, la RPS d'Albanie poursuit dans la voie qu'elle a choisie, aucun chantage ne peut la faire renoncer à son attitude internationaliste.

Enfin, le Parti du Travail estime essentiel l'appui et le soutien réciproque des forces marxistes-léninistes dans le monde. Comme le déclarait récemment le camarade Ramiz Alia, "les communistes albanais n'épargneront rien pour renforcer encore plus les liens fraternels et d'étroite collaboration avec les partis marxistes-léninistes sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. (...) Le mouvement communiste marxiste-léniniste international atteindra un niveau supérieur afin d'orienter, de diriger et de mener plus avant le processus révolutionnaire mondial".⁴

La politique extérieure du Parti du Travail et de l'Albanie socialiste vise à défendre la liberté et l'indépendance du pays et les victoires que la révolution y a remportées, elle vise à défendre les intérêts de la RPS d'Albanie dans l'arène internationale et à assurer les conditions favorables pour poursuivre l'édification du socialisme. Cette politique extérieure, d'autre part, soutient les mouvements révolutionnaires de la classe ouvrière et des peuples pour la liberté, l'indépendance, le progrès social et le socialisme, elle défend la paix et la sécurité internationale dans une lutte résolue et intransigeante contre la politique agressive de l'impérialisme et de toute la réaction.

Ainsi, par son existence et ses victoires, l'Albanie rouge montre à l'humanité le chemin du progrès et de sa libération. Ainsi, par sa ligne en matière de politique étrangère, le Parti du Travail d'Albanie, avec Enver Hoxha à sa tête, permet aux révolutionnaires de s'orienter dans les processus complexes et contradictoires de la situation internationale à notre époque, il inspire la confiance inébranlable qu'ont les communistes dans la force invincible de la révolution et du socialisme, dans l'avenir communiste de toute l'humanité.

Marc ROGELET

Bernard PELTIER

1. V. Lénine, "La politique extérieure de la Révolution russe", Oeuvres, tome 25, p. 85.
2. Ibid.
3. Agim POPA, Vangjel MOISIU, "De certains problèmes actuels de la lutte de notre Parti contre le révisionnisme moderne à propos des questions du développement mondial présent", Albanie Aujourd'hui, n°5 (78), 1984, p. 57.
4. Ramiz Alia, *La juste ligne de notre parti, source de nos victoires*, Tirana, 1984, p. 36.

Vaines manoeuvres contre l'Albanie

Depuis des siècles, l'histoire l'Albanie s'identifie à résistance farouche d'un peuple contre la domination, l'invasion l'anéantissement. C'est du même sceau qu'est marquée l'histoire récente de l'Albanie socialiste sceau qu'est récente de l'Albanie. Instauré grâce à la lutte armée contre l'occupant fasciste-nazi et ses collaborateurs féodaux et bourgeois, le régime socialiste ne s'est développé en Albanie qu'au prix d'une lutte continue contre l'intervention étrangère, l'annexion, les manoeuvres et pressions de toutes sortes visant à saper les bases économiques et politiques du socialisme et, par là-même, à mettre le pays sous la tutelle asservissante de l'impérialisme mondial. Les Anglo-américains, les titistes yougoslaves, les révisionnistes soviétiques et chinois, nombre d'impérialistes se sont ainsi relayés durant quarante ans pour tenter de circonvenir ce petit pays et de le mettre sous la botte du capitalisme de l'Ouest ou de l'Est. Mais aucun n'est parvenu à ses fins. La coalition des impérialistes contre l'Albanie rouge s'est heurtée et se heurte à un roc, car son indépendance se fonde sur la force invincible du socialisme qui forge l'unité révolutionnaire du peuple, l'arme idéologiquement et militairement et lui assure l'existence digne et prospère à laquelle lui donne droit son labeur infatigable.

Faut-il penser pour autant que les victoires des communistes et du peuple albanais ont dissuadé les impérialistes de toute action contre l'Albanie ? Bien évidemment, non ! Comme l'a expliqué le camarade Enver Hoxha lui-même (voir ci-contre), la stratégie agressive de l'impérialisme contre le socialisme et la révolution est infiniment plus pernicieuse que la simple attaque frontale, bien que celle-ci ne soit jamais à exclure. Cette stratégie comporte de multiples aspects qui vont de la propagande hostile (pour tenter de discréditer l'Albanie socialiste vis-à-vis de l'opinion mondiale et de l'éloigner des peuples) aux interventions directes ou en sous main (par l'intermédiaire de réseaux d'agents à l'intérieur), en passant par les pressions économiques, politiques et idéologiques permanentes. C'est pourquoi l'enjeu de la lutte de classe sous le socialisme n'est pas un enjeu strictement intérieur. La dégénérescence révisionniste, qui est une menace objective sous le socialisme en raison du caractère transitoire de ce régime et de l'encercllement impérialiste, conduit directement et inévitablement n'importe quel pays, grand ou petit, dans les bras de l'impérialisme. Il n'y a pas de troisième voie entre le socialisme et le capitalisme. L'exemple de l'URSS et des pays de l'ancien camp socialiste, à l'exception de l'Albanie, est là pour le prouver. Le Parti du Travail d'Albanie a très tôt perçu les risques inhérents à la dégénérescence révisionniste et en a analysé le processus en profondeur. Déclarant la guerre au révisionnisme, cet ennemi mortel du socialisme, il a pris, aux différentes phases du développement du socialisme en Albanie, des mesures révolutionnaires pour éviter l'apparition des facteurs de dégénérescence. C'est parce qu'il a mené la lutte contre le révisionnisme, à l'extérieur et à l'intérieur, que le Parti a su préserver l'indépendance du pays en renforçant, dans l'unité combattante avec le peuple, ce qui en constitue la seule garantie : le socialisme.

C'est pour cette raison également que les impérialistes escomptent bien un jour que l'Albanie cédera au révisionnisme, car c'est la seule voie qui pourrait leur permettre chacun pour son compte de (re)conquérir l'Albanie. Tous les impérialistes ont fait et font encore aujourd'hui ce calcul. Ils savent que les pressions extérieures ne donnent de résultats que si elles sont combinées avec des actions à l'intérieur, menées dans l'ombre par leurs agents, pour déstabiliser le pays, éliminer la direction révolutionnaire, inspirer et favoriser les manifestations étrangères au socialisme qui sapent la lutte de classe révolutionnaire et la dictature du prolétariat. Mais de Koçi Xoxe à Mehmet Shehu, tous les complots fomentés par les impérialistes en Albanie ont échoué grâce à la vigilance révolutionnaire du Parti du Travail et à son grand dirigeant, le camarade Enver Hoxha. Jamais les agents révisionnistes, quelles que soient leur stature et leurs ambitions, n'ont trouvé un climat général propice à leurs menées, car le Parti du Travail a éduqué les communistes et le peuple albanais dans l'idéal révolutionnaire marxiste-léniniste et a aiguisé leur vigilance à l'égard de tous les comportements qui peuvent, directement ou indirectement, favoriser l'apparition du révisionnisme. Cette vigilance se traduit tous les jours en actes dans tous les secteurs de la vie, comme l'exige véritablement la dictature du prolétariat. La contre-révolution "pacifique" dont rêvent les impérialistes et pour laquelle ils agissent et complotent depuis quarante ans n'a pas lieu. Il est donc logique, comme le prévoyait le camarade Enver Hoxha, que ceux-ci spéculent sur les conséquences de la disparition des "vieux" dirigeants, quand ils ne cherchent pas à forcer le destin, comme ce fut le cas avec Mehmet Shehu, chargé d'assassiner le camarade Enver Hoxha. Ceci montre que les impérialistes, bercés de vains espoirs, suivent toujours leur ancien raisonnement à l'égard de l'Albanie et se préparent pour appliquer leur plan jusqu'au bout.

C'est ainsi, par exemple, que le directeur de la radio américaine qui émet depuis Munich en direction des pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est, "Radio Europe libre" (cette radio emploie un minier de personnes et coûte à Washington près de 120 millions de dollars par an, soit trois fois la contribution américaine à l'UNESCO !), a récemment avoué avec cynisme qu'"à l'horizon de 1985", "nous envisageons la création de programmes en albanais, pour préparer l'après-Enver Hoxha" (L'Express du 28/12/84). Les Américains, les Russes, mais aussi les impérialistes occidentaux comme les Français, de toute évidence s'affairent "pour préparer l'après-Enver Hoxha", c'est-à-dire pour lancer une nouvelle offensive contre le socialisme en Albanie et tenter, une fois de plus, de faire basculer le pays dans leurs sphères d'influence respectives.

Enver Hoxha sur

LE RAISONNEMENT DES IMPERIALISTES CONTRE L'ALBANIE

Les impérialistes, les révisionnistes et la bourgeoisie réactionnaire font ce calcul : "l'Albanie est un petit pays, nous pouvons à tout noient y intervenir pour changer la forme du régime, indépendamment du fait que les Albanais sont obstinés, courageux et qu'ils se battront, mais rien ne peut résister à notre force, surtout maintenant que nous, les grandes puissances, nous mus sommes entendues entre nous". "Et pourtant, pensent ces agresseurs éventuels, nous avons essayé tous les moyens, violents et subversifs, nous avons même recouru aux armes, au blocus économique contre l'Albanie mais en fait nos efforts se sont révélés vains. Tentons donc l'autre tactique, qui s'est avérée si efficace dans certains pays : la dégénérescence par la voie pacifique, l'infiltration par d'autres moyens, les sourires, les tractations commerciales, la publication d'un livre, d'un film, etc. C'est de cette façon que nous avons fait fléchir les "staliniens" en Union soviétique, que nous avons atteint notre but dans les autres pays socialistes, pourquoi alors n'y parviendrons-nous pas en Albanie aussi ? Et puis, attendras. Un beau matin ces vieux qui nous font obstacle trépasseront. Nous avons donc le temps. Travaillons de l'intérieur. Naturellement, essayons d'atteindre ceux qui ne sont pas encore formés, cherchons à connaître leurs penchants, encourageons-les d'une manière ou d'une autre et laissons la situation mûrir pour enlever la citadelle de l'intérieur, parce qu'en fin de compte on ne peut pas se cogner la tête contre un mur."

Tel est à peu près le raisonnement que se font les ennemis extérieurs et intérieurs de notre Parti et de notre peuple. Et nous, que nous appartient-il de faire ? Le raisonnement contraire, l'analyse réelle de la situation. Agissons judicieusement et énergiquement pour déjouer les plans des ennemis. Mais pouvons-nous les faire échouer ? Bien sûr, si mus luttons. Si nous ne luttons pas et si nous nous laissons endormir, alors les choses iront très mal pour l'Albanie socialiste, sinon aujourd'hui, en tout cas demain. N'oublions pas la tragédie de l'Union soviétique, qu'elle nous serve de leçon.

Extrait tiré des Oeuvres choisies d'Enver Hoxha, Tirana, 1982, tome TV, pp. 857-858.

Les marxistes-léninistes qui connaissent la situation du socialisme en Albanie et en admirent hautement les réalisations dans tous les domaines, savent bien qu'il s'agit là de rêves que les réactionnaires ont coutume d'en échafauder, imbus qu'ils sont, surtout depuis le renversement du socialisme en URSS, de leur puissance et de leur "éternelle" supériorité. Ils savent qu'en Albanie l'avenir appartient au socialisme, car le Parti et le peuple se sont battus et se battent toujours pour la défense et le triomphe du marxisme-léninisme et des idéaux révolutionnaires. Il est du devoir internationaliste des marxistes-léninistes partout dans le monde de soutenir activement l'Albanie socialiste dans son combat titanesque — qui est aussi le nôtre — contre l'impérialisme mondial, le révisionnisme et toute la réaction. Il est de leur devoir en France de démasquer les manoeuvres de l'impérialisme français contre le seul pays qui édifie aujourd'hui le socialisme dans le monde et qui incarne brillamment face à la coalition impérialiste l'idéologie révolutionnaire du prolétariat mondial.

Les intérêts impérialistes de la France dans les Balkans

Eh plein accord avec cette stratégie globale de l'impérialisme contre l'Albanie, la politique extérieure française a pris ces dernières années une orientation anti-albanaise beaucoup plus active. Ce nouvel interventionnisme à l'égard de l'Albanie ne s'explique pas principalement par l'anticommunisme viscéral de la social-démocratie obligée en permanence, comme on le voit depuis 1981, de donner des gages moraux de loyauté envers la bourgeoisie impérialiste, à la manière des renégats et des parvenus. Les intrigues de Mitterrand contre l'Albanie ont des causes moins symboliques, plus réelles, qui concernent directement les intérêts de l'impérialisme français dans les Balkans.

Depuis plus d'un siècle les impérialistes européens ont toujours considéré les Balkans comme une sorte d'arrière-cour dont la damnation assurait un avantage primordial sur l'adversaire en Europe et en Méditerranée. Aucune puissance ne désirait voir l'autre s'installer dans cette région de peur d'être menacée sur ses flancs. C'est pourquoi les puissances impérialistes n'ont pas hésité dans le passé à exciter les antagonismes entre les peuples balkaniques, hérités de leur histoire pluriséculaire, pour les dresser les uns contre les autres et s'assurer de la sorte le concours des classes dominantes locales, réactionnaires et chauvines, prêtes à se vendre au premier "protecteur" venu, le plus puissant soit-il. Mis en coupe sombre par les capitaux étrangers, maintenus dans une misère noire, subissant les ordres de patrons extérieurs, les pays balkaniques étaient considérés par les puissances comme des pions qu'elles pouvaient manoeuvrer à leur guise sur l'échiquier de leurs rivalités. Les tensions créées dans la région étaient à ce point attisées et manipulées de l'extérieur qu'elles servirent, certaines d'entre elles du moins, de détonateur au premier grand affrontement militaire inter-impérialiste de 1914.

Pour l'essentiel c'est d'ailleurs après cette guerre que, victorieuse grâce au million et demi de morts sacrifiés dans cette gigantesque boucherie, la France impérialiste s'assura de fortes positions dans les Balkans. Elle profita du vide laissé par la chute des empires austro-4iongrois, turc et russe pour s'infiltrer dans la région et devenir le

"protecteur" officiel de ce qu'il était convenu d'appeler la "Petite Entente", sorte de fragile coalition entre trois Etats : la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, principaux bénéficiaires de la guerre, la Pologne fut aussi associée à ce réseau avec lequel les impérialistes français durant près de vingt ans tissèrent des liens étroits et dans lequel ils possédaient d'importants intérêts économiques. Ils furent à l'origine de la création de l'Etat yougoslave sous domination serbe en 1918, affirmant leur rôle de maître tutélaire. C'est dans la même période que le dictateur albanais Zog vendit l'Albanie à l'Italie de Mussolini qui finit par l'annexer.

La Seconde Guerre mondiale bouleversa complètement la situation comme on le sait. Mais les impérialistes ne perdirent pas toutes leurs positions dans les Balkans, en Grèce et dans la Yougoslavie de Tito notamment, où le sang versé par les peuples pour se libérer du nazisme fut l'objet d'odieuses marchandises avec les impérialistes occidentaux. L'irruption du social-impérialisme sur la scène mondiale, et tout d'abord en Europe centrale, ne tarda pas à compliquer davantage la situation en entraînant tous les pays de l'ancien camp socialiste, à l'exception de l'Albanie, dans la ronde du capitalisme mondial — la contre-révolution khrouchtchévienne eut pour conséquence directe l'installation au pouvoir, dans ces pays, des révisionnistes qui eurent le feu vert pour annihiler les premiers acquis du socialisme ; et restaurer le capitalisme, à la condition qu'ils acceptent et fassent respecter la tutelle impérialiste de Moscou. Mais, de même que Khrouchtchev ouvrait les frontières de l'URSS à la "coopération" avec l'impérialisme américain sous prétexte de "compétition pacifique", les frontières de ces nouveaux pays révisionnistes s'ouvrirent à la pénétration des impérialistes (et de leurs capitaux), particulièrement intéressés et préparés, sous le masque de la "coopération", à étendre leurs tentacules et à reconquérir petit à petit toutes les positions perdues, voire de nouvelles.

Depuis une trentaine d'années, ces pays d'Europe centrale sont ainsi devenus l'objet d'une concurrence acharnée entre les deux superpuissances, l'URSS et les USA, ces derniers essayant avec leurs alliés occidentaux de grignoter la domination social-impérialiste dans l'espoir un jour d'emporter tout le morceau. La Pologne offre l'exemple le plus typique à cet égard (voir La Voie de Socialisme n°4, "Pour comprendre les événements de Pologne"). Pris entre deux feux et poussés par la logique capitulaire et réactionnaire qui les guide, les révisionnistes au pouvoir dans ces pays ont pensé trouver leur salut en menant une politique d'équilibrisme entre les deux superpuissances, ce qui s'est traduit, avec quelques nuances d'un pays à l'autre, par une double dépendance. Et il est clair que désormais ni le social-impérialisme soviétique, ni l'impérialisme américain et occidental n'entendent rien lâcher de ce qu'ils ont conquis, l'un une domination néo-coloniale, les autres une clientèle criblée de dettes.

Les intrigues de Mitterrand contre l'Albanie

C'est dans ce contexte politique et historique que l'impérialisme français cherche aujourd'hui à jouer sa carte. Ces propos de Mitterrand, tenus en décembre 1981, expriment le fond de sa stratégie : "Tout ce qui permettra de sortir de Yalta sera bon, à la condition de ne jamais confondre le désir que nous en avons et la réalité d'aujourd'hui." En d'autres termes, Mitterrand affirme les objectifs interventionnistes de la France en Europe centrale (c'est ce qu'il appelle "sortir de Yalta") tout en proposant une tactique souple qui consiste à ne pas défier ouvertement Moscou. Il s'agit d'employer des moyens "pacifiques" avec la conviction, tirée de l'expérience, que le révisionnisme au pouvoir crée lui-même les situations troubles qui permettent à la pénétration occidentale de conquérir le pays de l'intérieur.

Dans les Balkans, cette politique de l'impérialisme français est suivie à la lettre en Yougoslavie. Ce pays représente pour la France un atout de taille dans la région, une sorte de modèle qu'on aimerait retrouver partout. En effet, depuis des décennies, la Yougoslavie est une sorte d'"auberge espagnole" où tous les impérialistes de l'Ouest et de l'Est peuvent entrer comme bon leur semble. Chacun s'est assuré une clientèle parmi les clans qui s'y disputent le pouvoir. Les impérialistes jouent impudemment entre les oppositions nationales pour diviser les peuples yougoslaves et se présenter comme les bienveillants et indispensables "protecteurs" de telle ou telle nationalité contre telles autres suivant leur vieille politique balkanique. C'est ainsi que la France impérialiste a renoué après la guerre avec le vieux réseau serbe francophile qui se trouve être également, d'ancienne tradition, russophile — la France de la III^e République ayant remplacé la Russie tsariste dans le rôle de tuteur du chauvinisme grand-serbe après la Révolution d'Octobre. Loin de mettre en cause cette convergence d'influence et d'intérêt existant en Yougoslavie entre la France et l'URSS, Mitterrand l'a au contraire présentée, lors de son voyage à Belgrade en décembre 83, comme un facteur de stabilité pour le pays ! "L'harmonie en Europe passe par le dialogue franco-soviétique" (Le Monde, 18-19/12/83). A plus forte raison l'harmonie en Yougoslavie !! Mais qui peut croire que la stabilité dans ce pays peut provenir d'un accord entre des puissances extérieures pour le damner, et qui, dans ce but, s'emploie à monter les clans les uns contre les autres ou appuie les tentatives d'hégémonie d'un clan sur tous les autres ? Il est clair que la France soutient le clan serbe en Yougoslavie et qu'elle ne va pas à l'encontre, en dépit d'une certaine prudence verbale, des multiples revendications des chauvins serbes dont le vieux rêve bien connu est de concentrer entre leurs mains tout le pouvoir en Yougoslavie. Or, tout le monde sait en Yougoslavie et ailleurs que ce sont de telles revendications qui provoquent la déstabilisation du pays en créant des tensions entre les diverses républiques, déjà opposées entre elles pour régler leurs immenses

difficultés dues à l'anarchie capitaliste qui règne dans le système yougoslave. Ce sont ces mêmes revendications qui aboutissent aussi à la négation des droits nationaux d'une population compacte de deux millions d'habitants : les Albanais du Kosovo, qui vivent sous la fêrule chauvine des Serbes depuis 1913 et voient leurs légitimes revendications réprimées par la terreur fasciste. Mais le gouvernement français tant "épris des droits de l'homme" s'est bien gardé de dire un mot contre cette politique ignoble des grands amis de la France en Yougoslavie !

Au contraire. Il semble que ce soit le soulèvement de mars-avril 81 au Kosovo qui ait précipité la France dans la politique d'intrigues qu'elle mène désormais contre l'Albanie. C'est à la suite de ces événements que les campagnes anti-albanaises ont commencé à faire rage. Si jusqu'alors le silence et l'ignorance étaient de rigueur, on a vu "soudainement" réapparaître le fils de l'ancien dictateur Zog, qui se dit roi des Albanais et porte le non de Leka 1^{er}, entouré de ses hommes de main dans une résidence en France, accorder des interviews à la presse. La France semblait être devenue son troisième pays d'élection après l'Espagne de Franco et l'Afrique du Sud. Dans le même temps, le propre neveu de Mitterrand se lançait dans des diatribes anti-albanaises à la télévision, présentant les Albanais du Kosovo comme des réfugiés qui avaient fui l'Albanie et que l'on empêchait de rentrer au pays ! Récemment, c'est la femme de Zog qui pose pour la presse, juchée sur un trône de pacotille dans un château appartenant à un monarchiste français !

Mais le coup d'éclat de l'impérialisme français, plus grave que toute cette grotesque propagande dirigée contre l'Albanie socialiste, a consisté dans une véritable opération de barbouzes en juin 84, destinée de toute évidence à envenimer les relations entre l'Albanie et la France et à présenter l'Albanie à l'opinion française comme un agresseur dont il faut avoir peur. Le gouvernement français, sans apporter la moindre preuve, a "laissé" les médias accuser l'Albanie, avec une belle unanimité, d'avoir tué un pauvre "touriste" inoffensif. Fini le temps où, parfois, on louait timidement l'Albanie pour sa politique indépendante. Le petit pays s'est mué en une brute féroce dont chaque citoyen français doit craindre les coups ! Dans cette affaire ignoble qui est utilisée à bon compte pour traîner l'Albanie socialiste dans la boue et sert à déchaîner l'hystérie anticommuniste contre elle, on retrouve encore la main de l'entourage immédiat de Mitterrand en la personne de Trigano, le patron de cette entreprise néo-coloniale de vacances qu'est le "Club Méditerranée", dont Le Monde affirme qu'il "peut être rangé parmi les fidèles du chef de l'Etat". Et en effet, Trigano a tenu à merveille son rôle, commandé par l'Elysée, comme accusateur public numéro un dans cette mascarade honteuse.

De pareilles manoeuvres aventureuses de la part de l'impérialisme français attestent que l'Albanie socialiste est un vigoureux obstacle aux intrigues de l'impérialisme dans les Balkans. Les Mitterrand et autres qui lorgnent sur la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie, etc., butent sur un roc en Albanie. Ils ne peuvent y poser le pied pour y lancer des intrigues contre les pays voisins. En recourant à de piteuses mises en scène, ils prouvent que leur politique de déstabilisation qui sent la poudre et la guerre, n'a pas prise en Albanie. L'Albanie socialiste est l'ennemi irréductible de l'impérialisme d'où qu'il vienne. Les intrigues de Mitterrand montrent que les fauteurs de guerre sont prêts à tout pour semer le trouble, abattre l'obstacle albanais qui se dresse sur leur chemin et investir cette terre vierge de toute domination.

Mais, à l'inverse, le refus intrépide de l'Albanie socialiste d'accepter la moindre dépendance asservissante, sa lutte farouche contre toute ingérence, sa politique extérieure de principe, en particulier à l'égard de ses voisins, sont un puissant facteur de paix dans les Balkans. Les résultats obtenus dans les relations avec la Grèce, et même avec la Yougoslavie, sont un exemple pour tous les peuples de la région, car ils prouvent qu'en se fondant sur l'intérêt mutuel, des échanges durables et équitables peuvent se développer qui profitent aux peuples. La stabilité de toute une région s'en trouve renforcée. L'amitié entre les peuples étant plus étroite, l'intervention des puissances impérialistes devient plus difficile. Cette évolution est redevable aux efforts permanents de l'Albanie.

Pierre HASTEL

LUTTE DE CLASSES

Immigrés : Non aux discriminations

La main d'oeuvre étrangère a été une composante essentielle du développement du capitalisme en France, elle a représenté et constitue toujours la face la plus visible de la surpopulation flottante, cette part de la population active alternativement attirée et repoussée selon les cycles de la production (voir notre article dans le n° 3 de LA VOIE DU SOCIALISME).

En dépit des mesures restrictives contre l'immigration prises depuis une dizaine d'années dans qui favorise la lutte commune des les pays capitalistes développés, ouvriers de toutes nationalités il ne fait pas de doute que l'appel contre le capital, à une main d'oeuvre bon marché, toujours disponible en abondance, persistera. Dans cette situation, nous avons pris position contre toute limitation ou réglementation de l'immigration, en tant que mesures réactionnaires, qui tendent en outre à exercer une pression accrue sur l'ensemble de la classe ouvrière. Nous affirmons que le mouvement ouvrier doit lutter contre tout ce qui entrave le phénomène de l'immigration et soutenir tout ce qui favorise la lutte commune des ouvriers de toutes les nationalités contre le capital.

Or, a quoi assiste-t-on aujourd'hui ?

D'un côté, l'extrême droite, avec son nouveau tribun Le Pen, multiplie les déclarations et manifestations racistes, relayée sans vergogne par la droite officielle, Chirac en tête.

De l'autre, nos prétendus socialistes élaborent en série décrets et mesures sur l'immigration qui foulent aux pieds les droits les plus élémentaires des travailleurs.

Ainsi, le 10 octobre 1984, le Conseil des ministres a adopté, sur proposition de G. Dufoix, un ensemble de mesures dont le but est clairement affirmé : le blocage de l'immigration.

L'INTERDICTION DES REGROUPEMENTS FAMILIAUX

La principale de ces mesures vise l'arrêt des regroupements familiaux autour des travailleurs immigrés vivant déjà en France. La famille d'un étranger résidant en France ne pourra plus bénéficier de la procédure dite d'admission au séjour, c'est-à-dire qu'elle n'aura plus le droit de le rejoindre pour un séjour de durée indéterminée et faire régulariser ensuite sa situation. La venue de la famille sera désormais subordonnée à une demande préalable auprès de l'Office national de l'immigration (ONI) et plusieurs conditions devront être remplies pour que cette demande soit recevable :

* Le demandeur devra disposer d'un emploi stable. Mais qu'est-ce qu'un emploi stable pour l'ONI ? Les ouvriers du bâtiment, les OS de l'industrie automobile, les travailleurs agricoles jouissent-ils d'un emploi stable ? On mesure le cynisme qui conduit à imposer une telle condition quand on sait que les travailleurs immigrés sont en majorité ouvriers et concentrés dans les secteurs les plus atteints par les restructurations.

* Le demandeur devra disposer d'un logement qui lui permette d'accueillir sa famille et offrir "des garanties suffisantes pour une bonne insertion de la famille dans l'environnement social". Le logement devra être habité et visitable par l'ONI dès le dépôt de la demande — bien que l'examen de celle-ci puisse prendre plusieurs mois. De nombreuses municipalités refusant l'accès au logement pour le regroupement des familles immigrées — à droite comme à gauche, on invoque le critère discriminatoire des "quotas" d'étrangers —, on voit que cette seconde condition est tout aussi draconienne que la première.

En interdisant la régularisation a posteriori de la situation des familles venues en France, c'est donc bien l'interdiction de tout regroupement familial que vise le gouvernement socialiste. Il s'agit là d'une grave atteinte au droit élémentaire de tout travailleur de vivre en famille.

DES RESTRICTIONS A L'ASILE POLITIQUE

Le Conseil des ministres a également décidé de limiter l'entrée en France des "demandeurs d'asile politique". Dans ce but, l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA) doit être réorganisé. Le gouvernement prétend en effet que la demande d'asile politique sert trop souvent d'alibi à l'immigration clandestine.

Les belles phrases du "Projet socialiste pour la France des années 80" sont donc bel et bien enterrées. Le PS déclarait pourtant : "La lutte pour les droits de l'homme et des peuples commence bien entendu sur notre propre sol. La France ne sera entendue que si elle est elle-même exemplaire. Notamment dans sa pratique de l'asile politique, de l'accueil des réfugiés ou des travailleurs immigrés." Et encore : "Il faut aussi éliminer les discriminations omniprésentes entre les travailleurs étrangers et nationaux. C'est une question d'égalité des droits : droit au travail, droits sociaux, droit d'expression, droit d'association, de représentation."

Malgré ces bonnes paroles, le gouvernement socialiste est allé plus loin que tous ses prédécesseurs : Les premières mesures favorisant le regroupement familial ont en effet été prises en juillet 1974 par P. Dijoud, quelques jours après l'interruption "provisoire" de l'immigration. En 1977, L. Stoléru tenta de suspendre pour trois ans l'immigration familiale, mais cette mesure fut annulée par le Conseil d'Etat. En octobre 1981, la plupart des mesures restrictives de Stoléru édictées par voie de circulaires et de décrets ont été annulées par une loi et les travailleurs immigrés se voyaient ainsi reconnaître légalement le droit de vivre en famille.

Il est vrai que la droite ne se distingue pas moins que la gauche en matière de discrimination : Depuis un an, le Bureau d'aide sociale de la mairie de Paris écarte les immigrés sans papiers du bénéfice des secours d'urgence prévus au titre de l'aide sociale. Cette décision de l'administration Chirac est totalement illégale puisque l'attribution de ce secours ne doit dépendre que de la situation matérielle de l'éventuel bénéficiaire, et non de sa nationalité ou de son statut juridique.

Toujours à Paris, une centaine d'enfants se sont vus refuser leur inscription à l'école maternelle, sous le motif que les titres de séjour de leurs parents, immigrés, étaient incomplets. A Villemomble, commune RPR également, les fiches d'inscription des enfants en classe maternelle portaient des mentions concernant le titre de séjour des parents, ce qui là encore est totalement illégal.

On ne sera pas étonné de constater que le gouvernement entérine sans vergogne ces inquiétantes innovations juridiques. Dès mars 1983, il s'était d'ailleurs lancé dans cette voie en publiant une circulaire émanant du ministre de la Solidarité (!), Bérégovoy, qui donnait une interprétation très limitative des conditions d'attribution des allocations familiales : ce texte excluait du bénéfice des allocations familiales les étrangers disposant d'un titre de séjour d'une durée inférieure à 3 mois. Un travailleur immigré se trouvant en France depuis plusieurs années, mais titulaire d'un titre de séjour renouvelé tous les 3 mois ne pouvait donc bénéficier des allocations familiales.

La gauche comme la droite appliquent donc une même politique discriminatoire à l'égard des travailleurs immigrés, la politique du capital : on les recrute comme travailleurs actifs pour accumuler le capital et on réalise un maximum d'économies sur le coût global de cette main d'oeuvre — en diminuant en particulier le coût du renouvellement des générations de travailleurs.

Comme nous l'avons déjà affirmé, les marxistes-léninistes s'opposeront à tout statut spécial pour l'ouvrier étranger, à toute discrimination, dans le travail ou la société.

Louise LAMBERT

Qui pousse les chômeurs à la misère ?

Selon les estimations de l'UNEDIC, il y aurait près d'un million de demandeurs d'emploi qui ne touchent pas d'allocation. Ils se répartissent en cinq catégories : ceux qui, inscrits à l'ANPE, n'ont pas déposé de dossier aux Assedic (28 %), ceux dont la demande a été rejetée (38 %), ceux dont le dossier a été classé (6 %), ceux en période de délai de carence (10 %), les radiés (18 % ; en 12 mois, ils ont été 507 000 dans ce cas). Fin septembre, ils représentaient 43,1 % des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE : 53 % ont moins de 25 ans, 37 % ont entre 25 et 49 ans et 13 % entre 50 et 59 ans.

Si les causes économiques du chômage apparaissent clairement aux marxistes, il faut aujourd'hui faire l'analyse des mesures prises ces deux dernières années en France à l'encontre des chômeurs, et dénoncer le rôle joué par le PCF et les syndicats, en particulier la CGT. En effet, après plusieurs mois d'une relative discrétion, participation au gouvernement oblige, ceux-ci désapprouvent aujourd'hui les conséquences de mesures à l'élaboration desquelles ils ont participé en tant que ministres et qu'ils ont signées en tant que responsables syndicaux. Les exclus de toute forme d'indemnisation forment le plus gros du bataillon de ces "nouveaux pauvres" dont on nous a (un temps seulement, scoop oblige !) tant parlé fin 1984. Il faudrait y ajouter les demandeurs d'emploi indemnisés et en situation de pauvreté : le même organisme cite le cas des 480 000 chômeurs qui perçoivent moins de 1 300 F par mois d'allocation. Ainsi le processus de paupérisation du prolétariat, conséquence inévitable de la loi générale d'accumulation du capital, se développe au coeur même des métropoles du monde capitaliste, il crève les yeux, même ceux des apologistes de la "société de consommation".

En France, en plein régime dit socialiste, combien sont-ils en réalité ceux que l'administration ne veut plus considérer comme chômeurs, parce qu'inutilisables et trop coûteux aux yeux du patronat et du gouvernement ?

Plus la grande industrie se développe et conquiert des marchés extérieurs, plus la demande de main-d'œuvre subit des fluctuations. C'est pourquoi le maintien d'une année de réserve industrielle est une nécessité pour le capital, qui l'utilise de surcroît comme moyen de pression permanent sur les aspirations de la main-d'œuvre employée. En France, depuis 1958, le gouvernement a activement participé à son entretien, avec la mise en oeuvre d'une politique d'indemnisation financée par l'Etat grâce à un prélèvement sur le coût de la force de travail active (les cotisations salariales et patronales), mais à partir de la fin des années 60, les chômeurs ne sont plus seulement les inactifs (jeunes sortant de l'école et femmes reprenant une activité...). Alors que pendant les années antérieures emploi salarié et chômage s'étaient développés parallèlement au niveau global, désormais de plus en plus d'actifs viennent s'inscrire au chômage et l'emploi industriel commence à baisser.

Mais si une partie de ce chômage résulte de licenciements dus à la fermeture d'entreprises ou à la réduction de leurs activités, l'emploi précaire (contrat à durée déterminée et intérim) est devenu le motif principal d'inscription à l'ANPE (34,7 % en août 1984), et en 1984, 60 % des placements effectués par l'Agence étaient des emplois à temps partiel ou temporaires. Ce qui signifie qu'à côté du développement d'un chômage de longue durée effective, une grande partie de la main-d'œuvre inscrite au chômage n'est que temporairement privée de travail et non pas considérée comme inutilisable. C'est bien au contraire une réserve parfaitement adaptée aux besoins actuels d'un capitalisme en période de récession et d'incertitudes économiques.

Le problème pour le patronat et le gouvernement est que cette réserve est devenue pléthorique, et son , entretien fort onéreux, d'autant que le chômage de longue durée touche un nombre toujours croissant de chômeurs : l'ancienneté moyenne au chômage était de 300 jours en novembre 84 (327 en juin) ? 40,7 % des chômeurs étaient inscrits depuis plus d'un an, les chômeurs âgés de plus de cinquante ans étant les plus touchés (58,9 % des hommes, 71,5 % des femmes dans cette tranche d'âge). (Enquête Emploi de l'INSEE, mars 1984).

Aussi le patronat fait-il tout depuis plus de six ans pour réduire sa note de frais, et à l'origine des récentes réformes de l'indemnisation du chômage, les négociations Patronat-syndicats et les décrets gouvernementaux ont cherché à répondre à cette volonté.

En mars 1979, avait eu lieu un premier précédent, une première atteinte : l'allocation spéciale versée aux victimes d'un licenciement devint dégressive. Mais les grandes "réformes" sont bien le fait du gouvernement PS/PC : En novembre 1983, à la suite de la dénonciation unilatérale du système d'indemnisation en vigueur par le patronat, un décret Bérégovoy pallie la carence de la politique contractuelle et frappe un premier grand coup : réduction des aides et des durées d'indemnisation, conditions restrictives au versement des indemnités. Ces mesures "d'économie" se traduiront par l'exclusion d'environ 230 000 personnes du régime d'assurance.

L'ACCORD DU 9 FÉVRIER 1984

Mais c'est l'accord du 9 février 1984, ratifié par Bérégovoy, Ralite et tous les syndicats qui va pouvoir donner satisfaction au patronat, et éclairer de façon lumineuse le rôle des syndicats qui prétendent défendre les intérêts des travailleurs.

Les plus importantes modifications qu'il introduit sont les suivantes :

* Création de deux systèmes distincts dans le mode de financement :

- un régime d'assurance financé par les cotisations salariales et patronales ;
- un régime de solidarité nationale financé par l'Etat.

* Approbation d'un cortège de mesures restrictives et contraignantes :

- suppression de l'allocation spéciale pour les licenciés économiques ;
- renforcement du lien entre durée d'affiliation et durée d'indemnisation ;
- diminution du taux d'indemnisation, dégressif en fonction de la durée et de l'âge ;
- diminution de la durée initiale de versement des indemnités d'assurance-chômage ;
- augmentation de 0,72 % de la cotisation des salariés.

La création de deux catégories de chômeurs a pour résultat, et objectif, de débarrasser le patronat de la majeure partie des coûts du chômage qu'il a lui-même suscité, notamment en ce qui concerne les licenciements et les droits des salariés à statut précaire. Les jeunes et les femmes demandeurs d'un premier emploi sont confiés — et à quelles conditions — au régime de solidarité, ainsi que les chômeurs longue durée âgés de plus de 50 ans. Le patronat se débarrasse aussi des licenciés de plus de 55 ans, les préretraités, pris en charge par le Fonds National de l'Emploi, et, au rythme des Commissions paritaires de l'Emploi (le CNPF y détient 50 % des voix), il peut se délester de ses propres indemnisés lors des demandes de prolongation.

A l'Etat donc de supporter toujours plus la "gestion sociale" du chômage : à ces nouvelles catégories de chômeurs reconnus comme tels, il faut en effet ajouter les congés de conversion, l'ensemble des préretraités et les retraités en garantie de ressources. Mais en ces temps de restrictions financières, la solidarité publique a elle-même ses limites : on "assiste" à durée limitée. L'allocation d'insertion, réservée aux jeunes et aux femmes (à certaines conditions) est en effet limitée à un an, et l'allocation de solidarité, réservée aux chômeurs longue durée, à six mois renouvelables. De plus, sous prétexte d'éviter le recours abusif au régime de solidarité, il a été institué un délai de carence (entre 3 et 6 mois) lors du passage entre les deux régimes.

Telles sont les mesures qui ont privé et privent toujours plus des centaines de milliers de chômeurs de toute ressource. Et quels en sont les auteurs et responsables ? Le patronat, mais surtout les ministres du PS et du PCF et les syndicats ouvriers qui, au nom des "nouveaux critères de gestion", ont jeté dans la misère les laissés pour compte de la modernisation et du redéploiement industriels.

On ne peut pas dire qu'ils s'en soient vantés, mais ils sont même allés jusqu'à nier leurs responsabilités ! Dans des articles dénonçant l'agression du patronat et ses responsabilités (dans les conséquences de ces mesures), le PCF et la CGT se font fort de laisser entendre qu'ils n'ont pas signé ces mesures. Dans L'Humanité du 11 octobre 84, "la CGT s'est opposée jusqu'au bout" (aurait-elle été obligée de signer ?), et dans Le Peuple du 25 octobre 84, "la CGT n'a pas signé l'accord du 10 janvier 1984" : effectivement, elle n'a pas signé le premier protocole, mais sa signature figure bel et bien dans la Convention du 24 février suivant relative à l'assurance-chômage, conclue à la suite du protocole du 10 janvier et du relevé de conclusions du 9 février.

Les dirigeants révisionnistes cégétistes sont-ils des traîtres par négligence ? Même pas. Il s'agit bien là d'une volonté délibérée, exprimée dès le début, maladroitement camouflée ensuite, depuis que les révisionnistes sont repassés dans l'opposition. Quels intérêts politiques ces trahisons sont-elles censées servir ? Certainement pas les intérêts économiques et politiques des travailleurs qui subissent actuellement les assauts les plus durs depuis la guerre contre leurs conditions de vie. Quels que soient les mensonges de ceux qui ont participé à la remise en cause de la législation sociale antérieure, il est évident que les travailleurs savent qui les frappent et ne souffrent pas de ce genre d'amnésie...

Claire PASCAL

Nouvelle-Calédonie : le plan colonial de Mitterrand

L'assassinat d'Eloi Machoro, la répression du mouvement indépendantiste par les 6000 hommes de troupe envoyés par le gouvernement mettent à nu le visage barbare de la république démocratique bourgeoise lorsque celle-ci doit défendre les intérêts vitaux de la classe au pouvoir : la bourgeoisie impérialiste. La politique de "consensus" tentée par le gouvernement de la gauche depuis 1981 s'évanouit comme un rideau de fumée.

De même qu'en métropole les socialistes et les révisionnistes cherchent à concilier les intérêts de la bourgeoisie et de la classe ouvrière, de même, dans les colonies, ils préconisent l'association des colons et des colonisés. La logique social-démocrate est typique de toute attitude colonialiste, qui prétend que le peuple colonisé a des devoirs envers le colonisateur. A l'inverse, la position correcte consiste à dire : le peuple colonisé n'a aucun devoir envers la métropole, il n'a que des droits, et le premier de tous, l'indépendance, doit être immédiatement et totalement reconnu. Ce n'est que sur cette base, l'indépendance totale, que tous les autres problèmes doivent et peuvent être réglés.

La situation qu'affronte le peuple kanak est extrêmement complexe à tous égards :

Le peuple kanak, constitué en une société originale fort ancienne, a, au cours des 130 années de colonisation, été décimé par la répression coloniale et les maladies consécutives à la destruction de sa société. De 60 à 70 000 individus en 1854 à l'arrivée des Français, la population tombe, surtout après la terrible répression de 1878, à 30 000 en 1901. Isolés dans des réserves situées dans les vallées les moins fertiles de l'île les Kanaks sont considérés par les colons comme des citoyens de seconde zone, qui n'accèdent à la citoyenneté qu'en 1948. Depuis 1878 la société néo-calédonienne se développe sur le type de l'apartheid, voilà la réalité.

La question de la terre

La population agricole mélanésienne, qui comprend aujourd'hui près de 12 000 personnes, ne peut cultiver que 15 000 ha sur les quelque 160 000 ha de réserves.

A l'opposé, chez les Caldoches, 881 personnes composent la population agricole et totalisent plus de 330 000 ha de terres cultivables. Parmi ces Caldoches, 98 possèdent des "stations" d'une superficie de 500 à plus de 20 000 ha (l'une d'entre elles dépassait les 36 000 ha en 1976), s'étendant sur 250 000 ha de terres permettant toutes les cultures possibles.

Le colonialisme veut présenter la question de la terre pour les Kanaks comme une question purement "morale", comme un "symbole" de leur identité, comme une entité quasi divine. A l'inverse, les Caldoches auraient une légitimité historique à exploiter les terres, découlant... de la colonisation.

Mais la réalité est tout autre : cette terre, dont ils ont été dépossédés par le fer et le feu, est vitale pour les Kanaks, que le colonialisme a enfermés dans le passé, qu'il a marginalisés dans les réserves et cantonnés dans une économie vivrière ne leur permettant que de survivre.

Aujourd'hui, en Nouvelle-Calédonie, les surfaces cultivables qui pourraient nourrir une population de 3 millions d'habitants, ne suffisent pas pour 140 000, du fait de leur très faible mise en valeur par les Caldoches. Dans l'élevage, par exemple, le rendement est de 8 fois inférieur à celui de la métropole (il n'est que de 0,2 tête de bétail par hectare).

S'il y a une "morale" à tirer, c'est qu'il est tout à fait légitime de la part des Kanaks de vouloir cultiver une terre laissée à l'abandon par les descendants de ceux qui ont dépossédé leurs ancêtres !

Pour les Kanaks, la question de la terre comme moyen d'existence est donc essentielle. Il en va tout autrement pour les Caldoches et les banques qui les financent : "à quoi bon former des agriculteurs, alors que le territoire est arrosé de tomates néerlandaises et de steaks australiens (...) c'est l'économie de comptoir. Trois à quatre très grosses boîtes tenues par des familles caldoches contrôlent toute la filière : des entrepôts sur le quai aux grandes surfaces de Nouméa... et même les magasins de brousse" (Libération, 30.11.84).

Voilà ce qui intéresse les Caldoches : faire du commerce en profitant de l'aide généreuse accordée par la France métropolitaine (1 milliard de francs en 1983).

Le nickel

Le second enjeu de la Nouvelle-Calédonie, c'est le nickel. Les réserves de l'île représentent 43 % des réserves mondiales en minerai. Alors que cette industrie a continuellement évolué en dents de scie, le boom des années 1989-1972 a provoqué un véritable raz-de-marée dans l'île, sur laquelle se sont rués les capitaux et les hommes.

Mais la chute brutale des cours du nickel n'a pas tardé à faire effondrer ce château de cartes. Les nombreux mineurs indépendants ont dû disparaître ou se concentrer. La Société Le Nickel (SLN) naguère possédée par la

Banque Rothschild a, quant à elle, restructuré son capital, aujourd'hui réparti entre ERAP (70 %), ELF-Aquitaine (15 %) et IMETAL (15 %).

Les banques métropolitaines ont rapatrié leurs capitaux et les Caldoches ont investi en Nouvelle-Zélande ou en Australie ; ils ont, surtout, développé un réseau d'import-export solide dont ils tirent d'importants profits, au détriment de l'île dont la balance commerciale est de plus en plus déficitaire.

En Nouvelle-Calédonie, dans cette société typiquement coloniale où la plus grande partie de la population est rejetée dans l'ombre de vallées incultes pendant que les colons caldoches font de juteuses affaires à Nouméa, la situation objective suffit donc largement pour expliquer l'aggravation actuelle des contradictions.

La politique à double visage de la gauche

Le gouvernement socialo-révisionniste a voulu enclencher un processus où chacun, colonisés et colons, trouverait son intérêt : les premiers verraient leur souveraineté reconnue et les seconds... leurs privilèges coloniaux maintenus ! Depuis septembre 1981, quand H. Emmanuelli (ministre des DOM-TOM) lance ses idées de réformes, toute la politique du gouvernement de la gauche consiste à prêcher la conciliation, à mettre sur le même plan colonisés et colons, égaux en droits et en devoirs, et à faire croire que, sur cette base, le consensus est possible.

Cette politique est connue, elle a déjà été mise en oeuvre en Algérie par les mêmes socialistes (avec l'appui des mêmes révisionnistes, Cf. LA VOIE DU SOCIALISME n° 4) et on sait ce qu'elle recouvre en réalité : des mots, du vent et de la démagogie en direction des colonisés, concessions sur concessions en direction des ultra-colonialistes. C'est que le but de la politique des socialistes et des révisionnistes n'est pas l'indépendance des peuples coloniaux, mais le maintien de la "présence française", c'est-à-dire le maintien des intérêts économiques et stratégiques de l'impérialisme français. Dès lors que ces intérêts s'identifient à une forte présence de colons, ce qui est le cas en Nouvelle-Calédonie, cette politique tend à laisser les mains libres aux colons, à pousser à l'action les forces ultras et, finalement, à leur donner des gages en réprimant le mouvement de libération.

La présence française en Nouvelle-Calédonie passe nécessairement par la présence des colons, et celle-ci suppose nécessairement l'oppression coloniale, la non-reconnaissance des droits élémentaires du peuple kanak, l'absence de solution du problème foncier, etc. L'"utopie" du gouvernement de gauche est de vouloir plaquer une superstructure néo-coloniale sur un fait colonial auquel on ne touche pas. L'"astuce", incroyablement cynique et totalement répugnante, est de présenter aux Kanaks des symboles, comme autrefois les pères missionnaires étalaient leur verroterie : on attachera symboliquement le Kanak à sa terre, on lui reconnaîtra symboliquement la légitimité historique de sa souveraineté ; pour le reste, on renforcera les liens coloniaux entre la France et la Nouvelle-Calédonie. Et si les Kanaks entretiennent un rapport autre que symbolique avec leur terre et leur nation, on libère alors toutes les forces de la barbarie colonialiste, et c'est la répression, les assassinats, la terreur.

En mai 1982, le gouvernement adopte quatre ordonnances, dont la plus importante crée un office foncier "chargé de jouer le rôle d'arbitre entre les différentes communautés" (Le Monde, 16.5.82). Il n'est alors nulle part question d'indépendance. C. Nucci (nommé haut-commissaire en Nouvelle-Calédonie) déclarait peu de temps avant la publication des ordonnances :

"La revendication mélanésienne se situe au niveau culturel et politique (...) Toute solution politique qui refusera de considérer deux faits fondamentaux : la reconnaissance de l'identité canaque et l'acceptation de fait que certaines ethnies ont concouru au développement de ce territoire sera porteuse d'échec et d'affrontements (c'est nous qui soulignons). Le peuple mélanésien a des droits, mais n'a-t-il pas des devoirs vis-à-vis des autres ethnies que lui imposent son passé et l'avenir de son pays ?" (Le Monde, 6.4.82).

Tous les éléments de la politique socialiste-révisionniste sont en place : préserver la "présence française", définir les droits et les devoirs des Kanaks, droits "symboliques" et devoirs réels envers les colonisateurs qu'il faudrait encore remercier, bref : "souveraineté éternelle" des Kanaks et "autorité séculière" des colons.

Nous insistons : cette politique est aussi celle des dirigeants révisionnistes du PCF. Ils ont par exemple soutenu les ordonnances de mai 1982, sous prétexte qu'elles "s'inscrivaient dans le nécessaire processus de décolonisation" (selon l'expression encore employée dans Les Cahiers du Communisme de janvier 1985, page 110), de même qu'ils ont soutenu la mascarade de la table-ronde de Nainville-les-Roches (juillet 1983) qui préconise un "statut d'autonomie interne spécifique et évolutif".

Aujourd'hui encore, comme il l'a toujours fait pour chaque question coloniale, le PCF se contente d'évoquer les droits historiques du peuple kanak, son droit à décider de son avenir, sans jamais faire allusion à la seule condition qui permettrait à ces droits de se concrétiser : l'indépendance.

La hâte avec laquelle le gouvernement de gauche a levé l'étendard de la "souveraineté éternelle" des Kanaks n'est due, bien entendu, qu'à l'essor du mouvement de libération kanak et à la situation qu'il créait en Nouvelle-Calédonie.

En septembre 1981, Pierre Declercq, secrétaire général de l'Union calédonienne, était assassiné. Eloi Machoro et ses camarades organisent le siège de Cana-la, dans ce fief ouvrier des mineurs de Kouaoua à la longue tradition de luttes. Le mouvement indépendantiste se structure et gagne en influence, en particulier chez les jeunes générations. Selon un processus bien connu, les colons se hâtent de tirer parti des ambiguïtés de la politique du gouvernement et de lui arracher la légalisation définitive de l'apartheid.

Ils savent, eux, que l'indépendance signifie la disparition de leurs privilèges et veulent, pour éloigner ce spectre, des gages réels. Alors que le gouvernement de la métropole se préoccupe de calmer la revendication indépendantiste, de neutraliser par la démagogie le mouvement de libération, eux veulent supprimer toute trace de ce mouvement, éliminer tout embryon de revendication indépendantiste. Ils réclament du gouvernement un acte concret montrant sa détermination à préserver le colonialisme et, invariablement, le gouvernement leur donne satisfaction : assassinat d'Eloi Machoro, frappé par une balle qui — A. Savary l'a justement remarqué — "est arrivée là où on voulait qu'elle arrive", quadrillage de l'île et répression du peuple mélanésien par un corps expéditionnaire qui atteint aujourd'hui 6000 hommes.

Le plan Pisani

Début 1983, après les incidents de Nouméa où deux gendarmes avaient été tués dans un affrontement avec les Kanaks, Roynette (remplaçant de Nucci) avait rappelé nettement les positions du gouvernement PC-PS : "Son souhait, son vœu, sa volonté est de faire en sorte qu'on pratique une évolution institutionnelle en y associant toutes les composantes de la population. Ce que le gouvernement ne peut pas admettre, c'est que l'une des composantes exclue l'autre et inversement" (Le Monde, 18.1.83). Le "plan miracle" annoncé par Pisani découle naturellement de cette ligne fixée par Mitterrand dès 1981.

Ce plan prétend concilier trois exigences qu'il veut imposer en bloc :

- * La sauvegarde des intérêts géopolitiques de la France dans le Pacifique sud ;
- * La préservation des intérêts des colons caldoches ;
- * la satisfaction de la revendication de souveraineté du peuple kanak sur sa terre natale.

C'est donc bien la même manœuvre qui se poursuit et, sous l'apparence d'une tentative de conciliation de toutes les parties en présence, le statut proposé représente une véritable provocation à l'égard du peuple kanak, puisque les deux derniers points sont en réalité inconciliables. Les colons caldoches tenant entre leurs mains toute la puissance économique de l'île, à quoi correspondrait une nationalisation du sol et du sous-sol si les intérêts colonialistes sont préservés, sinon à une concentration plus poussée de la puissance économique ? De quelle indépendance parle-t-on quand la France s'arroge le droit d'intervenir directement dans le développement économique de l'île ? De quelle indépendance parle-t-on quand la France se réserve le droit d'"assurer la sécurité" du territoire par la seule présence de l'armée française ? De quelle indépendance parle-t-on pour le peuple kanak quand la France s'accorde le droit de prendre en charge la formation des futures générations du "libre Etat calédonien" ?

Le plan Pisani n'est qu'une odieuse mascarade qui vise à présenter comme une ultime solution démocratique la perpétuation de l'état d'apartheid. Mais ceux qui, trente ans plus tard, entendent utiliser contre le peuple kanak les mêmes méthodes colonialistes qu'en Algérie doivent prendre garde : l'histoire a montré qu'un peuple aux longues traditions de lutte ne saurait se laisser saigner comme un mouton. L'impérialisme ne peut étouffer longtemps le combat d'un peuple pour son indépendance, tôt ou tard il doit rendre des comptes.

Jean-Louis MAY

N°6-7-8 — Janvier-Juin 1985

Les conditions de notre lutte

L'échec du réformisme met le mouvement ouvrier dans une situation difficile. L'impasse dans laquelle l'ont mené les partis de l'ex-Union de la gauche est douloureusement ressentie par les travailleurs. Le doute et le découragement gagnent du terrain. Malgré cela, bon nombre de militants ouvriers cherchent à sortir de cette impasse, réfléchissent sur les causes de l'échec de la gauche, sur les ressorts de la politique des dirigeants du PCF, sur l'origine de la dégradation du mouvement syndical. Ces militants veulent trouver la voie qui permettra de lutter réellement contre le capitalisme et de l'abattre. Les marxistes-léninistes doivent absolument redoubler d'efforts pour jouer pleinement leur rôle dans cette situation. Beaucoup sont encore isolés, inactifs. Ces camarades doivent comprendre qu'ils peuvent dès maintenant contribuer à l'édification d'un mouvement marxiste-léniniste unifié dans notre pays qui, le moment venu, pourra redonner à la classe ouvrière son parti d'avant-garde. Ce parti ne tombera pas du ciel, il ne naîtra pas d'un coup de baguette magique. Pour que chacun comprenne qu'il a la possibilité et même le devoir de joindre ses efforts aux nôtres pour accroître la force du mouvement marxiste-léniniste, il est de la plus haute importance de bien saisir quelles sont les conditions de notre lutte, quel est l'état des facteurs objectifs et subjectifs. Nous luttons dans un pays impérialiste, secoué par des contradictions très aiguës, alors que le mouvement ouvrier se trouve depuis longtemps sous la tutelle de l'opportunisme, en premier lieu du révisionnisme, aujourd'hui en pleine décomposition. Dans ces conditions, et comme nous l'avons écrit dans la "Charte pour le journal canon des marxistes-léninistes français" parue dans le n° 1 de LA VOIE DU SOCIALISME (mars-avril 1984), la constitution d'une force politique marxiste-léniniste ne peut résulter que d'un immense effort pour affirmer notre doctrine révolutionnaire, en combattant et en réfutant toutes les théories antimarxistes des révisionnistes modernes et des autres courants opportunistes.

Comprendre les conditions de notre lutte

La lutte politique de classe est aujourd'hui peu vigoureuse. Alors que les antagonismes de classe n'ont jamais été aussi exacerbés, leur reflet politique est terriblement atténué, la classe ouvrière n'existe pas comme une force politique indépendante. Elle n'a pas conscience que, pour transformer sa condition, il lui faut détruire le système capitaliste et instaurer le socialisme. Sourds à la bourgeoisie grâce à la tutelle révisionniste, le mouvement ouvrier ne se développe pas en un véritable mouvement révolutionnaire. Il n'est évidemment pas satisfait de son sort, mais les changements auxquels il aspire ne trouvent pas une expression politique nette. Lénine indiquait : "L'expression la plus rigoureuse, la plus complète et la mieux définie de la lutte politique de classe, c'est la lutte des partis" (Oeuvres, t. 10, p. 75).

Or aujourd'hui le prolétariat n'a pas de parti indépendant, au sens de : indépendant politiquement et idéologiquement de la bourgeoisie. En conséquence, la lutte des partis ne reflète pas clairement l'antagonisme principal de notre société, la contradiction capital-travail. Tous les partis qui s'expriment actuellement sur la scène politique se prononcent en fait pour la perpétuation de l'esclavage salarié. Mais il faut ajouter que le prolétariat, même sans parti indépendant, ne trouve pas l'occasion d'affirmer son poids et sa présence dans une lutte politique qui opposerait d'autres classes sociales ou différentes fractions de la bourgeoisie, car cela a pu être le cas au XIX^e siècle, avec la longue bataille pour la République.

Il existe en effet une grande différence dans les conditions historiques où se pose cette question de l'indépendance du prolétariat. Au siècle dernier, le problème pour le mouvement ouvrier révolutionnaire était de se dégager du parti radical bourgeois, pour lequel il combattait dans la mesure où il assumait souvent à la place de ce parti les tâches démocratiques républicaines de l'Etat bourgeois. Au XIX^e siècle, la classe ouvrière française, plus que toute autre, a déployé son énergie révolutionnaire dans cette direction. A travers plusieurs révolutions, de 1789 à 1871, elle a forcé la bourgeoisie à créer un régime politique qui convienne le mieux au libre déploiement de sa lutte de classe : la république démocratique bourgeoise. Au cours de cette longue lutte, les conflits opposant les diverses fractions des classes réactionnaires ont toujours servi de prétexte à de nouvelles révolutions, où le prolétariat a joué le rôle de principale force motrice pour parvenir à assurer la conquête de la république. Mais, n'ayant pu que temporairement affirmer son indépendance et son hégémonie, il n'a pu arracher le pouvoir à la bourgeoisie libérale contre-révolutionnaire.

Dans la république bourgeoise, la classe ouvrière peut former son organisation politique indépendante. Mais, d'un autre côté, la démocratie bourgeoise crée les conditions pour que la classe ouvrière soit contaminée par les illusions parlementaristes et réformistes du démocratismes petit-bourgeois et pour qu'elle ne mette pas la possibilité d'un développement indépendant à son profit. Alors que dans la République bourgeoise moderne, le problème de la révolution socialiste se pose directement (puisque la classe ouvrière n'a plus devant elle que son ultime ennemi, la "bourgeoisie d'avant-garde" selon l'expression de Lénine), des voix s'élèvent pour orienter la lutte du prolétariat vers la défense de la république bourgeoise et l'obtention de maigres réformes sociales.

Cette tendance est très forte en France. Elle a trouvé une puissante expression théorique dans le jaressisme, qui s'incline devant la réforme sociale bourgeoise pour justifier son intention de défendre la République. Aujourd'hui encore, le CERES reprend ce mot d'ordre, en concurrence d'ailleurs avec le PCF, qui se mobilise désormais pour la "nouvelle République". Mais la classe ouvrière française, qui tant de fois monta sur les barricades pour arracher la conquête de la République, ne pouvait se laisser rogner les ailes par un quelconque parti de notables. Finalement, le jaressisme ne pouvait avoir prise sur elle que par l'intermédiaire de la trahison du parti révolutionnaire qu'elle s'était donné, le PCF.

1) L'idée du parti ouvrier indépendant

Quelles illusions républicaines bourgeoises pouvaient en effet subsister chez l'ouvrier-partisan de la Résistance ? Bien peu. Mais la trahison de la direction du PCF, en 1944-47, prolongeant l'orientation opportuniste de 1936, eut des répercussions considérables. Ce fut un long processus, en raison des traditions révolutionnaires de notre classe, favorisé par la période de relative prospérité dans le développement des forces productives après la guerre. Eh outre, on exaltait le souvenir de 1936, pour entretenir l'idée que le parti pouvait participer au pouvoir grâce à la démocratie, et donc que le pouvoir n'était pas inaccessible à la classe ouvrière dans la société bourgeoise. Le prolétariat était ainsi conduit à penser qu'il pouvait arracher quelques avantages, et même participer au pouvoir, sans faire la révolution, et incité à prêter l'oreille à ceux qui lui donnaient ce conseil : "Lutte pour améliorer ta condition d'esclave, mais considère comme une funeste utopie l'idée de renverser l'esclavage."

Toute la politique des dirigeants opportunistes du PCF depuis 1935 a consisté à retarder, à empêcher l'affrontement direct du prolétariat avec la bourgeoisie, à orienter son énergie vers la défense de la démocratie bourgeoise et la reconstruction du pouvoir économique du capital.

Ainsi, le parti qui aujourd'hui encore apparaît comme celui qui représente "en toute indépendance" la classe ouvrière est en fait un parti complètement voué à la défense du capitalisme.

Mais, le mouvement ouvrier français s'est pendant plus de soixante ans reconnu dans ce parti, et plusieurs générations d'ouvriers ont été formées dans l'idée qu'aucune de leurs aspirations ne pourrait se réaliser sans l'existence d'un parti politique ouvrier. Seul un tel parti est capable de faire entendre leur voix sur la scène politique et ils se sont peu à peu convaincus que toute lutte économique pratique doit trouver un débouché politique, qu'ils doivent intervenir, par l'intermédiaire de ce parti, dans les affaires de l'Etat. Quelle que soit la confusion qui progressivement a estampé les objectifs stratégiques assignés à cette lutte politique, l'idée qu'elle doit être menée par un parti ouvrier reste un acquis du mouvement ouvrier français.

Cet acquis est évidemment contesté de toute part, mais il n'est pas si simple de l'anéantir car, outre l'expérience subjective du mouvement ouvrier, il est chaque jour conforté par les conditions objectives de la lutte. Dans la République bourgeoise moderne, le moindre problème concernant le travail et la vie des ouvriers peut déboucher sur une grande collision de classes. Le développement des forces productives est tel, la forme "pure" de la République est telle, que toute question économique, sociale ou culturelle devient immédiatement politique, qu'elle révèle l'ampleur et la profondeur de la contradiction capital-travail et qu'elle pousse à l'exacerbation de la lutte des classes.

En un sens, l'expérience de la gauche au pouvoir peut contribuer à mettre ce phénomène en relief, puisque l'on voit bien d'une part que le problème-clé reste le "pouvoir économique" du capital, qui est la base de sa domination sur toute la société, et d'autre part que ce pouvoir du capitalisme ne peut être renversé en l'absence de mesures révolutionnaires.

Cet acquis politique de la classe ouvrière explique son faible engouement pour tout groupe qui se présente à elle autrement que sous la forme d'un véritable parti politique (nous voulons dire d'un parti digne de ce nom, et non d'un groupuscule qui se colle l'étiquette de parti). Galvauder l'image du parti, c'était et c'est prendre à rebours cinquante ans d'expérience du mouvement ouvrier et connaître inéluctablement l'échec.

A la lumière de cette analyse, il faut revoir l'histoire du mouvement marxiste-léniniste, qui n'a pu jusqu'à aujourd'hui regrouper les ouvriers d'avant-garde dans un parti indépendant.

C'est un fait que les dirigeants du mouvement, tels Jurquet et d'autres (qui, aujourd'hui, rejoignent les trotskystes dans l'appui aux partis de gauche), étaient des antimarxistes. Leurs idées "révolutionnaires" n'allaient pas plus loin que le socialisme petit-bourgeois, et c'est d'ailleurs à ce titre qu'ils ont adhéré au maoïsme, qui est bien plus proche de ce vieux courant que du marxisme. Nous ferons le moment venu le bilan de l'activité néfaste de ces dirigeants maoïstes qui ont empêché l'édification du mouvement marxiste-léniniste. Nous nous bornerons à noter pour l'instant qu'ils ont cherché à faire croire qu'un parti rabaisant le rôle de la théorie du socialisme scientifique, dépourvu de programme révolutionnaire, pourrait mobiliser et organiser les masses et "concurrer" le PCF sur le terrain.

2) Nos tâches théoriques et programmatiques

De tout temps, l'abaissement du rôle de la théorie a représenté un grand danger et a revêtu des formes diverses. L'impuissance à faire progresser la pensée théorique se dissimule souvent derrière des appels creux à l'"activité pratique". Cette tendance est aujourd'hui particulièrement nocive, parce que, face au parti révisionniste qui se présente comme le parti de la classe ouvrière, il ne suffit absolument pas d'arborez quelques grands principes et de limiter son marxisme à des affirmations non démontrées ou à quelques références littéraires. Le mouvement ouvrier n'a pas devant lui deux partis distincts, l'un révisionniste, l'autre marxiste-léniniste, se livrant à une lutte ouverte et entre lesquels il pourrait choisir en connaissance de cause. Cette lutte ouverte entre deux partis distincts ne peut apparaître non plus d'un coup de baguette magique, par décret, par suite de la seule volonté des marxistes-léninistes. Dans les conditions de la lutte politique en France, aucun résultat pratique ne pourra être obtenu sans un immense effort sur le plan idéologique et politique pour restaurer l'autorité du marxisme, pour cimenter l'unité des marxistes-léninistes et convaincre les ouvriers d'avant-garde de la nécessité de la lutte révolutionnaire marxiste-léniniste. Notre expérience prouve que tout abaissement du rôle de la théorie s'accompagne d'un éclectisme et d'une absence de principes, qui viennent de ce que le ba-ba du marxisme n'est même pas assimilé et que la révolution n'est plus l'objectif fixé.

Nous avons encore sous les yeux les exemples de groupes qui débutent leur carrière par des appels creux à la lutte, en se fondant sur l'idée que le révisionnisme est démasqué, près de s'écrouler, que la classe ouvrière est sur le point de se jeter dans des batailles décisives et que, bien sûr, l'organisation, le "parti", est en prise sur ce mouvement ascendant. A les lire, il suffirait de brandir l'étendard de la lutte révolutionnaire, qui agirait comme un aimant pour attirer à eux les forces vives de la classe, comme si des dizaines d'années de domination révisionniste n'avaient eu le moindre effet tant sur la mentalité du mouvement ouvrier que sur la vitalité de la théorie révolutionnaire. Pour concrétiser ce rassemblement supposé, il suffirait de créer des "organisations de masse"... qui n'accueillent en définitive que les rares militants de la secte.

Dépourvue de toute pensée révolutionnaire, et par conséquent de tout programme scientifique, une telle organisation sectaire devient vite le jouet des événements et sa presse se contente de refléter paiement les agitations de la scène politique, alors qu'elle cherche à convaincre de son rôle important par sa seule vertu de la déclamation. Le "parti de l'action" apparaît comme celui du verbe, de la phraséologie, le "parti des ouvriers" comme celui des petits intellectuels tour à tour impatients, désespérés, serviles, cyniques, mais toujours péremptoirement déclamatoires. Le refus de toute "tâche de programme" et les appels à la lutte ne parviennent plus à cacher des tares profondes : l'abandon de l'objectif révolutionnaire, l'éclectisme, le suivisme, le ralliement à tel ou tel courant bourgeois au gré des événements et, pour finir, à l'union de la gauche présentée comme étant le résultat d'une poussée du mouvement ouvrier. Lorsque le reflux ne peut plus être nié, plutôt que d'en tirer de justes conclusions pour les tâches du moment, la secte sans principes trouve dans l'apathie du mouvement une justification à sa propre apathie, elle voit dans l'inaction des ouvriers la cause de sa propre inaction et dans leur indifférence politique un argument pour son propre apolitisme. Bref, campant à l'arrière-garde du mouvement, elle ne peut qu'en contempler toutes les tares qui sont pour elle autant d'excuses à ses propres tares, autant de motifs de cultiver sa propre ignorance, autant de sources de sa propre décrépitude.

Selon Engels, le mouvement ouvrier doit lutter sur trois fronts : théorique, politique et économique pratique (résistance contre les capitalistes). L'activité des communistes dans les luttes politiques et économiques est étroitement liée à la lutte théorique, la lutte pour imposer la théorie marxiste-léniniste de la révolution dans notre pays, les communistes interviennent dans le mouvement pratique pour lui inculquer un programme socialiste révolutionnaire, Mais cette activité dépend de la vigueur du mouvement pratique, qui connaît des flux et des reflux ; elle dépend aussi des liens que les communistes peuvent avoir avec lui. La lutte politique, nous l'avons rappelé, est, dans sa forme développée, une lutte de partis. Le parti marxiste-léniniste réalise la fusion du mouvement ouvrier (l'élément objectif, qui peut se développer indépendamment de l'activité des communistes) et du marxisme (l'élément conscient). Lorsqu'un tel parti n'existe pas, l'élément conscient est terriblement abaissé et les communistes, dispersés et coupés du mouvement ouvrier, n'ont guère de prise sur la lutte de classe.

A cela s'ajoute qu'aujourd'hui le mouvement ouvrier est en reflux par suite de l'échec de la voie où il s'était engagé derrière le PCF. Nous savons bien que la haine rentrée du prolétariat contre ses exploiters éclatera tôt ou tard, mais le mouvement ouvrier français n'a pas l'habitude de gaspiller son énergie. Il ne voit pas actuellement de débouché politique à une lutte d'envergure, à un affrontement général avec le capital (qui est la seule réponse à opposer à l'offensive de ce dernier depuis quatre ans). C'est dans ces conditions que le reflux intervient. Le prolétariat ne peut pas comprendre dans l'immédiat par ses seules forces la véritable cause de ce reflux. Il a pris acte à sa manière de l'échec de l'ancienne politique du PCF. L'orientation "anti-social-démocrate" de la "nouvelle" politique peut susciter encore des illusions. Dans sa décomposition, le PCF s'est toujours effrité sur sa droite (Fiszbin, Juquin...), ce qui contribue à créer des illusions sur la direction actuelle. Mais cette situation ne saurait durer. Les antagonismes de classes s'aggravent et, sur le plan politique, la classe ouvrière se trouve aujourd'hui isolée du fait de l'échec complet que représente pour elle l'union de la gauche.

La politique mitterrandienne scelle l'alliance de la petite-bourgeoisie salariée avec la grande bourgeoisie, et sanctionne le retour au bercail de cette fraction de la petite bourgeoisie qui, en 1968, avait tenté de combattre le capital et l'Etat bourgeois. Elle sert aujourd'hui à perfectionner l'Etat bourgeois à travers les multiples institutions mises en place centralement ou localement et le risque existe que la petite bourgeoisie se comporte en bloc comme une masse réactionnaire vis-à-vis de la classe ouvrière. Cette dernière fait face à une situation nouvelle, car elle se trouve rejetée de la vie politique non seulement en fait, mais même formellement par l'intermédiaire de "son" Parti, le PCF. Cette situation ne produit pas pour l'instant une grande collision politique. Le PCF, en déplaçant le centre de gravité de la lutte politique de l'Etat à l'entreprise, reconnaît que c'est là que se trouvent les ressorts de la damnation bourgeoise, mais il le reconnaît à sa manière contre-révolutionnaire, en prétendant qu'ils peuvent y être brisés sans recours à l'appareil d'Etat.

Autrefois, le PCF conseillait à la classe ouvrière de patienter, d'attendre que la gauche soit majoritaire pour réaliser ses aspirations grâce à une nouvelle politique. Aujourd'hui, le parti révisionniste estime que les ouvriers peuvent améliorer leur sort immédiatement, sans s'occuper de politique, mais en s'intéressant uniquement à la gestion de leur entreprise, il est certain que la classe ouvrière ne suivra pas le PCF dans cette voie, parce qu'elle ne verra pas les choses changer (c'est pourquoi la CGT veut paraître quelque peu en retrait sur ce point). Il est clair aussi que les marxistes-léninistes peuvent avoir prise sur cette situation si ce processus de décomposition du PCF provoque un sursaut, une réaction chez certains ouvriers d'avant-garde (voir plus loin la 3^e partie de cet article). Mais pour cela, il faut que les marxistes-léninistes aient solidement établi le socialisme scientifique, qu'ils se regroupent fermement autour de ce drapeau, qu'ils rassemblent leurs forces éparpillées pour défendre les principes révolutionnaires. Rien ne doit nous détourner de cette lutte, qui relève de notre seule capacité à assimiler la doctrine et à l'appliquer aux conditions concrètes de notre pays. Eh toute situation, la base théorique de la lutte pour le socialisme, c'est-à-dire le marxisme-léninisme, présente une importance déterminante et la lutte pour imposer cette doctrine scientifique (que ce soit dans des oeuvres scientifiques, un programme, une stratégie et une tactique) est décisive. Alors que le marxisme est coupé du mouvement ouvrier et que le révisionnisme garde une influence redoutable, il n'y a aucune chance pour les marxistes-léninistes de devenir une force politique s'ils n'ont pas au préalable affirmé leur doctrine (en définissant la voie de la révolution française) et réduit à néant le révisionnisme sur le plan idéologique. Le socialisme est faible aujourd'hui, parce qu'il n'est pas l'objectif de la lutte politique de la classe ouvrière. Dans cette situation, les marxistes-léninistes doivent plus que jamais affirmer leurs convictions, démontrer l'inéluctabilité du passage de la France capitaliste à la France socialiste et définir les voies concrètes de ce passage, d'autant plus que, depuis 1981, la contradiction entre le capital et le travail s'est aggravée, que les salaires ont baissé que les conditions d'emploi de la force de travail se sent dégradées. Pour rendre cette situation supportable, la bourgeoisie mène une "politique sociale" qui vise à masquer les contradictions, à mobiliser la classe ouvrière vers de fausses solutions d'attente (introduction des techniques nouvelles, formation continue, gestion du chômage, aides sociales diverses...). Nous devons montrer que ces mesures aggravent les antagonismes de classe.

De nos jours, le développement des forces productives pose à la bourgeoisie de redoutables problèmes qu'elle ne pourra résoudre "pacifiquement". Elle lance ses bataillons de théoriciens qui viennent démontrer, chacun à leur manière, que "la crise" est un processus de longue durée que traverse actuellement le capitalisme, qu'il s'agit donc d'une transition, certes douloureuse mais pacifique d'une période d'équilibre à une autre, que "l'issue à la crise" peut être hâtée si la classe ouvrière consent des sacrifices. Contre ces théories, nous devons démontrer que la crise, la véritable crise, n'a pas encore éclaté, que nous n'en saurons qu'aux prémisses, à l'aggravation des contradictions, situation dont la seule issue, si la révolution n'éclate pas, est la crise mondiale, porteuse de guerre.

Le capitalisme moderne, loin d'atténuer les contradictions internes du système, les pousse à l'extrême. La bourgeoisie ne peut qu'aggraver les maux inhérents du mode de production capitaliste : militarisation de l'économie, croissance de l'étatisme, développement inégal..., et les pousser jusqu'au déclenchement d'une catastrophe sans précédent.

Nous devons montrer que la seule issue pour la classe ouvrière est de prendre le pouvoir, d'exproprier totalement les capitalistes, de détruire l'ancienne machine d'Etat bourgeoise et de la remplacer par un pouvoir populaire apte à assurer la tâche de l'édification socialiste. Nous devons montrer à l'aide d'une analyse concrète que cette voie universelle de la révolution, loin d'appartenir aux dogmes du passé, répond aux exigences du développement de la société française d'aujourd'hui.

Montrer, en s'appuyant sur une analyse concrète, la voie de la révolution, c'est prêter attention, en particulier, à un phénomène souvent négligé : Dans la société bourgeoise moderne, toute révolution prend nécessairement d'emblée le caractère d'une révolution populaire et toutes sortes de revendications s'y expriment, ainsi que toutes sortes d'aspirations à construire une société nouvelle. Pour comprendre l'essence et la portée de ce mouvement, il faut analyser dans quelles conditions spécifiques se mène la lutte des classes en France, quelles sont les traditions politiques dans notre pays, quelles formes particulières prennent les aspirations de la classe ouvrière et des autres travailleurs.

3) Vers qui se tourner ?

La fusion du mouvement ouvrier et du socialisme scientifique est un produit de l'histoire : cela signifie que c'est un processus difficile et long, qui s'opère par des voies originales selon les conditions spécifiques de la lutte politique propres à chaque pays et à chaque période. Mais, en tout temps et en tout lieu, ce processus passe par la mobilisation des ouvriers conscients, non pas de quelques-uns d'entre eux, mais d'un grand nombre.

Les débats ont toujours existé dans le mouvement communiste sur la question suivante : quelle catégorie de la classe ouvrière le parti doit-il en priorité organiser, vers quelle catégorie doit-il diriger sa propagande ? D'innombrables écrits de Lénine, notamment des dix ou quinze premières années de son activité, traitent de cette question et ces analyses, bafouées par le maoïsme, n'ont rien perdu de leur valeur. Lénine a maintes fois rappelé que la propagande politique ne pouvait être subordonnée à l'état de conscience des masses, la "social-démocratie", écrivait-il, ne peut représenter que les ouvriers conscients. Il a montré que, pour avoir une chance de contrecarrer l'idéologie bourgeoise qui "spontanément" s'impose à l'ouvrier, la théorie socialiste ne doit pas capituler elle-même devant la spontanéité. Lénine est allé très loin dans la généralisation théorique de cette question, dans Que faire ?, qui traite des rapports entre le mouvement ouvrier spontané et la théorie socialiste, l'élément conscient. Les principes dégagés par Lénine jettent les fondements idéologiques du parti communiste.

Dans d'autres textes tout aussi importants, Lénine aborde un autre aspect de la même question : le rôle des éléments d'avant-garde de la classe, de ces éléments conscients par qui l'idéologie du socialisme scientifique peut s'emparer de la masse et devenir une force.

"Ouvriers conscients", "ouvriers cultivés", "couche avancée des ouvriers", Lénine a toujours montré que la "social-démocratie" représente avant tout cette fraction de la classe ouvrière, qu'elle s'adresse avant tout à elle pour lui transmettre le socialisme scientifique, pour galvaniser son énergie et en faire une force d'entraînement pour toute la masse.

Lénine présente ainsi les rapports entre cette fraction cultivée et la masse :

"L'idée générale de la lutte politique ne sera évidemment assimilée que par l'ouvrier cultivé, à qui la masse emboîtera le pas, car elle se rend parfaitement compte de son asservissement politique (...), et ses intérêts quotidiens les plus immédiats la font constamment se heurter à toutes sortes de manifestations de l'oppression politique. Dans aucun mouvement politique ou social, dans aucun pays, il n'y a jamais eu et il ne peut y avoir d'autre rapport que le suivant entre la masse d'une classe donnée ou d'un peuple et ses peu nombreux représentants cultivés : en tous temps et en tous lieux, une classe déterminée a pour guides ses représentants d'avant-garde, ses représentants les plus cultivés. (...) C'est pourquoi la tendance à vouloir méconnaître les intérêts et les besoins de cette couche avancée des ouvriers, à vouloir s'abaisser jusqu'au niveau de compréhension des couches inférieures (au lieu d'élever constamment le niveau de conscience des ouvriers) doit nécessairement avoir des effets profondément nuisibles et faciliter la pénétration dans le milieu ouvrier de toutes sortes d'idées qui n'ont rien de socialiste ni de révolutionnaire" (Oeuvres, t. 4, p. 300).

Pour avoir une chance de capter l'attention de cet ouvrier conscient, il est évident que les marxistes-léninistes, aujourd'hui, doivent faire preuve d'une grande maturité idéologique et politique et, qu'en particulier, ils doivent tracer nettement voie du socialisme révolutionnaire (voir la partie de l'article).

Mais quels sont les rapports entre cet ouvrier conscient et le révisionnisme ? Cette question est capitale. Considérons le cas d'un ouvrier adhérent au PCF et qui aspire au socialisme : peu à peu, les contradictions qui l'opposent à ce parti s'accroissent, il voit que le travail syndical n'avance pas et, sans comprendre les revirements de la direction du parti, il constate l'impasse de sa politique. Cet ouvrier peut-il se détacher du PCF ? Dans les circonstances actuelles, il se peut qu'il verse dans l'indifférentisme, quelquefois dans l'anarchisme, la révolte individuelle. Il peut aussi conserver son attachement au PCF en estimant que, quelles que soient ses erreurs, c'est là que se trouvent les défenseurs de sa classe. Sans considérer le PCF comme une machine de guerre pouvant prendre d'assaut le capital, il peut estimer qu'il constitue un rempart contre les agressions de la bourgeoisie ("la droite") et se cantonner alors dans une attitude défensive. Mais cette soumission au PCF agit peu à peu sur sa conscience et le lie davantage au révisionnisme moderne, précisément parce que la mission historique de sa classe lui apparaît de moins en moins nettement et qu'il ne juge plus le PCF par rapport aux tâches révolutionnaires.

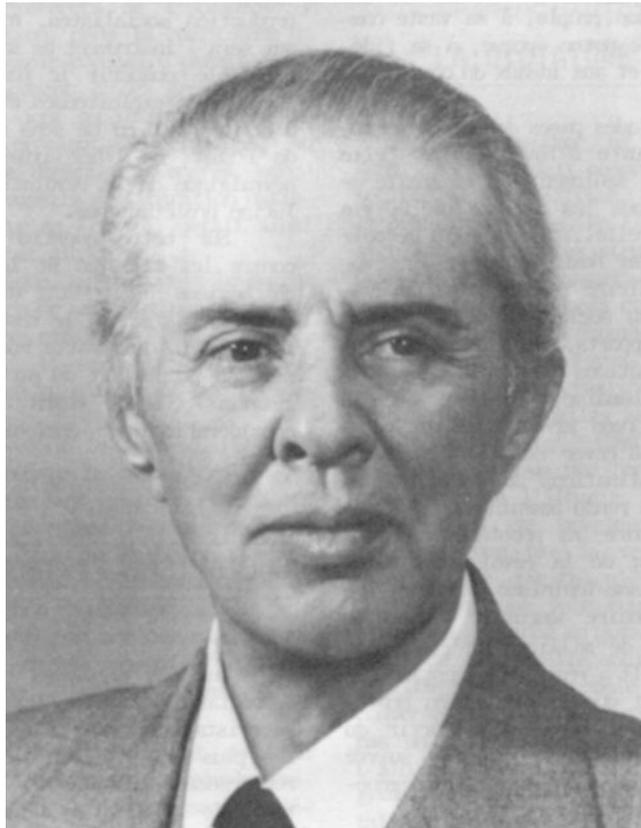
Cet ouvrier (il ne s'agit pas ici d'un cas particulier, mais d'un courant) peut-il discerner par ses seules forces la vraie nature du parti révisionniste et se détacher de lui pour former un authentique parti ouvrier ? Non. Dans le mouvement ouvrier, le pas décisif sera franchi lorsqu'un nombre important d'ouvriers comprendra que la lutte contre les chefs révisionnistes (dans les syndicats, dans le parti, dans les divers organismes de l'Etat où ils agissent) fait partie intégrante de la lutte contre le capital, qu'elle en est même la condition. Le pas décisif sera franchi lorsque ces ouvriers formeront un courant qui comprendra qu'il est impossible d'en finir avec le capitalisme sans en avoir fini avec le réformisme et le révisionnisme dans le mouvement ouvrier.

Il est aisé de comprendre que, pour aider ce courant à se former, les marxistes-léninistes doivent en priorité assumer leurs "tâches programmatiques" et renforcer le niveau de leur propagande. Mieux nous affirmerons nos convictions, plus grande sera notre chance de convaincre les éléments les plus conscients de la classe ouvrière. Nous ne céderons pas aux illusions qui pourraient nous détourner de notre voie.

Notre travail connaîtra un débouché politique lorsque se manifesterá (aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du PCF) un sursaut chez les ouvriers conscients, lorsque les contradictions qui les opposent au révisionnisme seront telles qu'ils comprendront que les révisionnistes les forcent à accepter l'inacceptable condition d'esclave salarié. Nous devons tout faire pour préparer ce sursaut et être capables, le moment venu, de lui donner une force et une orientation qui redonnent confiance aux militants ouvriers. Tous les marxistes-léninistes peuvent aujourd'hui contribuer à cette tâche. Notre travail est un travail lent, patient, opiniâtre, tenace, souvent invisible et sans résultat immédiatement spectaculaire, mais qui portera ses fruits si nous maintenons fermement notre orientation.

Stéphane BRUEL

Enver Hoxha



Le 11 avril 1985, s'est éteint ENVER HOXHA, grand penseur et grand révolutionnaire, dont la personnalité et l'oeuvre immortelle auront marqué la deuxième moitié de ce siècle.

Les révolutionnaires de notre époque surgissent de la rencontre des peuples en lutte et de l'idéologie la plus avancée, le marxisme-léninisme. Par leur travail théorique et pratique, ils cristallisent cette rencontre, permettant à la théorie révolutionnaire de s'emparer des masses et de devenir une force matérielle qui les conduit à la victoire. Le peuple albanais possédait un état d'esprit révolutionnaire, forgé pendant des siècles de luttes de libération contre le féodalisme, le cléricisme, l'impérialisme et la bourgeoisie. Quand, en 1941, Enver Hoxha et ses camarades créèrent le Parti communiste, le peuple révolutionnaire albanais trouva dans la philosophie marxiste un guide pour l'action et une source d'inspiration.

Grâce à cette fusion du mouvement révolutionnaire et du socialisme scientifique, le visage de l'Albanie se transforma, au cours de plusieurs révolutions. Le peuple accéda enfin au pouvoir, pour édifier le seul système qui lui garantisse la liberté et la souveraineté : le socialisme. Ce bond en avant historique, l'Albanie a pu le connaître grâce au travail de son peuple et à son héroïsme ; elle le doit aussi au génie d'un homme, Enver Hoxha, à sa lutte inlassable au service de son peuple, à sa vaste compréhension des problèmes de notre époque, à sa fidélité au marxisme-léninisme et aux idéaux du communisme.

On ne saurait en quelques pages donner ne serait-ce qu'un aperçu de l'oeuvre d'Enver Hoxha. Cette impossibilité ne tient pas seulement à l'immensité de l'oeuvre, qui touche à tous les aspects de la vie politique, sociale, culturelle..., mais elle découle de son caractère même. Enver Hoxha a dirigé la révolution en Albanie, il a dirigé pendant plus de quarante ans l'édification du socialisme dans ce pays et ses ouvrages, ses rapports, ses discours sont indissociables des réalisations du socialisme. Ils éclairent la réalité albanaise, de même que la réalité du socialisme les rend vivantes. C'est pourquoi l'étude de l'oeuvre Enver Hoxha est indissociable de l'étude des réalisations du socialisme en Albanie, que cette oeuvre a rendu possibles.

En cherchant à résoudre les problèmes concrets posés par le développement de la révolution, Enver Hoxha a développé le marxisme-léninisme, montrant que cette idéologie révolutionnaire demeurait vivante et qu'elle pouvait s'emparer de millions de gens pour qu'ils changent le monde. Il a résolu la question clé de notre époque en montrant que la révolution prolétarienne demeurait la seule issue pour sortir du capitalisme, et que le socialisme pouvait suivre sa voie sans connaître inéluctablement la dégénérescence révisionniste comme en Union soviétique.

Dans ce domaine, Enver Hoxha s'est particulièrement attaché à approfondir la question du pouvoir politique et de l'hégémonie de la classe ouvrière, déformée et obscurcie par les divers courants révisionnistes.

La question de l'Etat, soulignait Lénine en 1919, est devenue la question la plus névralgique, "elle est au coeur de tous les problèmes politiques, de toutes les controverses politiques de notre temps". Cette énorme machinerie qu'est l'Etat bourgeois moderne fonctionne en quelque sorte "toute seule" ; constituée historiquement pour assurer la domination exclusive de la classe bourgeoise, elle est "toute prête" pour perpétuer cette domination et empêcher toute émancipation des travailleurs. De son côté, la classe ouvrière ne peut rien changer de décisif dans sa condition sans disposer du pouvoir politique, sans détruire la machine de l'Etat bourgeois.

L'histoire montre que les rapports de production capitalistes ont pu se mettre en place avant que la bourgeoisie ait conquis le pouvoir politique. La centralisation du pouvoir gouvernemental et la formation de la bureaucratie, qui préparaient la domination de classe de la bourgeoisie, se sont effectuées à l'époque de la monarchie absolue, pour constituer un instrument de la lutte de la société moderne contre le féodalisme, dont le sommet fut la Révolution bourgeoise de 1789.

N'étant pas une classe possédante, la classe ouvrière ne peut, sous la domination de la bourgeoisie, ni commencer à édifier de nouveaux rapports de production socialistes, ni construire le nouvel Etat qui sera l'instrument de sa domination. Il lui faut au préalable conquérir le pouvoir politique, exproprier les classes exploiteuses et détruire l'ancien appareil d'Etat. C'est en ce sens que la question du pouvoir, de l'Etat, de l'hégémonie, est la question la plus névralgique de la révolution de notre temps, la révolution prolétarienne.

Sur cette question décisive, et en luttant contre les titistes et leur autogestion, les khrouchtchéviens et l'"Etat du peuple tout entier", les eurocommunistes et le compromis historique, les maoïstes et la démocratie nouvelle (la contradiction "au sein du peuple" et du parti entre bourgeoisie et prolétariat), Enver Hoxha a apporté une contribution considérable et a enrichi notre théorie révolutionnaire.

SOCIALISME ET INDEPENDANCE NATIONALE

Une des premières conséquences de cette juste appréciation par Enver Hoxha de la question du pouvoir se cristallise dans ce qui constitue l'un des traits les plus originaux de la révolution en Albanie : le renversement des classes exploiteuses dans les conditions de la Lutte de Libération nationale, lutte qui engendra ainsi directement un Etat socialiste.

Dans le dernier livre paru de son vivant, Quand en jetait les fondements de l'Albanie nouvelle, Enver Hoxha retrace toutes les étapes de la mise en place du pouvoir populaire, depuis la destruction de l'appareil d'Etat de l'envahisseur fasciste moulé sur la structure de l'Etat zoguiste, jusqu'à la proclamation du gouvernement démocratique populaire provisoire, à Permet le 28 mai 1944, et du gouvernement démocratique à Berat en octobre de la même année. Ces décisions, qui permirent au PCA de se hisser au pouvoir trois ans après sa création, furent préparées tout au long de la lutte par une juste appréciation de la question clé du pouvoir. Eh particulier, un pas décisif fut franchi lorsqu'à Labinot, du 4 au 9 septembre 1943, la II^e Conférence de Libération nationale proclama que les Conseils de Libération nationale devaient être reconnus comme le seul pouvoir du peuple en Albanie. Cet acte historique plaça les destinées de la Lutte de Libération nationale entre les mains du peuple albanais lui-même.

En effet, les Etats impérialistes, même engagés dans l'alliance avec l'Union soviétique contre le nazisme, demeuraient foncièrement hostiles aux peuples, à leur lutte et aux idéaux révolutionnaires que celle-ci faisait éclore. En Albanie, les "alliés" anglo-américains cherchèrent à contrôler la lutte des partisans, à la limiter pour l'utiliser comme un pion dans leurs tractations avec les forces réactionnaires locales liées au nazisme, pour que l'avenir de l'Albanie se décide non pas à Tirana, mais à Londres et à Washington, et que les "intérêts de l'Occident" y soient préservés. La création, dans le cours même de la lutte, d'organes du pouvoir populaire permit entre autres de résister efficacement à ces pressions des anglo-américains, jusqu'au jour où le peuple albanais forma lui-même son gouvernement démocratique, au Congrès constitutionnel de Permet. Ce Congrès, sanctionnant le pouvoir des Conseils de libération nationale comme le seul pouvoir en Albanie, jetait ainsi les fondements du nouvel Etat albanais.

Cet événement historique, qui marquait le moment où le peuple devenait maître de ses destinées, n'a pas eu d'équivalent dans notre pays. Le PCF, en effet, n'avait pas pour objectif la conquête du pouvoir, ce qu'Enver Hoxha a dénoncé en s'appuyant sur l'expérience de son parti :

"Comme les faits devaient le montrer, (le PCF) n'avait pas pensé prendre le pouvoir ni dressé des plans à cette fin, ou, même s'il en avait dressés, il y renonça. C'est ce dont témoigne aussi le fait qu'au cours de la guerre le parti créa de nombreux comités de libération nationale, mais, se montrant négligeant, il ne prit aucune mesure pour que ces comités s'affirment comme des noyaux du nouveau pouvoir." (L'Eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme, 1980, p. 73.)

En fin de compte, il est important de bien saisir le lien existant entre la conquête révolutionnaire du pouvoir politique et le développement indépendant du mouvement ouvrier ou populaire. Tout mouvement politique, aussi puissant soit-il, s'il ne se fixe pas clairement comme objectif la conquête du pouvoir, tombe tôt ou tard sous la coupe de la bourgeoisie. L'exemple de l'Albanie montre à quel point le sort de la révolution est constamment lié, à chaque étape, à la fermeté de cette ligne concernant la conquête du pouvoir. C'est un exemple particulièrement précieux à méditer en ces jours où, au plan national, la bourgeoisie cherche à briser immédiatement tout embryon de mouvement populaire indépendant et où, au plan international, on cherche à faire croire qu'aucun peuple ne pourrait résister aux superpuissances, rester indépendant des deux blocs. Il s'agit de faire oublier ce grand principe marxiste : "compter sur ses propres forces", que Marx avait aussi formulé de la sorte : "L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes".

Quelques nouveaux adeptes du vieux trotskisme prétendent aujourd'hui voir dans ce principe la marque du chauvinisme, du repli sur soi, et se font l'écho de la propagande impérialiste sur le prétendu "isolement" de l'Albanie. Mais si aujourd'hui l'Albanie socialiste fait entendre dans le monde sa voix forte, libre, révolutionnaire, elle le doit à sa fidélité à ce grand principe qu'Enver Hoxha sut promouvoir dès la Lutte de Libération nationale, et particulièrement en ce jour historique du Premier Congrès antifasciste de Permet.

UNE EXPERIENCE NOUVELLE DANS L'HISTOIRE DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Pour conserver le pouvoir conquis au prix du sang, le peuple doit concevoir clairement quel type de société il doit édifier, qui lui assurera sa liberté et son indépendance. En Albanie, le problème se posait avec acuité, car les structures féodales conservaient des positions dominantes, les forces productives étaient peu développées et la classe ouvrière embryonnaire, les capitaux étrangers puissants... Fallait-il attendre que les forces productives atteignent un certain degré pour réaliser les transformations révolutionnaires auxquelles aspiraient la classe ouvrière et la paysannerie ?

Cette question, Enver Hoxha la posa en fait sous une forme plus concrète : dans les conditions de l'Albanie, les forces productives pouvaient-elles se développer en toute indépendance autrement que par la voie socialiste ? L'histoire avait prouvé que tel n'était pas le cas. Il fallait donc frayer une voie nouvelle, tirer le pays de sa situation arriérée en jetant les bases, dès la libération, de la nouvelle société socialiste. Enver Hoxha fit comprendre au peuple albanais qu'il ne pourrait conserver le pouvoir chèrement conquis s'il n'édifiait pas un Etat du type de la dictature du prolétariat.

L'Albanie passa ainsi de l'ancien régime féodal-bourgeois au socialisme, sans connaître l'"étape" du capitalisme développé. Cette expérience historique nouvelle est d'une portée considérable, non seulement pour les peuples nombreux qui subissent encore le joug du néo-colonialisme et du semi-féodalisme, mais aussi pour le mouvement révolutionnaire des pays capitalistes, car elle montre l'importance décisive de la transformation des rapports de production, et en premier lieu des rapports de propriété.

Cette question, parce qu'elle est vitale dans la lutte entre bourgeoisie et prolétariat, est singulièrement obscurcie par les théoriciens réformistes et révisionnistes. Pour ces valets du capital, le facteur déterminant n'est plus le passage de la propriété privée des moyens de production à l'appropriation par tout le peuple, mais d'autres facteurs comme la participation de la classe ouvrière à la gestion, la "modernisation" des forces productives (la révolution scientifique et technique), etc.

La propriété privée des moyens de production, en séparant le travailleur des moyens de travail, est la base de l'exploitation, la base de la division de la société en classes antagoniques, en exploités et en exploités. S'il veut dépouiller la bourgeoisie de sa base matérielle, le prolétariat doit se fixer comme tâche immédiate d'abolir la propriété privée des moyens de production. En Albanie, la nationalisation socialiste des principaux moyens de production fut décidée sans délai et sans indemnité. Ces mesures, qui s'attaquent à la racine même du pouvoir capitaliste, sont constamment combattues par la bourgeoisie et ses agents. C'est pourquoi, sur ce point aussi, Enver Hoxha dut affronter les titistes et leurs hommes, tel Sejfulla Malëshova, qui refusaient de voir détruit le pouvoir économique de la bourgeoisie.

La révolution agraire, autre tâche essentielle de la dictature du prolétariat, s'est développée en Albanie selon une voie originale. La première révolution dans les rapports agraires, entreprise dès la Libération, donna la terre à la paysannerie, conformément aux conditions de l'époque, afin de satisfaire les revendications séculaires du peuple albanais. Enver Hoxha avait alors en vue le but stratégique, la collectivisation socialiste des campagnes, aussi prit-il des mesures pour empêcher l'apparition d'obstacles sur cette voie : la terre ne pouvait ni être vendue, ni louée, le paysan ne pouvait employer des salariés agricoles...

Une deuxième révolution vint rapidement assurer la transformation socialiste des rapports agraires, selon une voie originale propre à l'Albanie : le passage direct aux coopératives de type socialiste, sans passer par les formes inférieures de coopération.

Cette transformation rapide des campagnes albanaises est pleine d'enseignements pour nous. Pour le prolétariat, il est en effet vital de se préoccuper de la question agraire, et la classe ouvrière ne peut édifier une industrie socialiste à côté d'une campagne capitaliste. L'expérience albanaise montre qu'il est essentiel pour le parti prolétarien de bien déceler les contradictions qui secouent le monde agricole et de convaincre, par la persuasion, le paysan que la solution de ces contradictions se trouvent dans la voie socialiste. En France, le développement accéléré du capitalisme à la campagne favorise un passage rapide au socialisme, pour peu que la classe ouvrière agisse sur l'élément subjectif, sur la conscience que le paysan travailleur a de sa situation et de son avenir. L'agriculteur français est confronté à une contradiction insoluble dans le cadre capitaliste : il doit consommer toujours plus de capital fixe, alors qu'il n'est pas libre de l'utiliser dans les proportions et dans des directions suffisamment rentables pour lui. La quantité et la qualité des marchandises qu'il doit produire est déterminée par d'autres, à Bruxelles en particulier, selon des critères que le paysan producteur ne maîtrise pas. La science que l'agriculteur doit aujourd'hui mettre en oeuvre lui est imposée de l'extérieur et lui apparaît comme une force hostile. Son rôle se limite à intervenir à un point précis et limité du procès de travail agricole, et qu'il ne décide pas, tant le travail est aujourd'hui divisé et parcellisé.

La voie suivie par Enver Hoxha montre que le parti doit élaborer avec soin un programme agraire, qui permette au paysan de se rendre compte que le socialisme, seul, lui donnera la faculté de travailler librement la terre.

DICTATURE DU PROLETARIAT ET DEMOCRATIE SOCIALISTE

Enver Hoxha et son parti ont apporté une contribution très précieuse sur la fonction de direction de la classe ouvrière dans le socialisme, sur ce que Lénine appelait l'hégémonie du prolétariat. Le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la société ne peut s'exercer que par l'intermédiaire du parti communiste et de la dictature du prolétariat. La classe ouvrière n'échappe pas à cette loi de toute société divisée en classes, qui veut qu'une classe ne peut diriger qu'à travers des partis politiques et au moyen de l'Etat. Le discrédit jeté sur la dictature du prolétariat par la bourgeoisie et les révisionnistes vise à empêcher que la classe ouvrière prenne conscience de cette loi objective. Selon eux, le parti prolétarien et la dictature du prolétariat supprimeraient la démocratie. En attendant, l'Etat bourgeois prolifère et étend ses tentacules dans tous les recoins de la société, renforçant ainsi sans cesse la domination de la classe capitaliste et l'oppression qu'elle exerce sur les travailleurs.

Enver Hoxha a montré que le parti marxiste-léniniste représente et défend non seulement les intérêts de la classe ouvrière, mais aussi ceux de tout le peuple travailleur, de la paysannerie et de l'intelligentsia populaire. Le "parti unique" est ainsi la condition de l'existence de la démocratie dans sa forme la plus élevée, la démocratie socialiste, s'il est un parti solidement fondé sur la science marxiste-léniniste et uni étroitement au peuple.

En France, il est probable qu'on ne pourra passer brutalement au système du parti unique, du moins pas avant que ne soit édifiée la base économique du socialisme. Jusque là, les travailleurs qui participeront activement au gouvernement du pays verront par eux-mêmes ce qui distingue la démocratie socialiste, où leur participation est réelle, de la démocratie bourgeoise où elle est purement formelle. Une fois construite la base économique du socialisme, il est hors de question que subsiste un "pluralisme" politique.

L'exemple albanaise montre d'autre part que l'élargissement de la démocratie socialiste ne peut se faire sans le renforcement de la dictature du prolétariat. En effet, les obstacles au développement de la démocratie socialiste, c'est le pouvoir économique de la bourgeoisie, l'activité de ses organisations réactionnaires et démagogiques, toutes les formes autoritaires et bureaucratiques de son pouvoir, les multiples formes de son idéologie qui conduisent à nier toute activité politique aux masses populaires, à les maintenir dans l'indifférence, l'apathie et à ne les considérer que comme de simples forces de travail, la dictature du prolétariat seule peut renverser ces obstacles à la démocratie socialiste. Selon Enver Hoxha, la direction du parti communiste sur toute chose est une véritable loi de la société socialiste. Le socialisme, en effet, est une pure phase de transition entre capitalisme et communisme et il comporte, en tant que régime né du capitalisme, bien des traces de l'ancienne société. La question de savoir qui l'emportera de la voie socialiste ou de la voie capitaliste demeure permanente pendant toute cette période. Sous le socialisme, par conséquent, on ne peut laisser les choses agir "spontanément", parce que la spontanéité signifie le retour au capitalisme.

Enver Hoxha a élaboré le plus complètement cette question de la lutte entre les deux voies, dont fait partie la question de l'hégémonie du prolétariat et du rôle dirigeant de son parti. Cette élaboration s'est faite au cours de quarante années de socialisme, l'expérience la plus longue jusqu'à ce jour. Elle se cristallise dans l'existence d'un parti communiste solide idéologiquement et théoriquement, extrêmement lié au peuple, composé de milliers de militants toujours sur la brèche et qui assument chacun dans leur secteur le rôle dirigeant. Selon Enver Hoxha, le rôle de direction du parti s'exerce à travers ses organisations de base et ses membres, qui utilisent pour cela tous les leviers, les organes d'Etat, les organismes économiques et les organisations de masse. Les membres du parti ne sont pas cantonnés dans une activité formelle ou étriquée, ils ne servent pas de masse de manoeuvre pour réaliser quelques tâches périodiques, ils agissent consciemment, pour libérer l'initiative des masses et assurer la direction du parti sur l'ensemble de la société.

Le but, l'unique but pourrait-on dire, du parti est de permettre aux millions de gens de développer leur initiative dans l'édification du socialisme. C'est pour cela, qu'il faut un parti, mais le parti ne doit exister que pour cela — et nous verrons plus loin que sur ce point existe la plus grande distance entre le parti communiste et le parti révisionniste. Enver Hoxha a mis particulièrement en évidence cette difficulté : pour permettre au parti de jouer son rôle dirigeant, son rôle d'éducation des masses, il faut résoudre correctement la question des rapports entre le parti et l'Etat.

Le plus grand danger, affirme Enver Hoxha, est qu'apparaisse l'apolitisme, que ce soit dans les organes d'Etat s'ils se contentent de s'occuper de questions techniques, ou dans le parti, s'il se convertit en un organisme opérationnel et assure des fonctions d'Etat. Ce grand danger, qui menace tout parti communiste au pouvoir, ne peut être combattu — Enver Hoxha le rappelle — que si les organes d'Etat, les organisations de masse, les cadres et les travailleurs, communistes ou non, "font eux aussi un travail de parti, et cela parce que tous sont guidés par l'idéologie et la ligne du parti, parce qu'ils appliquent les lois, les règlements et les plans de l'Etat, qui incarnent précisément cette ligne" (Rapport au VIII^e Congrès du PTA, 1981, p. 76). Pour mobiliser, diriger, contrôler les organes d'Etat et les organisations de masse, les organisations du parti doivent s'occuper de tous les problèmes de l'économie, de la culture, de la défense, de toute la vie du pays. Elles n'ont pas pour rôle de résoudre les problèmes à la place de ces organisations, mais elles doivent saisir les questions essentielles, vérifier si la ligne du parti est comprise et contrôler son application.

Le parti ne doit pas se transformer en un instrument des organes d'Etat :

"Le travail du parti est au premier chef un travail auprès des gens, un travail d'éducation, d'explication, de mobilisation et d'organisation" (Id., p. 79).

Le socialisme est l'oeuvre des masses elles-mêmes. Pour que triomphe la voie socialiste, il est essentiel de créer chez les travailleurs de profondes convictions socialistes. C'est là une nécessité d'autant plus vitale que le socialisme a été sapé dans beaucoup de pays et que la bourgeoisie et les révisionnistes mènent une campagne sans précédent contre les idéaux révolutionnaires, afin de semer le doute quant à l'avenir communiste de l'humanité.

Traitant de l'éducation communiste, Enver Hoxha a particulièrement mis en relief le rôle actif de la conception du monde marxiste-léniniste :

"Les convictions et la conscience socialiste que l'on se forme dans la pratique de la vie ne suffisent pas pour s'assurer une juste orientation en toute situation, pour comprendre à fond la politique du Parti et agir constamment avec des objectifs clairs. Ces convictions, si elles ne sont pas fondées sur une puissante base théorique, peuvent être ébranlées face aux diverses difficultés de la construction socialiste ou à la forte pression du monde capitaliste-révisionniste. Seul le marxisme-léninisme, qui constitue la base théorique du socialisme scientifique et de l'éducation communiste des travailleurs, est capable de créer des convictions profondes et stables. C'est le Parti, par son travail d'éducation, qui les inculque dans la conscience et l'esprit des masses. (...) L'essentiel, c'est de bien armer idéologiquement les gens de chez nous de la conception du monde et de la méthodologie marxiste, de les former judicieusement sur le plan théorique, pour qu'ils puissent résister et agir à tout moment et dans n'importe quelle circonstance, avec une entière conscience, en révolutionnaires conséquents, en combattants résolus pour la cause du socialisme et du communisme, et non pas de leur enseigner simplement quelques thèses et conclusions marxistes." (Id., pp. 124-125)

LA DEGENERESCENCE REVISIONNISTE N'EST PAS INELUCTABLE

Toutes ces questions touchant au perfectionnement du pouvoir prolétarien se sont posées avec acuité après l'apparition du révisionnisme moderne et son déferlement à l'échelle mondiale — en particulier après le XX^e Congrès du P.C.U.S., en 1956.

La dégénérescence révisionniste de l'Etat socialiste et du parti communiste peut-elle être évitée ? Oui, a répondu Enver Hoxha : on peut conjurer ce danger en menant la lutte des classes. La contre-révolution révisionniste montre par elle-même que la lutte des classes continue sous le socialisme, comme l'avait mis en évidence Staline. Mais elle montre aussi que cette lutte des classes prend des formes particulières. Il revient à Enver Hoxha non seulement d'avoir compris dans son essence ce développement particulier de la lutte des classes, mais aussi et surtout d'avoir défini les mesures révolutionnaires pratiques propres à empêcher que de nouvelles classes exploiteuses apparaissent et mettent en cause le socialisme.

Enver Hoxha a montré que les victoires de la révolution dans le domaine économique et politique ne peuvent être garanties sans triomphe dans le domaine idéologique. Un des principaux apports de l'oeuvre d'Enver Hoxha est d'avoir défini ce front très large et très complexe de la lutte des classes. Il s'agit là d'un approfondissement de la question du pouvoir, d'une réflexion très riche sur le rôle de la classe ouvrière en tant que classe au pouvoir.

Enver Hoxha est arrivé à la conclusion que la sous-estimation de la lutte contre les influences de l'idéologie bourgeoise fut l'une des causes principales de la dégénérescence en Union soviétique du système socialiste et du parti communiste. En U.R.S.S. le libéralisme a entraîné l'indifférence des masses, alors que le bureaucratisme affaiblissait leur initiative. Enver Hoxha a montré, notamment dans ses grands discours de l'année 1972 sur la lutte contre les influences étrangères, que la pression idéologique extérieure se fonde essentiellement sur l'incitation au libéralisme. La lutte contre le libéralisme et le bureaucratisme, a-t-il expliqué, est l'un des secteurs les plus importants de la lutte des classes sous le socialisme. Cette lutte n'a pas été de faible envergure en Albanie, elle ne s'est pas concentrée seulement sur quelques points, mais elle s'est développée et se développe finalement dans tous les secteurs d'activité, elle touche à tous les aspects de la vie sociale, à la pensée, à la culture, à la morale, etc. Enver Hoxha a clairement mis en évidence, en traitant de ce très large front de la lutte idéologique, l'origine de ces deux maux, le libéralisme et le bureaucratisme. Il a montré qu'en tant que modes de pensée et méthodes de travail, ces déviations avaient leur source dans une conception du monde idéaliste. En fait, la lutte contre le libéralisme et le bureaucratisme, c'est la lutte du matérialisme contre l'idéalisme, de la dialectique contre la métaphysique. L'enjeu de cette lutte, c'est le maintien ou non du pouvoir prolétarien, et l'apport original d'Enver Hoxha, c'est d'avoir fait comprendre que son issue favorable dépend en fait de la classe ouvrière elle-même et des masses populaires. C'est pourquoi l'éducation communiste de la classe ouvrière et des masses tient un rôle si grand dans toute son oeuvre. Il n'y a pas un écrit d'Enver Hoxha qui ne soit imprégné de cette idée que "les masses édifient le socialisme, et le Parti leur fait prendre conscience" (Discours au Plénum du Comité de Parti de Mati, 1972).

Enver Hoxha a tout fait pour que les masses prennent elles-mêmes part à la direction du pays, il les a sans cesse incitées à liquider elles-mêmes leurs vieilles conceptions sur l'Etat, sur la prétendue supériorité des hommes au pouvoir et leur autorité, il a constamment dénoncé ces préjugés qui les maintiennent dans l'apathie et l'apolitisme. Il a montré ainsi que la juste compréhension du rôle décisif des masses dans la construction du socialisme était une question fondamentale de la conception communiste du monde.

LA LUTTE CONTRE LE REVISIONNISME MODERNE

Enver Hoxha a ainsi montré que, après la construction de la base économique du socialisme et l'élimination des classes exploiteuses, la lutte de classe demeure une loi objective qui continue à jouer le rôle décisif. Toute atténuation de la lutte de classe conduit inéluctablement à la dégénérescence du système socialiste. Staline avait bien vu cette nécessité, en particulier à la fin de sa vie lorsqu'il constatait les signes inquiétants de cette dégénérescence. Mais il appartient à Enver Hoxha d'avoir tiré toutes les conséquences de la restauration du capitalisme en Union soviétique et dans d'autres pays, et d'avoir défini avec exactitude tous les aspects de cette lutte de classe sous le socialisme, qui représente en fin de compte la lutte entre le socialisme et le capitalisme.

A l'époque de l'impérialisme, cette lutte ne peut rester circonscrite à un pays, à l'intérieur de l'étroit cadre national. Selon Enver Hoxha, la lutte de classe doit être menée à la fois contre l'ennemi de l'extérieur (qui se manifeste sous diverses formes : agression militaire, blocus économique, agression idéologique de la bourgeoisie et du révisionnisme) et, à l'intérieur, contre le danger de dégénérescence du socialisme.

Les causes de la dégénérescence sont internes : chaque parti au pouvoir a donc la possibilité de s'y opposer avec succès. La poussée de ces facteurs internes est puissamment favorisée par les pressions extérieures de l'impérialisme et du révisionnisme, qui peuvent se caractériser matériellement par la présence d'hommes de main et d'officines qui agissent dans l'ombre et attendent leur heure. Le parti d'Enver Hoxha n'a jamais manqué de vigilance à cet égard, comme le montre encore le récent démantèlement du réseau si dangereux de Mehmet Shehu. La lutte de classe ne se réduit pas à l'élimination de ces traîtres. En effet, l'impérialisme a ouvert — en particulier après la mort de Staline — un "deuxième front" dans son offensive contre le socialisme et le communisme : pour perpétuer la domination du capitalisme là où il est au pouvoir, et pour le restaurer là où il a été renversé, il a utilisé le révisionnisme moderne comme un véritable "cheval de Troie" au sein du Mouvement Communiste International.

Enver Hoxha a su analyser cette nouvelle situation et engager son parti et son peuple dans une lutte ouverte et ininterrompue contre le révisionnisme moderne sous toutes ses formes — titisme, révisionnisme khrouchtchévien, togliattisme et eurocommunisme, maïsisme. Contre tous ces courants qui ont pour point commun de rejeter les principes et les lois générales du socialisme scientifique, Enver Hoxha a défendu la révolution au sens marxiste, la vraie révolution qui conduit la classe ouvrière au pouvoir, qui décide l'expropriation des exploités, abolit la propriété bourgeoise et le salariat et assure, grâce à la dictature du prolétariat, l'hégémonie de la classe ouvrière et l'édification des nouveaux rapports de production socialistes. Sa lutte ouverte, intransigeante et courageuse, a arraché le masque aux révisionnistes. La portée historique de son combat est incalculable, car il a anéanti l'arme ultime de l'impérialisme pourrissant. Des centaines de millions de travailleurs prolétariés et paupérisés sont aujourd'hui en situation de comprendre la voie révolutionnaire tracée par Enver Hoxha et l'Albanie rouge, et tôt ou tard ils suivront cette voie.

Enver Hoxha a montré que le révisionnisme moderne est le produit et l'allié de la bourgeoisie et de l'impérialisme et, qu'en tant que tel, il représente l'ennemi principal dans le M.C.I. Enver a traité à fond de la nature du révisionnisme et de ses objectifs stratégiques dans son rapport au V^e Congrès du P.T.A. (novembre 1966). (On peut consulter ce texte essentiel dans le tome IV des Oeuvres choisies d'Enver Hoxha, Tirana, 1982, pp. 194-224.) Prolongeant l'idée de Lénine selon laquelle la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, Enver explique que toute concession aux révisionnistes revient en fait à renoncer à la lutte contre l'impérialisme, et à sacrifier ainsi la liberté et l'indépendance des peuples et la cause de la révolution. La coexistence idéologique avec le révisionnisme conduit à la coexistence idéologique avec l'impérialisme.

La publication en 1979 de *Réflexions sur la Chine* (qui donne des extraits du journal politique d'Enver, de 1962 à 1977) révèle que cette question des concessions au révisionnisme moderne était l'objet d'une grande divergence entre le Parti communiste chinois et le P.T.A. En 1964, le PCC cherchait à entraîner les Soviétiques dans un prétendu "front uni anti-impérialiste". Pour Enver Hoxha, au contraire, il fallait lutter de manière indissociable sur les deux fronts, contre l'impérialisme et contre le révisionnisme. En matière d'alliance, Enver mettait en avant ce grand principe : "Pour les marxistes-léninistes, il n'y a pas de politique sans idéologie". (*Réflexions sur la Chine*, Tirana, 1979, t. 1, p. 127.) Ceux qui s'écartent de cette voie, comme les maoïstes, mènent une politique de conjoncture, sacrifiant la révolution à de prétendus intérêts immédiats. Dix ans plus tard d'ailleurs, la même divergence de fond apparut entre le PCC et le P.T.A., mais cette fois les révisionnistes chinois proposaient un "front uni anti-soviétique" avec l'impérialisme américain.

Enver Hoxha a montré que le prolétariat européen, pourtant nombreux et puissant, ne se lance pas dans de véritables actions révolutionnaires en raison de la puissante pression contre-révolutionnaire que le réformisme et le révisionnisme font peser sur lui.

Dans un texte de janvier 1980 extrait des *Réflexions sur le Moyen-Orient* et intitulé "Les événements dans les pays musulmans doivent être analysés à la lumière du matérialisme dialectique et historique", Enver estime que les nouvelles situations révolutionnaires qui se développent dans les pays à population islamique doivent faire l'objet d'une étude attentive. Il remarque que la situation y est plus avancée qu'en Europe et dans d'autres continents, "où les mouvements révolutionnaires se sont figés, encadrés et dirigés qu'ils sont par la social-démocratie et le révisionnisme moderne réformiste et contre-révolutionnaire".

"S'il n'y a pas de mouvement de ce genre sur notre continent, précise-t-il, ce n'est pas parce qu'il n'y existe pas d'exploitation. Non. L'exploitation y existe et des mouvements aussi, mais d'une autre nature. Contrairement aux assertions des sociaux-démocrates, des révisionnistes et autres laquais de la bourgeoisie capitaliste, ce ne sont pas 'de profonds mouvements révolutionnaires marxistes-léninistes' qui attendent que 'les situations mûrissent'..., c'est la bourgeoisie capitaliste elle-même et ses valets qui ne permettent pas que ces situations mûrissent et que l'Europe soit le théâtre d'événements analogues à ceux qui se produisent dans les pays arabo-musulmans, où les masses révolutionnaires se dressent dans la lutte et créent des situations difficiles pour l'impérialisme, le féodalisme et la bourgeoisie capitaliste et cosmopolite." (*Réflexions sur le Moyen-Orient*, Tirana, 1984, pp. 387-388. C'est nous qui soulignons.)

De notre côté, il s'agit donc de ne pas attendre passivement que "les situations mûrissent", car la bourgeoisie, surtout par l'intermédiaire de ses partis réformistes et révisionnistes, sème la confusion idéologique et la division dans les rangs de la classe ouvrière, elle y répand le pessimisme et le fatalisme, la méfiance et la crainte, pour la détourner de la révolution. La lutte contre ces théories pourries est décisive pour secouer politiquement le prolétariat et l'amener dans la voie révolutionnaire.

Enver Hoxha a conçu la lutte contre le révisionnisme moderne comme un devoir internationaliste pour son parti. Il n'a jamais permis que cette lutte ne s'égaré dans des questions ou des revendications particulières. A ses yeux, il s'agissait de désaccords entre deux lignes dans le M.C.I., et pas seulement de désaccords entre le P.T.A. et tel autre parti comme le PCUS. C'est pourquoi la lutte anti-révisionniste d'Enver Hoxha a eu des répercussions à l'échelle internationale : elle n'a pas laissé tranquilles les révisionnistes khrouchtchéviens qui voulaient "cesser la polémique", elle a obligé les dirigeants chinois à prendre certaines positions anti-révisionnistes alors qu'eux-mêmes souhaitaient aussi cesser la polémique, elle a empêché que la tactique du "front uni anti-impérialiste" sous la houlette de Moscou aboutisse, elle a fait échec à l'objectif stratégique des révisionnistes et de leurs maîtres impérialistes, qui souhaitaient effacer de la terre toute trace de marxisme et de socialisme, elle a arraché leur masque à tous les courants du révisionnisme moderne, permettant à tout le M.C.I. de bien discerner les deux voies, celle de la révolution et celle de la contre-révolution.

Dans ce combat titanesque, Enver Hoxha a agi en patriote, en défendant le socialisme en Albanie et l'existence même de l'Albanie menacée par l'impérialisme et le révisionnisme, et en véritable internationaliste, en soutenant sans réserve les peuples du monde dans leur lutte pour la liberté, l'indépendance et le socialisme.

La lutte contre le révisionnisme moderne a conduit Enver Hoxha à traiter de tous les aspects de la stratégie et de la tactique du mouvement révolutionnaire et du mouvement de libération nationale, dans des oeuvres majeures comme L'impérialisme et la révolution, L'Eurocommunisme c'est de l'anticommunisme, les rapports aux Congrès du parti... Contre Khrouchtchev et ses épigones qui entendaient substituer à la révolution la coexistence pacifique avec l'impérialisme et la voie pacifique vers le socialisme, contre le togliattisme et l'eurocommunisme qui optent ouvertement pour le réformisme et la fusion avec la social-démocratie, contre les maoïstes qui cherchent à masquer les contradictions de classe et se rallient aux thèses autogestionnaires de Tito, Enver a montré dans ces oeuvres inoubliables que les contradictions du capitalisme, plus aiguës que jamais, conduisaient inéluctablement à la révolution nationale et sociale, qui est aujourd'hui "une question pratique à résoudre".

Depuis la création de son parti en 1941, et de manière plus retentissante encore, depuis ce jour historique du 16 novembre 1960 où, à Moscou même, il a démasqué Khrouchtchev lors de la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers, jusqu'à son dernier souffle, Enver Hoxha a fait retentir la voix du marxisme-léninisme, la voix rigoureuse et claire du prolétariat international, appelant sans cesse les peuples à réagir, à se dresser pour abattre l'impérialisme et construire un monde nouveau. Cette voix retentissait d'autant plus forte qu'elle émanait de l'Albanie socialiste, où le révisionnisme n'a pu pourrir la situation et qui démontrait ainsi la force du marxisme-léninisme et de la nouvelle société socialiste.

L'Albanie qui demeure rouge permet de donner une réponse vitale pour les destinées de la révolution à la question suivante, dont se sert la bourgeoisie pour discréditer le socialisme : la situation désastreuse que connaissent l'URSS et les autres pays révisionnistes est-elle la conséquence de l'application du marxisme-léninisme ? Non, répond Enver, elle résulte au contraire de l'abandon du marxisme-léninisme et de la destruction des bases de la révolution prolétarienne, elle est la conséquence non du socialisme, mais du capitalisme restauré.

La disparition d'Enver Hoxha plonge toute l'Albanie dans une grande affliction et une immense douleur, mais non dans l'inquiétude ou le désespoir. Enver Hoxha a laissé une Albanie libre, forte et prospère, il a laissé un parti communiste pur, soudé au peuple et forgé aux mille feux de la lutte, il a laissé un peuple maître de ses destinées et nourri des idéaux du communisme. C'est pourquoi, dans ces jours de douleur, le peuple albanais montre aussi une détermination révolutionnaire sans égale, il serre les rangs autour du camarade Ramiz Alia et des autres dirigeants pour répondre à l'appel qu'Enver Hoxha lui avait lancé dans son magnifique salut à l'occasion du 40^e anniversaire de la Libération de la patrie : préserver et développer les acquis pour laisser aux générations futures une Albanie toujours plus forte, toujours rouge comme les feux inextinguibles des coeurs et des idéaux communistes des partisans.

Aujourd'hui, Enver a été conduit par son peuple sur cette colline qui domine Tirana, au Cimetière des martyrs. Il repose auprès des partisans dont le sacrifice a permis à l'Albanie nouvelle d'exister. Toute l'oeuvre d'Enver, chacun de ses actes comme chacune de ses paroles, portent comme la marque d'un serment aux partisans tombés dans la lutte : faire que le sang ne soit pas versé en vain, que le sacrifice profite au peuple et non à ses exploités, que puisse exister le monde nouveau pour lequel le jeune albanais a donné jusqu'à sa vie. Les partisans, hommes et femmes, venus des rues sombres de Tirana occupée, des plaines marécageuses et des montagnes reculées dominées par les forces obscures du féodalisme, voulaient libérer à tout jamais l'Albanie des chaînes de l'esclavage. Dans leur soif ardente de bonheur et de liberté, ils voulaient bâtir un monde nouveau où vivrait un homme nouveau. Comme tant d'autres dans cette lutte contre la barbarie nazie, ils sont tombés en héros, mais à la différence de tant d'autres, en Albanie, leur bel idéal ne fut pas trahi.

Rassembler et fortifier les mille foyers d'insurrection qui avaient embrasé l'Albanie occupée n'était pas chose facile. Mais, après la Libération, entretenir vivante cette flamme révolutionnaire qui brûlait au coeur de chaque partisan était une tâche infiniment plus complexe et plus redoutable. C'est à ce travail qu'inlassablement, jusqu'à son dernier souffle, Enver a consacré sa vie.

Enver Hoxha concluait ainsi un livre de souvenirs écrit en 1982 (Les Menées anglo-américaines en Albanie) :

"La vie même est un combat. Quand on le gagne, elle devient belle et prospère ; quand on continue de se battre pour la défendre, elle ne se ternit jamais et vaut la peine d'être vécue. C'est là un grand enseignement de notre histoire. C'est également ma conviction inébranlable, une conviction que le Parti, avec son idéologie, le marxisme-léninisme, a pétrie en moi, et que mon peuple m'a inculquée. Ce Parti et ce peuple, je les ai servis et je les servirai sans rien épargner, toute ma vie, en luttant, comme leur soldat fidèle, l'arme à la main, la flamme révolutionnaire au coeur et l'idéologie marxiste-léniniste à l'esprit, contre tous leurs ennemis extérieurs et intérieurs, contre les ennemis de la classe ouvrière, du socialisme et du communisme."

Nous partageons cette conception du monde, cette philosophie de combat. Nous sommes conscients de l'aide inestimable que le Parti et l'Etat forgés et éduqués par Enver Hoxha apportent à la cause de la révolution mondiale en luttant de front, et seuls, contre l'ennemi colossal qu'est l'impérialisme et le révisionnisme.

Nous sommes galvanisés par l'exemple qu'offrent les communistes albanais et leur peuple dirigés par Enver, qui assument leur devoir historique, national et international, en demeurant révolutionnaires et prêts à affronter tout ennemi, et en incitant tous les peuples du monde à lutter et à monter à l'assaut du ciel.

C'est pour cette raison que nous nous sentons si proches de nos frères de combat albanais et de l'oeuvre de leur grand dirigeant qui est et restera notre éducateur, Enver Hoxha.

Claude VIGNON

Enver Hoxha et son oeuvre vivent et vivront toujours

Discours prononcé par le camarade Ramiz Alia, Premier secrétaire du Comité central du Parti du Travail d'Albanie et président du Présidium de l'Assemblée populaire de la République populaire socialiste d'Albanie, au meeting organisé à l'occasion des funérailles du camarade Enver Hoxha, le 15 avril 1985.

Camarades, frères et soeurs, Nous nous séparons du plus grand homme qu'ait mis au monde jusqu'à ce jour le sol albanais, nous nous séparons d'Enver Hoxha, fondateur de l'Albanie nouvelle, de notre cher dirigeant, de notre camarade, frère et éducateur bien-aimé.

Sur cette place, où nous nous sommes réunis pour lui faire nos derniers adieux, il dirigea, il y a quarante ans, la grande manifestation antifasciste et appela le peuple à s'insurger contre les occupants et les traîtres. Et depuis lors jusqu'au jour où il s'est éteint, il a toujours été à la tête du Parti et du peuple, guide légendaire de la Lutte de libération nationale et dirigeant héroïque de l'édification du socialisme en Albanie.

La vie et l'activité du camarade Enver Hoxha constituent l'histoire vivante du peuple albanais au cours de ces cinquante dernières années. C'est l'histoire de la fondation du Parti et de sa croissance, c'est l'histoire de la révolution populaire et de son triomphe, l'histoire de la renaissance de l'Albanie et de l'édification de la vie nouvelle, l'histoire de la lutte contre les ennemis extérieurs et intérieurs et de notre victoire sur eux. Le nom d'Enver Hoxha est lié à la construction des vastes chemins sur lesquels notre peuple a avancé triomphalement pendant les années de l'époque du Parti. Son oeuvre se trouve dans tous les fondements solides sur lesquels s'est érigée l'Albanie actuelle, son esprit a éclairé toutes les cimes où s'est hissée notre société, sa parole sage et ardente a réchauffé les coeurs de tous les gens de chez nous.

Enver Hoxha a non seulement pris une part active aux grands événements de l'histoire la plus récente de notre peuple, mais il a aussi influé directement sur leur cours. Et le peuple albanais a eu la grande chance d'avoir pour guide, en ces moments-là, ce révolutionnaire communiste conséquent, cet ardent patriote et homme d'Etat remarquable. Le camarade Enver Hoxha a incarné les sublimes vertus de notre peuple si ancien, son esprit combatif et son noble caractère, ses traditions brillantes et héroïques, son esprit de révolte et sa générosité, qui se sont trempés à travers tant de combats et de souffrances, d'efforts séculaires pour la liberté et l'indépendance, pour la lumière et le savoir, la terre et le pain.

Quand la botte de l'occupant étranger foula le pays et que les ténèbres fascistes s'abattirent sur notre sol, seul un homme comme lui pouvait saisir l'importance historique du moment, comprendre les aspirations du peuple et ce dont il avait besoin pour les traduire dans les faits. Seul un homme comme Enver Hoxha qui comprenait, non seulement sur le plan des sentiments mais aussi politiquement et idéologiquement, le devoir qui incombait aux révolutionnaires et aux patriotes albanais, et les responsabilités qu'ils devaient assurer, pouvait indiquer la voie à suivre pour le salut de la patrie.

Le grand acte d'Enver Hoxha en ce novembre ténébreux et trouble de l'année 1941, qui se traduisit par la fondation du Parti communiste, offrit au peuple albanais la lumière qui lui manquait, les yeux dont son esprit avait besoin pour voir son avenir, il le dota de l'Etat-major qui le guiderait dans une lutte à mort contre l'ennemi, lutte qui nécessiterait des efforts titanesques. La mission qu'assurèrent les communistes albanais à l'époque était un lourd fardeau auquel leurs très jeunes épaules ne s'étaient pas habituées. Mais ils l'ont porté avec honneur et jusqu'au bout, parce qu'ils avaient à leur tête un grand dirigeant, qui était conscient de l'objectif à atteindre et de la voie qu'il fallait suivre pour y parvenir. Ce dont Enver Hoxha s'était bien rendu compte, il le présenta avec tant de clarté et de conviction dans son premier discours à la réunion des communistes albanais en vue de la fondation de leur Parti : si le peuple albanais était en proie à des souffrances et à des malheurs sans fin, c'était à cause non seulement des étrangers, mais aussi des classes politiques qui avaient jusque-là dominé en Albanie et qui avaient toujours collaboré avec eux dans un esprit de parfaite soumission. Il s'était bien rendu compte que sans lutter avec la même fermeté contre ces deux forces hostiles à la fois, on ne saurait ni accéder à la liberté véritable, ni assurer l'indépendance nationale, ni réaliser les aspirations sociales des masses.

Le phénomène, peut-être unique, qui s'est produit en Albanie, où la Lutte de libération nationale ne fit qu'un avec une vaste révolution populaire, n'était pas quelque chose due au hasard. Sans une profonde conviction idéologique et sans une grande clarté politique, il eût été impossible d'y arriver. C'était le camarade Enver Hoxha qui mit cette grande idée créatrice et révolutionnaire à la base de la ligne du Parti et de la plate-forme de la Lutte de libération nationale, c'était le camarade Enver Hoxha qui, à la tête du Parti, du Front de libération nationale et de l'armée de partisans, rendit possible sa réalisation. Le peuple suivit les communistes, il accepta d'être dirigé par eux parce que, vaillants et courageux, ils ne reculaient devant aucun sacrifice, faisant ainsi preuve d'un esprit d'abnégation exemplaire. Leur bon exemple était d'une grande portée, mais il n'était pas déterminant. L'important, c'était que l'appel que le Parti avait lancé au peuple pour qu'il se dresse dans la lutte, chasse l'occupant étranger et instaure le pouvoir populaire, exprimait sa véritable volonté, ses rêves séculaires.

Nous avons toujours déclaré que la Lutte de libération nationale a été la plus importante des luttes qu'a menées notre peuple bien qu'il ait livré beaucoup d'autres combats, que son sang ait coulé à flots, qu'il ait beaucoup souffert et que les pertes qu'il a subies aient été incalculables. La Lutte de libération nationale dirigée par le Parti avec à sa tête le camarade Enver Hoxha est importante par ses idées et surtout par ses résultats. C'est seulement grâce à elle que la véritable liberté nationale a été gagnée, l'entière indépendance de la patrie conquise et le pouvoir populaire instauré.

Toute la vie consciente du camarade Enver Hoxha a été une vie de lutte pour la liberté de la patrie, pour l'édification du socialisme, l'émancipation du peuple, une lutte contre les ennemis extérieurs et intérieurs, qui cherchaient à nous replonger dans la servitude du passé. Il s'est toujours tenu à la pointe des batailles et des combats menés au cours de la lutte de libération nationale et c'est avec le même courage politique, avec la même profonde maturité idéologique qu'il a guidé le Parti et le peuple dans la lutte contre les complots, les pressions et les nombreuses ingérences des ennemis au cours de ces quarante ans de vie socialiste en Albanie. Les communistes et le peuple albanais, avec Enver Hoxha à leur tête, ont déjoué l'une après l'autre les intrigues des impérialistes et tenu en échec leurs menaces, ils ont fait face aux attaques anti-albanaises des révisionnistes titistes, ils ont résisté victorieusement aux pressions des khrouchtchéviens et ils ne se sont pas laissés tromper par les perfidies des révisionnistes chinois.

Quand les anciens alliés anglo-américains ont déchaîné les tempêtes de la "guerre froide" et de la "guerre chaude", Enver Hoxha a su conduire, d'une main sûre, le bateau albanais, petit mais très solide, qui est ainsi arrivé à bon port. Il ne s'est pas inquiété quand ils ont refusé de reconnaître le gouvernement démocratique descendu des montagnes albanaises, il ne s'est pas non plus ébranlé devant leurs pressions politiques et leurs blocus économiques.

Le peuple albanais avec à sa tête son Parti a également fait face avec une rare fierté à la longue guerre diplomatique menée contre lui et, de son poing de fer, il a réduit en poussière les tentatives de la réaction et des agents étrangers pour saper et renverser son pouvoir populaire. Par la bouche d'Enver Hoxha, notre peuple a déclaré à ses ennemis menaçants que ceux qui peuvent violer les frontières de son pays ne sont pas encore nés. Il a déclaré aussi aux khrouchtchéviens que nous, Albanais, nous sommes prêts à nous nourrir d'herbe plutôt que de céder à leurs pressions. La citadelle albanaise a dans ses fondements ce courage et cette attitude inflexible, c'est pourquoi elle a été et demeure toujours solide et inexpugnable face à toute vague et toute tempête, d'où qu'elles viennent.

La figure et la personnalité exceptionnelle d'Enver Hoxha ont brillé d'un éclat particulier même quand la trahison opportuniste apparut au sein du mouvement communiste international. Notre Parti du Travail avec à sa tête le camarade Enver Hoxha n'a pas permis au révisionnisme moderne de pénétrer en Albanie. S'il en a été ainsi, c'est qu'Enver Hoxha avait trempé le Parti dans les âpres batailles politiques menées pour défendre l'indépendance du pays et le socialisme, il lui avait appris à rester en tout temps fidèle au marxisme-léninisme, à se montrer jusqu'au bout intransigeant envers les idéologies hostiles au prolétariat. La lutte idéologique contre le révisionnisme moderne, menée avec un grand esprit de suite et beaucoup de fermeté par le camarade Enver Hoxha, a été et demeure à la base de notre développement socialiste, elle a été et demeure un autre devoir permanent de notre Parti et de notre peuple.

Le camarade Enver Hoxha est l'architecte de la nouvelle Albanie, il a organisé et dirigé lui-même tous les changements révolutionnaires accomplis après la Libération, il a inspiré tous les ouvrages grandioses qui ont radicalement transformé notre pays.

Le Parti du Travail d'Albanie a mobilisé et dirigé le peuple dans le processus de transformation de l'Albanie d'un pays pauvre en un pays développé. Le camarade Enver Hoxha a élaboré et défini la ligne économique du Parti. La politique d'industrialisation du pays, de la collectivisation et de la modernisation de l'agriculture portent le sceau de sa pensée créatrice et originale. Il a été le promoteur de nos plans quinquennaux qui constituent les degrés de croissance et de développement de notre économie, les fondements de l'édification de la base économique du socialisme en Albanie. Il n'est pas d'ouvrage construit en Albanie qui n'ait pas eu à l'origine son initiative et sa pensée. Depuis la reconstruction des premiers ponts détruits par la guerre jusqu'à la construction de la centrale hydro-électrique de Koman, depuis les premières réparations des maisons brûlées par les occupants jusqu'à la mise sur pied du complexe sidérurgique d'Elbasan, depuis l'utilisation en commun des bêtes de labour jusqu'à la bonification des plaines de Myzéqué et à l'aménagement des collines du littoral en terrasses, nous retrouvons partout ses idées, ses encouragements et son inspiration.

La ligne économique que nous avons suivie jusqu'à présent, les excellents résultats que nous avons obtenus dans tous les secteurs ont confirmé totalement leur bien-fondé et leur efficacité. Il est de notre devoir de persévérer fermement dans cette large voie que nous ont ouverte le Parti et le camarade Enver Hoxha, de nous en tenir sans hésitation aux orientations et aux enseignements de celui-ci, de mobiliser encore plus nos forces afin de rendre plus prospère notre pays et plus heureuse la vie de notre peuple.

Personne n'a senti aussi profondément qu'Enver Hoxha la grande soif de savoir et de culture de notre peuple à travers les siècles, car, issu du simple peuple et éduqué avec les grands sentiments des honnies de notre Renaissance nationale, il avait assimilé à fond les enseignements marxistes sur l'émancipation de l'humanité. Il est rare de trouver un pays où soit accomplie comme en Albanie une révolution idéologique et culturelle si profonde par son contenu et si vaste par son ampleur. Il est rare de trouver un pays qui, en un bref laps de temps, ait fait un si grand bond en avant dans les domaines de l'enseignement, de la culture, de la technique et de la science. Les importants enseignements du camarade Enver Hoxha et son activité inlassable visant la création d'une culture nouvelle, révolutionnaire par son contenu, empreinte d'un caractère national prononcé et animée d'un puissant esprit populaire et démocratique, ont été et demeurent une boussole infaillible qui nous montre la juste voie à suivre pour pouvoir oeuvrer inlassablement à rendre notre patrie toujours plus émancipée, toujours plus cultivée.

Sa vie durant, le camarade Enver Hoxha a lutté pour renforcer le rôle dirigeant du Parti, pour tremper celui-ci idéologiquement, consolider son organisation, l'unité de ses rangs et raffermir l'esprit militant de ses membres.

La force du Parti est la force de notre société socialiste et la garantie de notre avenir communiste. Toujours fidèle au glorieux Parti fondé, élevé et éduqué par le camarade Enver Hoxha, serrant les rangs autour de lui, mobilisant ses forces afin de traduire dans les faits sa ligne et ses directives, notre peuple ne cessera de remporter de nouvelles victoires, il préservera dans toute leur pureté la liberté et l'indépendance de la patrie, les grands acquis de la révolution populaire.

Le camarade Enver Hoxha a très souvent recommandé aux communistes de veiller inlassablement à resserrer sans arrêt les liens du Parti avec les masses et à renforcer l'unité du peuple. En ces liens et en cette unité, il voyait une puissante barrière contre les ennemis intérieurs et extérieurs, une grande force motrice et mobilisatrice pouvant mener toujours de l'avant notre société, une source d'énergie intarissable capable de faire face à toute situation.

Notre Parti et notre peuple s'en sont toujours tenus à ces enseignements et ils ont toujours triomphé. C'est ce qui se produira à l'avenir aussi. L'unité du peuple autour du Parti sera toujours d'acier. Contre ses remparts viendra se casser le cou tout ennemi extérieur ou intérieur, qui essaiera de porter atteinte au Parti et au pouvoir populaire, à nos conquêtes socialistes.

En tant que militant léniniste, le camarade Enver Hoxha a toujours lutté pour défendre les principes qui menèrent au triomphe notre révolution populaire et assurèrent l'édification de la vie nouvelle en Albanie. Il a appris au Parti à rester toujours fidèle aux enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline et à toute l'expérience des luttes révolutionnaires du prolétariat international, à développer comme il se doit la lutte de classe et à ne jamais oublier qu'elle est la force motrice qui fait avancer la société humaine, à défendre sans aucune hésitation le pouvoir populaire, l'arme puissante de la dictature du prolétariat, à s'opposer à l'impérialisme et au révisionnisme, aux idéologies bourgeoises et opportunistes. Il a appris au Parti et au peuple à construire le socialisme et à défendre le pays en comptant sur leurs propres forces, à être fiers de leur patrie et à ne jamais céder devant les étrangers.

Rien ne peut détourner notre Parti et notre peuple de ces enseignements, aucune force ne peut les éloigner de notre politique de principes, de la politique d'Enver Hoxha. Comme par le passé, à l'avenir aussi, notre Parti, sa direction, notre peuple tout entier, la classe ouvrière, la paysannerie coopérée, la jeunesse, les fermes, l'intelligentsia, les anciens combattants et les soldats marcheront toujours dans la voie tracée par la révolution populaire et confirmée par l'édification du socialisme, dans la voie de la défense des intérêts suprêmes de la patrie et de la cause de la révolution.

Enver Hoxha est une éminente figure du communisme international. Il était à la fois un patriote et un internationaliste ardent. Son combat et son oeuvre consacrés au progrès du mouvement révolutionnaire du prolétariat mondial, à la défense du marxisme-léninisme et à l'appui de la cause de la libération nationale et sociale des peuples, constituent un éclatant exemple de dévouement à la cause du communisme.

Le camarade Enver Hoxha a été pour les combattants marxistes-léninistes authentiques un camarade et un ami qui les a toujours soutenus et encouragés fraternellement. Sa pensée théorique sur les questions de la révolution, de la dictature du prolétariat et de l'édification du socialisme, ses analyses de l'impérialisme et de la dégénérescence révisionniste, sont une contribution remarquable au patrimoine théorique du marxisme-léninisme et à la pratique révolutionnaire dans le monde.

Le camarade Enver Hoxha a toujours élevé sa puissante voix pour défendre les droits nationaux et démocratiques de nos frères albanais de Kosove et d'autres régions de Yougoslavie. Cette attitude de principes, juste et correcte a fait de lui un homme cher à tous les Albanais, respecté et honoré par eux.

L'oeuvre théorique et la pratique révolutionnaire que nous a laissées le camarade Enver Hoxha constituent un grand héritage. Son style et sa méthode de travail en tant que dirigeant de Parti et homme d'Etat sont un exemple auquel se référeront les générations présentes et futures pour s'instruire et s'orienter dans la vie.

La personnalité d'Enver Hoxha est celle d'un esprit universel. Il n'est aucun domaine de l'activité politique, idéologique et sociale du Parti et de l'Etat où ne se soient manifestées sa pensée philosophique, sa capacité organisationnelle et son activité dirigeante.

Il est rare de trouver un homme qui, comme lui, ait été à la fois penseur marxiste et dirigeant de toute une révolution, stratège et norme d'Etat, diplomate et publiciste, intellectuel érudit et éducateur des masses, orateur à la parole ardente et ami des simples gens.

Notre peuple a été et sera toujours fier de ce grand fils qu'il a mis au monde, et le Parti sera toujours fier du dirigeant éminent qu'il a eu. La plus grande vénération pour l'oeuvre du camarade Enver Hoxha, la plus grande reconnaissance pour tout ce qu'il a fait pour notre Parti et notre peuple, c'est de poursuivre résolument dans sa voie révolutionnaire, d'assimiler et d'appliquer ses enseignements immortels, de travailler et de construire comme il l'a fait, pour la cause du socialisme, pour les idéaux communistes.

Nous nous séparons aujourd'hui du camarade Enver Hoxha, mais il vit et vivra éternellement dans le coeur et l'esprit du peuple albanais. Il est immortel, parce que son oeuvre aussi est immortelle, parce que le Parti qu'il a fondé et dirigé est immortel, parce que telle est l'Albanie socialiste qu'il a édifiée. Le camarade Enver Hoxha termine son dernier livre "Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle" en affirmant son credo selon lequel l'Albanie n'a rien à craindre tant que le peuple est lié au Parti comme la chair à l'os. Nous porterons toujours plus haut la prospérité, la sécurité et le renom de notre République populaire socialiste, nous enseignons-t-il. C'est pourquoi, au nom du sang et de la sueur versés, de la peine et des privations endurées, nous transmettons aux générations à venir le grand message que nous a légué l'histoire : soyons toujours vigilants, toujours au travail et prêts à la riposte, pour défendre et enrichir les victoires déjà remportées. Ne permettons à personne, quel qu'il soit, de porter atteinte à notre oeuvre immortelle et sacrée, la République populaire socialiste d'Albanie. Ainsi notre citadelle, l'Albanie socialiste, se consolidera et grandira de génération en génération. Que nos coeurs battent toujours au rythme de son grand coeur !

Notre Parti n'oubliera jamais ce message. Le coeur du Parti, comme l'a souhaité le camarade Enver Hoxha, battra toujours au rythme de son grand coeur communiste, au rythme du coeur de notre peuple glorieux.

Le camarade Enver Hoxha nous a laissé une Albanie libre et indépendante, dotée d'une défense puissante et sûre, d'une économie développée et stabilisée, il nous a laissé une Albanie sans dettes et qui ne doit rien à personne. Il nous a laissé en héritage un pouvoir populaire qui jouit de l'appui unanime du peuple tout entier. Il nous a laissé un Parti trempé idéologiquement qui a purifié ses rangs en chassant les ennemis, il nous a laissé une Albanie honorée et respectée dans le monde entier.

Le Parti et le peuple jurent devant vous, camarade Enver, qu'ils garderont l'Albanie telle qu'elle est, toujours forte, toujours rouge, comme vous la vouliez. Nous ferons toujours avancer l'édification du socialisme, nous rehausserons toujours le renom de notre chère Albanie.

Adieu notre dirigeant et éducateur bien-aimé ! Adieu notre cher ami et frère ! Adieu camarade Enver ! Vive le Parti !

RAMIZ ALIA

RAMIZ ALIA

Ramiz Alia s'engage dès l'âge de seize ans dans la lutte anti-fasciste. Militant dans les rangs de la Jeunesse Communiste dès sa création, il en devient très vite un des dirigeants avant d'être, en 1948, élu Premier Secrétaire de cette organisation.

Le Parti l'admet dans ses rangs en 1943 et lui confie — à 19 ans — d'importantes responsabilités politiques et militaires. Ramiz Alia a été, en particulier, Commissaire de La 5^e Division de l'Armée de Libération Nationale, laquelle combattit les troupes nazies jusqu'en Yougoslavie. Au 1^{er} Congrès du Parti en 1948, Ramiz Alia est élu au Comité Central et il sera réélu à chaque Congrès. En 1961, au 4^e Congrès, il devient membre du Bureau Politique (il avait été élu membre suppléant au 3^e Congrès), ainsi que Secrétaire du Comité Central.

Ramiz Alia a joué un rôle éminent dans la lutte sans concession contre le révisionnisme moderne. En 1957, il fait partie de la délégation albanaise qui fait comprendre à Khrouchtchev que jamais le Parti albanais ne s'agenouillerait devant lui. Trois ans plus tard, membre avec Hysni Kapo de la Commission chargée de préparer le projet de déclaration de la Conférence de Moscou, il dénonce les thèses révisionnistes et oblige les Soviétiques à écarter nombre de leurs formulations anti-marxistes. Au cours de La Conférence elle-même, aux côtés d'Enver et d'Hysni Kapo, il stigmatise l'attitude des révisionnistes et fait entendre la voix claire et résolue du P.T.A., en dépit des menaces et des provocations.

Ramiz Alia a également joué un rôle important dans la dénonciation du maoïsme. En 1977, au 3^e Plénum du C.C. qui entend le rapport d'Enver sur le révisionnisme chinois, il prononce un discours consacré à l'éducation des communistes et des cadres où il tire les enseignements de la déviation maoïste.

Les nombreux discours et rapports de Ramiz Alia montrent un dirigeant attentif aux questions idéologiques, aux problèmes du renforcement du Parti dans la lutte contre le révisionnisme et pour édifier une société socialiste. Citons quelques-uns de ses textes : "La lutte pour l'émancipation totale des femmes et l'accroissement de leur rôle dans la société socialiste" (1967), "L'approfondissement de la révolution socialiste par le développement de la lutte des classes et l'application de la ligne de masse" (1968), "Le Léninisme, étendard de luttés et de victoires" (1970), "La révolution, question posée et à résoudre" (1978), "Staline et son oeuvre, drapeau de combat de tous les révolutionnaires" (1979), "Elevons le niveau du travail de recherche scientifique et accroissons son efficience pour le développement actuel et futur du pays" (1980).

CE QUI SE TRAME AU NOM DE LA FLEXIBILITE

Flexibilité : cette question d'actualité est aujourd'hui pour la bourgeoisie le prétexte à mettre en oeuvre une stratégie cohérente et globale destinée à vaincre la résistance opposée par la classe ouvrière au capital, pour accroître l'exploitation et extorquer davantage de plus-value.

Il s'agit là d'un moment particulier dans la lutte que se livrent les deux classes principales de la société française, une société qui connaît une polarisation de plus en plus poussée. D'un côté, le nombre de possesseurs de capital se restreint toujours plus, de l'autre le prolétariat, loin de disparaître, voit se rapprocher de lui une fraction encore plus importante des couches intermédiaires, dont l'existence même dépend du travail productif de la classe ouvrière.

Cependant, depuis mai 1981, les travailleurs de notre pays vivent une situation politique telle qu'ils ont rarement été aussi désarmés, alors que se concrétise la menace d'un asservissement renforcé aux objectifs du capital. L'attaque réactionnaire qu'ils subissent depuis quatre ans se déroule en effet sous la présidence du socialiste Mitterrand, et sous des gouvernements de gauche. Le PS et le PCF — même si ce parti contre-révolutionnaire s'est récemment retiré du pouvoir, essayant par là de dissimuler ses responsabilités dans la situation catastrophique pour les travailleurs qu'il a contribué à créer — ont permis à la bourgeoisie de mener son offensive anti-ouvrière sans que celle-ci prenne clairement la forme d'un affrontement politique entre le prolétariat et la classe capitaliste. De ce fait, il n'y a pas eu de contre-offensive de grande ampleur et les luttes de classe ont revêtu un caractère dispersé et purement défensif, même si les travailleurs conservent peu d'illusions sur le pouvoir actuel.

Mais, de leur côté, les capitalistes sont confrontés de plus en plus aux limites inhérentes au mode de production actuel. C'est parce que les bases mêmes de l'accumulation deviennent de plus en plus précaires que se pose aujourd'hui la question de la flexibilité.

LES ENJEUX DE LA FLEXIBILITE

La dégradation des conditions de la mise en valeur du capital, l'efficacité de moins en moins assurée des investissements qui doivent être effectués ne signifient pas automatiquement, il est vrai, un arrêt de l'accumulation. D'ailleurs, nombreux sont les capitalistes qui modernisent leurs équipements et accélèrent la restructuration de leurs entreprises, afin d'obtenir des gains de productivité substantiels. Mais ces gains de productivité font à leur tour apparaître des équipements anciens d'autant moins efficaces, ce qui provoque leur mise au rebut brutale. Par ailleurs, certains secteurs qui ont effectué des investissements très productifs et ont connu une forte croissance voient apparaître des surcapacités de production, ce qui oblige inmanquablement à déclasser les entreprises les plus vulnérables à la concurrence.

Le coût social de la force collective de travail a quant à lui beaucoup augmenté : la montée du chômage, le coût croissant de l'entretien des travailleurs retraités, les frais de reproduction et de formation de la force de travail — alors qu'à la génération précédente, celle-ci avait souvent été gratuitement drainée des arrière-pays intérieurs et extérieurs (ruraux, femmes au foyer, immigrés) — ont entraîné une hausse des cotisations sociales.

Tous ces facteurs ont tendance à peser sur les taux d'investissement, mais surtout ils révèlent les contradictions du système capitaliste, contradictions d'ailleurs apparues au cours même de la phase de croissance des années 50-60. Pourtant, certains "marxistes" se contentent de disserter sur les conséquences de "la révolution technologique". En fait, ni la "troisième révolution industrielle", ni la "révolution cybernétique", ni aucune autre révolution informatique ne peuvent expliquer quoi que ce soit. Ces "révolutions" n'existent que dans les cerveaux crédules de ces rêveurs. L'automatisation de la production, en particulier, demeure un processus lent et contradictoire, qui nécessite une immobilisation importante de capitaux et ne se développe que dans les limites étroites fixées par l'exigence d'une production toujours croissante de plus-value. Sa diffusion est fonction de la rentabilité que peuvent en attendre les capitalistes, laquelle dépend étroitement en fait de la baisse du coût de production de certaines machines à commande numérique.

Il ne peut y avoir automatisation d'un processus de travail que si elle permet une croissance de la productivité qui compense et au-delà la diminution du capital variable et l'accroissement du capital fixe qui en résultent. Dans ce cas, la plus-value et le taux de profit peuvent continuer à progresser.

Mais, bien plus que la généralisation de l'automatisation, c'est la nécessité d'un rétablissement immédiat des profits qui conduit à jeter chaque année des centaines de milliers de travailleurs sur le pavé.

En fin de compte, il ne faut jamais perdre de vue que seule l'exploitation du capital vivant, de la force de travail, est en mesure de produire de la plus-value. C'est pourquoi, le remplacement des travailleurs par des machines ne peut aller au-delà du point où la diminution du capital variable serait telle que la somme de plus-value extorquée serait globalement très faible. On ne peut donc s'attendre à une transformation généralisée du travail vivant en

simple travail de surveillance de machines automatisées. Les capitalistes tirent plutôt parti d'une articulation entre des segments de production automatisés et d'autres où domine le travail vivant. Cette articulation a l'avantage de permettre une grande souplesse et une meilleure adaptabilité aux besoins du marché, elle permet d'allonger la durée d'utilisation des équipements, essentielle pour accélérer l'amortissement du capital investi.

En même temps donc que le développement du machinisme tend à rejeter les travailleurs hors du procès de travail immédiat, en même temps que le procès de production cesse d'être un procès de travail, les rapports capitalistes maintiennent l'ouvrier dans le procès de production de plus-value, qui reste encore pour l'essentiel un procès de travail.

Mais quand la composition organique du capital augmente, quand le rapport salaires/profits tend à évoluer au détriment des capitalistes, il n'existe finalement qu'un moyen d'éviter une baisse du taux de profit, c'est d'élever le degré d'exploitation et d'accélérer le temps de rotation du capital fixe.

L'enjeu de la flexibilité est là : faire travailler plus d'ouvriers avec le même capital et abaisser le coût de la force de travail elle-même. L'offensive se déroule donc sur plusieurs fronts : celui de l'allongement de la durée de fonctionnement des machines, celui de la baisse du salaire direct, et celui de l'emploi, c'est-à-dire de la baisse du coût social de la reproduction de la force collective de travail.

Ces différents fronts doivent être cependant examinés avec leurs relations mutuelles. Le niveau des salaires, par exemple, est affecté par la montée du chômage. Mais l'armée de réserve industrielle ne doit plus être simplement conçue comme une offre excédentaire qui fait baisser les salaires, elle fait aujourd'hui partie des conditions générales de la mobilité de la main d'oeuvre. De même, on ne peut seulement se référer au salaire direct : une part de plus en plus importante du salaire est constituée par ce qu'on appelle salaire indirect ou différé, dont la baisse touche avant tout les travailleurs soumis aux nouvelles formes de travail précaire. Ces travailleurs sont les premiers à supporter la charge des temps morts du travailleur collectif — d'abord par la baisse de leur salaire direct —, mais c'est le niveau du salaire de la classe entière qui est aussi tiré vers le bas.

Le capital agit par bien d'autres biais : il investit afin d'accroître l'intensité du travail et recompose le travail à la chaîne, regroupant les tâches pour réduire les temps morts, les déplacements ou les pertes d'enchaînement ; il procède à la filialisation et à la mise en sous-traitance de secteurs entiers de la production ; il cherche à abaisser le coût des services administratifs ; il déplace le cas échéant certaines de ses activités vers des pays à bas salaires.

Les capitalistes n'ont certes pas attendu l'arrivée de la gauche au pouvoir pour mettre en oeuvre leurs solutions. Mais, avec Mitterrand, les procédures législatives ou réglementaires qui limitaient encore leurs marges de manoeuvre allaient pouvoir être enfin abolies.

Au début, le gouvernement PS-PC prit soin, cependant, d'entretenir un bref moment l'illusion qu'il allait réaliser le programme de réforme sociale qu'il prétendait s'être donné. Les vieilles mesures keynésiennes furent appliquées : régulation de l'économie par l'accroissement du secteur public, régulation des rapports sociaux par la négociation collective, par une politique de l'emploi et des revenus. Le gouvernement de gauche ne niait pas pour autant les vertus d'une flexibilité accrue, dans le domaine de l'usage de la main d'oeuvre notamment. Il souhaitait simplement que les réformes envisagées soient discutées dans une négociation syndicats-patronat, discussion d'ailleurs prévue par les lois Auroux et leur "obligation de négocier".

Ni Mitterrand, ni le PC n'entendaient jouer ouvertement la déréglementation sociale et le néolibéralisme. Craignant de provoquer une dangereuse tension sociale, ils accompagnèrent les mesures de flexibilité de "plans sociaux" pour en dissimuler la gravité. Duplicité du gouvernement de gauche, donc, d'où des décisions apparemment contradictoires et de nombreuses hésitations sur la marche à suivre.

Ainsi, on signa à grand bruit des ordonnances, dont les mesures "positives" tant vantées furent rapidement annulées par d'autres textes. Ainsi, des mesures censées limiter le recours à l'intérim et aux contrats à durée déterminée furent bientôt contredites par la décision de multiplier les stages alternés destinés à redonner aux entreprises un volant permanent de main d'oeuvre précaire.

En définitive, le résultat correspondit à ce que le patronat recherchait depuis 1976 au moins. Le plan d'austérité présenté par Delors en mars 1983 ne faisait d'ailleurs que plagier le plan Barre de 1976.

LA FLEXIBILITE DU TEMPS DE TRAVAIL

Le premier objectif de la flexibilité est d'accroître, sans charge financière supplémentaire, le taux d'utilisation des machines, pour compenser le coût toujours plus important des équipements.

Tout en réduisant les dépenses de main d'oeuvre, en limitant au maximum le noyau stable des salariés permanents, les capitalistes s'efforcent en effet d'élargir la plage de temps travaillé, pendant la journée, la semaine (en gagnant sur les week-ends) ou l'année (en évitant la fermeture pour congés).

De nouvelles formes d'emploi (contrats d'intérim, contrats à durée déterminée) ont donc été développées, et de nombreuses formules d'aménagement du temps de travail introduites, comme la semaine comprimée, les équipes du week-end, l'étalement des congés. Le recours à une deuxième ou à une troisième équipe se généralise simultanément, y compris en dehors des grandes entreprises. Cette évolution s'accompagne bien évidemment d'une augmentation de l'insécurité et de la précarité de l'emploi, de l'aggravation des conditions de travail, de la baisse des salaires.

Dans le domaine de l'aménagement du temps de travail, il semblait que la réglementation d'avant 1981 imposait un cadre strict et précis, celui de l'horaire légal hebdomadaire de 40 heures. En réalité, des dérogations et adaptations nombreuses permettaient depuis longtemps d'obtenir un horaire effectif largement supérieur. La réglementation en vigueur n'en constituait pas moins une contrainte encore trop importante et rendait difficile un aménagement plus souple des horaires. C'est sous le gouvernement PS-PC qu'a pu être enfin négociée la révision de la législation de 1936. Le patronat concéda la baisse d'une heure hebdomadaire et la cinquième semaine de congés payés, mais le protocole signé par les syndicats lui permit de creuser une brèche décisive dans les acquis ouvriers : ce protocole l'autorisait désormais à créer des équipes travaillant le week-end, à déplacer le deuxième jour de congé hebdomadaire, à utiliser de nuit la main d'oeuvre féminine.

Les contreparties obtenues par les capitalistes à l'application de la réduction de l'horaire hebdomadaire donnent une juste idée du "progrès" ainsi réalisé :

- Une durée d'utilisation accrue des équipements grâce à l'extension du travail de nuit, du samedi ou les jours fériés et du travail posté, grâce à la modulation saisonnière de l'horaire hebdomadaire (susceptible de varier de 32 à 42 heures, sans paiement d'heures supplémentaires), grâce aux contrats à temps partiel annuel ;
- Une productivité plus grande, par le retour à la notion de travail effectif (suppression des temps de pause), le recouvrement des postes, le contrôle renforcé des absences, des cadences plus élevées et une polyvalence accrue des salariés ;
- Une baisse des salaires, proportionnelle à la réduction de l'horaire de travail, et du fait de la suppression des primes de pénibilité ou de la prime de casse-croute ;
- Une suppression des avantages acquis, comme les congés supplémentaires, les ponts ou les repos compensateurs.

Pour les travailleurs, cette évolution se traduit par une intensification et un contrôle accru, par une pénibilité du travail et une disponibilité plus grandes. La subordination de l'ouvrier aux machines, la domination du capital — puissance étrangère — sont renforcées, tout comme l'aliénation subie par le travailleur.

La résistance ouvrière, il est vrai, n'est pas négligeable : le temps partiel, qui représente un très grand potentiel de flexibilité, sous la forme de temps partiel temporaire, de travail alterné ou des équipes de week-end, voit sa diffusion ralentie par cette résistance, même passive.

LA FLEXIBILITE DE L'EMPLOI

La flexibilité des horaires ne suffit pas. Sous les mots d'ordre de "mobilité" et d'"adaptabilité", les capitalistes ont exigé et obtenu une plus grande souplesse de l'emploi, destinée à en finir avec les habitudes des salariés, avec la notion d'emploi fixe, stable et permanent.

La flexibilité de l'emploi inclut l'adaptabilité à un nouveau métier, à de nouvelles machines, de nouvelles formes de travail, de nouveaux rapports hiérarchiques. Elle vise à faire accepter la mobilité interne (changement de poste dans l'entreprise), la mobilité géographique (mutation dans une autre usine du groupe), voire la "mobilité externe", c'est-à-dire le départ définitif de l'entreprise.

La flexibilité de l'emploi se traduit par une restructuration des entreprises qui, pour accroître leur souplesse et s'alléger, réduisent le nombre de leurs salariés permanents et remettent en cause les compromis salariaux passés dans la phase d'expansion. L'appel à du personnel non statutaire se développe, de même que le recours au travail précaire, sous des formes multiples (contrats à durée déterminée, stages en tous genres, sous-traitance, travail à domicile, travail saisonnier, au noir, immigration clandestine). Cette évolution de la structure de la main d'oeuvre a pour effet d'ébranler le noyau dur des salariés permanents de l'entreprise, d'atomiser les travailleurs dans les ateliers et de diviser les collectifs de travail, ce qui entraîne un affaiblissement des capacités de lutte et une désorganisation de l'action revendicative. Quant aux formes actuelles de précarisation de l'emploi, elles renforcent cette évolution, en créant pour nombre de travailleurs une fluidité permanente entre emploi et non-emploi.

Le CNPF propose d'ailleurs de poursuivre cette déréglementation et exerce sa pression en faveur de ce qu'il appelle les "emplois nouveaux à contraintes allégées" (ENCA). Ces ENCA présenteraient pour lui l'avantage de ne plus être concernés par les seuils sociaux, de ne plus nécessiter d'autorisation administrative de licenciement.

Le CNPF revendique également le raccourcissement des procédures et des délais dans les licenciements collectifs, l'annualisation des horaires, et la suppression des contraintes régissant le recours aux contrats à durée déterminée et à l'intérim. Ces idées et bien d'autres (les contrats multi-employeurs, les contrats intermittents) sont peu à peu reconnues et ne tarderont pas à être mises en oeuvre par le gouvernement socialiste.

LA DEMAGOGIE DE LA C.G.T.

Le 16 décembre 1984, un protocole d'accord venait conclure les négociations syndicats-patronat sur la flexibilité, ouvertes au mois de mai précédent. Ce protocole semblait devoir être signé par l'ensemble des syndicats, à l'exception bien entendu de la CGT, soucieuse de donner l'image d'une organisation refusant de brader les acquis du droit social. Pourtant, La CFDT, la CTC et FO faisaient précipitamment machine arrière et refusaient en fin de compte de ratifier le projet d'accord. Que faut-il penser d'un tel échec des négociations, que faut-il penser des arguments brandis par les syndicats pour justifier leur attitude ?

La CGT, dans le but de dissimuler ses responsabilités dans l'aggravation des conditions de la classe ouvrière, a profité de l'occasion pour se mettre en avant et redorer son image. Elle qualifia l'accord sur la flexibilité d'"attaque décisive du patronat contre la classe ouvrière, résultat des pressions de ce dernier sur les acquis positifs des lois Auroux et du Code du travail en général". LA VOIE DU SOCIALISME a montré à l'époque en quoi consistaient ces prétendus "acquis positifs" des lois Auroux (cf. n° 1). En prenant comme cible unique l'accord du 16 décembre, la CGT veut faire oublier que l'élargissement des possibilités de licenciement, par exemple, date déjà de plusieurs années et qu'elle n'avait pas jusqu'à présent crû utile de dénoncer cette situation dans des termes aussi violents que le 16 décembre.

Les faits sont là, pourtant : en dépit de l'"acquis positif" des lois Auroux, 90 % des demandes de licenciements ont été autorisées en 1984. En dépit de l'"acquis positif" des lois Auroux, de 1982 à 1983, le nombre de licenciés est passé de 316 000 à 366 000 (+ 15,8 %). D'ailleurs, 83 % de ces licenciements étaient dus à des mises en règlement judiciaire ou des liquidations de biens, c'est-à-dire qu'ils ne requéraient aucune autorisation administrative. Plus de la moitié concernaient des établissements de moins de dix salariés, ce qui réduisait fortement les formalités nécessaires.

Dans un autre domaine, en matière d'annualisation du temps de travail, le protocole ne faisait que s'appuyer sur l'ordonnance du 16 février 1982 relative à la durée du travail, et sur la loi du 13 novembre 1982 relative à la négociation collective. Ces textes, s'ils proposaient d'un côté la limitation de la durée du travail, laissaient de l'autre, en fait, la porte ouverte au patronat pour qu'il obtienne des dérogations, avec l'accord des syndicats, par la négociation collective. Là encore, c'est donc bien dans les lois Auroux, qualifiées par la CGT d'"avancée au moins égale ou supérieure aux acquis de 36", qu'il faut chercher l'origine du protocole d'accord du 16 décembre dernier.

Quant à la question des contrats à durée déterminée, le protocole l'envisageait clairement comme une extension des lois Auroux, fixée dans le cadre de l'ordonnance du 5 février 1982. Grâce à ces "acquis positifs", le recours à ce type de contrats avait d'ailleurs augmenté de plus de 16 %. Cette évolution, n'a pas semblé inquiéter outre mesure la CGT, alors même que le licenciement de salariés sous contrat à durée déterminée devenait lui aussi plus facile.

Tout récemment, le 4 avril 1985, un nouveau décret de Delebarre a d'ailleurs élargi, sans réaction démesurée de la CGT, les possibilités de recours aux contrats à durée déterminée : pour mieux répondre encore aux besoins du marché du travail, pour permettre aux capitalistes de trouver les forces de travail les plus aptes et les plus dociles, ce dernier décret prévoit désormais l'embauche de salariés au chômage depuis plus d'un an, et cela sans aucune condition et pour une durée allant de six mois à vingt-quatre mois.

Le patronat dispose ainsi d'un nouvel atout dans sa tentative d'éliminer dans la masse des ouvriers ceux qui ne correspondent plus aux besoins de l'industrie, dans sa tentative de déstabiliser les concentrations ouvrières, en brisant les anciennes structures de solidarité et de lutte et en affaiblissant les capacités d'organisation de la classe.

Quant aux négociations sur la flexibilité, il semble qu'elles aient échoué sur la question des seuils sociaux. En se proposant de développer "le droit d'expression dans les entreprises", les lois Auroux visaient, nous l'avons dit, à embrigader l'ensemble des ouvriers dans la collaboration de classe. Le refus actuel des syndicats, et tout particulièrement de la CGT, est motivé par la crainte de voir la responsabilité de l'encadrement de la classe ouvrière leur échapper pour être confiée au patronat lui-même. Ce dernier, d'ailleurs, tend à aller le plus loin possible dans ses tentatives d'expression directe avec les travailleurs. Cette situation menace le pouvoir des directions syndicales, elle tient aussi à l'effondrement des effectifs syndicaux, provoqué par la politique de collaboration de classe. Cette politique, en effet, est rejetée par la masse de la classe ouvrière, laquelle ne se reconnaît plus dans une conception du syndicalisme qui s'identifie à la co-gestion avec le patronat.

Mais cette évolution est en même temps extrêmement défavorable au développement des capacités de lutte de la classe ouvrière, ce que révèle très clairement sa passivité actuelle. La bourgeoisie en a profité pour montrer aux syndicats, par le protocole sur la flexibilité, qu'elle n'avait plus besoin d'eux pour négocier. Dans ces conditions, les syndicats ne pouvaient, sans se démasquer publiquement, accepter de se voir réduits au rôle de marionnettes dans les mains du patronat.

Dans cette affaire, les chefs de la CGT ont bien montré sur quel terrain ils se placent : Louis Viannet déclarait par exemple le 10 décembre 1984 : "Vous prétendez changer le sens profond du droit du travail. Je rappelle que le Code du travail c'était avant tout un outil de protection pour les salariés et vous voudriez le transformer en véritable arme pour les patrons". Or, comme nous l'avons montré, les négociations sur la flexibilité étaient bien plus un élargissement des lois Auroux qu'un changement profond du droit du travail. Viannet fait du Code du travail un droit fondamental protégeant les travailleurs, car il nie les fondements de classe de notre société, l'opposition capital-travail. Il nie que la loi est le reflet des rapports de production à un moment donné de leur développement et que, depuis la naissance du capitalisme, elle n'est que la consécration du rapport entre la bourgeoisie et le prolétariat, qui est un rapport d'exploiteur à exploité. Quand la loi, qui reflète le développement de la base économique, reconnaît quelques droits aux travailleurs, c'est que ceux-ci ont dû les arracher à la bourgeoisie, au cours de décennies de lutte sanglante. Ces reculs de la bourgeoisie, souvent momentanés et limités dans leurs effets, s'effectuent d'ailleurs pendant des phases de croissance rapide des forces productives, quand les capitalistes voient leur intérêt à jeter quelques miettes à la classe ouvrière pour obtenir la paix sociale. Reconnaître la légitimité du Code du travail, comme le font la CGT et tous les syndicats, c'est donc empêcher la classe ouvrière de prendre conscience des rapports de classe de notre société bourgeoise, c'est conférer une légitimité à l'asservissement du travail au capital. Le syndicalisme authentique ne doit pas appeler les travailleurs à défendre le Code du travail, il doit les organiser pour l'abolition du salariat.

Ce n'est donc pas la seule offensive des capitalistes qui a conduit à l'aggravation actuelle de la situation de la classe ouvrière, puisque cette aggravation a d'abord été rendue possible par la mise en oeuvre, à la CGT, d'une ligne de trahison systématique des intérêts fondamentaux du prolétariat. Il y a seize ans, à son 37^e Congrès, celle-ci décidait, rappelons-le, de modifier de manière significative ses statuts. Jusqu'en 1969, l'objectif fondamental de la CGT était officiellement l'abolition du salariat et du patronat. De fait, le salariat est, en système capitaliste, l'expression phénoménale de la contradiction capital-travail, de l'asservissement de l'ouvrier au capitaliste. La revendication d'abolition du salariat concrétise la lutte que livre le prolétariat à la classe qui l'opprime, la bourgeoisie, elle permet de délimiter les objectifs à long terme de la lutte syndicale et, par ses implications politiques, elle indique aux travailleurs quel instrument de la lutte de classes représente le syndicat. En modifiant, en 1969, le premier point des statuts de la CGT au profit d'une vague référence à la lutte anti-capitaliste, les chefs révisionnistes avaient dans l'idée d'altérer progressivement et profondément chez le prolétariat la conscience du rôle historique qu'il doit jouer dans le renversement de la bourgeoisie et l'abolition du système capitaliste. Ils entendaient nier son rôle dirigeant dans l'édification d'une société socialiste, nier la nécessité de la dictature du prolétariat. Ayant cédé aux attaques corruptrices de la bourgeoisie, les dirigeants de la CGT se voyaient confier non seulement la tâche d'encadrer la classe ouvrière, de freiner ses revendications, pour le profit des capitalistes, mais aussi celle de lui enlever du cerveau toute notion, même élémentaire, de la lutte des classes. C'est ainsi que la CGT, peu à peu, substitua aux méthodes de lutte propres à la classe les négociations au sommet avec le patronat et l'Etat. C'est ainsi qu'à la dictature du prolétariat, elle substitua la revendication d'instaurer "un pouvoir politique s'appuyant sur le peuple, où la classe ouvrière pourra exercer son influence dans un cadre institutionnel démocratique" (c'est nous qui soulignons). La réalité de notre système démocratique bourgeois montre bien, cependant, que le problème n'est pas l'égalité juridique et politique, mais l'inégalité des rapports de production fondés sur l'exploitation du travail par le capital. A une lutte opposant clairement les deux classes antagonistes, qui éduque le prolétariat et lui fait prendre conscience, la CGT a substitué la nécessité de "permettre aux représentants syndicaux élus des travailleurs dans les organismes de gestion appropriés de jouer un rôle responsable et efficace dans la conduite des affaires, dans l'orientation et l'application de la politique économique et sociale de l'entreprise".

Ce bref retour en arrière permet de comprendre pourquoi les lois Auroux, qui ont ouvert la voie aux modifications récentes du Code du travail, demeurent pour la CGT des "acquis positifs". Dans la réalité, le patronat dispose grâce à ces lois d'une arme efficace contre la classe ouvrière, une arme que la CGT, première organisation ouvrière, a contribué à forger, en se chargeant de déposséder le prolétariat de son glorieux passé de lutte contre l'exploitation, de ses précieuses traditions d'organisation contre le capital. Démobilisé par des grèves bidon de 24 heures, par des manifestations sans lendemain, par des négociations engagées en l'absence d'un rapport de force favorable, ayant presque oublié comment mobiliser ses forces pour entreprendre une lutte organisée, le prolétariat réagit très difficilement face à la redoutable attaque du patronat et il se trouve gravement affaibli par l'abaissement de sa capacité à lutter pour ses revendications les plus vitales. En tentant de déposséder le prolétariat de ses instincts de lutte, même sous une forme dénaturée, les directions traîtres des syndicats veulent faire de leur échec celui de toute la classe. Le prolétariat pourra trouver une issue à sa situation dans la

mesure où il comprendra les falsifications des directions syndicales qui l'entraînent sciemment à la défaite, il se relèvera alors pour assumer jusqu'au bout sans faillir la tâche historique qui est la sienne, renverser le pouvoir de la bourgeoisie et instaurer un ordre social où sera réalisé l'objectif premier de tout syndicaliste révolutionnaire : l'abolition du salariat et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

LE "REVIREMENT" DE LA C.F.D.T.

Le 16 décembre 1984, une déclaration du Bureau national de la OUI approuvait les termes du protocole sur la flexibilité, lequel devrait avoir, selon ce syndicat, "des conséquences positives pour l'emploi et pour les garanties individuelles et collectives des salariés" ! La direction de la CFDT tenait donc réellement à conclure la négociation, concrétisant ainsi tout autant sa vieille ligne de collaboration de classe que son engouement pour les plus récentes thèses modernistes à la mode. (Elle voyait dans cet accord une possibilité pour elle d'intervenir plus efficacement dans la gestion des entreprises et s'était donc entièrement impliquée dans l'ouverture puis le déroulement des négociations. Privilégier la négociation syndicats-patronat et restreindre le rôle du gouvernement à "prendre, en cas de réussite, les mesures législatives qui relèvent de sa compétence dans la limite des conclusions contractuelles", telle était l'attitude de la CFDT, laquelle avait l'avantage d'éviter de faire porter au gouvernement de gauche la responsabilité de mesures dont l'application pratique risquait de le rendre impopulaire.

Mais, du côté des militants, on n'a guère apprécié la flexibilité et la souplesse dont leur direction avait fait preuve face au CNPF. Peu disposés à saisir toute la substance de la stratégie d'Edmond Maire, les militants ont estimé que le protocole apportait finalement bien peu au syndicat et beaucoup au patronat. Etant allée trop loin dans son désir d'innover, la direction de la CFDT avait seulement omis de préserver l'identité du syndicat. Son opposition interne l'obligea à rejeter finalement, le 26 décembre, le protocole signé dix jours plus tôt. Les autres syndicats, qui ne pouvaient décemment pas signer seuls, lui emboîtèrent le pas.

La CGT en profita aussitôt pour s'attribuer le beau rôle, en expliquant ce refus général par la pression qu'elle-même exerçait en particulier sur la CFDT. Quant à Maire, il n'hésita pas davantage à oser présenter le revirement de son syndicat comme révélateur de la démocratie censée y régner. Belle démocratie qui lui permet de relancer dès le début 1985 la négociation avec le CNPF, sur la même base que le protocole de décembre, même si désormais chacun des aspects de la flexibilité se trouve traité séparément et successivement, dans le but de faire avaler bouchée après bouchée "l'adaptation nécessaire de l'emploi".

Le recul, provisoire, de Maire ne peut être compris simplement comme la victoire d'une base ouvrière opposée à la bureaucratie du sonnet. Parmi les opposants à l'accord de décembre, figurent en effet les représentants de différents courants internes à la CFDT, dont certains acceptent tout à fait la nécessité d'une "adaptation négociée aux mutations technologiques". L'aménagement du temps de travail, par exemple, n'est l'objet d'aucune discussion dans le syndicat. Ce que refusent de nombreux opposants à l'accord sur la flexibilité, ce n'est pas la nécessité d'un compromis pour s'adapter à la crise, mais de voir disparaître le rôle traditionnel de leur syndicat, de voir disparaître la CFDT en tant qu'organisation revendicative représentant les salariés. C'est pour cette raison que la question des seuils sociaux provoqua un rejet général : ce qui était en jeu, en effet, c'était l'existence même de la CFDT en tant qu'organisation syndicale indépendante et sa présence dans les entreprises. La remise en cause de cette existence ne pouvait être admise par la majeure partie des militants, même ceux qui soutiennent par ailleurs les thèses modernistes les plus dangereuses. Ceux-ci n'en sont pas moins disposés aujourd'hui à négocier une réduction du temps de travail contre plus de flexibilité, à poursuivre ce honteux marchandage, au coup par coup s'il le faut.

De son côté, Maire ne cesse de penser que la seule maîtrise des changements technologiques ne suffit plus, il ne craint pas d'affirmer crûment qu'"une plus grande souplesse du travail est nécessaire pour l'efficacité des entreprises", entendons là une exploitation renforcée des travailleurs.

Pas plus qu'hier, la CFDT ne remet aujourd'hui le capitalisme en cause, elle reste acquise à la nécessité de trouver des solutions pour le "sortir de la crise", elle reste fondamentalement favorable à la restructuration et à la modernisation de l'appareil productif, et essaie de les présenter aux travailleurs comme la solution miracle.

Avec son appui, le capital pourra river plus longtemps, avec plus d'intensité, l'ouvrier à sa machine, avant que la concurrence anarchique n'oblige à envoyer à la casse les moyens de production prématurément vieillissants, bien avant qu'ils aient transmis toute leur valeur au travers du procès de production. Ainsi, avec l'aide des syndicats, le capital pourra s'approprier toujours plus de plus-value, accroître davantage ses profits.

Dans la campagne orchestrée par tous nos idéologues à la mode, les Albert, les Attali, les Clerc, les Lipietz et d'autres encore, la CFDT continuera à jouer son rôle. Sans craindre le ridicule de recettes depuis longtemps usées et des slogans tapageurs, tous ces apôtres du libéralisme, plus ou moins fiers, plus ou moins honteux, tentent de mobiliser les travailleurs pour qu'ils s'enthousiasment pour les "mutations" (la chance de leur vie !), pour qu'ils rejettent les "corporatismes". Mais, cette apologie du temps libre, des "nouvelles activités créatrices", ces

hymnes à l'initiative individuelle et ces actions de grâce à l'entreprise cachent de moins en moins la soumission toujours accrue aux contraintes de la compétitivité, la généralisation des emplois précaires et déqualifiés, la baisse des salaires.

Le rôle de la CFDT — et des autres syndicats — est clair : il faut définitivement éliminer le spectre de la révolution, faire croire à une transformation progressive du capitalisme, à une mutation mise en oeuvre rationnellement, à une modification en profondeur de l'organisation sociale du travail. Ce vieux mythe de la disparition de la lutte des classes, par la dissolution du prolétariat de préférence, doit sans cesse être entretenu, et la CFDT, fascinée par le miroir aux alouettes des "nouvelles technologies", met la main à l'ouvrage, comme on le lui demande. Ses analyses "constructives" fournissent à la bourgeoisie les arguments idéologiques et les modalités pratiques dont ses offensives ont besoin, elles ont d'ailleurs été depuis longtemps saluées par les tenants modernistes de la "libération du temps de travail", de la "révolution du temps choisi", de la "révolution électronique", à savoir les Minc, les Delors, les Nora...

Mais la CFDT s'inspire tout autant des thèses d'une autre chapelle, celles de l'école dite de la régulation. Sans remettre là encore en cause la pérennité des rapports sociaux capitalistes, ces théoriciens choyés par la CFDT cherchent à analyser les conditions d'une "nouvelle régulation", qui reposerait sur une "nouvelle" productivité, sur une "nouvelle" compétitivité, sur un "nouveau" consensus social.

LA FLEXIBILITE PROGRESSE

On le voit : après le faux pas du mois de décembre, il n'y a aucune raison pour que la flexibilité tombe dans l'oubli. Le gouvernement pousse les syndicats et le patronat à obtenir des résultats rapides, dans le même esprit que l'ex-protocole d'accord même s'il faut pour cela éviter un marchandage global. Il déclare, pour faire pression sur les "partenaires sociaux", qu'il est prêt lui-même à s'impliquer davantage s'il le faut. De leur côté, les syndicats affirment qu'ils veulent "parvenir à l'ouverture d'une véritable négociation", la CGT y mettant cependant une condition : qu'il s'agisse d'"une négociation au grand jour" !

Le 14 mai dernier, donc, tout le monde se retrouvait pour une "réunion exploratoire" qui devait examiner la question des "contrats formation-recherche d'emploi" (CFR). Proposés par le gouvernement, qui se déclare prêt à les faire accepter par la voie législative, les CFR sont une extension des congés de reconversion, tels qu'ils existent dans la sidérurgie, la construction navale et l'automobile, à tous les licenciements économiques (soit 30 à 40 000 licenciés par mois). Les CFR sont destinés à remplacer les licenciements économiques, leurs "bénéficiaires" ne pourraient plus obtenir les garanties accordées aux licenciés économiques et disparaîtraient des statistiques du chômage. Ils toucheraient 70 % de leur salaire le premier semestre et 60 % le second. Le coût de ces nouvelles mesures est estimé à 18-20 milliards pour 360 à 400 000 personnes par an et sera pris en charge essentiellement par l'Etat, le CNPF ayant affirmé que les CFR ne devaient pas être une "rigidité supplémentaire ou une charge nouvelle pour les entreprises et l'UNEDIC".

Mais le CNPF qui fait monter les enchères a bien d'autres exigences encore : les capitalistes entendent poursuivre en effet dans la voie de la déréglementation du travail et proposent entre autres de ne plus tenir compte, pour le calcul des seuils sociaux, des salariés en longue maladie, des apprentis ou des titulaires d'un contrat d'adaptation.

En fait, de multiples discussions se déroulent simultanément : le 13 avril, par exemple, FO et la CGC ont signé un accord d'extension du travail intérimaire. Ce texte prévoit que les capitalistes pourront faire appel à du personnel temporaire dans un nombre de cas plus important. Il abandonne pratiquement le principe du contrat de date à date, au profit d'un contrat évoluant en fait au gré des besoins des entreprises. Chaque contrat, désormais, pourra être renouvelé pour une période de six mois, et un intérimaire pourra remplacer un salarié absent pendant une durée supérieure à six mois.

Dans notre démocratie bourgeoise, les syndicats, par le biais des négociations collectives, et l'Etat, avec sa réglementation, jouent donc pleinement leur rôle. Certains idéologues peu clairvoyants de la classe dominante qui revendiquent "moins de syndicats" ou "moins d'Etat" oublient que ceux-ci sont depuis longtemps devenus des instruments privilégiés de la "régulation" des rapports sociaux. Si leur rôle peut être limité, il ne peut être supprimé, car disparaîtraient alors des barrières essentielles qui protègent le pouvoir capitaliste en empêchant le déferlement de la lutte des classes.

Même s'ils veulent donner l'impression, en faisant parfois des déclarations "radicales", qu'ils refusent certaines des conséquences directes des accords qu'ils signent avec les capitalistes, les syndicats exercent aujourd'hui avec zèle leur fonction d'encadrement, pour soumettre la classe ouvrière à la bourgeoisie. Leurs directions obligent en permanence les travailleurs à reculer, à renoncer à leurs revendications, à en réduire l'ampleur, pour tenir compte des prétendues contraintes nouvelles. Chacun de ces reculs constitue à son tour un point d'appui pour la bourgeoisie, qui l'utilise pour imposer ici ou là ses mesures anti-ouvrières et relancer partout son offensive.

Du fait de la politique menée par le régime Mitterrand contre les travailleurs, le mouvement ouvrier se trouve aujourd'hui dans un profond désarroi même s'il conserve un potentiel de lutte redoutable. Face à l'offensive idéologique et politique qu'il subit depuis quatre ans, face à l'attaque de grande ampleur que mène la bourgeoisie contre ses intérêts immédiats, le prolétariat parvient difficilement à mener une lutte dont l'aspect purement défensif ne parvient qu'à freiner les attaques de ses ennemis. Le risque existe donc qu'il subisse un affaiblissement durable, à moins qu'il réagisse et combatte les illusions propagées dans ses rangs par le PCF et la CGT qui obscurcissent sa conscience de classe. C'est la responsabilité des marxistes-léninistes d'oeuvrer en faveur de cette prise de conscience.

Jean-Louis MAY, Bernard PELTIER et Marc ROGELET

LE PCF ET LA DEMOCRATIE BOURGEOISE

Depuis plus de trente ans, le PCF a développé une stratégie d'intégration à la démocratie bourgeoise. Il a appris à ses dépens qu'un parti qui se dit révolutionnaire et qui prétend représenter les intérêts du mouvement ouvrier perd toute indépendance en voulant ruser avec la démocratie bourgeoise et qu'il est condamné au déclin. Durant toutes ces années, le PCF a cru qu'il pourrait avec l'Union de la gauche se jouer du système bourgeois pour en obtenir un gain notable, pour acquérir une place au soleil. Mais, finalement, c'est la démocratie bourgeoise qui s'est jouée de lui en lui faisant abdiquer sur la place publique et en le couvrant de honte tous les principes révolutionnaires dont il se réclamait ; elle s'est jouée de lui en le transformant en un appendice du système des partis bourgeois, en une pièce dans la stratégie du PS, et en lui dictant en toute occasion sa voie. Désormais le PCF n'a plus d'autre issue que de rester ainsi pris au piège de la démocratie bourgeoise, même si cet asservissement dont il est le premier à ressentir le poids est dissimulé derrière un langage dur, radical et d'apparence autocritique.

Pour les partis bourgeois, l'épreuve du pouvoir est un révélateur implacable. Le PCF n'a pas échappé à la règle. Aujourd'hui qu'il est sorti du gouvernement, il s'attache à reconstituer son image de "parti révolutionnaire" en donnant de son passage au gouvernement et des trente années qui l'ont précédé et préparé une analyse extrêmement critique. Mais le contenu même de cette autocritique — d'une ampleur et d'une audace inédites, en comparaison avec ce qui était de coutume depuis de très longues années au PCF (voir par exemple l'article de Blotin dans le numéro 1 de 1985 des "Cahiers du communisme", juste avant le 25^e congrès) — révèle à quel point ce parti n'entend pas en fait remettre en cause les options fondamentales qui l'ont conduit là où il est arrivé à présent. Comme tous les autres partis bourgeois, le PCF a fait de la duplicité une règle de conduite et, même si l'exercice de l'autocritique apparente laisse percer quelques vérités, il est frappant de constater que l'objectif politique de cette vaste opération est de dissimuler la vérité, d'innocenter la direction et le parti dans son entier de toute responsabilité dans la trahison attribuée au seul PS, d'éviter finalement que le tribunal de l'histoire ne condamne plus de trente ans d'opportunisme, de reniements, de trahisons envers les intérêts du prolétariat français et du mouvement ouvrier révolutionnaire.

En suivant l'évolution actuelle du PCF, en analysant sa tentative désespérée de se redonner par la pure vertu du verbe une virginité révolutionnaire depuis longtemps et pour toujours perdue dans les bas-fonds de la démocratie bourgeoise, les ouvriers révolutionnaires de notre pays doivent se convaincre qu'il n'y a rien à attendre d'un parti qui se fixe comme seule perspective politique immédiate de les bernier et comme perspective plus lointaine de les entraîner dans une nouvelle union sacrée des "producteurs" aux relents vichystes (cf. l'éditorial du n° 4 de LA VOIE DU SOCIALISME). Les faits sont là qui prouvent aux ouvriers et aux travailleurs conscients que la voie opportuniste du PCF représente la trahison des intérêts du prolétariat, que cette voie mène à la défaite, à la désorganisation du mouvement ouvrier, au rejet des idéaux révolutionnaires et de la grande tradition de lutte du mouvement ouvrier français. Cette voie condamne les ouvriers à subir pour toujours le joug du capital, leur interdit toute perspective pour le socialisme. Les faits sont là avec la gauche au pouvoir qui prouvent que les Marchais, Herzog et de sont de vils trompeurs, des politiciens antimarxistes et antirévolutionnaires qui sont prêts à tout, même à nier ce que tout le monde a pu constater, pour mystifier la classe ouvrière, l'endormir, l'aiguiller sur des voies sans autre issue que l'échec, la démobilisation, le pessimisme — ce qui profite directement au capital engagé, sous les auspices de Mitterrand, dans une offensive de grande envergure contre les conditions d'existence et de travail des ouvriers et de La grande masse des travailleurs.

Ce qui est à l'ordre du jour, ce n'est pas la pseudo autocritique du PCF, c'est la critique radicale et approfondie de l'opportunisme du PCF, de cet opportunisme qui a essayé d'anesthésier le mouvement ouvrier français depuis trente ans et plus. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la lutte contre cet opportunisme et contre ses tentatives actuelles d'échapper au verdict de l'histoire, de fuir la sanction qui revient au traître. Ainsi sera possible le renouveau politique du mouvement ouvrier, ainsi la lutte de classe contre le capital et les partis à sa dévotion, y compris le PCF, pourra se développer de façon massive et organisée, s'élargir en une vaste contre-offensive politiquement indépendante de la démocratie bourgeoise et de tous les opportunistes qui en sont l'émanation. Le mouvement ouvrier français ne doit plus confier ses destinées à des partis bourgeois. Il doit rejeter les tutelles qui cherchent à l'emprisonner à l'ordre capitaliste, au système bourgeois. Dans la période difficile que nous vivons il n'y a pas d'autre alternative que la lutte économique et la lutte politique contre le capital. Il y va de l'avenir de millions de travailleurs qui n'ont rien à attendre du capitalisme, sauvage ou réformé, et pour qui la Lutte de classe est la seule arme, la seule voie de salut.

LE PCF A ÉPOUSÉ LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE

L'enchaînement du PCF à La démocratie bourgeoise ne date pas de 1981. Il n'a pas non plus duré uniquement le temps — quatre ans — où des ministres PC ont siégé au gouvernement. Comme la direction du PC l'a reconnu au 25^e Congrès de février dernier, cet enchaînement date en fait de plusieurs décennies. L'absence de perspective politique du PCF actuellement, alors que les conditions objectives pour mener la lutte sont réunies (attaque

généralisée contre les salaires et contre les conditions de vie et de travail), montre à quel point le PCF est neutralisé par la démocratie bourgeoise. Il ne peut plus en sortir à moins de changer de nature, d'opérer une complète révolution (!), ce qui n'est pas sa volonté tant s'en faut !

Au contraire, le PC cherche à négocier en coulisse avec le PS sa nouvelle place tout en maquillant son aplatissement total face au système actuel des partis bourgeois par des diatribes sans conséquences contre Mitterrand, le PS, la droite et le capital. La direction sait que le PC va sortir affaibli du nouveau système électoral qui va se mettre en place en 86. Mais elle sait aussi que cet affaiblissement, à un moment où aucune perspective politique immédiate ne se dessine pour elle dans le jeu actuel des partis, est un moindre mal. Marchais connaît le mécontentement qui règne partout contre Mitterrand, y compris et particulièrement dans les rangs du PC. Ses propos contre lui et la politique social-démocrate ont pour but véritable d'apaiser ce mécontentement, ils visent à faire croire que la direction du PC partage ce point de vue anti-social-démocrate, qu'elle l'a toujours partagé — ce qui tend à la disculper de toute responsabilité dans les résultats effectifs de l'union de la gauche — et qu'elle en tient compte dans sa "nouvelle" stratégie définie au 25^e Congrès. Or cette "nouvelle" stratégie n'est que du vent. Elle n'aboutit à rien de concret, ne propose aucune action ou alliance nouvelle significative.

Dans la période actuelle et comme à l'habitude grâce à la magie des paroles et à l'effet d'autorité, la direction du PC attend des militants qu'ils lui fassent confiance, qu'ils Lui abandonnent leur sort, La direction étant la seule apte à sauver le parti du péril. "Qu'est-ce qui peut bien remplacer le Parti communiste français pour répondre à l'immense responsabilité que la vie présente à notre peuple ?" demandait Marchais lors d'une tournée en Lorraine après le 25^e Congrès. La logique que Marchais exhibe aux regards des militants est la suivante : je porte des accusations anti-social-démocrates, donc ma politique est anti-social-démocrate, donc faites-moi confiance. Et les opérations de commandos, organisées par l'appareil du parti, dans le style de SKF, interviennent pour appuyer cette duperie, pour faire croire que la stratégie anti-social-démocrate est vraiment menée, alors que chacun sait que le travail syndical n'est pas entrepris, qu'aucune action de masse n'est préparée, qu'aucune offensive ouvrière n'est organisée ! Aujourd'hui le PC doit à tout prix dissimuler sa nature révisionniste pour conserver son influence. Voilà la stratégie réelle de la direction du PC qui n'entend pas mettre en cause son adhésion à la démocratie bourgeoise vieille de quarante ans.

LE PCF ET LA DÉMAGOGIE "DÉMOCRATIQUE" DU CAPITALISME

Les premières manifestations de l'orientation opportuniste du PCF datent du Front populaire. Mais cette orientation est devenue systématique après la guerre lorsque Thorez a reconnu officiellement (en 1946) que le passage pacifique au "socialisme" par la voie parlementaire était tout à fait envisageable. En fait, dès cette époque, dès 1945-46, la stratégie du PCF s'engage sur la voie d'une révision complète du marxisme-léninisme. Cette nouvelle stratégie qui cherche à peine la guerre finie un début de réalisation se traduit par l'adhésion à la prétendue "démocratie nouvelle" qui aurait été instaurée en France grâce à la Résistance. Les sacrifiés de la lutte anti-nazie sont cyniquement portés au profit de la République bourgeoise qui s'impose avec de Gaulle et torpille bien vite tous les espoirs de révolution. Cette République est présentée par le PC comme une conquête populaire, comme une victoire du mouvement anti-nazi, comme un premier pas vers un système nouveau infiniment plus démocratique que la vieille III^e République qui enfanta la défaite et le pétainisme. En participant à cette mystification orchestrée par les gaullistes et les socialistes ainsi que toutes les forces politiques bourgeoises à la recherche d'un renouveau, la direction du PCF de l'époque montrait le camp qu'elle avait choisi, celui de la restauration de la démocratie bourgeoise d'avant-guerre, celui du système capitaliste "démocratisé". Et Marchais d'affirmer quarante ans plus tard à la tribune du 25^e Congrès du PCF : "Le socialisme à la française que nous proposons se caractérise par le respect de tous les traits constitutifs de la démocratie politique qui se sont affirmés chez nous au cours de l'histoire" (L'Humanité du 7/2/85). Mais quelle est donc cette "démocratie politique" si ce n'est celle de la République bourgeoise coloniale et impérialiste, le système politique que la bourgeoisie française s'est donné pour mieux asseoir son pouvoir et mieux mystifier le peuple de notre pays ? Marchais est dans le droit fil de Thorez, il incarne le même courant qui déjà, au lendemain de la guerre, avait prôné aux ouvriers de consentir tous les sacrifices pour reconstruire l'économie capitaliste.

Depuis lors, toute l'histoire du PCF s'identifie à celle d'un traître qui peu à peu s'enfonce dans la trahison et qui réalise méthodiquement son programme de sape du mouvement ouvrier révolutionnaire. A la libération, toutefois, Thorez se gaussait de son influence. Comme tous les révisionnistes, il avait une vision mégalomane de son importance. Il pensait, comme l'ont toujours pensé ses successeurs vingt ans plus tard en nouant l'alliance avec l'obscur Mitterrand, que dans ce mariage avec la démocratie bourgeoise le mouvement ouvrier pourrait servir de monnaie d'échange, qu'il représentait une dot alléchante pour le système bourgeois, lequel ne manquerait pas en échange de céder une belle place au PC pour célébrer les épousailles. Ce calcul, comme on le voit avec éclat aujourd'hui, laissait de côté les données fondamentales qui conditionnent la vie politique française. Un système réactionnaire n'accepte en son sein que des partis réactionnaires. Aucun parti ne peut décréter la trêve dans la lutte des classes marne s'il exerce une tutelle sur le mouvement ouvrier. Dans le mariage

du PCF avec la démocratie bourgeoise, c'est l'épousée qui dicte les règles et qui se réserve tous les droits. Aucun compromis n'est possible. Le prétendant doit passer corps et âme de l'autre côté, il doit trahir la lutte de classe et donc perdre peu à peu son influence et le poids que lui confère la vigueur du mouvement ouvrier. C'est la condition pour que les noces aient lieu. Il a donc fallu que le PCF se débarrasse de toute arrière-pensée révolutionnaire, qu'il fasse amende honorable, qu'il renie tous les principes hérités du marxisme-léninisme et qu'il se présente à genou en signe d'allégeance. Entre le 10 et le 22^e Congrès le PCF n'a rien fait d'autre que d'obéir à cette injonction ; transformé par la volonté de la direction révisionniste soumise à l'impérialisme en parti réactionnaire hostile à toute idée concrète de révolution socialiste, il occupe désormais la place que la bourgeoisie lui assigne, ni plus ni moins. Et lorsque les deux tiers des ressources avouées du PCF proviennent des salaires versés par les institutions bourgeoises à ses parlementaires (67 % en 1981), il est clair que la dot provient non pas du matamore qui reçoit l'argent mais de sa généreuse et dominatrice épouse. Le PC n'est pas seulement un parti parlementaire par les idées et par la ligne, il l'est devenu aussi par le revenu.

On comprend mieux ainsi ses craintes vis-à-vis de l'introduction de la proportionnelle en 86. Celle-ci aura pour effet de lui retirer toute représentation dans nombre de départements où l'ancien système lui avait permis d'en avoir une, ce qui va modifier considérablement le rapport de force entre les partis au niveau local. De plus, la proportionnelle intégrale — et non pas départementale — lui aurait assuré plus de députés et lui aurait permis de mener sa nationale en usant avec plus de force encore de sa faneuse démagogie anti-social-démocrate, en clamant partout son indépendance de grand "parti révolutionnaire"... à la recherche de davantage de députés au parlement bourgeois, qu'il reconnaît par ailleurs être sans pouvoir face à l'exécutif. Quand Marchais cherche à donner du PC l'image d'un parti révolutionnaire, indépendant de la politique bourgeoise, alors qu'il reconnaît s'être lié durant plus de vingt ans à un parti et à un homme qu'il juge totalement réactionnaires, alors que Lajoinie réclame un système électoral permettant une meilleure intégration du PC, etc., de quel poids est ce discours hautement "révolutionnaire" de Marchais ?

Mitterrand a été l'artisan direct des épousailles du PCF avec la démocratie bourgeoise car c'est grâce à lui que l'union de la gauche a pu prendre corps en tant que stratégie de prise du pouvoir, ou plus exactement d'avènement au pouvoir. Depuis que les offres de Thorez concernant une fusion complète du PC et de la SFIO ont été repoussées par les socialistes en 1945, la direction du PCF n'a cessé de chercher à nouer une alliance avec les socialistes. La liste est longue des tentatives d'union proposées par le PC aux socialistes durant la IV^e République. Mais il faut comprendre que cette voie de l'union était la seule praticable par les opportunistes à la tête du PC puisqu'ils avaient tourné le dos à la voie révolutionnaire. L'intégration à la démocratie bourgeoise rendait obligatoire l'alliance avec la social-démocratie. Et Mitterrand fut celui qui, du côté des socialistes, comprit tout le bénéfice qu'il pouvait en tirer dans le jeu politique français.

En effet, la stratégie révisionniste de Thorez et de ses successeurs s'est présentée comme la seule stratégie réaliste dans les conditions de la "démocratie nouvelle" prétendument conquise par le peuple après la guerre. La révolution était condamnée comme une voie utopique, archaïque, sans la moindre chance de succès. Cette condamnation sans appel supposait du même coup que la voie réformiste, parlementaire, se traduise dans la réalité politique par des alliances sous peine de perdre son image réaliste tant claironnée par les stratèges du PC. Le seul moyen dont disposait le PC était donc de convaincre les social-démocrates de faire jeu carmin avec lui et de ne plus se porter vers leurs alliés traditionnels (radicaux, centristes et autres courants politiques totalement intégrés depuis des lustres au jeu parlementaire bourgeois). Il ne suffisait pas aux révisionnistes de convaincre le mouvement ouvrier par des arguments "théoriques" pour qu'il accepte une stratégie qui contredisait toute son expérience de la lutte des classes.

Répéter inlassablement que les institutions de la démocratie bourgeoise traduisaient une véritable démocratisation de la société, qu'elles étaient le produit d'un consensus entre le capital et le travail, favorable à ce dernier, qu'elles traduisaient un recul des forces réactionnaires en France depuis un siècle et demi et une avancée des forces populaires et démocratiques, ne traçait pas une perspective politique crédible pour autant. Ces arguments typiquement opportunistes ne pouvaient tromper le mouvement ouvrier que s'ils s'accompagnaient d'une stratégie politique qui leur donne un semblant de fondement. Cette stratégie, ce fut et ce ne pouvait être que l'union de la gauche.

A cet égard il faut reconnaître que la tromperie a pu fonctionner à partir de 1965 jusqu'à l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. Le grand mouvement de mai 68, véritable sursaut du mouvement ouvrier, fut récupéré a posteriori par le jeu politique tissé entre le PC et le PS. Les revendications des travailleurs seraient accordées, promettaient les ténors des partis de gauche et les bonzes syndicaux, dès que la gauche unie parviendrait à battre la droite et gravirait les marches du pouvoir... Ainsi cette issue pouvait apparaître comme la seule perspective politique sérieuse pour le mouvement ouvrier, à condition qu'il oublie la dure réalité de la lutte des classes. Mais l'expérience redresse vite les oublis même si elle ne peut suffire à elle seule à redonner toute la lucidité politique au mouvement ouvrier.

LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE, UNE ARME AUX MAINS DE LA REACTION

En trompant le mouvement ouvrier durant de longues années sur la réalité de la démocratie bourgeoise le PC a rempli sa mission à l'égard de la bourgeoisie. Les capitalistes ont pu porter de rudes coups aux travailleurs sans craindre une contre-offensive massive de leur part. Ils peuvent aujourd'hui ourdir leurs plans pour aller jusqu'au bout de leur logique archi réactionnaire. Mais le PC en accomplissant cette trahison a minimisé le risque qu'il connaît de se voir abandonner par les travailleurs et aussi par ses patrons qui exigent de sa part toujours plus et le mettent dans une position toujours plus intenable. Car en démocratie bourgeoise, le jeu politique est une chose et la réalité une autre. Les partis bourgeois qui ignorent cette dualité sont condamnés à s'étioler et à disparaître.

Dans le système démocratique bourgeois, la séparation entre la vie politique officielle et la réalité politique véritable, celle que façonne la lutte des classes, est empiète. Cette séparation n'est pas un phénomène conjoncturel qui proviendrait de l'aveuglement des hommes politiques à tel moment ou de l'apathie des masses à tel autre, comme on l'entend parfois ; c'est l'essence même du système qui est soigneusement dissimulée grâce à la duperie de la "représentativité" et du "pluralisme". Formellement la démocratie bourgeoise se présente comme un système représentatif dans lequel, grâce au suffrage universel, chaque citoyen pèserait d'un même poids sur la conduite des affaires, où les intérêts de la majorité du peuple seraient donc respectés. Mais, dans son fonctionnement réel, la démocratie bourgeoise repose sur l'exclusion en bloc, hors de la vie politique officielle, de la classe ouvrière, de la nasse des travailleurs. Elle se présente comme le mécanisme représentatif qui permet la conciliation de tous les intérêts (supposés non-antagoniques) en présence dans la société, alors qu'elle nie en bloc les intérêts fondamentaux du prolétariat, de la nasse des travailleurs productifs. L'intérêt général est assimilé à l'intérêt du capital qui domine toute la société ; l'intérêt dominant devient l'intérêt général, bien qu'il corresponde aux intérêts d'une minorité bourgeoise exploiteuse.

Avec le "pluralisme", la démocratie bourgeoise fait croire que chaque groupe social possède sa représentation organisée, comme si la multitude des partis et organisations politiques existantes reflétait la diversité des intérêts des classes et groupes sociaux composant la société ! En réalité, parmi ces partis, les rôles sont distribués comme au théâtre. Le pluralisme ne fonctionne que dans la mesure où chacun respecte les limites du théâtre et le rôle qui lui revient. Dans ce jeu, il y a les acteurs principaux, les rôles secondaires et tous les figurants. Et tous les participants qui jurent leur loyauté au pluralisme acceptent sciemment ou non les règles du jeu dictées par le système bourgeois, comme l'acteur doit réciter son texte et se mouvoir sur les planches selon les vœux du metteur en scène.

Un parti révolutionnaire peut-il "loyalement" participer à ce jeu qui mystifie notre peuple sur la réalité du système politique bourgeois, qui dissimule les grands affrontements de classe caractérisant le capitalisme pourrissant ? Evidemment, non ! Au contraire, il doit le dénoncer, il doit montrer comment le démocratisme bourgeois loin d'être une conquête du peuple est un piège qui retire au prolétariat toute perspective révolutionnaire, et lui obstrue l'horizon brillant du socialisme, de la véritable démocratie populaire. Si l'on ne montre pas que la façade du démocratisme bourgeois dissimule la dictature du capital, la pleine liberté pour le capital d'imposer ses intérêts comme étant ceux de la société tout entière, comment peut-on ensuite appeler les travailleurs à préparer la prise du pouvoir, à lutter contre l'hégémonie du capital pour imposer l'hégémonie du travail, à renverser la dictature bourgeoise pour instaurer la dictature du prolétariat ?

Les récents événements politiques montrent qu'aucune duplicité "honnête" n'est possible dans le système démocratique bourgeois, surtout si l'on participe directement aux affaires de l'Etat. Le PC pensait qu'il pourrait faire croire que sa duplicité — évidente pour tous — profitait aux travailleurs. Elle révèle en fait son complet servilisme à l'égard du système bourgeois, d'où toutes ses contorsions actuelles pour sauver la face. Mais il faut se montrer sans pitié avec le révisionnisme qui a voulu enfermer le mouvement ouvrier dans le démocratisme bourgeois. C'est en s'affranchissant de cette idéologie pourrie étrangère à ses intérêts et à sa doctrine révolutionnaire que la classe ouvrière pourra retrouver la voie de la lutte et du succès.

Pierre HASTEL

N°9 — Juillet-Août 1985

LA NOUVELLE FORMULE DE "LA VOIE DU SOCIALISME"

Les lecteurs de la Voie du Socialisme ont pu constater depuis mars 1984, date du premier numéro, que le journal contenait des articles de nature assez différente. C'est un signe de richesse mais c'est aussi un handicap pour rendre le journal plus cohérent et plus accessible au public politique. Le comité de rédaction a donc décidé de modifier la formule à partir du n°9.

Sous le même titre, dans un format plus grand le nouveau journal s'attachera à donner des analyses plus nombreuses et plus suivies sur les problèmes politiques qui sont posés au mouvement ouvrier révolutionnaire. Il exposera plus complètement la ligne du mouvement marxiste-léniniste sur les questions cruciales de la lutte politique révolutionnaire et démocratique.

Les articles d'étude paraîtront quant à eux dans une revue indépendante, à parution approximativement semestrielle. Le premier numéro est prévu pour le premier trimestre 86.

Ainsi pourra mieux se concrétiser notre effort dans deux directions complémentaires : définir une ligne politique sur les principales questions posées au mouvement révolutionnaire aujourd'hui ; avancer dans l'étude théorique des problèmes de la révolution prolétarienne en France — tout ceci pour tracer la voie du socialisme dans notre pays.

Le mouvement révolutionnaire a aujourd'hui besoin d'un noyau de femmes et d'hommes profondément convaincus de l'inéluctabilité de la révolution prolétarienne : ces convictions ne peuvent être superficielles, c'est-à-dire être rabaisées au niveau de vagues sentiments radicaux ou démocratiques ; elles ne peuvent davantage se résumer à l'énoncé de quelques principes pris isolément et appris par coeur ; elles ne peuvent laisser la moindre place au pseudo-socialisme, notamment au socialisme petit-bourgeois qui a si durablement infesté le marxisme-léninisme en France. Forger ces convictions et les propager demandent donc un grand travail d'éclaircissement auquel contribue la VDS, et auquel elle contribuera mieux dans sa nouvelle formule.

Nous avons toujours voulu que ces convictions débouchent sur des prises de position politique : c'est ainsi que, dans les quelques numéros déjà parus, le lecteur trouvera la position du mouvement marxiste-léniniste sur la question coloniale, la question paysanne en France, l'offensive du capital menée grâce à la législation social-démocrate, les problèmes stratégiques et la lutte anti-impérialiste, la question des immigrés et le grand mouvement démocratique pour l'égalité des droits, le révisionnisme et la question du parti révolutionnaire, le socialisme scientifique et son développement en Albanie, etc.

Toutes ces analyses découlent d'un travail d'étude dont la revue, de son côté, rendra mieux compte.

Le comité de rédaction est convaincu que ces changements amélioreront le travail politique, d'éclaircissement et d'éducation des marxistes-léninistes. La passivité ou le découragement sont des ennemis au même titre que la confusion et l'apolitisme. Chaque camarade doit trouver sa place au sein du mouvement marxiste-léniniste en gardant à l'esprit les immenses tâches exposées dans la Charte de notre journal (cf. le n°1)

Le Comité de Rédaction

Le faux emploi des jeunes

Pas moins de 12 "formules" sont aujourd'hui censées résoudre les difficultés dites d'insertion professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans. Depuis 1975 les mesures "exceptionnelles" se sont ainsi additionnées, modifiées et remaniées au fil des gouvernements successifs. Le changement de gouvernement en 1981 n'a pas apporté de rupture à cette politique : bien au contraire, il l'a perpétuée et enrichie, avec l'aide active du PCF et des plans Rigout.

Les jeunes subissent de plein fouet les effets de la politique patronale face à la crise économique :

- Chômeurs recensés par l'WE, leur nombre a dépassé le million en 1984, soit 21 % des actifs de cette classe d'âge et plus de 40 % des chômeurs inscrits (+ de 50 % dans certains départements). Mais il faudrait compter les exclus de ces statistiques : les radiés, les inactifs qui ont renoncé, et tous ceux "bénéficiant" de l'ensemble des mesures d'insertion, soit plus de 200 000 contractuels ou stagiaires (apprentis exclus) et, fin août 1985, 189 000 tucistes. Cette dernière mesure a fait baisser sensiblement la part des chômeurs de - 25 ans, puisqu'en juillet 1985, ils ne représentaient plus que 36,6 % des chômeurs en France métropolitaine.

- Maintenus dans le système scolaire, dont les effectifs ont fortement augmenté, ils n'acquièrent pas pour autant une plus grande chance d'obtenir un emploi. Le niveau général de formation s'est élevé, mais il s'est accompagné de la multiplication des filières dites de relégation et si la situation des non-diplômés est depuis longtemps difficile, celle des diplômés s'est considérablement dégradée ; aujourd'hui, 25 % des jeunes sortent sans diplôme à chaque génération, 63 % avec un niveau faible de formation ... et 83 % des chômeurs de - 25 ans ne dépassent pas le niveau V (cycle court professionnel et second cycle secondaire avant la classe terminale).

- Salariés, ce sont eux qui subissent la "flexibilité" : emplois à temps partiel, emplois saisonniers, contrats à durée déterminée, intérim ... 35,7 % des inscriptions au 2^{ème} trimestre 1985 se sont faites à la fin de contrats à

durée déterminée et on ne peut considérer les données sur le travail intérimaire comme probantes, puisque l'ANPE estime que près de 20 % des agences ne déclarent pas systématiquement leur activité à l'Inspection du Travail. Enfin, bien que la durée moyenne du chômage des jeunes soit plus faible que la durée générale, elle n'en continue pas moins de s'allonger : de 195 jours en janvier 1984, on est passé à 235 en juillet 1985, tandis que plus d'un tiers des jeunes chômeurs ne peuvent répondre que de moins de 6 mois d'activité par an.

Au chômage comme au travail, la hiérarchie est la même et fondée sur trois critères : âge, sexe, niveau de formation. Le chômage des - 25 ans est 2,6 fois supérieur à la moyenne ; plus de la moitié des jeunes femmes de - 18 ans au chômage ; si le niveau de formation reste fondamentalement déterminant du taux de chômage, l'inadéquation formation-emploi prend de plus en plus d'ampleur : les jeunes sont de préférence affectés à des emplois précaires dans des secteurs spécifiques, — peu concentrés, à bas salaires, aux statuts instables et à fort turnover.

Quel rôle ont donc joué et doivent jouer encore tous ces systèmes mis en place pour soi-disant aider les jeunes ? Désormais, on "ratisse" large, depuis les jeunes diplômés des plans Barre (75 % des jeunes concernés), jusqu'aux "paumés" des plans Rigout (90 % sans formation), on arrive aujourd'hui aux "TUC" : petits salaires, petite durée d'emploi, petits travaux, petites protections, que le patronat voudrait aujourd'hui généraliser dans toutes les entreprises, mais qui restent encore l'apanage de l'Etat-patron, assez mauvais payeur semble-t-il. Des mesures récentes les ont élargis jusqu'à 25 ans, et de plus en plus d'emplois relevant d'activités sociales sont ainsi occupés. Mais que va-t-on pouvoir inventer pour tous les ex-tucistes (plusieurs dizaines de milliers d'ici fin 1985) ?

Avec ces systèmes, il ne s'agit plus de simplement manipuler les statistiques (même si le gouvernement espère ainsi gommer 620 000 jeunes des chiffres du chômage). Cette formidable masse de main-d'oeuvre de réserve ne doit pas être marginalisée, dans l'intérêt du patronat et du gouvernement. Souvent enfants de familles où le chômage, la pauvreté et leurs multiples conséquences sévissent, pour beaucoup d'immigrés, ils doivent être maintenus en état d'employabilité. Il s'agit donc d'une politique d'insertion à objectif bien précis, faite d'une alternance de stages, de chômage, d'emplois précaires et d'inactivité, et modelant un salariat souple, flexible, sous-payé... et politiquement neutralisé.

Ceci a nécessité la constitution d'un réseau d'accueil et d'orientation impliquant l'ensemble des structures locales de contrôle social et économique : ANPE, Education nationale, Chambres de commerce, MJC,... Leur travail : " se préoccuper des problèmes d'insertion sociale : vie quotidienne, logement, loisirs, santé,... pour jeunes confrontés à l'échec scolaire, à des difficultés personnelles "d'être et d'agir" liées à l'immaturation affective et (ou) à des défaillances de l'environnement, une situation sociale difficile." (Présentation des stages Rigout). Quant aux stages, ils doivent permettre "la familiarisation avec le monde du travail, (d') accomplir des travaux en vraie grandeur leur permettant de comprendre l'organisation du service, les relations de travail et la vie concrète de l'entreprise."

Parce que les moins de 18 ans sont effectivement allés dans les permanences et missions locales, on a parlé d'efficacité. Parce que ces stages les ont fait passer majoritairement du niveau VI au niveau V de formation, on a parlé de qualification, alors que d'un côté, une part des papiers (plutôt que diplômés) attribués ne sont que partiellement (localement ou sectoriellement) reconnus, quand ils le sont, et que de l'autre, la grande masse des chômeurs est précisément de ce niveau de formation.

Autre détail intéressant : les secteurs d'accueil. Ce sont ceux décrétés "porteurs d'emplois", "ouverts à l'embauche" par les économistes — grands prêtres du libéralisme : commerce, restauration, hôtellerie, réparation automobile,... et bâtiments — travaux publics. En résumé, les secteurs où la précarité et les mauvaises conditions d'emploi dominent et qui utilisaient déjà la jeunesse comme main-d'oeuvre bon marché. Autrement dit, l'Etat institutionnalise la précarité en créant des filières d'approvisionnement.

Ne nous étendons pas non plus sur le parasitage éhonté que permet cette manne publique qu'est le financement de ces formations : près de la moitié des organismes sont privés...

L'absence de perspectives réelles qu'apportaient ces mesures à été très largement perçue par les jeunes, puisque les observateurs ont reconnu jusqu'à 50 % d'absentéisme, estimant que ceux (rares) qui ont trouvé un emploi l'auraient obtenu de toute façon.

Elles ont eu cependant un effet d'appel en mettant sur le marché du travail des jeunes qui seraient vraisemblablement restés dans le système scolaire en leur absence : si le nombre des chômeurs de - 25 ans a baissé en un an, la part relative des entrées pour un premier emploi a elle augmenté, passant de 29,7 % en janvier 1984 à 31,4 % en juillet 1985.

Ainsi les mesures d'insertion permettent d'utiliser cette armée de chômeurs à l'intérieur même des entreprises comme moyen de pression sur les autres catégories de travailleurs et modèlent des générations entières en vue d'une exploitation qui les ramènerait un siècle en arrière, sans leur donner la moindre qualification.

Un tel apprentissage de la vie au travail ne peut qu'avoir de graves répercussions sur la vie entière de ces jeunes sans statut précis, réduits à la pauvreté, l'incertitude, la perte d'indépendance et l'isolement.

Ni le PCF, ni les directions syndicales ne se sont élevés pour combattre de telles politiques. Au contraire, les révisionnistes ont participé à leur élaboration, apportant ainsi leur soutien actif à la gestion des intérêts du capital, au nom de la compétitivité de la France. Pour que le patronat fasse encore des profits, il lui faut des esclaves et les stages Rigout lui ont été, entre autres, fort utiles. Et une fois le gouvernement quitté, le PCF ne trouve rien d'autre à dire sur les nouvelles mesures que : "elles ne vont pas dans le bon sens."

Est-ce à dire encore qu'elles ne seront pas assez efficaces ?

Il ne suffit pas de condamner ces nombreux plans pour leurs effets ponctuels et falsificateurs. Même si la majorité des jeunes n'est pas dupe, elle se sent isolée et démunie face à des mesures qui vont déterminer en grande partie le contexte économique et social des prochaines années si le gouvernement continue à les appliquer pour permettre au capital de s'assurer ses profits.

En faisant de la masse de la jeunesse une surpopulation stagnante, c'est-à-dire qui connaît avant tout des formes précaires d'emploi, le capital est en effet en train d'habituer les futures générations d'ouvriers à cette "flexibilité" qu'il a tant de mal à institutionnaliser. Ce qui est en train de se mettre en place, ce n'est donc pas une "société duale" comme le prétendent certains économistes de gauche et, avec eux, le PCF, c'est-à-dire une société dans laquelle une partie des travailleurs connaîtrait des emplois stables et relativement bien rémunérés, et une autre serait marginalisée dans la précarité et les "petits boulots". Au contraire, nous sommes dans une société duale, et nous allons vers une société "monolithique", dans laquelle la masse des ouvriers serait dans une situation de mobilité, de précarité, de bas revenus et d'absence de protections. Voilà ce qui est en jeu avec l'"insertion des jeunes travailleurs". Les intérêts immédiats de la jeunesse ouvrière s'identifient donc avec les intérêts généraux et à long terme du prolétariat : les défendre suppose de rompre totalement avec l'opportunisme des dirigeants de la CGT et du PCF qui ont eux-mêmes mis la main à ce système de flexibilité mis en place par le capital.

Claire PASCAL

Droit de vote pour les immigrés

Dans un précédent numéro de la Voie du Socialisme (n°5), nous analysions le rôle historique des immigrés dans la croissance de l'économie capitaliste, nous dénoncions les discriminations dont ils sont victimes en ce qui concerne leurs conditions d'emploi et de vie et les économies considérables qui sont réalisées sur leur dos. Nous affirmions que le prolétariat doit s'opposer à toute limitation de l'immigration, réclamer la suppression des cartes de séjour et de travail, s'opposer à tout statut spécial pour l'ouvrier étranger. Nous revendiquions l'égalité totale des droits pour les ouvriers étrangers, y compris le droit de vote.

Depuis quelques mois, on assiste à une vaste campagne de la presse, de droite comme de gauche, sur la question du "vote immigré".

François Mitterrand a lancé lui-même le débat au 65^{ème} congrès de la ligue des droits de l'homme. Il a exprimé sa "conviction" sur ce sujet : "la participation des immigrés à la gestion locale me paraît être une revendication fondamentale qu'il faudra réaliser... Mais vous admettez que le gouvernement a ses propres exigences et qu'il doit tenir compte aussi de l'état des moeurs. C'est donc une tâche très difficile à remplir".

On sait que l'idée du vote immigré en ce qui concerne la gestion locale figurait déjà dans les 110 propositions du candidat Mitterrand. On peut constater que cette "conviction" de Mitterrand est restée à l'état de voeu pieux tandis que les mesures discriminatoires à l'égard des travailleurs étrangers, en particulier celle concernant l'arrêt des regroupements familiaux autour des travailleurs immigrés vivant déjà en France, sont allées bon train : "l'état des moeurs", tel qu'il est perçu par nos socialistes y était sans doute plus favorable !

C'est sans doute encore l'état des moeurs qui explique la mascarade électorale de Mons-en-Baroeul du 19 mai : les étrangers de la commune ont été invités à aller élire trois ressortissants au conseil municipal, représentants qui, bien entendu, ne bénéficieront pas d'une voix délibérative mais uniquement du droit d'émettre des propositions.

Nous sommes donc à des années-lumière de l'égalité des droits que nous devons exiger pour les travailleurs étrangers qui, depuis plus d'un siècle, concourent par leur travail au développement du capitalisme français.

Pourtant nos socialistes, tout soucieux de "l'état des moeurs" qu'ils soient (et de l'échéance électorale de 86 î), n'ont pu éviter de déclencher un concert de protestations :

- Le 19 mai sur TF1, Le Pen déclarait : "De toute évidence, la gauche n'espère plus sa victoire que dans le renfort des bataillons étrangers". Il en a d'ailleurs profité pour rappeler qu'il était favorable à l'expulsion de France de plusieurs centaines de milliers d'étrangers, d'abord les immigrés illégaux, ensuite ceux qui sont actuellement chômeurs ou délinquants".

- Didier Bariani, membre du bureau politique de l'UDF, chargé des questions d'immigration, a estimé pour sa part que : "Elle (l'expérience de Mons-en-Baroeul) n'est pas innocente car elle constitue le premier maillon d'une politique délibérée pour forcer la main aux Français et banaliser progressivement la participation des immigrés aux élections politiques en France.

La droite (UDF, RPR et Front National) va d'ailleurs encore plus loin puisqu'elle est prête à contester la nationalité française d'un certain nombre de citoyens. Lors du débat sur l'immigration tenu le 6 juin dernier à l'Assemblée nationale, elle a en effet rendu en cause l'article 44 du Code de la nationalité selon lequel "est français tout enfant né en France".

Alain Griotteray (UDF, cité dans "Les Immigrés : le choc ", Paris, Plon, 1984) a quant à lui, élaboré les critères pour déterminer qui sera digne de rester en France : " Pour ces enfants d'étrangers nés en France, en prouvant une bonne intégration à la société française par la maîtrise de la langue, le comportement (absence de toute condamnation pénale) et le travail (étude ou emploi)".

Que ces messieurs de la droite se rassurent : les socialistes, quels que soient leurs discours et leurs "convictions" sur le vote municipal des immigrés, n'ont qu'une politique en matière d'immigration, c'est celle du capital. D'un côté on exploite la force de travail immigrée, de l'autre on dénie aux ouvriers étrangers toute égalité des droits dans le travail et la société.

Le PCF, quant à lui, estime souhaitable la participation des immigrés aux choix de la gestion municipale et donc le droit de vote aux élections municipales. Rien entendu, il se garde bien de poser la question des élections au niveau national ! Mais il ne se fait pas faute de rappeler par ailleurs (L'Humanité du 22 mars 1985) qu'"il faut arrêter toute nouvelle immigration légale ou clandestine qui, dans les conditions actuelles, n'aboutirait qu'à gonfler le nombre des chômeurs."

La gauche, comme la droite, avec des discours différents, appliquent la même politique discriminatoire à l'encontre des travailleurs immigrés, la politique du capital.

Toute lutte pour l'égalité des droits heurte de front cette politique. Aujourd'hui, des mouvements politiques tels que le "Collectif des jeunes pour l'égalité" issu de "Convergence 84" refusent de réduire le combat des immigrés à la seule lutte contre le racisme, ils exigent l'égalité des droits, y compris le droit de vote. Leur campagne en faveur du droit de vote pour les immigrés s'accompagne d'une campagne pour l'inscription des jeunes issus de l'immigration mais français sur les listes électorales. En effet, s'il y a 800 000 électeurs potentiels d'origine maghrébine, seuls 100 000 sont effectivement inscrits sur les listes électorales. En vue des élections législatives de 86, des listes "pour l'égalité des droits et contre le racisme" sont constituées.

Cette campagne est utilisée par le PS et d'autres qui veulent saper l'essor du mouvement démocratique pour l'égalité des droits. Plus que jamais donc, ce mouvement doit être soutenu.

Louise LAMBERT

LA VISITE DE J.-M. BAYLET EN ALBANIE

Tous les amis de l'Albanie ont suivi avec intérêt la récente visite officielle effectuée dans ce pays par le Secrétaire d'Etat aux Relations extérieures, Jean-Michel Baylet. LA VOIE DU SOCIALISME tient quant à elle à exprimer sa satisfaction devant ce développement des relations normales entre la France et l'Albanie. Les marxistes-léninistes apprécient cette visite comme un succès de la politique extérieure de principe menée par le Parti du Travail d'Albanie, comme une démonstration de la solide position qu'occupe l'Albanie socialiste dans l'arène internationale. Le prestige et l'autorité des communistes albanais et de leur pays ne peuvent que s'en trouver rehaussés, de même qu'est démontrée l'inanité des campagnes anti-albanaises trop souvent orchestrées dans notre pays.

La délégation française, forte d'une soixantaine de personnes, comprenait de nombreux journalistes qui ont eu toute latitude pour enquêter et s'informer sur place. Ceux qui avaient laissé à Paris leurs a priori trompeurs et une ironie souvent facile ont ainsi pu constater que "le modèle albanais fonctionne". Sur les chantiers, dans les entreprises, dans les écoles, etc., à la ville comme dans les campagnes, ils n'ont pu que faire état d'une "parfaite adéquation" des discours officiels à ce qu'ils voyaient. Les "escapades" de certains d'entre eux hors du programme officiel leur ont permis de vérifier combien la sincérité et la conviction des Albanais sont profondes et qu'elles se lisent dans les yeux des interlocuteurs".

En dépit de toutes les spéculations sur "l'après-Hoxha", la délégation française a dû reconnaître que, sous la conduite de Ramiz Alia, l'Albanie ne dévie pas d'un pouce de la voie tracée par Enver. Il est d'autant plus navrant de lire les commentaires de certains "marxistes-léninistes" français dont l'unique but semble être de profiter de la visite de J.-M. Baylet pour semer la méfiance à l'égard de l'Etat prolétarien. Les allusions malveillantes et les sous-entendus perfides de ces "communistes et ouvriers" insinuent en effet que l'Albanie serait en voie de pencher vers la France impérialiste. Ce "parti", qui dans ses "résolutions" et ses nombreuses "déclarations" semble oublier jusqu'à l'existence même du seul Etat socialiste, "craint" aujourd'hui que l'Albanie ne cède aux pressions de notre impérialisme, qu'elle ne lui concède des positions à la faveur de ces relations bilatérales.

Ces allusions mensongères, Enver les a réfutées dans son dernier ouvrage, Deux peuples amis, publié après sa disparition. Il y raille tous ceux qui mènent grand bruit sur l'"ouverture" de l'Albanie vers l'Occident, tous ceux qui prétendent que "le jour serait venu où 'quelqu'un d'autre' va prendre pied en Albanie, où l'Albanie tentera sous le contrôle de l'influence des Américains ou des Soviétiques, des Français, des Anglais ou des Allemands (...) (p.448)". Enver y réaffirme la juste attitude de principe observée par l'Albanie socialiste : "Nous avons été pour de pareilles 'ouvertures' chaque fois que les intérêts supérieurs de notre pays l'ont exigé et c'est ce que nous ne manquerons pas de faire à l'avenir également (...) (p. 441)".

A lire quelques articles, on a l'impression que le souhait de certains serait de voir l'Albanie cantonnée dans un strict isolement, politique, diplomatique et économique, Un tel isolement ne pourrait cependant que la rendre très vulnérable aux appétits des grandes puissances, pour qui elle ne cesse de représenter l'injure du socialisme authentique et un enjeu stratégique important.

Mais, à l'époque du Parti du Travail, la politique mondiale est entrée dans la vie de chaque Albanais. Dans l'Albanie devenue socialiste, les masses participent activement à l'élaboration et à la discussion de la politique étrangère du pays et ce débat politique incessant constitue une vaste école d'éducation.

L'unité d'acier du peuple patriote autour de son Parti qui en résulte permet de faire front à tous les ennemis en défendant les grandes transformations révolutionnaires accomplies depuis quarante ans. Là réside la force de l'Albanie rouge, cette force qui l'autorise de nos jours à parler d'égal à égal avec quiconque, à avancer sur la voie qu'elle s'est choisie en pays totalement indépendant.

L'Albanie d'aujourd'hui n'est plus l'Albanie moyenâgeuse où les montagnards vivaient en économie fermée : tout en refusant les crédits asservissants, elle commerce activement avec l'Ouest comme avec l'Est, dans le but d'accélérer le développement économique du pays, lequel s'effectue dans une direction unique : celle du socialisme. Dans ce cadre, commercer avec l'étranger est considéré par les Albanais comme une véritable bataille politique, dont l'enjeu n'est autre que l'affirmation toujours plus grande du seul pays resté fidèle au marxisme et au léninisme.

Que les impérialistes, grands et moins grands, abandonnent leurs vains espoirs : l'Albanie socialiste ne cherche aucun appui auprès de l'un ou de l'autre, elle n'a nul besoin de "protecteur". Pas davantage elle ne considère — comme le font les Titistes — que son meilleur atout pourrait consister dans le maintien d'un fragile équilibre entre Américains et Soviétiques.

L'Albanie socialiste ne fonde en aucun cas son existence sur l'allégeance plus ou moins prononcée à tel ou tel bloc, elle n'acceptera jamais de devenir un pion manipulé par les puissances ou une tête de pont au profit de leurs ambitions balkaniques. Le bastion albanais ne dépend d'aucune aide de l'étranger, il ne peut être par conséquent à la merci d'un brusque changement de ses conditions extérieures. Quant aux convoitises de tel ou tel pays, elles ne peuvent en Albanie trouver d'appui sur un pouvoir docile prêt à accepter n'importe quelle thèse prônant "l'interdépendance" ou le "mondialisme".

Sans les situations complexes et dangereuses que connaît aujourd'hui le monde, et l'Europe en particulier, l'Albanie rouge fait face victorieusement aux chantages et au blocus. Dans un effort collectif gigantesque, profondément uni à son Parti du Travail, le peuple albanais mène un combat d'une portée exemplaire, il exerce en toute indépendance son droit sacré à construire un avenir libre et socialiste. Cette lutte décisive pour les destinées du socialisme nous inspire, à nous communistes français, le plus grand respect. Nous sommes fiers de nous trouver aux côtés des communistes albanais, dont les analyses clairvoyantes constituent une contribution remarquable à la théorie et à la pratique du marxisme-léninisme.

Bernard PELTIER

Dissuasion et indépendance nationale

L'affaire Greenpeace a jeté le discrédit sur le gouvernement, pas sur l'armée. Elle a mis en cause l'honnêteté des socialistes mais pas leur foi dans la défense nationale et leur détermination à poursuivre la politique stratégique de la V^{ème} République. Les voyages successifs de Mitterrand et de Fabius dans le Pacifique viennent en quelque sorte blanchir les dynamiteurs envoyés de Paris, qui ont agi pour la bonne cause. Les objectifs de l'impérialisme français dans le Pacifique sont réaffirmés, comme la volonté de poursuivre le programme nucléaire, tout ceci au nom de l'"indépendance nationale".

Dans cette affaire, les socialistes au gouvernement sont apparus comme les autres, prêts à couvrir le terrorisme d'Etat. Mais à la différence des autres, plutôt que de taire leurs complicités, ils ont préféré clamer leur innocence, la social-démocratie moralisatrice a toujours cherché à faire de la vertu son principe d'action.

Au nom de la défense nationale, les agents français se sont comportés en Nouvelle-Zélande comme en terrain conquis, pour y perpétrer un attentat qui a entraîné mort d'homme. Au nom de la défense nationale, le compromis a été passé avec les militaires pour que tout rentre dans l'ordre à Paris. Le vrai débat, celui sur les principes de la stratégie française, est, une fois de plus, esquivé.

En France, ce débat sur les problèmes d'indépendance et de défense nationales se limite le plus souvent à une opposition entre partisans et adversaires de la force de frappe, entre pro- et anti-nucléaires. Les premiers partent du postulat, jamais discuté, que seule l'arme nucléaire peut garantir l'indépendance nationale. Les seconds appartiennent au mouvement pacifiste qui, en France, n'a guère de substance politique précisément parce que le "tout nucléaire" laisse la population à l'écart des préoccupations militaires et stratégiques. C'est une des raisons pour lesquelles le pacifisme se confond largement avec l'écologie, cette invention des nations riches.

Tel qu'il est aujourd'hui, le pacifisme ne peut se hisser au rang d'un mouvement politique d'envergure. Le champ est donc libre pour qu'un large consensus réalise l'union sacrée sur la question stratégique. Tous les partis politiques y compris celui qui prétend représenter les travailleurs, soutiennent la force de frappe et le programme nucléaire. Le soutien du Parti socialiste date de la convention de janvier 1978, celui du PCF remonte à mai 1977. Cette belle unanimité place la "défense nationale" au-dessus des clivages politiques et idéologiques, selon le vœu exprimé par Mitterrand dans un discours prononcé en avril 1982 : "Il faut comprendre qu'il n'y a pas là de choix idéologique." Toute conscience politique devrait donc s'effacer devant la "défense de la patrie" comme devant la raison d'Etat lorsqu'elle commande d'aller couler un navire à 18 000 km des côtes françaises.

Le premier travail des marxistes-léninistes est de montrer que les orientations stratégiques sont déterminées par des choix idéologiques et politiques.

FORCES NUCLÉAIRES ET DÉFENSE NATIONALE

Pour analyser les problèmes de défense nationale précisément de ce point de vue idéologique et politique auquel veulent échapper aussi bien les politiciens bourgeois que les pacifistes, il convient de répondre à la question : pourquoi la bourgeoisie française s'est-elle dotée de l'arme nucléaire et quel usage politique en fait-elle ? Notre réponse est claire : l'objectif primordial de la stratégie nucléaire française n'est pas la défense nationale, mais le renforcement des positions de l'impérialisme français dans le monde grâce à l'allègement de la tutelle du maître américain. Il est inutile d'appartenir au club atomique pour défendre sa patrie. C'est par contre nécessaire pour agir plus "librement" dans la lutte impitoyable que se livrent les grandes puissances impérialistes pour dominer le monde. C'est ainsi que la décision des dirigeants français d'accélérer le programme nucléaire fait suite à la désastreuse expédition de Suez en 1956, où le colonialisme français ne fut pas à la hauteur de ses ambitions en raison des pressions soviéto-américaines. Lorsqu'en 1958, de Gaulle explique au secrétaire d'Etat américain Dulles combien la France est gênée par l'OTAN, il met bien en relief ces mêmes visées impérialistes de son pays et non la "défense de la patrie" :

"Sans aucunement renier son alliance avec vous, (la France) entend rester elle-même et mener sa propre action. Il n'y a pas de France qui vaille, notamment aux yeux des Français, sans responsabilité mondiale." (Mémoires d'espoir, tome 1, Plon, 1970, p. 221).

Cette "responsabilité mondiale" impliquait que la France devînt un centre de décision nucléaire, sans pour autant renier son appartenance à l'OTAN. La participation au Pacte atlantique n'a jamais été contestée par aucun gouvernement, ni par de Gaulle qui n'a fait que retirer les forces françaises du commandement intégré en 1966, ni par Mitterrand, lequel avait cette année-là voté avec les socialistes une motion censurant la décision gaulliste. De son côté, le PCF estime que la France doit "respecter ses alliances", selon les termes du Programme commun de 1972 ; dix ans plus tard, Marchais précisait : "la France doit assurer les engagements que cette appartenance (à l'Alliance atlantique) comporte." (24^{ème} Congrès, février 1982).

Le consensus prend ainsi sa source dans l'acceptation de l'OTAN placé sous le leadership nord-américain.

Mais en même temps, les faiblesses et les contradictions de la stratégie française découlent de son maintien dans l'Alliance atlantique. Le problème posé à la bourgeoisie française est vieux comme le monde : comment rester maître de son sort tout en participant à une alliance dirigée par plus puissant que soi ? La réponse à ce dilemme était nécessairement "nucléaire", puisqu'aussi bien le chantage nucléaire est devenu depuis 40 ans la forme la plus pure de l'hégémonisme (la destruction massive est promise à l'ennemi, et le "parapluie" protecteur à l'allié). Décidée à demeurer dans l'Alliance, la France devait rester sur ce même terrain du jeu nucléaire. Le "destin mondial" de la France rêvé par de Gaulle, imposait à l'impérialisme français de devenir une puissance nucléaire dite "indépendante", en promouvant une "Europe indépendante" dont elle prendrait la tête.

Ainsi le contenu de l'"indépendance nationale", objet du consensus, s'éclaire-t-il : c'est la liberté pour le capital de se frayer son chemin et d'élargir sa sphère d'action et d'influence dans un monde déjà partagé entre les puissances impérialistes.

LES CONTRADICTIONS DE LA STRATÉGIE NUCLÉAIRE FRANÇAISE

Tant que les rapports entre les deux superpuissances étaient "à la détente", la France pouvait faire croire qu'elle disposait d'une certaine latitude dans la définition de sa stratégie. Dès que, vers la fin des années 70, les tensions entre les deux Grands prirent le pas sur l'entente, les contradictions de la stratégie française éclatèrent pour donner lieu à ce qu'il est convenu d'appeler le "retour à l'atlantisme".

Sans rentrer dans le détail de l'histoire passablement complexe de la stratégie de l'OTAN, il est utile de rappeler qu'elle a connu un changement capital dans les années 60, lorsque le territoire américain s'est trouvé à portée des fusées russes, la "réponse graduée" conçue par Mac Namara vint remplacer le principe des représailles massives. Les USA affichaient ainsi leurs préoccupations : fixer le champ de bataille en Europe. C'est là, bien entendu, une vue de l'esprit, car la folie barbare des fauteurs de guerre ne connaît pas de limites une fois les hostilités déclenchées. De Gaulle prit d'ailleurs prétexte de la doctrine Mac Namara pour "quitter l'OTAN", en lui opposant une autre utopie : l'option de la "non-belligérance".

La nouvelle doctrine de l'OTAN devait conduire logiquement au plan Rogers de 1982. Ce plan vise à renforcer le potentiel conventionnel occidental pour réunir les conditions d'une bataille conventionnelle victorieuse (appuyée "éventuellement" par des forces nucléaires tactiques). Or dans la guerre impérialiste moderne, la victoire conventionnelle rapide peut être remportée par la puissance qui déclenche l'offensive. Lorsque Rogers réclame la possibilité d'attaquer les forces de 2^{ème} échelon de l'ennemi là où elles sont, y compris en URSS, avant qu'elles ne passent à l'action, il montre bien le caractère plus ouvertement agressif de sa doctrine. Cette nouvelle théorie offensive doit être reliée à l'Airland Battle, ou intégration totale des forces aériennes et terrestres visant à remporter rapidement la décision.

La France qui, selon Marchais, "doit respecter ses engagements dans l'Alliance", est donc amenée à céder de plus en plus aux pressions des USA pour s'intégrer dans une offensive conventionnelle. Il lui faut se préparer à participer, sous commandement américain, à cette fameuse "bataille de l'avant" qui contredit la théorie officielle de la dissuasion. Sans paraître trahir le dogme, les dirigeants français agissent toutefois dans le sens voulu par les USA, par exemple en créant, en juin 1983, la Force d'Action Rapide, forte de 47 000 hommes. Charles Hernu devait préciser sans ambiguïté que l'engagement de la FAR sur le théâtre européen permettrait de "faire reculer le seuil d'emploi du nucléaire" (formule tirée du Plan Rogers). La France se soumet ainsi aux exigences de l'OTAN en créant une armée destinée à participer à la "bataille de l'avant". Bien qu'officiellement cette participation ne soit pas admise (du moins refuse-t-on de dire qu'elle est acquise a priori et sans conditions), elle est ouvertement souhaitée par certains partis, comme le RPR, l'UDF, et le PS, dans les documents qu'ils ont publiés cette année sur les problèmes de défense. Cette orientation vient à ce point contrecarrer les thèses officielles que le PS a cru devoir inventer le concept de "dissuasion conventionnelle" !

Les contradictions de la dissuasion nucléaire sont ainsi critiquées de toute part, surtout parce qu'elle donne un rôle subordonné aux forces conventionnelles, réduites au rang de simple "capteur" des intentions de l'ennemi. Ces forces ne sont pas faites pour se battre, mais pour être battues, défaite proclamée à l'avance à l'ennemi afin d'introduire le deuxième temps du raisonnement dissuasif : la défaite conventionnelle déclenchera le feu nucléaire. Cet échafaudage théorique s'effondre dès que l'on passe sur le champ de bataille. De nombreux responsables militaires estiment aujourd'hui que la dissuasion nucléaire est "suicidaire, irréaliste et inefficace". Les militaires reconnaissent eux-mêmes que l'arme nucléaire n'a pas grand chose à voir avec la défense de la patrie.

AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DE LA DISSUASION NUCLÉAIRE

Si la bourgeoisie se tire mal des contradictions militaires de sa doctrine, elle est par contre à l'aise lorsqu'elle l'utilise politiquement. La dissuasion lui donne la possibilité de masquer son activité impérialiste (la présence dans le Pacifique sud est présentée au nom de la défense de la patrie) et de faire croire que les forces armées ne sont pas tournées contre le peuple et la révolution, mais contre l'ennemi extérieur.

La bourgeoisie réalise son vieux rêve d'assumer la "défense nationale" sans mobiliser ni armer le peuple. L'arme suprême est entre ses seules mains. Elle consent à sauver la patrie si l'en veut bien lui laisser dominer la société et exploiter le peuple. Elle extorque le consensus social et politique au nom de l'indépendance nationale. La dissuasion lui permet de réaliser l'union sacrée de tous les partis, y compris le PCF, dans l'état de paix.

D'autre part, de Gaulle et ses successeurs ont joué sur l'ambiguïté de l'"indépendance à l'égard des USA". La décision de quitter le commandement intégré de l'OTAN a rencontré un écho certain parce qu'elle renvoie à l'idée que les peuples ne doivent pas confier leur sort aux superpuissances. Mais on invitait en même temps le peuple à faire confiance à la bourgeoisie française "libre et indépendante". Cette pose anti-atlantiste de l'époque gaulliste a fortement contribué à démobiliser le peuple, en le poussant à considérer que l'affaire était réglée et que la France s'éloignait réellement de l'Alliance, les dirigeants français ont toujours maintenu cette fiction en prétendant séparer le Pacte atlantique et son commandement intégré.

Il est vrai que la force armée française n'est pas placée sous le commandement allié. En fait, les frictions avec les USA ont concerné le nucléaire. Le bouton qui déclenche le feu nucléaire est à Paris. Qu'on ait besoin de la superpuissance alliée pour l'utiliser importe peu, puisque l'essentiel consiste dans l'usage politique de la force de frappe au sein du rapport de force inter-impérialiste. Par contre, la coopération avec l'OTAN a toujours existé au niveau des forces conventionnelles, à tel point que Rogers a pu s'estimer convaincu qu'elles seront "le moment venu à la disposition du commandement de l'OTAN". Que la France soit dans le commandement intégré ou en dehors, l'autorité militaire de l'Alliance reste concentrée dans les mains du leader américain. La France subira le joug des Etats-Unis tant qu'elle restera dans l'Alliance atlantique.

NOTRE ATTITUDE

Avant de se sublimer dans l'éther radioactive, le monde devient une pure abstraction dans ce rapport de force comptable où s'alignent les chiffres mégatonniques. Alors que le mouvement d'une année moderne réclame une logistique complexe et pose des problèmes insurmontables aux militaires bourgeois, le feu nucléaire se manipule dans l'instant. Les stratèges impérialistes peuvent aisément rivaliser en opposant doctrines et théories diverses qui servent à faire plier leurs alliés davantage que leurs adversaires. Ces politiciens entendent régler la moindre affaire dans le monde en agitant le spectre d'une future boucherie où des nations entières seraient anéanties et des centaines de millions d'êtres humains massacrés.

En usant du chantage nucléaire, la bourgeoisie couvre ses mains de sang avant même qu'elle ne déclenche les hostilités. Derrière la "lutte pour les droits de l'Homme" qu'elle mène en menaçant de mort l'humanité entière, la bourgeoisie impérialiste dissimule mal sa voix grondante : "plutôt l'holocauste que perdre nos superprofits".

Enfermée définitivement dans cette logique macabre, la bourgeoisie doit impérativement éviter de politiser le débat sur la défense nationale. Car l'arme qu'elle détient n'est rien d'autre que le reflet de sa propre barbarie. Toute personne de bon sens voit bien que le capital, qui a déjà déclenché deux guerres mondiales, n'hésitera pas à renouveler son crime, la seule solution réside non pas dans la tentative d'empêcher la bourgeoisie d'user de l'arme nucléaire, mais dans la révolution qui supprimera la guerre en détruisant sa base économique, le mot d'ordre "guerre à la guerre" est une stupidité disait Lénine, parce qu'il part de l'idée utopique et naïve que la paix peut être assurée dans le monde impérialiste. Cette "idée stupide" sert aujourd'hui de drapeau au mouvement pacifiste comme aux révisionnistes du PCF.

Le pacifisme apolitique, qui est la forme dominante en France, ne prend pas en considération le fait que l'affrontement armé des puissances impérialistes entre elles ou contre les peuples existe, mais à l'extérieur des pays oppresseurs. Le pacifisme conduit à accepter la "paix démocratique", qui permet aux membres du club atomique d'exercer leur damnation sur la plupart des nations du globe. Il voudrait qu'on s'en tienne là et que l'on ne touche pas à l'Europe confortablement installée dans la paix civilisée. Il ne voit pas que dans le mécanisme des guerres locales gisent les prémices de la guerre mondiale. Tout comme les révisionnistes, il réclame la "détente" entre les puissances impérialistes, il voudrait qu'elles s'entendent pour régler leurs comptes loin du continent européen.

Les révisionnistes soutiennent naturellement le mouvement pacifiste, mais ils s'en distinguent parce qu'ils ont dû approuver la dissuasion nucléaire comme un droit d'entrée sur la scène politique bourgeoise. Les révisionnistes sont comme les petits bourgeois dont Marx disait qu'ils "veulent le capitalisme, mais sans les maux du capitalisme". Le PCF approuve l'appartenance de la France à l'OTAN, mais refuse qu'elle se sonnette au leadership américain. Il souhaite que la France respecte ses engagements atlantiques, mais s'oppose à la FAR qui en est précisément un. Il soutient la force de frappe, mais se dit scandalisé que les tirs nucléaires soient protégés. Il souhaite que la dissuasion reste tous azimuts, comme si elle l'était, qu'elle ne s'intègre pas à l'OTAN comme si elle était en dehors.

Dans cette situation, nos efforts doivent porter sur une critique politique et idéologique dépourvue de tout sentimentalisme. Nous avons montré plus haut ce que cachaient les deux postulats de la stratégie française ("la

France reste membre de l'OTAN" et "l'indépendance politique passe par l'indépendance nucléaire") et les contradictions qu'ils engendrent. Celles-ci illustrent l'incapacité de la bourgeoisie impérialiste à assurer l'indépendance du pays. La "défense de la patrie" est impossible à l'époque de la bourgeoisie réactionnaire qui pille le monde entier et se préoccupe avant tout de ménager et d'étendre sa sphère d'influence.

La bourgeoisie française possède une vieille tradition militariste. Mais l'armée puissante qu'elle met sur pieds reste inefficace pour la défense nationale.

L'indépendance de notre pays est menacée parce qu'il peut servir de pion ou de champ de bataille dans l'affrontement entre l'URSS et les USA. Mais la bourgeoisie française ne représente plus une force capable d'assumer les tâches d'indépendance nationale. Elle a forgée une armée coloniale, impérialiste, contre-révolutionnaire, une armée prête à participer aux actions agressives du Pacte atlantique mais inapte à défendre le territoire national.

Notre brève analyse souligne donc l'importance des trois points suivants :

1) Retrait de l'Alliance atlantique : cette exigence doit être reliée à la lutte contre le courant proaméricain dont l'influence organisée s'étend aujourd'hui.

2) Retrait de toutes les forces françaises des nombreuses bases établies dans le monde, et notamment du Pacifique sud où il faut arrêter les essais nucléaires : ce point doit être relié à notre lutte anticolonialiste et à notre soutien au combat des peuples des colonies classiques ou nouvelles.

3) Lutte contre les deux superpuissances, les USA et l'URSS.

En suivant cette ligne, nous montrons que défense de la patrie et internationalisme sont INSEPARABLES à l'époque de l'impérialisme. Toute séparation conduit à des positions opportunistes et, tôt ou tard, au soutien de sa propre bourgeoisie qui maintient dans l'esclavage les travailleurs et les peuples du monde.

Stéphane BRUEL

(1) Dans le domaine de l'alerte et du renseignement, la France dépend du réseau radar américain et atlantique (avec les AWACS et le Nato Air Defence Ground Environment ou NADGE) et ne semble pas disposée à sortir de cette dépendance : fin 1982, Mitterrand reporte sine die le projet de développement d'un satellite militaire de reconnaissance et d'observation.

Nouvelle-Calédonie : l'indépendance, un droit inaliénable

1^{er} novembre 1984 - 29 septembre 1985 : pour le peuple Kanak, un monde sépare ces deux dates. Le 18 novembre 1984, menacé d'extinction par le statut Lemoine d'apartheid, le mouvement indépendantiste contraint le colonialisme français à reconnaître l'irréversible accession du peuple Kanak à la conscience nationale. Le FNLKS organise le boycott — victorieux — des élections, il norme un gouvernement provisoire.

Depuis ces événements, les forces patriotiques kanakes ont dû affronter une situation pleine d'embûches, du fait du rapport de forces écrasant du colonialisme français.

Avec le plan PISANI, les socialistes, appuyés par les révisionnistes du PCF, ont en effet mis en place tous les éléments destinés à maintenir les intérêts du colonialisme français en Nouvelle-Calédonie.

Point de départ officiel de l'application de ce plan, les élections du 29 septembre 1985 ont été l'occasion, pendant tout l'été, de maquignonnages infects entre les différents clans des partis colonialistes.

Tout à fait conscients du fait que le plan PISANI permet un renforcement de la présence coloniale française en Nouvelle-Calédonie, les éléments les plus ultras du colonialisme français, soutenus par leurs représentants UDF et RPCR au Sénat, ne refusent plus le dialogue. Ils entendent ainsi exiger en retour des concessions du gouvernement français : réunie à huis-clos le 17 juillet 1985, la commission sénatoriale exige l'élargissement de la zone de Nouméa, refuse la notion d'indépendance-association, demande le report du référendum du 31 décembre 1987 au 31 décembre 1988 et se prononce contre le recours aux ordonnances. Les sénateurs revendiquent ainsi plus de pouvoirs pour les forces colonialistes locales et exigent l'annulation de toute idée d'indépendance accordée aux Kanaks.

Le 23 juillet 1985, le débat au Sénat exprime bien les enjeux : aux "ultras", Pisani répond qu'il ne saurait être question de repousser la date du référendum car "la situation risquerait d'échapper à ceux qui ont charge d'assurer l'ordre". Inéluctable donc, l'indépendance ne doit pas être retouchée car aujourd'hui elle est possible en association avec la France (c'est nous qui soulignons - VDS) alors que demain elle se ferait peut-être contre elle (cf. Le Monde du 25 juillet). Pisani révèle ainsi les dessous de sa politique : il s'agit de désamorcer le risque d'une véritable lutte du peuple Kanak pour l'indépendance, même si cela doit se traduire par quelques concessions aux forces indépendantistes.

Dick Ukeiwé en profite pour répliquer finement que l'indépendance-association "créerait une ambiguïté, les deux notions étant la négation l'une de l'autre" !

Le 26 au soir, l'Assemblée Nationale adopte définitivement le texte de Pisani. Le 30 juillet, l'opposition dépose un recours au Conseil constitutionnel. Celui-ci annule l'alinéa 2 de l'article 4 qui donne 18 conseillers à Nouméa. Le gouvernement cède largement aux exigences du R P C R en décidant de porter à 21 le nombre de conseillers de Nouméa, alors que l'opposition n'en revendiquait que 20. Cette victoire permettra au RPCR d'obtenir la suprématie au Conseil régional et d'y détenir la Présidence.

Après les élections, les responsables du RPCR reprennent leur leitmotiv : "les magouilles électorales favorisent le racisme mélanésien". Ils prétendent que les élections affirment clairement "la volonté des Néo-calédoniens à rester français" !

Les 61 % de voix obtenus par le RPCR semblent donner raison à ce dernier. Et pourtant, même en reprenant les chiffres officiels, on ne peut qu'aboutir... à la conclusion contraire.

En effet, il ressort de l'analyse détaillée des résultats, par commune et par bureau de vote, que le vote Kanak est à 80 % un vote indépendantiste. A Thio, le pourcentage de voix indépendantiste est même supérieur (57,4 %) au pourcentage de la population mélanésienne (46,7 %). Plus expressif encore de la situation générale, à "Nouméa la blanche", il y a 11 % de votes pro-indépendantistes pour une proportion de Mélanésiens de 5 % seulement. En outre, le chiffre de 61 % de voix en faveur du RPCR s'explique en particulier par un fait démographique : 52 % de la population mélanésienne est en effet âgée de moins de 20 ans. Cette fraction de la jeunesse kanake, qui est le plus radicalement pro-indépendantiste, n'a donc pas voté. Les données démographiques officielles sont d'ailleurs contestées : selon l'ethnologue Jean Guiart, il existe une sous-estimation flagrante de la population kanake. Cette sous-estimation des chiffres de la démographie conduit à une "minimisation systématique de l'électorat mélanésien, dont la jeune génération n'est pour une grande part pas inscrite sur les listes électorales" (c'est nous qui soulignons — VDS).

La vérification entre les listes électorales métropolitaine et calédoniennes aboutit quant à elle à faire ressortir plus de 2000 inscriptions doubles et donc irrégulières : celles de Caldoches émigrés en France au cours de la crise du nickel, notamment. Pour Jean Guiart, "il manque actuellement, sur les listes électorales, des milliers de jeunes Mélanésiens (6000 à 8000). Le résultat de cette situation est qu'il y a en Nouvelle-Calédonie plus de Mélanésiens qu'il n'en est annoncé officiellement et bien moins des autres" (Le Monde, 16 août 1985).

Ces quelques constatations font aisément comprendre que les déclarations provocatrices du RPCR ne visent qu'à camoufler le véritable résultat de ces élections, qui se sont déroulées dans les conditions du système colonial : la majorité des Mélanésiens a voté pour les indépendantistes ; malgré des listes électorales contestables, la population mélanésienne est majoritaire en nombre.

La conclusion logique devrait être de reconnaître dans les actes cette volonté clairement exprimée par le peuple kanak au moyen des élections. Or, grâce au cadeau royal offert au RPCR par le gouvernement socialiste, ces élections, bien que démontrant le caractère minoritaire de la fraction colonialiste caldoche, placent celle-ci en position dominante au Conseil territorial. Dick Ukeiwé devient ainsi le Président de cette assemblée censée représenter un territoire... dont trois régions sur quatre sont pour l'indépendance. C'est une magistrale démonstration de ce qu'est la démocratie bourgeoise !

La leçon est claire : l'indépendance ne se vote pas, elle est un droit inaliénable du peuple kanak et elle ne peut donc être aliénée à un vote où participent les colons. Mais le vote trafiqué organisé par la puissance coloniale a tout de même montré que là où il peut s'exprimer le peuple kanak refuse le colonialisme. Qu'il recouvre donc d'abord son indépendance, et il pourra alors s'exprimer réellement et librement !

Ces élections ont par ailleurs parfaitement reflété les rapports de forces existant en Nouvelle-Calédonie : elles ont montré que le colonialisme français renforce son pouvoir central sur l'île. L'envoi de Pisani comme Haut-commissaire de la République, avec les pleins pouvoirs, a révélé la volonté d'assurer un contrôle direct sur le territoire, qui reste vital pour les intérêts de la France dans le Pacifique Sud. Le pouvoir est assuré par la présence permanente de quelque 600 militaires. Le pouvoir est sanctionné par la loi et au moyen d'ordonnances.

Sur le plan militaire, un décret paru au Journal Officiel du 12 septembre 1985 (donc 17 jours avant les élections) déclare d'utilité publique et urgent le projet d'établissement d'une base stratégique en Nouvelle-Calédonie. Cette base, qui coûtera 400 millions de francs, doit permettre de renforcer les moyens aériens (par l'agrandissement de la piste de l'aéroport international de la Tontoutou, près de Nouméa).

Elle accueillera les porte-avions et sous-marins d'attaque grâce à l'aménagement des quais et des bassins du port de commerce de Nouméa (cf. Le Monde du 14 septembre 1985). Il s'agit bien là de la concrétisation anticipée du plan Pisani et de son intégration dans les visées de l'impérialisme français dans la zone du Pacifique Sud.

Après la visite de Mitterrand à Mururoa, le porte-parole de l'Elysée, Vauzelles, a affirmé que le dispositif mis en place à Mururoa et la décision du chef de l'Etat de créer en Nouvelle-Calédonie une base militaire "digne de ce nom" "procèdent de la même volonté de la France de rester présente et de préserver ses intérêts ainsi que les moyens de son indépendance et de sa liberté" (Le Monde, 15-16 septembre 1985).

Ainsi, pour "préserver son indépendance", l'impérialisme français n'hésite pas une seconde à noyer dans le sang les aspirations fondamentales du peuple kanak. Les termes d'indépendance et de liberté ne visent une fois de plus qu'à masquer ce qui n'est qu'une âpre lutte entre grandes puissances pour assurer leur hégémonie dans les régions stratégiques du monde. Une fois de plus, après les Palestiniens, après les Noirs d'Afrique du Sud, après les Afghans, après tous ces peuples massacrés pour que les deux superpuissances impérialistes et leurs satellites puissent librement piller les richesses du monde entier, on menace les Kanaks d'extermination s'ils osent se proclamer contre cette "liberté" de leurs oppresseurs. Ces élections n'en représentent pas moins une étape importante sur la voie de la lutte du peuple kanak pour son indépendance. Le Congrès de la Nouvelle-Calédonie s'est réuni pour la première fois le 7 octobre. Le FNLKS, qui mène le combat à la tête du peuple kanak, se trouve aujourd'hui confronté à une situation extrêmement périlleuse. Dick Ukeiwé, Président de l'Assemblée territoriale, a d'emblée donné le ton : "Les Calédoniens ont voté le 29 septembre enfermés dans un système faussé et tronqué qu'ils avaient rejeté (...) Un tel système institutionnel n'est pas viable et rien de positif ne peut en sortir dès lors que sa légitimité est aussi hautement contestable (...) Nous engageons les Calédoniens à la résistance légitime qu'ils opposent depuis 4 ans à l'injustice et à l'arbitraire" (Le Monde, 8 octobre 1985).

Cette déclaration est pleine d'enseignements pour le peuple kanak : elle prouve une fois de plus, s'il en était encore besoin, que ces parangons de la démocratie bourgeoise n'en ont que faire lorsque le sol leur brûle sous les pieds et qu'ils se préparent à utiliser tous les moyens pour servir leurs intérêts. Assiégé de toute part sur son propre sol, le peuple kanak tente dès aujourd'hui de jeter des bases indestructibles au sein même de cet encerclement. Tout un peuple est debout afin de créer de ses mains un pays où les générations futures pourront librement construire une société où l'asservissement de l'homme par l'homme aura disparu. L'action de ce petit peuple se dressant courageusement face à un ennemi incomparablement plus puissant ne peut que susciter notre admiration et renforcer nos convictions de la justesse de la lutte commune que nous menons. La route est encore longue et difficile pour nos frères Kanaks, car la France impérialiste est décidée à demeurer sur place, mais un peuple qui s'est dressé pour vivre libre ne saurait être vaincu. La solidarité des marxistes-léninistes français doit être à la hauteur de ce combat héroïque du peuple kanak.

Jean-Louis MAY

N°11 — Novembre-Décembre 1985

Questions de programme

Depuis longtemps, les partis politiques proposent, en guise de programme, quelques grandes idées générales assorties de fantastiques promesses. Or, dans la campagne électorale actuelle, aucune idée, si creuse qu'elle soit, ni aucune promesse mirobolante ne semblent figurer "au programme". Jospin remarque que "la droite n'ose pas aller aux législatives avec son propre programme" : juste réflexion, mais qui ne dit pas qui a volé les idées de l'autre.

De son côté, le P.S. prétend que son programme n'est autre que le bilan du gouvernement. Sur ce terrain, le parti de Mitterrand reste en effet imbattable, personne ne pouvant dresser pareille liste : diminution du pouvoir d'achat, redressement des profits, flexibilité et précarisation de l'emploi, contrôle et répression de l'immigration, atlantisme plus ouvert, renforcement de la présence française dans les colonies. On assiste à un nivellement des idées et des discours. Seule la querelle de la cohabitation donne quelques aspérités à cette campagne électorale. Chacun s'apprête à vivre l'expérience du siècle : un président de gauche avec une majorité de droite. Cela va-t-il marcher ? Sous quelle forme ? Tous s'accordent pour que cette expérience se réalise sans heurt ni chaos, comme si l'on redoutait qu'une crise politique ne réveille le mouvement ouvrier anesthésié.

Si le P.C.F. était le parti révolutionnaire qu'il prétend être, il trouverait là une belle occasion de critiquer radicalement la démocratie bourgeoise et de défendre les intérêts de la classe ouvrière. Au lieu de cela, il exhale sa rancœur d'être exclu du jeu politique bourgeois.

Comme les autres formations, le P.C.F. ne propose qu'une seule chose : renforcer ses positions sans préjuger de l'avenir. "Votez pour moi pour créer une situation nouvelle, je vous dirai ensuite ce que je ferai" : ce discours typique des partis bourgeois est repris mot pour mot par Roland Leroy dans l'éditorial du dernier numéro des Cahiers du communisme (décembre 1985). Leroy déclare que son parti reste prêt à "coopérer avec tous, jusqu'au gouvernement", à condition, ajoute-t-il, que celui-ci ne pratique pas une politique favorable au capital. Mais comment accorder le moindre crédit à ce genre de réserve alors qu'hier le P.C. a participé à la mise en place de l'offensive social-démocrate contre les travailleurs et qu'aujourd'hui il prétend vouloir conduire son action transformatrice "à l'intérieur même du système capitaliste" !

Les illusions d'avant 1981 sur le "choix de société" sont aujourd'hui dissipées. L'apolitisme (sans aucun doute passager) des partis bourgeois et révisionnistes résulte du consensus qu'ils ont introduit dans la vie politique, de cette sorte d'union sacrée de temps de paix autour du "grand dessein" : moderniser la France, c'est-à-dire le système capitaliste, grâce aux sacrifices de tous, entendez des seuls travailleurs.

En quoi le P.C.F. se démarque-t-il de ce répugnant contrat ? Au fond, sur un seul point : c'est qu'il n'est pas convié, du moins pas officiellement, à cette renaissance du capitalisme français. Ce qu'il exprime à sa manière, en disant qu'avec lui aux commandes la machine capitaliste tournerait mieux et que les sacrifices consentis par les travailleurs seraient plus efficaces. Le P.C. propose ainsi une bataille de compétences, une rivalité d'experts comptables, tout comme Khrouchtchev proposait voici trente ans une compétition pacifique entre son "socialisme" et l'impérialisme. Le patronat est "disqualifié", son "incompétence économique" justifie "une nouvelle civilisation de la gestion", disait déjà Herzog dans l'Humanité du 9/ 11/82. Au fond, tout cela repose sur l'idée que le système capitaliste peut connaître un développement heureux et pacifique, qu'il est possible de l'assainir, de le purger des contradictions qui le rongent et de le faire fonctionner comme une belle mécanique pour le bien commun des ouvriers et des patrons, pour peu que ces partenaires se montrent raisonnables, les premiers dans leurs revendications et les seconds dans leur soif d'argent.

Nous expliquons dans ce numéro pourquoi le P.C.F. ne peut pas faire machine arrière et devenir le parti révolutionnaire dont la classe ouvrière a besoin. En rejetant en 1982, au 24^{ème} Congrès, l'idée de programme, le P.C. a voulu effacer définitivement toute distinction entre capitalisme et socialisme, entre programme minimum et programme maximum. Or la classe ouvrière a besoin d'objectifs politiques clairs pour mener son combat. C'est pourquoi le marxisme exige une nette délimitation entre programme maximum et programme minimum. Le premier traite de la nécessité de la révolution socialiste : il montre que l'exploitation du travail ne peut cesser qu'après l'expropriation des capitalistes, l'abolition de la propriété des moyens de production et l'organisation d'une production collective socialiste dirigée par les ouvriers.

Il montre que pour y parvenir, il est nécessaire que le pouvoir politique passe aux mains de la classe ouvrière. Le programme minimum énumère les réformes encore possibles dans le cadre de la production capitaliste. Avant la prise du pouvoir par la classe ouvrière, ce programme est nécessaire pour la mobiliser dans la défense de ses intérêts immédiats. Rejeter ou négliger le programme minimum ou le confondre avec le programme maximum revient à esquiver la question du pouvoir et à obscurcir les tâches de la révolution. Le mouvement ouvrier ne pourra reconstituer ses forces qu'autour d'un programme révolutionnaire.

C'est pourquoi, selon nous, la constitution d'un courant idéologique et politique marxiste est indissociable de la réalisation du programme. Une grande partie de ce programme sera établi grâce à la pratique du mouvement ouvrier, mais il est possible, et urgent, d'en définir dès maintenant les bases. Cela exige un grand travail d'étude et de propagande qui réclame le concours de toutes les forces du mouvement autour de la VOIE DU SOCIALISME.

Nous devons montrer que la seule issue pour les peuples reste la révolution socialiste, qu'elle est nécessaire et possible parce que dans les contradictions du développement capitaliste gisent les conditions mêmes de l'éclosion du socialisme. Nous devons bâtir un programme minimum autour de grandes revendications qui sont exprimées aujourd'hui par les travailleurs (nous ne citons ici que celles sur lesquelles le journal a commencé d'intervenir) : l'abrogation des mesures et des lois qui organisent la précarisation de l'emploi ; l'obligation pour les employeurs d'embaucher à temps complet et de garantir le repos hebdomadaire ; la lutte pour la démocratie et l'égalité des droits, en particulier pour les immigrés ; la lutte pour la paix et l'indépendance, ce qui implique la sortie de l'OTAN et le retrait de la présence française de toutes les colonies.

Stéphane BRUEL

Herzog ressuscite Proudhon

Le docteur Philippe HERZOG, aidé d'un "collectif d'économistes", s'est penché sur le lit de souffrance du capitalisme, pour formuler un diagnostic et proposer des remèdes, toutes choses qu'il expose dans un ouvrage intitulé "Un chemin pour sortir de la crise" (Editions sociales).

Notre bon thérapeute écoute les patrons qui se plaignent de manquer de ressources financières. Erreur, répond notre Esculape, ces ressources financières existent, "seulement elles sont gâchées" ! Plutôt que de nourrir la production, d'aller fortifier le bon corps sain du capitalisme producteur des richesses et créateur d'emplois, l'argent sert à nourrir le cancer de l'accumulation financière. Ainsi, selon notre docteur miracle, sur les bases saines du capitalisme s'est greffé le parasite du profit financier et de la spéculation dont les prélèvements amputent la faculté de croissance des entreprises. Extirper ce parasite suffirait à redonner vigueur à la croissance et à l'emploi.

Cette ligne, qui est celle du PC depuis quelques années, repose sur l'idée — fort ancienne — que coexistent un bon et un mauvais capital, un bon côté et un mauvais côté de l'argent. Le bon capital, c'est le capital productif, celui qui crée des richesses, grâce au concours de tous, patrons et ouvriers, solidaires dans cette ardeur à produire, où se manifeste le côté moral du capitalisme, le mauvais capital, est celui qui sans "travailler" produit pourtant du profit, rapporte, et rapporte gros et rapidement au détriment du bon capital. Ce capital financier (ou plutôt porteur d'intérêt) qui rapporte sans rien faire, représente le côté honteux et immoral du capitalisme.

En bon médecin, Herzog ne veut pas tuer son malade. Il ne veut surtout pas détruire le MPC (il se situe "à l'intérieur" du système canne il le dit clairement) mais il voudrait l'assainir, le purifier, en interdisant à l'argent de spéculer, c'est-à-dire de révéler cette valeur d'usage particulière qui consiste à faire office de capital et à "produire" du profit. C'est évidemment impossible ! Autant demander au cœur de s'arrêter de battre ! Pour empêcher que le capital en tant que tel devienne une marchandise, il faudrait vider la production marchande de sa substance et limiter l'action de la loi de la valeur, c'est-à-dire passer du mode de production capitaliste au socialisme par la révolution.

La séparation du capitaliste actif d'un côté, et du propriétaire juridique du capital de l'autre, phénomène typique du capitalisme, exprime que ce mode de production se développe sur une base étriquée. Un capitaliste actif ne peut produire qu'avec l'argent des autres, il ne peut faire fonction de capitaliste producteur que si on lui cède du capital moyennant paiement d'un intérêt.

Herzog refuse que le capital apparaisse dans son essence, comme capital, il ne veut voir que, d'un côté, les marchandises ("c'est normal, pour nous PCF, qu'il y ait des marchandises, qu'elles circulent et soient vendues avec profit"), et de l'autre, l'argent ("c'est normal, pour nous PCF, que l'argent serve à acheter des marchandises, y compris la force de travail"). Mais il refuse au capital son droit à l'existence en tant que capital, c'est-à-dire canne argent qui engendre de l'argent. Il refuse que le capital apparaisse dans sa vérité hideuse, comme quelque chose qui a la propriété de s'accroître par lui-même, sans "produire" ni "travailler".

Cette position typique du petit bourgeois qui veut cacher les maux du capitalisme, peut être critiquée à deux niveaux. Tout d'abord Herzog admet que certains capitalistes (les bons chevaliers d'industrie) aient le droit de s'approprier le travail d'autrui. Pour lui, tout capitaliste peut devenir un bon capitaliste, pour peu qu'il adhère aux vues du PCF. Les grands groupes privés doivent "assumer leurs responsabilités nationales". Pour cela, les travailleurs devraient inciter, "par la lutte" (!), ces groupes à coopérer entre eux et à reconstituer des filières de production (p. 159). Quant aux patrons des PME, ils présentent aux yeux d'Herzog la vertu d'être "opprimés" par la haute finance. Les "communistes" doivent donc leur tendre une main secourable et leur tenir ce langage franc :

"Si vous voulez faire reculer la contrainte financière des groupes et des banques, nouer des coopérations pour trouver des nouveaux débouchés, pour développer la formation, la recherche, l'efficacité des investissements, développer l'emploi, la qualification, alors nous serons à vos côtés et nous vous aiderons" (p. 162).

Cette position, déjà critiquable en elle-même puisqu'elle prétend ouvertement laisser les prolétaires à la merci des bais capitalistes, mérite de l'être à un autre niveau plus fondamental : c'est en lui-même que le capital qui exerce ses talents dans la production porte les conditions de développement du "cancer financier", du "gâchis" ; ces conditions ne sont donc pas, canne le prétendent les Proudhon et les Herzog, autant de contraintes qui lui seraient imposées de l'extérieur par la haute finance "parasitaire" qu'ils savent si bien honnir. La vérité est que le capital se reproduit, à travers tout un procès, en se métamorphosant sans cesse, de la forme marchandise à la forme argent et vice versa. En n'importe quel point du procès de reproduction, le capital contient en puissance tous les éléments de la reproduction de l'ensemble du système, parce qu'il est un rapport social qui exprime que l'ensemble de la classe capitaliste s'approprie les fruits du travail de l'ensemble de la classe ouvrière.

Le capitalisme est ainsi fait qu'il ne peut être réformé. L'éradication du cancer financier ne peut être réalisée sans détruire l'ensemble du système capitaliste.

Pour prétendre le contraire, Herzog, comme tous les réformistes, doit en rester aux formes phénoménales de la réalité capitaliste. Il ne fait ainsi que rabâcher les préjugés puisés dans l'apparence la plus superficielle des choses. Ce qui scandalise Herzog, c'est qu'avec le capital prêté, la propriété qu'a le capital d'être de l'argent qui engendre de l'argent apparaît sans mouvement intermédiaire. Il ne comprend pas que ce qui apparaît de façon immédiate avec le capital porteur d'intérêt est déjà là, comme sa substance, dans le procès de reproduction du capital, dès lors qu'en le considère dans son ensemble, et non dans chacune de ses phases prises isolément.

En opposant profit d'entreprise et "capital financier", Herzog reprend la conception naïve du profit comme revenu du travail du capitaliste. Cette conception surgit dans l'esprit borné des capitalistes et des économistes vulgaires précisément parce que le profit d'entreprise est opposé non pas au travail salarié, mais à l'intérêt. Dans l'intérêt disparaît la contradiction capital-travail, parce que, note Marx, "l'intérêt ne traduit pas le rapport entre capitaliste et ouvrier, mais entre deux capitalistes".

A la logique parasitaire du capitaliste qui veut "faire de l'argent", Herzog oppose sa logique productive : "créer des richesses", qui, selon lui, doit fonder la nouvelle alliance entre capitalistes poussés à "s'entraider" (sic) pour produire plus et mieux, et entre patron d'entreprise et ouvriers dont les intérêts se rejoignent... contre les spéculateurs.

De plus, Herzog veut ignorer que c'est dans l'opposition du capital au travail (en tant que travail salarié) que réside la possibilité pour l'argent (et pour la marchandise) d'être de façon latente, en puissance, du capital, et que sous cette forme, ils commandent le travail d'autrui et donnent au capitaliste le droit de se l'approprier.

En fait la possibilité et le droit de s'approprier le travail d'autrui résultent du salariat, de l'opposition capital-travail, de cet état de chose qui apparaît comme une condition préexistante sous le capitalisme. Ce droit d'exploiter le travail est inscrit dans la réalité capitaliste, c'est un a priori pour le capitaliste qu'il n'a donc pas à "gagner", comme le voudrait Herzog, grâce à un quelconque "travail" c'est-à-dire en étant un "bon capitaliste".

A l'instar des vulgaires économistes bourgeois, Herzog et les théoriciens du PCF s'en tiennent au monde des apparences, où les deux types de profit (l'intérêt et le profit industriel) paraissent provenir de deux sources différentes, l'une la propriété du capital, l'autre son emploi. Contre la propriété parasitaire, Herzog réclame que se développe "l'emploi efficace" du capital, masquant ainsi l'origine commune des deux types de profit : la plus-value résultant de l'exploitation des travailleurs. Tout naturellement, le chemin qu'il propose pour sortir de la crise privilégie — de manière parfaitement utopique — une forme de capitalisme contre une autre, alors qu'elles sont intimement liées ensemble — on l'a vu. Bref, à l'instar de la social-démocratie dont il souhaite pourtant se démarquer, il veut sauver le capitalisme contre lui-même. La classe ouvrière n'a rien à attendre de ces charlatans qui, en fait, ne s'intéressent qu'à une chose : décider comment répartir autrement la plus-value que le capital extorque à la classe ouvrière et cannent la répartir plus équitablement entre bons capitalistes.

Claude VIGNON

Le "parti des travailleurs"

Le reflux du mouvement ouvrier auquel on assiste actuellement est le résultat de la grande offensive lancée par la bourgeoisie capitaliste avec la complicité cynique et active de l'union de la gauche. Ce reflux a nécessairement d'importantes répercussions sur l'état d'esprit des travailleurs. Au pessimisme s'ajoute une grande confusion idéologique qui provient directement du long et patient travail de sape antimarxiste mené conjointement depuis plusieurs décennies par le révisionnisme moderne et la vieille social-démocratie. Il est normal qu'au moment où ces deux agents de la bourgeoisie sont parvenus au faîte de l'Etat, ont été propulsés aux postes de responsabilité, réalisant leur rêve et leur devoir de serviteurs du capital, la pression anti-ouvrière ait été et demeure plus forte que jamais. Il s'agit, par tous les moyens que procure l'appareil d'Etat dans tous les domaines, d'obtenir le ralliement des travailleurs aux objectifs du capital, de pousser le plus loin possible l'asservissement spirituel des exploités pour qu'ils extirpent de leur conscience tout espoir en des lendemains qui chantent. Dans la stratégie antipopulaire du capital, la gauche au pouvoir, c'est le tir d'artillerie qui précède l'assaut. La puissance du feu doit forcer l'ennemi à se terrer, doit l'abasourdir, le désorganiser, le faire douter de ses capacités de résistance et de contre-attaque. Dans les conditions de ce reflux qu'aucune force révolutionnaire ne peut endiguer faute d'exister à une échelle suffisante, les acquis idéologiques du mouvement ouvrier, même les plus anciens et les plus ancrés dans son expérience quotidienne, peuvent être ébranlés. Depuis une quinzaine d'années, mai 68 marquant en fait un tournant, la bourgeoisie a préparé son offensive en donnant un nouvel essor à la lutte idéologique contre toutes les idées mettant en cause son système. Les courants les plus réactionnaires qui plongent leur racine dans la défense absolue de l'ordre bourgeois et impérialiste, ont ainsi relevé la tête et dressé un réquisitoire complet contre toute idée révolutionnaire ou progressiste, la fraction de l'intelligentsia qui se réclamait du marxisme et de l'anticolonialisme a basculé peu à peu dans la défense des "droits de l'homme" et du "monde libre" laissant se développer l'antimarxisme le plus effréné. On comprend que ce contexte idéologique réactionnaire et revanchard pèse aussi sur le mouvement ouvrier qui a perdu aujourd'hui l'essentiel du soutien qu'il avait gagné autrefois auprès d'une fraction active de l'intelligentsia. Une puissante conviction, toutefois, demeure vivante dans l'esprit des travailleurs de notre pays et elle n'est pas prête d'en être délogée. C'est l'idée fondamentale que le pouvoir — la lutte politique pour le pouvoir — est la clé des destinées du mouvement ouvrier tout entier. Les travailleurs les plus conscients savent qu'aucune victoire ne peut être obtenue si cette question n'est pas résolue, qu'aucun problème concernant le sort de la classe ouvrière ne peut trouver de solution sans qu'elle soit correctement envisagée et traitée. Le prolétariat français n'a pas appris cette grande vérité dans les livres, il l'a apprise par son expérience historique dans les luttes sans nombre qu'il a menées contre les classes réactionnaires et contre la bourgeoisie impérialiste dont il sait qu'elle est aujourd'hui l'unique détentrice du pouvoir dans la société.

Depuis plus d'un siècle les travailleurs n'ont cessé de se heurter au pouvoir capitaliste, à l'Etat qui en est l'instrument sans partage. Avec la gauche tenant les rênes de l'Etat, ils ont à nouveau l'expérience de l'impossibilité d'entamer le pouvoir capitaliste en composant avec lui. L'Etat bourgeois est une machine conçue pour servir le capital, c'est l'appareil qui assure et consolide le pouvoir des détenteurs du capital contre ceux qui en masse en sont totalement démunis. Les institutions, les lois, les responsables que secrète le système capitaliste ont pour unique fonction de le préserver et de le consolider, et non pas, chacun le sait, de lui porter des coups fatals, les travailleurs n'ont pas le choix : ou bien plier l'échine et accepter la surexploitation et la misère, ou bien ne plus se laisser bernier par le jeu artificiel des deux frères ennemis : "patronat" et "pouvoirs publics" et rejeter en bloc le pouvoir patronal et étatique de la bourgeoisie capitaliste.

Depuis sa sortie du gouvernement après trois ans de participation pleine et entière au pouvoir, le PCF a compris cette situation. Etant donné sa position dans le système des partis, c'est lui qui a payé le plus cher les conséquences de l'offensive du capital. D'un côté on réclamait de lui un ralliement encore plus total et plus ouvert à la politique antipopulaire lancée par Mitterrand et Mauroy, de l'autre côté on s'insurgeait contre les coups portés par la bourgeoisie avec la caution du "parti des travailleurs" et contre l'impuissance dont faisaient preuve les responsables du PCF. Cette double pression s'est soldée pour le parti révisionniste par une perte d'influence sans précédent depuis 1936. Cette chute rapide du PCF montre à quel degré d'isolement se trouve actuellement acculée la classe ouvrière par rapport aux autres couches et classes. Elle a perdu d'importants soutiens traditionnels et se trouve exposée aux coups du capital dans un climat d'hostilité permanente qui vise à l'isoler encore plus, à présenter l'ouvrier en lutte comme un ennemi dangereux pour la démocratie. Dès avant la guerre les dirigeants révisionnistes du PCF ont compris que leur ligne devait se présenter comme la traduction fidèle de l'aspiration des travailleurs à détenir le pouvoir pour changer la société, sans quoi ils perdraient leur influence et pourraient laisser la place à une ligne authentiquement révolutionnaire. Ils ont donc fait en sorte, durant de longues années, qu'elle conserve l'allure d'une stratégie de prise du pouvoir même s'il ne s'agissait en fait pour eux que de pénétrer l'appareil d'Etat au niveau local, régional et national. L'atmosphère politique et idéologique leur a grandement facilité la tâche puisqu'au sein même du parlement bourgeois il est de tradition dans notre pays que les oppositions entre les partis parodient la lutte des classes.

Ainsi l'opposition droite-gauche est-elle censée représenter la contradiction capital-travail qui, par ailleurs, est considérée par les idéologues bourgeois comme une invention sans fondement ! Le reflux actuel du mouvement ouvrier suscite parmi les politiciens bourgeois de nouveaux credos pour tenter de dépasser ces oppositions traditionnelles au sein même du système démocratique bourgeois. Mais les anciennes manières de voir — les anachronismes dont parlent ceux qui prônent la cohabitation active entre droite et gauche — sont loin d'avoir disparu à droite comme à gauche. Pour le PCF il s'agit même d'une question vitale car il sait que jouer ouvertement le jeu de la cohabitation avec le seul PS — comme il a fait durant trois ans — ou avec d'autres partis "centristes" ou "modérés" revient pour lui à perdre de l'influence auprès des ouvriers. Pour maintenir sa grande cohabitation avec le système des partis bourgeois, il doit aujourd'hui repousser la petite cohabitation avec le PS ou d'autres, en se gardant bien de l'exclure pour l'avenir. Cette attitude qui se veut réaliste montre l'impasse historique dans laquelle le PCF est engagé, lorsqu'il pesait le quart des électeurs, il prétendait que le succès passait par la cohabitation avec le PS, qu'il fallait de toute façon nouer des alliances avec d'autres partis à sa droite pour atteindre les 50 % et plus nécessaires à l'accession au pouvoir d'Etat. Maintenant qu'il a chuté à 10-12 % de l'électorat, il propose son renforcement en vue de nouer le rament venu de nouvelles alliances pour réitérer l'opération. Comment un parti divisé et considérablement affaibli, sans changer ses options stratégiques, peut-il prétendre réussir là où le "premier parti de France" a magistralement échoué, enfantant à sa droite, grâce à l'union de la gauche, un parti socialiste rénové et deux à trois fois plus fort que lui ?

Condamnant verbalement le PS, les dirigeants révisionnistes ont rendu à l'honneur le mot d'ordre du "rassemblement populaire". La question qui se pose n'est évidemment pas celle de savoir si, face à l'offensive du capital, il faut ou non rassembler les travailleurs pour qu'ils contre-attaquent. La question fondamentale est de savoir comment parvenir à ce résultat, c'est donc une question de stratégie et de tactique qu'aucun parti se disant "parti des travailleurs" ne peut éluder. Comment le PCF a-t-il répondu à cette question ? En affirmant qu'il poursuivrait sa ligne ! Au moment où la classe ouvrière est en butte aux attaques concertées de toutes les forces du capital, que décide le "parti des travailleurs" ? Déclare-t-il la guerre au système bourgeois dans lequel il s'est compromis et affaibli ? Entend-il mobiliser les travailleurs en appelant à la lutte anticapitaliste, en prônant une rupture révolutionnaire avec le système capitaliste, l'Etat capitaliste, les lois capitalistes, la démocratie capitaliste ? Au contraire ! Le PCF relance son discours démagogique sur la mauvaise gestion du système capitaliste — se proposant donc de bien le gérer —, sur l'insuffisance de sa représentation dans le système politique actuel — aspirant à avoir plus d'élus, plus de hauts fonctionnaires, plus de représentants au sein de l'appareil d'Etat —, sur les possibilités d'éviter la crise capitaliste, etc. Au lieu de renouer avec la lutte de classe en tirant les leçons de son échec, le PCF s'enfonce toujours dans sa stratégie de collaboration, dissimulée derrière une démagogie stérile. Il apporte ainsi la preuve, une fois de plus, qu'il ne peut absolument pas faire machine arrière même s'il est le premier à constater sa décrépitude. Face à la situation cruciale à laquelle les travailleurs sont confrontés, la seule leçon que le PCF tire est une leçon de parti bourgeois à 100 % qui préfère décliner pour servir ses maîtres que se ressaisir pour diriger la lutte des travailleurs. C'est pourquoi la seule leçon que le PCF tire de sa cohabitation avec la social-démocratie, c'est qu'il faut changer la social-démocratie ... pour que la prochaine fois, elle ne "trahisse" pas !! le PCF, qui ne parvient déjà pas à enrayer l'hémorragie dans ces rangs et à empêcher la division entre ses militants, ses fédérations, ses responsables de secteur, etc., voudrait de l'extérieur transformer le PS !!! Qui peut croire à ce beau programme après l'expérience de 81 ? Qui peut penser que cette tactique correspond aux intérêts politiques des travailleurs ?

Le PCF peut encore faire illusion sur sa nature de "parti des travailleurs" car il possède un potentiel organisationnel important. Mais on ne répond pas à des aspirations politiques avec des mises en scène ou en favorisant l'activisme gauchisant dénué de perspective politique véritable. Pour maintenir les militants sous pression, les dirigeants peuvent bien monter toutes les opérations commandos qu'ils veulent, ils peuvent lancer leurs troupes dans diverses opérations sans autre but que de faire parler de soi ; cette tactique est vouée à l'échec. Elle est dangereuse, car, finalement, elle atteint le but que se fixe depuis toujours le Capital : briser la capacité de résistance de la classe ouvrière, empêcher son organisation. La question du parti, pour les marxistes-léninistes, rejoint la question de la lutte pour le pouvoir. Les travailleurs aspirent à construire leur parti lorsqu'ils aspirent à mener la lutte politique, lorsqu'ils sont convaincus que sans détenir le pouvoir ils ne peuvent rien changer à leur sort. Tant que la question politique et idéologique n'est pas réglée, c'est-à-dire aujourd'hui tant que la fraction la plus consciente des travailleurs n'est pas convaincue que la démocratie bourgeoise est un obstacle au socialisme, qu'elle est un piège qui se referme sur le prolétariat pour l'empêcher d'agir et de lutter, la question organisationnelle du parti n'a pas de sens. Les révisionnistes ont intérêt au contraire à ce que la question du parti demeure une question organisationnelle. Ils sont les mieux placés pour prétendre obtenir des résultats en restant sur ce terrain. C'est pourquoi leur leitmotiv actuellement est le renforcement du parti. Plus le parti sera fort, disent-ils, plus les travailleurs obtiendront de concessions du système. Depuis 40 ans, c'est le refrain favori des révisionnistes. C'est aujourd'hui la fausse bouée de secours qu'ils jettent aux travailleurs en butte aux attaques du capital.

Pierre HASTEL

Pour l'unité, contre les groupes

Le mouvement qui s'est réclamé du marxisme-léninisme en France dans les années 60-70 s'est soldé par un échec. Il n'a pas su sortir de l'ornière maoïste dans laquelle il s'était engagé dès ses débuts. Le rejet du socialisme petit-bourgeois (sous la forme maoïste ou sous tout autre forme) constitue la condition première pour oeuvrer à l'édification d'un nouveau mouvement marxiste-léniniste dans notre pays.

Ce nouveau mouvement doit naturellement s'appuyer sur les militants issus de l'ancien mouvement des années 60-70 qui ont tiré les leçons de l'expérience et ont progressé sur la voie du marxisme-léninisme. Leur unification constitue donc un des aspects de l'édification du nouveau mouvement.

Nous sommes tout à fait opposés à la constitution de groupes locaux revendiquant l'étiquette d'organisation politique. Pour nous, un tel processus va — comme il a toujours été — à l'encontre de l'édification du mouvement marxiste-léniniste. Il représente un obstacle pratique à l'unité, en favorisant la perpétuation de l'esprit de groupe — quelles que puissent être par ailleurs les dénégations des protagonistes ; l'existence des groupes maintient le mouvement dans une situation périlleuse en suscitant la désunion, les querelles étriquées, l'écœurement et l'échec. Plus fondamentalement, un tel processus est la négation de la conception et de la pratique léninistes en matière d'organisation politique.

D'OÙ VIENNENT LES GROUPES ?

POURQUOI DES GROUPES ?

Si la lutte contre le maoïsme avait eu lieu de manière organisée et centralisée au plan national, les individus comme les groupes n'auraient pas été ainsi isolés et l'on aurait pu considérer que le ralliement des groupes de militants à cette lutte centralisée aurait effectivement représenté une victoire politique. Mais ce ne fut pas le cas. Le contexte a été confus et ce n'est qu'après coup, une fois la rupture consommée, que les divers groupements ont cherché, dans un isolement mutuel, à définir des objectifs et des tâches pour l'avenir, qu'ils se soient ou non présentés comme des "organisations politiques" à part entière.

D'après nous, ce choix d'après bataille, fait dans l'isolement, de présenter ces regroupements locaux comme des groupes politiques indépendants (ou plutôt concurrents) — même si parfois des contacts épisodiques étaient établis entre eux — a été et demeure une erreur politique, contraire aux intérêts du mouvement. En effet, si l'on considère que le fait de rompre avec l'ancien mouvement maoïste a donné par lui-même une sorte de légitimité politique marxiste-léniniste (c'est-à-dire manifestait une fidélité aux principes), alors tous les groupes ou individus ayant effectivement rompu devaient se voir conférer la même légitimité, celle d'un nouveau mouvement dont ils jetaient par leur rupture les prémisses. Qu'ils en soient ou non conscients, tous ceux qui avaient rompu constituaient dès lors un nouveau mouvement potentiel. A partir de ce moment-là, chacun ne devait plus fonder son action sur autre chose que sur les intérêts du mouvement en gestation et non sur ceux (bien indéfinissables) de tel ou tel groupe local. La confrontation avec les nouvelles responsabilités qui incombaient à chacun dans l'édification du mouvement devait mettre à l'épreuve la "légitimité politique" acquise antérieurement. Et ce n'est qu'alors qu'elle se verrait ou non confirmée. Ceux qui estiment mériter pour toujours cette "légitimité" sans la vérifier dans la pratique politique se réclament en fait d'une autonomie anarchique qui leur confère selon eux le droit de ne pas participer à l'édification du mouvement. C'est là rejeter les principes léninistes en matière d'organisation et proclamer en fait le droit à l'existence de groupes ou d'individus "libres", c'est-à-dire non tenus de se soumettre aux tâches historiques du mouvement révolutionnaire et à la discipline qu'elles imposent.

Les partisans des groupes — "à l'étape actuelle" préciseraient-ils inmanquablement — ne se posent jamais ces questions en se plaçant à un vaste point de vue, c'est-à-dire en militants responsables travaillant à créer les conditions d'existence du parti. Ils envisagent ces deux questions en se plaçant sur un plan purement local et anecdotique, contant avec une bonne dose d'autosatisfaction les "aventures" liées à leur constitution, puis passant sans transition de l'anecdote à "l'interprétation politique" en conférant à la moindre petite péripétie liée à la vie du groupe la valeur d'un symbole prouvant ou illustrant une sorte de "légitimité politique". Pour nous, en réalité, les groupes sont le résultat évident de la déliquescence de l'ancien mouvement marxiste-léniniste contre laquelle se sont dressés des militants ici et là, tous n'ayant pas la chance d'ailleurs de se retrouver à plusieurs pour mener le combat. Cette lutte s'est déroulée de façon tout à fait dispersée, sans coordination ; les motifs de l'opposition aux dirigeants maoïstes étaient aussi très divers, de sorte que, parmi les opposants, la situation ne s'est vraiment éclaircie qu'à partir de 1977, quand a commencé la critique contre le maoïsme et les positions du révisionnisme chinois. A ce moment-là aussi, la lutte s'est déroulée de façon dispersée et non coordonnée. Le résultat concret du processus de rupture avec l'ancien mouvement a donc dépendu essentiellement des conditions particulières de lieu et de temps.

La faillite de l'ancien mouvement marxiste-léniniste a conduit à une dispersion des forces anti-maoïstes se traduisant ou bien par l'isolement individuel ou bien par des regroupements sur des bases locales, fondés sur la communauté de conviction et d'expérience. La réalité étant ce qu'elle est, il est faux de considérer un phénomène parfaitement négatif (la dispersion des forces) comme une sorte d'"acquis" ou de "fondement", qualifiés de surcroît de "politique".

Figurer le mouvement dans la phase d'éparpillement purement transitoire qui a fait suite à la dénonciation du maoïsme au nom d'on ne sait quelle "étape des cercles" était (et reste) une erreur dont la conséquence pratique est l'inaction, la désunion et le retard (qui se compte en années) pris dans le travail d'édification du mouvement.

UN MYTHE NÉFASTE : "L'ÉTAPE DES CERCLES"

Au lieu, donc, de considérer les intérêts du mouvement et de contribuer directement à son édification, les partisans des groupes cherchent par tous les moyens à trouver des arguments en faveur de leur retrait du mouvement. Ils justifient leur attitude par un mythe, repris de bien douteux aînés, qui voudrait que la création du parti — à plus forte raison celle également d'un mouvement unifié — soit nécessairement précédée d'une étape, nommée "étape des cercles", durant laquelle le premier devoir des militants serait de créer des petites forteresses locales avec leurs étendards et leurs blasons propres. Plus tard, le royaume — entendez l'organisation nationale — devrait se constituer grâce à la confédération des "cercles", comme on bâtit un puzzle en rassemblant les morceaux préexistants. Ce processus serait, paraît-il, une loi de l'histoire valable pour tous les pays et de tout temps. Par conséquent, oser appeler à la création d'un mouvement national avant que cette "étape" ne soit "achevée" (c'est-à-dire, si l'on pousse la logique jusqu'au bout, avant que le territoire national ne soit complètement couvert par les "cercles"), pis ! oser travailler à l'édification du mouvement sans tenir compte d'une pareille invention, constituerait une violation flagrante d'une "loi de l'histoire" qui irait à l'encontre du mouvement lui-même...

Nous n'allons pas ici entrer dans une longue argumentation pour réfuter ce mythe. Nous voulons seulement rappeler deux points fondamentaux. D'abord, sur le plan historique, il est faux de présenter l'existence des "cercles" (en Russie et en Albanie) comme un préalable obligatoire et favorable à la création du parti. Le parti, dans ces pays, s'est naturellement créé avec la plupart des militants provenant des groupes — certains d'entre eux ayant joué un rôle éminent dans l'introduction du marxisme-léninisme —, mais il s'est créé aussi contre les groupes en tant que mode d'organisation contraire à l'unité et à l'édification du parti. En Albanie, la Conférence qui fonde le P.C.A. en novembre 1941 décida qu'aucun des principaux chefs des groupes ne serait désigné à la direction du Parti, tant ils restaient imprégnés par l'esprit de cercle et marqués par leur hostilité à l'union des communistes.

Enfin, sur le plan idéologique, le mythe de "l'étape des cercles" se fonde sur une conception erronée de l'édification de l'organisation politique marxiste-léniniste. En effet elle part du principe que le parti s'édifie de bas en haut, d'abord au niveau local ou régional, puis (par fusion de ces échelons) au niveau national; la base ainsi agglomérée autour de fiefs délimités est censée ensuite se donner un centre à son image, chaque fief ayant son représentant dans l'instance dirigeante. Une telle conception, outre son côté libéral (laisser faire la "base") et irréaliste, se démarque radicalement de la conception léniniste (exposée dans de nombreux textes de Lénine, Que faire ? entre autres). Pour les marxistes-léninistes, l'organisation se bâtit de haut en bas, à partir d'une ligne et d'objectifs valables pour tous les militants où qu'ils se trouvent, quelles que soient les conditions dans lesquelles ils travaillent. Ce sont eux qui doivent précisément, à leur échelon, prendre les décisions appropriées pour appliquer la ligne et atteindre les objectifs fixés par le mouvement. L'organisation gagne ainsi en influence, en recrutant de nouveaux membres, en touchant de nouvelles régions, etc., grâce au travail créateur de tous les militants unis autour d'une ligne centrale. A cet égard, le rôle de la propagande centrale est fondamental.

Si les partisans des groupes s'opposent à la conception léniniste (qui a pourtant fait ses preuves dans la pratique), c'est qu'ils nient en fait que les marxistes-léninistes puissent être unis idéologiquement et politiquement. Ils ne croient pas à l'unité par conviction, c'est-à-dire à la possibilité du plein accord idéologique. Pour eux, un tel accord est par nature sujet à caution et doit être toujours garanti par une sorte de contrat où des clauses correspondant à tous les désaccords possibles sont prévues pour éviter que les désaccords réputés inéluctables (comme l'étaient chez Mao les deux lignes et la lutte entre elles) n'entraînent l'éclatement de "l'organisation", pour eux, l'unité n'est maintenue que par la soumission.

Les partisans des groupes ont donc une conception fondamentalement pluraliste de l'organisation, celle-ci ne parvenant à l'unité qu'en contenant les désaccords (qui subsistent nécessairement en son sein) grâce à une sorte de carcan "moral" qu'ils font passer pour de la "discipline léniniste". Nous sommes à l'opposé de cette conception anti-léniniste. Nous considérons que l'accord idéologique doit précéder l'organisation. La discipline de l'organisation — tout à fait nécessaire et obligatoire — n'a de sens en effet que par rapport à l'adhésion idéologique, sans quoi elle reste formelle et purement moralisatrice.

L'unification des marxistes-léninistes suppose d'abord un accord entre eux sur les tâches du mouvement, et sur l'analyse de la situation. Sans cet accord il est inutile d'envisager les aspects organisationnels qui ne peuvent être abordés qu'ensuite. Nous avons quant à nous commencé le travail en nous unissant autour de La Voie du Socialisme et chacun peut y trouver sa place (cf. la Charte publiée dans le numéro un). Aucune forme d'organisation ne peut par elle-même provoquer l'accord idéologique et politique. C'est conserver le culte de l'organisation, comme l'ancien mouvement marxiste-léniniste l'entretenait pieusement pour éviter d'aborder la question idéologique, que de continuer aujourd'hui, après l'amère expérience de 15 ans, à prétendre que la tâche de l'heure serait "l'organisation". L'unité du mouvement passe par le rejet de ces vieilles conceptions qui ont fait la preuve de leur nocivité autant que de leur inefficacité.

Si La Voie du Socialisme assume aujourd'hui toutes ses responsabilités dans ce dur combat, c'est, entre autres raisons, parce que ses militants se sont élevés au-dessus de l'esprit de groupe et se sont imposés la seule discipline qui vaille aujourd'hui, celle qui consiste à édifier le mouvement sur la base du socialisme scientifique et autour d'un programme révolutionnaire, de contribuer à toutes les formes de propagande, d'aider le journal, de le diffuser, d'être son correspondant, et de travailler de mille manières à en faire le journal de l'avant-garde marxiste-léniniste de France.

Le Comité de Rédaction

N°12 — Janvier-Février 1986

LA FIN D'UNE EPOQUE

Avec la législature socialiste qui prend fin le 16 mars prochain, quelque chose aura bougé en France. A défaut d'avoir "changé la vie", comme le proposaient le Projet socialiste et le Programme commun, le personnel politique de la bourgeoisie a du moins bouleversé les règles de la vie publique. Après avoir entretenu le mythe de la "rupture avec le capitalisme", Mitterrand et ses bornes se sont empressés de réhabiliter les valeurs de ce régime pourri. A longueur de journée, les chefs socialistes ont récité ce répugnant credo : "le capitalisme ne court pas à la faillite, il peut être sauvé, mieux : il le doit". Exeunt les valeurs historiques de la gauche, qui laissent place à celles cotées en Bourse sous la bonne garde de Bérégovoy le "prolétaire". Ainsi, le corpus idéologique de la gauche s'est-il effrité non pas tant sous les coups de boutoir de la droite que par l'effet de la "lucidité" et du "réalisme" corrosifs des socialistes au pouvoir.

Dans tous les domaines où le capital plante sa griffe vénéneuse pour accélérer la putréfaction de la société, les socialistes ont voulu se montrer les meilleurs et les plus dynamiques, défendant le capitalisme moderne contre l'archaïsme et l'esprit d'entreprise contre la morale frileuse du rentier. Ils ont jeté aux orties les dogmes de la gauche les uns après les autres, et ont mis fin au rêve d'un "socialisme à la française". Même ce socialisme si timide, tellement fade et édulcoré, présenté hier comme ultra-moderne, est rangé aujourd'hui au nombre des dogmes archaïques qu'il faut brûler, le ménage est si bien fait que Rocard peut triompher : "Aucun parti n'a balayé devant sa porte autant que nous l'avons fait" !

Ce constat, aussi écœurant qu'il soit, resterait sans intérêt si le phénomène observé n'affectait que le petit monde politique et son aptitude à tromper les électeurs. Nous en parlons parce qu'il reflète des mouvements plus profonds par lesquels se modifient les rapports entre les classes dans notre pays. Le rêve séculaire de la bourgeoisie éclairée, dissoudre la classe ouvrière dans la classe moyenne, est en train de se réaliser, au moins dans les hautes sphères de la vie politique à défaut de l'être ici-bas, car il faut bien que quelque part la peau de l'ouvrier soit tannée pour que chaque jour les milliards de la plus-value tombent dans les poches de la bourgeoisie, petite et grande. En dépit des efforts (il faut le dire méritoires) des sociologues et des économistes, les ouvriers sont légion et leur poids économique ne fait que grandir. Mais la classe ouvrière est exclue du vaste projet mitterrandien de transformer la France en une grande démocratie moderne, c'est-à-dire sans lutte des classes ; elle ne pourrait y entrer à la rigueur qu'à la condition de se dissoudre dans la classe moyenne, la classe du consensus. Si même le socialisme embourgeoisé n'est plus admis, c'est qu'il porte encore la trace historique de la réalité ouvrière, et que derrière chaque prolétaire, la bourgeoisie le sait d'expérience, se profile le spectre de la révolution.

Sorti de l'usine (ou plutôt de l'entreprise, comme l'on dit maintenant), où il est, paraît-il, le partenaire du patron, l'ouvrier, s'il veut s'exprimer, agir, participer, bref avoir une existence sociale, devra se dépouiller de tous les attributs de sa classe, revêtir les habits neufs du citoyen petit-bourgeois et donner l'impression qu'il s'intéresse aux derniers chiffres du commerce extérieur, à la santé du franc et aux progrès de la Bourse. Tel est le sens politique du projet de la "grande démocratie moderne" : qu'il n'y ait plus, en bas, que des partenaires associés pour que la France se modernise et s'enrichisse, et en haut, des citoyens purgés de toute idée révolutionnaire et même de tout esprit revendicatif. Bref, à l'inverse de la formule de 1981, la France sociologique doit rejoindre la France politique, celle du consensus et de la cohabitation. Alternent au pouvoir deux partis ou deux dans au fond identiques, dont chacun peut faire la politique de l'autre pour la plus grande gloire de la morale capitaliste. Lancer des bombes sur le Tchad, réformer les marchés financiers, réconcilier les Français et leur entreprise, voilà le nouveau programme connu qui coalise tous les partis sans exception.

Un programme aussi unificateur ne peut servir d'enjeu pour les élections. Le véritable débat est ailleurs, qui rend cette campagne inutile et monotone : cennent les dirigeants politiques vont-ils faire accoucher la société française de cette grande démocratie moderne ? On ne discute plus programme. C'est le gouvernement, nommé par le président de la République, qui l'établira, après les élections. La Constitution l'exige, que tous respectent. La politique cède la place à l'herméneutique. On ne discute plus que des rapports entre le président, le gouvernement et la majorité parlementaire. On fait l'exégèse de la Constitution pour savoir cennent donner demain l'avantage à son groupe ou à son lobby. Puisque le consensus se fait sur l'essentiel, le débat se résume à une querelle de partage de pouvoirs entre clans qui, dans une démocratie policée, se fait à travers les manoeuvres florentines et constitutionnelles, ce qu'autrefois Mitterrand nommait le "coup d'Etat permanent". Jamais les électeurs ne furent aussi cyniquement interpellés : "Elisez-moi d'abord, on verra après. Faites de moi un grand prêtre, je vous dirai ensuite quel dieu je servirai", alors qu'on sait bien que c'est le veau d'or qui sera adoré. Les politiciens eux-mêmes nous informent que tout se jouera après le 16 mars dans les coulisses, certains cachant à peine que les tractations sont bien entamées.

Le P.C.F. est officiellement exclu de cet aggiornamento politique : il le sait, il le dit, mais il reste paralysé parce qu'il n'a pas pris sur ce mouvement qui pourtant l'entraîne, puisqu'il a lui aussi rejeté la lutte des classes. Le tournant politique que marqueront les prochaines élections, c'est aussi la fin d'une époque pour le parti révisionniste : celle où il pouvait proclamer haut et fort la "voie spécifique vers le socialisme", la conquête pacifique et parlementaire du pouvoir, en alliance avec les partis réformistes, pour construire progressivement le "socialisme démocratique à la française". Demain, il ne sera plus qu'une force d'appoint, au service des "battants" et des "jeunes loups" de la social-démocratie, et de leurs intrigues politiciennes, cohabitationnistes ou non, peu importe. Pour sortir de ce guépier, le PCF devrait rompre avec la social-démocratie : or c'est impossible.

Le PCF porte une responsabilité directe dans la mise en place de la politique social-démocrate de 1981 : il a écrit là une page honteuse de son histoire, qu'il ne peut effacer parce qu'il ne peut pas vraiment la renier. Il a soutenu le plan Mauroy-Delors de 1982, qui a marqué la rupture des mécanismes traditionnels de hausse des salaires dans notre pays ; il a participé directement à l'organisation du chômage, soutenu les mesures réduisant l'indemnisation des sans-travail ; maintenu la jeunesse dans la surpopulation stagnante (stages Rigout) ; il a accepté les licenciements, came chez Talbot, soutenu la "restructuration industrielle", notamment dans la sidérurgie ; il a appuyé la politique pro-atlantiste et impérialiste de la France, parce qu'il faut "respecter ses engagements" comme le répète aujourd'hui Marchais à propos du Tchad.

Si le parti révisionniste a participé au gouvernement de gauche et défendu son programme capitaliste, ce n'est pas par un astucieux calcul tactique (qui au demeurant aurait lamentablement échoué), mais par une conviction profonde, qui prend sa source dans la souche idéologique bourgeoise comme entre le révisionnisme et la social-démocratie. Rompre avec la social-démocratie signifierait un arrêt de mort pour le PCF, du moins dans les conditions actuelles. Sa simple survie politique et organisationnelle dépend du bon vouloir des chefs socialistes : cet état de fait résulte de la propre histoire du PCF, du cours spécifique de sa dégénérescence qui n'est qu'un long acte d'allégeance à la social-démocratie. Le PCF est le défenseur, quel que soit son score électoral, qu'il représente 1/5 des électeurs et le PS seulement 1/20 comme il y a vingt ans ! Pour faire partie du club des partis bourgeois où sa ligne opportuniste lui commande de figurer désormais, c'est lui qui doit offrir toutes les "garanties démocratiques", renier tous les "dogmes", prouver à chaque minute qu'il n'est plus un parti révolutionnaire et aller toujours plus loin dans la trahison car elle n'est jamais jugée suffisante. A la différence de celui des social-démocrates, le "Bad Godesberg" des révisionnistes n'en finit pas, c'est un long et tortueux processus, qui passe par des zigzags et où coexistent plusieurs lignes.

Le PCF est tenaillé par l'obsession de préserver son "identité révolutionnaire" et de marquer ses distances vis-à-vis de son double social-démocrate. Il n'existe pas d'autre issue pour lui que ce piège qui se resserre toujours davantage : sa survie organisationnelle dépend de son complet alignement sur les positions idéologiques et politiques du socialisme bourgeois du PS, mais en même temps cet alignement met en cause son identité et donc son existence organisationnelle (1). Le parti révisionniste éduque depuis longtemps ses militants dans l'esprit du reniement du marxisme-léninisme et du ralliement à la social-démocratie. Il est périodiquement secoué par des soubresauts qui poussent certains de ses partisans à rallier le PS afin de mettre leur pratique en accord avec les idées distribuées par les révisionnistes eux-mêmes, qui ont effacé toute distinction entre communisme et socialisme bourgeois.

Le "durcissement de ton" qui vise maintenant dans le Parti le dernier carré des fidèles ne dure qu'un temps. En fait, à travers ce discours plus dur, qui désigne du doigt les menaces qui pèsent sur la classe ouvrière, le PCF avoue son impuissance à les combattre (2). Il ne formule pas une critique radicale, poussée jusqu'à ses ultimes conséquences (nécessairement révolutionnaires) du nouveau cours de la vie politique française. Aussitôt énoncé, le propos est tempéré, limité, rogné. Tout ce qui pourrait laisser l'impression que les dirigeants du Parti mettent le PS et la droite sur le même plan est aussitôt contredit ou gommé. Ainsi, toute la campagne électorale de Marchais vise à préparer les électeurs à une nouvelle alliance avec les socialistes, réalisée cette fois à tout prix et sur n'importe quelle base. Tel est le sens du mot d'ordre finalement unique de sa campagne : rééquilibrer la gauche. "Nous voulons que la droite n'ait pas la majorité — dit-il dans une interview au Maine Libre (20/2/86) —, que la future Assemblée soit à majorité de gauche, mais une majorité de gauche rééquilibrée, afin que le PS soit amené à prendre en compte les propositions du PCF". Voici donc la conclusion de 40 ans de compromission avec la bourgeoisie social-démocrate : grappiller quelques voix pour amener le PS à prendre en compte l'existence du PCF !

Dans ces conditions, la classe ouvrière n'a rien à attendre de ces élections et elle ne doit pas gaspiller son énergie dans la voie sans issue que lui propose le parti révisionniste. La question primordiale qui se pose au mouvement ouvrier est la suivante : doit-il suivre le PCF dans ce piège et s'y laisser enfermer ? Ce serait très périlleux. La classe ouvrière est marginalisée, divisée, écartée de tous les lieux où se prennent des décisions qui la concernent au premier chef. Cette situation résulte de la formidable répression de la bourgeoisie qui fait bloc avec la petite bourgeoisie pour écarter le prolétariat de toute vie sociale et politique. En rester à ce constat serait insuffisant car on laisserait de côté la responsabilité des dirigeants du PCF.

Sans l'aide des révisionnistes, sans leur inlassable travail pour miner la révolution et combattre le marxisme-léninisme, la bourgeoisie n'aurait pu constituer ce bloc réactionnaire et réduire la classe ouvrière au silence. Les ouvriers révolutionnaires doivent aujourd'hui comprendre qu'ils sont à un carrefour : ou bien ils nourrissent encore l'espoir que le PCF peut se redresser parce qu'au fond il subsiste chez lui, derrière le compromis, le projet révolutionnaire d'édifier le socialisme en France ; ou bien ils comprennent que l'isolement et la division de la classe ouvrière résultent directement de la politique opportuniste du PCF, ils prennent conscience que l'essence de la ligne du parti, c'est, non pas d'arriver au socialisme, mais à un capitalisme contrôlé et organisé, et que le PCF fait aujourd'hui sienne la vieille formule de Blum : "amender, du dedans, la société actuelle et gérer loyalement les affaires du capitalisme".

A cette seule condition, les ouvriers révolutionnaires quitteront le parti d'experts-comptables et de gestionnaires bourgeois qu'est devenu le PCF, et formeront le parti indépendant de la classe ouvrière qui fait si cruellement défaut dans cette bataille électorale. Pour accélérer ce processus, les marxistes-léninistes porteront leur activité et leur propagande à un niveau supérieur afin de mieux combattre la politique bourgeoise et révisionniste et préparer l'élaboration d'un programme révolutionnaire.

Stéphane BRUEL

- (1) Certains, comme Herzog, se débattent furieusement pour sortir du piège et élargir la nouvelle base sociale du PCF — patronat, ingénieurs, cadres... Nous avons évoqué cet aspect dans les n°4 et 11 de la Voie du Socialisme.
- (2) Cf. sa position à propos de la loi scélérate sur l'aménagement du temps de travail, que nous analysons dans le n°1 de notre nouvelle revue, à paraître au printemps.

Afrique : le domaine réservé

Opération Epervier : c'est le nom de code de la nouvelle expédition militaire de la France au Tchad. Un tel nom convient parfaitement à l'impérialisme français, ce rapace qui depuis longtemps a planté ses griffes dans la terre africaine et qui refuse aujourd'hui de lâcher sa proie. Nombreux sont ceux qui s'abritent sous son aile protectrice et obtiennent quelques miettes du festin. C'est pourquoi, une fois de plus, on a pu entendre les responsables politiques de tous bords entonner les vieux hymnes réactionnaires à la gloire de la "grandeur" de la France, c'est pourquoi tous somment le gouvernement de "prendre ses responsabilités". Dans ce répugnant concert de déclarations bellicistes et chauvines propagées par l'ensemble des moyens d'information, les révisionnistes du P.C.F. n'ont pas été les moins empressés à se mettre dans le ton. Se hâtant de donner à la bourgeoisie un nouveau gage de son adhésion à la politique colonialiste, Marchais a immédiatement justifié à la télévision l'intervention des troupes françaises ("Il existe des accords d'assistance mutuelle. Ils doivent être respectés de part et d'autre." Cf. L'amanite du 17 février.), et il a impudemment blanchi l'impérialisme français de toute responsabilité dans la tragédie que vit le peuple tchadien ("Ce qui nous inquiète, c'est que le Tchad est en guerre depuis vingt ans, en raison de rivalités internes."). A l'heure où le P.C.F. se voit de plus en plus exclu des combinaisons politiques de la bourgeoisie, les subtilités idéologiques et les acrobaties tactiques qui lui servaient naguère à camoufler sa ligne pro-impérialiste ne sont même plus de mise : Ayant fait acte d'allégeance, *L'Humanité* se garde depuis de faire le moindre commentaire sur l'action des troupes françaises.

Le consensus général qui s'exprime autour des aventures militaires de Mitterrand symbolise parfaitement la continuité de pensée qui a marqué depuis vingt-cinq ans les gouvernements de la France : De Gaulle, Pompidou, Giscard, tous les présidents de la V^e République ont souligné à un moment ou à un autre l'importance vitale du continent africain pour les destinées de notre impérialisme, tous ont pris quand il le fallait les mesures politico-stratégiques visant à défendre les intérêts de la bourgeoisie.

Quant à Mitterrand, il assume aujourd'hui cette politique de la manière arrogante et avec le cynisme qu'on lui connaît. Il est trop simpliste pourtant de ne voir en lui qu'un continuateur fidèle : En 1951, alors qu'il était ministre de la France d'Outre-mer, il avait ouvert la voie en proclamant dans une perspective crûment néocoloniale "la France du XXI^e siècle sera africaine ou ne sera pas". Et encore : "Le pré carré français a pour capitales Paris, Alger, Dakar et Brazzaville." Ce pari explicite et stratégique sur l'Afrique révélait un Mitterrand prônant le redéploiement de la France à l'échelle mondiale, grâce au maintien de sa prépondérance sur le continent africain. Cette politique fut entérinée par la loi-cadre de 1956 présentée par Defferre. Les mérites de ce serviteur intelligent de l'impérialisme français qu'est Mitterrand sont nombreux et son rôle a été décisif dans le grand tournant de l'évolution du colonialisme traditionnel vers le néo-colonialisme. Ainsi, ce fut lui qui obtint le "désarrement" des députés du Rassemblement Démocratique Africain du groupe communiste et leur ralliement à une nouvelle forme de coopération avec la bourgeoisie française. Malgré toute sa subtilité politique, Mitterrand n'hésita pas à se révéler à d'autres moments un colonialiste acharné : en tant que Garde des Sceaux de Guy Mollet, ce fut lui qui signa le décret criminel qui déférait les patriotes algériens et les militants anti-colonialistes devant les cours martiales, réputées pour arracher les aveux par la torture et pour procéder à de véritables "assassinats judiciaires". Mendès-France, dont il affirme aujourd'hui être le légataire spirituel, était sans doute plus clairvoyant en décidant de démissionner d'un gouvernement dont la seule politique était la guerre à outrance.

Finalement, ce fut de Gaulle qui se chargea de régler le problème algérien et de mettre en oeuvre la nouvelle politique africaine de la France. Tirant parti de la rivalité entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, qui commençait alors à s'étendre à l'ensemble de la planète, il convainquit les Etats-Unis de confier à l'impérialisme français un véritable mandat pour la défense de l'occident dans ses domaines africains, assurant Washington que la France était à même de conserver une influence considérable dans cette partie de son ancien empire (en Indochine, Mendès-France qui savait s'effacer devant plus puissant que lui avait déjà transmis le relais aux Américains). Sous la nouvelle forme de la vieille politique de la canonnière, de Gaulle empêcha que les Etats-Unis ne tentent de déstabiliser à leur profit les jeunes Etats indépendants "francophones", il sut profiter de la marge de manoeuvre qu'il pouvait obtenir en jouant de la rivalité entre les deux Grands. Cette politique qui tentait de faire son atout du "non-alignement" des nouveaux Etats africains culmina lorsque de Gaulle émit l'idée, dans son discours de Phnom Penh, d'une troisième voie à la française, s'opposant au partage du monde entre Moscou et Washington.

Ayant refusé d'abandonner aux convoitises soviétiques et américaines ses chasses gardées en Afrique, l'impérialisme français renforça son empire néo-colonial. Depuis plus de vingt-cinq ans, l'exportation de capitaux, le commerce des Mens manufacturés, l'importation des matières premières minérales et agricoles ont procuré des profits considérables à la bourgeoisie. Le pétrole du Gabon, le minerai de fer de Zouérate, l'uranium du Niger ont approvisionné les usines françaises à des tarifs défiant toute comparaison. Les pays africains ainsi exploités ont vu leurs économies subir des distorsions incroyables, entraînant la malnutrition, l'exode rural,

l'épuisement des sols, la ruine des industries locales, la création d'administrations corrompues, l'instabilité politique, la répression des Mouvements populaires par des armées vassalisées... Cet empire néo-colonial, la France le maintient encore aujourd'hui sous son contrôle et sa domination grâce à son "aide" asservissante, grâce au système de la zone-franc, grâce à toute une série d'accords politiques et économiques, d'accords de coopération et de défense. Ces derniers, par exemple, possèdent un caractère qui dépasse nettement les traités d'alliance traditionnels : les clauses imposées par la France révèlent que le concept d'alliance militaire va de pair avec "l'harmonisation de la vie diplomatique", voire avec la création d'institutions politiques communes.

Ce système très développé d'accords militaires permet à l'impérialisme français de maintenir sur le continent africain un ensemble de bases maritimes, aériennes et terrestres qui comptent parmi les plus importantes de l'armée française. L'extrême importance de ce réseau de bases militaires montre que l'Afrique est le lieu préférentiel de la stratégie mondiale de l'impérialisme français. Utilisant la présence croissante des super-puissances sur le continent africain pour justifier sur le plan diplomatique la sienne, la France a imposé à de nombreux pays un droit de survol et d'escale pour ses avions et sa marine de guerre, des facilités de stationnement et de circulation pour ses troupes terrestres. Outre les bases intermédiaires visant à assurer le transit des forces d'intervention dans les zones où n'existent pas de bases principales, outre les garnisons de sécurité dans les zones sensibles, outre les escales aériennes indispensables au pont aérien logistique pour l'action des forces d'intervention, l'impérialisme français dispose de quatre bases principales en Afrique : Dakar (Sénégal) et Djibouti, qui sont à l'ouest et à l'est du continent, sur le même parallèle, les bases les plus stratégiques de la France : Port-Bouet en Côte-d'Ivoire et Libreville au Gabon.

Dakar, par exemple, le plus grand port de l'Afrique occidentale, est un des meilleurs relais maritime et aérien vers l'Afrique australe, le Golfe de Guinée et même le Sahel. Sa position stratégique permet à la France d'intervenir rapidement face à toute tentative de "déstabilisation" dans son aire d'influence. Les forces de présence qui y stationnent en permanence ont pour tâche de préparer l'opérationnalité des forces d'intervention, en particulier de la F.A.R., élément essentiel de ces forces d'intervention. Mais Dakar joue également un rôle important dans les plans stratégiques de l'O.T.A.N. : en cas de conflit nucléaire en Europe, Dakar serait en l'espace de trois jours le point de concentration de plus de huit cents navires de guerre de l'Alliance atlantique. Déjà, pendant la guerre des Malouines, la France avait accordé à l'impérialisme anglais l'autorisation d'utiliser sa base de Dakar. L'accord du 29 mars 1974 qui donne à la France la libre disposition de cette enclave sur le sol sénégalais d'une importance fantastique ne sera pas abrogé de sitôt !

Grâce à ses bases permanentes, l'armée française est donc capable d'intervenir plus rapidement en Afrique noire que celle de tout autre grande puissance, y compris la Rapid Deployment Force des Etats-Unis. C'est pourquoi, jusqu'à présent, ceux-ci se sont fort bien satisfaits d'une France décidée à assumer ses engagements militaires, tant qu'aucun autre pays de l'O.T.A.N. ne peut se prévaloir de cette potentialité à être immédiatement opérationnel.

La France reste donc la puissance européenne la plus impliquée économiquement, politiquement et militairement en Afrique, elle est le seul pays d'Europe prêt à jouer un rôle militaire actif pour protéger ses intérêts sur le continent, intérêts africains qui lui sont bien plus importants qu'à la Grande-Bretagne, par exemple, qui n'a pas conservé de liens aussi étroits et privilégiés avec ses anciennes colonies. En défendant ces intérêts, l'impérialisme français en profite pour jouer dans son aire d'influence le rôle de relais principal entre la Communauté Economique Européenne et l'Afrique dite francophone. Au total, sa présence en Afrique confère à la France une puissance politique que sa puissance économique propre, comparée à celle de l'Allemagne fédérale par exemple, ne justifierait sans doute pas.

Tout ceci n'empêche pas que la marge de manoeuvre de la bourgeoisie française s'est considérablement amoindrie en Afrique, et que sa prépondérance — même établie depuis longtemps — se trouve battue en brèche par l'arrivée de nouveaux concurrents, souvent fort agressifs. Plus que jamais, en effet, les Etats africains apparaissent comme des pions sur l'échiquier de la stratégie des grandes puissances. L'Union soviétique a infiltré certains mouvements de libération pour renforcer sa présence et elle sait à merveille profiter de l'instabilité de toute une série de pays. Les Etats-Unis jouent de leur "aide" économique pour lier certains pays à des alliances militaires. Parmi les ex-puissances coloniales, la France est certes la seule à pouvoir rivaliser avec ces deux super-puissances. L'impérialisme français, d'ailleurs, utilise fort bien la recrudescence de la rivalité entre elles pour multiplier ses propres interventions, directes et indirectes, diplomatiques, politiques ou militaires, afin de consolider ses liens avec les pays "amis". Encore une fois, sa place sur la scène internationale dépend du maintien de cette prédominance en Afrique.

En matière économique cependant, la France n'est pas de taille à lutter avec les Etats-Unis (sans parler de la redoutable concurrence du Canada, du Japon, de la RFA...). Ses propres difficultés l'empêchent d'accroître son action auprès de pays dont les budgets sont de plus en plus déficitaires et la dette extérieure de plus en plus lourde. Plusieurs pays africains désireux d'accroître leur marge de manoeuvre vis-à-vis de la France ont

massivement emprunté sur le marché international et se sont pris ainsi aux rets d'une nouvelle dépendance à l'égard du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale. Les interventions multilatérales de ces deux institutions dans les zones traditionnelles de la "coopération franco-africaine" ont fait d'elles de véritables ministres de l'économie et des finances, des outils extrêmement efficaces d'une politique visant à l'hégémonie américaine. Cette dernière se développe de plus en plus, avec une présence accrue dans tous les domaines (santé, éducation, recherche, agronomie...), dans tous les créneaux les plus rentables, notamment dans les pays-clés du continent africain (Sénégal, Côte-d'Ivoire, Cameroun, Gabon, Zaïre...).

Dans ces conditions, même si la France a des préoccupations parfois contradictoires à celles des U.S.A., il lui est difficile d'ajuster ses ambitions à ses capacités réelles, ce qui se traduit en maintes occasions par un aveu d'impuissance et la voie laissée libre à l'expansion américaine. D'où une apparence d'improvisation souvent constatée dans la politique extérieure française, qui découle de ce fait indéniable : l'impérialisme français n'est pas entièrement maître des processus qu'il a lui-même engagés, et les Américains ne prennent pas toujours la peine d'avertir Paris de leurs faits et gestes, même quand ceux-ci sont susceptibles de mettre la France en difficulté. L'ambiguïté de la politique française tire aussi son origine de ce que la France, tout en dénonçant les blocs, fait en réalité partie du "monde libre", de ce qu'elle prétend mettre les deux superpuissances sur le même plan, tout en défendant le camp occidental — c'est maintenant évident —, tout en menant de plus en plus régulièrement pour les Etats-Unis les actions que ceux-ci ne peuvent effectuer eux-mêmes.

Malgré cet étiolement politique de la France, prélude à un reportage des zones d'influence, la stratégie de notre impérialisme arrive souvent à éviter le pire. L'habileté manoeuvrière de Mitterrand, en particulier, a permis à plusieurs reprises sinon d'enregistrer des succès éclatants, du moins d'éviter dans tel ou tel pays une grave perte d'influence. Mitterrand est parvenu à redonner une certaine vigueur à la politique africaine de la France, permettant à celle-ci de remettre le pied dans certains pays qui s'en étaient éloignés, lui permettant même, en profitant de leur faiblesse, de se substituer en certaines occasions à d'autres puissances. Parmi les résultats tangibles obtenus après 1981, on compte ainsi l'appui militaire à la confédération Sénégal-Gambie, l'intégration de la Guinée équatoriale dans la zone Franc, l'augmentation de l'"aide" au Rwanda et au Burundi, le retour du Mali dans l'Union Monétaire Ouest-Africaine, la reprise des relations économiques et politiques avec Sékou Touré et ses successeurs en Guinée, un certain endiguement de la pénétration soviétique au Bénin, au Congo, en Mozambique...

Au début de son septennat, Mitterrand avait cru bon d'utiliser un langage tiers-mondiste, de discourir sur les droits de l'homme, de revendiquer un nouvel ordre économique mondial, pensant ainsi abattre des atouts de valeur pour affermir la présence de la France dans le Sud. Mais le vernis hypocrite des déclarations de Cancun s'est vite effrité. L'exercice purement rhétorique visant à cacher le maintien de l'empire néo-colonial, avec ses dictatures satellites et ses satrapes sanguinaires, céda rapidement la place aux périodiques démonstrations de force exigées par le maintien de cet empire. Dès novembre 1981 en fait, au sommet franco-africain de Paris, Mitterrand démontra d'une manière cinglante que les peuples d'Afrique ne se verraient pas adresser le même discours que ceux d'Amérique latine, où les intérêts de la France sont quasi inexistants.

Le Tchad a été et reste un exemple éclatant de la réalité de la politique impérialiste de Mitterrand, du rôle clé joué par l'impérialisme français en Afrique, "le seul continent — comme le disait de Guiringaud en 1979 — qui soit encore à la mesure de la France, à la portée de ses moyens. Le seul où elle peut encore, avec cinq cents hommes, changer le cours de l'histoire".

Nous avons déjà expliqué (Cf. La VDS n°2) dans quelles conditions avait été prise la décision de lancer en août 1983 l'Opération Manta, qui fut la plus importante expédition militaire entreprise par la France en Afrique depuis la décolonisation, et auprès de laquelle les parachutages giscardiens sur Kolwezi n'ont été que d'innocentes promenades du dimanche. L'Opération Epervier démontre une nouvelle fois que l'impérialisme français n'entend aucunement abandonner son empire néo-colonial, elle confirme l'arrogance et le cynisme de Mitterrand et de son gouvernement "socialiste", toujours prêts à jouer les gendarmes de l'Afrique.

Bernard PELTIER

DOM-TOM : une élection purement coloniale

En Nouvelle-Calédonie comme en Guadeloupe, 1985 a été une année charnière. Dans ces deux confettis de l'empire colonial français, les peuples guadeloupéen et kanak ont montré que l'aspiration à l'indépendance est irréversible. Dans une situation très tendue, les élections se dérouleront à un moment où les peuples de ces pays colonisés par l'impérialisme français ont à résoudre une question qui prend chaque jour plus d'importance, celle des moyens qu'exige la conquête de l'indépendance.

Le contraste est frappant entre le spectacle navrant donné par les grands partis métropolitains et les tâches immenses que pose le mouvement d'émancipation de ces pays. Le décalage est tout aussi remarquable entre les promesses démagogiques faites de tous bords (travail pour tous, développement de la production, progrès social, etc.) et les motivations réelles qui agitent les formations politiques colonialistes.

En Nouvelle-Calédonie, la réalité, ce sont les huit ordonnances du 15 novembre 1985 mettant en place le plan Pisani. Elles ont confirmé la poursuite de la mise en coupe réglée de ce pays par le colonialisme français et son accentuation sous le pouvoir "socialiste". Pour Mitterrand, la Nouvelle-Calédonie représente avant tout le porte-avion de la force militaire française dans le Pacifique Sud (cf. La VDS, n° 5 et 10). En Kanaky, la réalité des faits, c'est donc l'aggravation des contradictions entre le peuple kanak et les caldoches qui défendent l'ordre colonial. Ayant conquis trois présidences de région sur quatre, les Kanaks relèvent le défi de construire les bases matérielles de leur future patrie libérée. Face à eux, les colons caldoches refusent tout compromis et se préparent froidement à prendre une sanglante revanche sur le peuple kanak. Le RPCR, porte-parole des grands colons, a mis ainsi sur pied, en 1985, un "service de sécurité", avec l'aide technique de Jean-François Charrier, colonel au service action du SD6CE jusqu'en 1982. Un responsable peu discret de cette organisation, Bernard Deck, arrêté le 30 décembre dernier, se trouve d'ailleurs inculpé pour importation d'armes et association de malfaiteurs. Les documents saisis (Le Monde, 11/01/86) ne laissent aucun doute sur le rôle joué par ce "service de sécurité" : il existe aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie une organisation clandestine du type de l'OAS, armée et structurée par d'anciens responsables des services secrets français.

Ainsi pendant que le peuple kanak travaille à redresser son économie ruinée et à créer ses propres institutions, les caldoches-ultras s'organisent ouvertement et se préparent à noyer dans le sang toute velléité à l'indépendance, — avec l'accord tacite du gouvernement français.

En arrêtant Bernard Deck, le pouvoir socialiste voulait manifestement montrer qu'il comptait sur une situation calme en Nouvelle-Calédonie pendant la période électorale. Las ! Contre l'avis du magistrat instructeur, la Chambre d'accusation a décidé le 13 février de le remettre en liberté. N'est-ce pas encourager toute action contre le peuple kanak ? Au même moment, Chirac souhaitait hypocritement "une nouvelle armée de solidarité retrouvée... marquée par les victoires des forces de progrès et de liberté sur les tenants du sectarisme et de l'intolérance" (Le Monde, 3/01/86).

Dans cette situation extrêmement périlleuse pour le peuple kanak, le FLNKS a décidé le 11 février de ne pas participer à ces élections. L'ensemble du mouvement indépendantiste a ainsi choisi de donner la priorité à la résolution des tâches posées au mouvement, il a clairement décidé de ne pas éparpiller ses forces dans une campagne qui ne concerne en rien les Kanaks et où ils auraient pu se retrouver les otages de divers clans coloniaux.

En Guadeloupe, où les contradictions apparaissent tout aussi clairement, la société se scinde toujours en deux forces : d'un côté les partisans du maintien de la Guadeloupe sous le joug colonial, de l'autre les forces patriotiques dont l'organisation progresse. Détenant la majorité absolue au Conseil régional, les socialistes et les révisionnistes du PCG montrent chaque jour plus clairement au peuple guadeloupéen le mensonge des promesses faites avant d'arriver au pouvoir : la situation économique ne cesse de se dégrader, le chômage augmente sans cesse et touche aujourd'hui plus de 40 % de la population active, la pression fiscale s'accroît encore et devient manifestement insupportable. La présence militaire et policière française n'a cessé quant à elle de se renforcer, au moment où le camp patriotique accroît sa propagande et dénonce faits à l'appui le caractère corrompu des équipes politiques au pouvoir, qu'elles soient de droite ou de gauche : les trafics, détournements et escroqueries en tous genres sont une des facettes les plus criantes du colonialisme et de ses locaux.

Le peuple guadeloupéen est aujourd'hui confronté à une situation objective jamais vue au cours de son histoire. Les dirigeants politiques locaux apparaissent de plus en plus ouvertement pour ce qu'ils sont réellement : une petite caste en pleine décomposition, corrompue par le colonialisme français, qui ne pense qu'à s'enrichir sur le dos du peuple et se couche docilement devant les impératifs de ses maîtres français. Le peuple guadeloupéen a vu se succéder au pouvoir en métropole chacun des partis de la bourgeoisie française. Il ne conserve plus aucune illusion sur la volonté de celle-ci de ne faire des Antilles qu'une plate-forme, nécessaire à la pénétration des produits français sur le marché américain et au maintien d'une présence militaire exigée par les Etats-unis dans leur confrontation avec l'impérialisme soviétique dans la zone caraïbe.

Dans cette situation, le mouvement patriotique n'a cessé de développer son action dans tous les domaines, démontrant à maintes reprises et de façon spectaculaire, sa capacité d'organisation et de mobilisation. Le Forum économique que l'UPLG a organisé en décembre 1985 a permis d'accentuer les contradictions entre les producteurs locaux et les représentants des trusts de l'import-export, véritables cancers de l'économie guadeloupéenne.

Fort des résultats politiques obtenus ces derniers temps, le Mouvement patriotique a décidé d'appeler le peuple guadeloupéen à boycotter les élections législatives du 16 mars. Dénonçant clairement le caractère purement colonial de ces élections, le mouvement patriotique se donne une fois de plus les moyens de renforcer sa lutte pour l'émancipation et d'avancer dans la voie de la conquête de l'indépendance nationale.

Les communistes véritables, qui luttent aux côtés des peuples coloniaux pour abattre l'impérialisme français, ne peuvent que se réjouir des progrès qu'enregistre en Kanaky comme en Guadeloupe le mouvement indépendantiste. Dans une situation politique qui reste complexe et périlleuse pour les peuples de ces deux pays, ils soutiennent leur décision de ne pas participer aux élections de la métropole coloniale et leur souhaitent de nouveaux succès sur la voie de leur libération.

Jean-Louis MAY